OPÉRATION MACRON

ÉRIC STEMMELEN

Erasier

Préface

Gérard Mordillat

Il n'y a qu'un adjectif pour qualifier *Opération Macron* d'Éric Stemmelen : inexorable. L'auteur avance sans se retourner dans la bataille qu'il engage contre Emmanuel Macron. C'est un cuirassier transperçant les lignes de l'infanterie médiatique, sabrant la cavalerie des politiques, des obligés, des courtisans, des ralliés, des vendus et finissant par planter sa latte au cœur d'un système dominé par la cupidité, le cynisme et le mépris. L'arme d'Éric Stemmelen, c'est la chronologie, le déroulement inexorable du temps et des faits.

Pour être élu président de la République, c'est vrai que Monsieur Macron a bénéficié de circonstances très favorables, inespérées même : la démonétisation de François Fillon tombé au champ d'infamie du lucre et de la fraude, l'abandon d'Alain Juppé mort droit dans ses bottes, pétrifié d'être si peu soutenu par les siens, le dégonflage de la baudruche Hollande, l'exterminateur du Parti socialiste, la bêtise abyssale de Madame Le Pen et de ceux qui lui ressemblent, l'incapacité de la gauche (la vraie !) d'avoir la victoire pour seul objectif et de s'unir pour l'atteindre… Tout cela fait beaucoup mais comme disait Napoléon, la première qualité d'un général, c'est d'avoir de la chance.

Et Emmanuel Macron a eu de la chance…

Mais la chance, le hasard et les fameuses « circonstances » ne sont que des hochets pour distraire le citoyen. Derrière les joujoux, il y a des hommes penchés sur le petit Macron comme les bonnes fées sur le berceau de Cendrillon : Jacques Attali qui le fait nommer rapporteur de la commission qu'il préside ; Jean-Pierre Jouyet, sarkozo-hollandais, son ange-gardien depuis 2005 ; Claude Bébéar, fondateur d'Axa et de l'Institut Montaigne ; Peter Brabeck, PDG de Nestlé et vice-président de L'Oréal ; Serge Weinberg, un proche de

la famille Pinault, président de Sanofi. Et surtout les plus grandes fortunes du pays, Bernard Arnault en tête, chez qui le couple Macron dîne toutes les semaines, et Xavier Niel (gendre de Bernard Arnault) qui trouve Emmanuel « vachement sympa, on est devenus copains », et le catho intégriste Vincent Bolloré (et son fils Yannick) qui met l'agence de communication Havas à son service, et Patrick Drahi, propriétaire de médias (*Libération*, *L'Express*, *RMC*, *BFM*, etc.) qui célèbrent chaque jour la saint Macron, tout comme ceux d'Arnaud Lagardère (*Europe 1*, *Paris-Match*, *Le JDD*, etc.). La liste est interminable !

Les domestiques médiatiques ne sont pas en reste : très tôt, dans *Le Nouvel Obs*, Emmanuel Macron est glorifié « enfant prodige de l'Élysée doté d'un incroyable charisme » ; dans *L'Express*, il est qualifié de « Mozart de l'Élysée » ; dans *Closer* (que contrôle Silvio Berlusconi), il est « le plus chabadabada des ministres » ; dans *Le Parisien* (que contrôle Bernard Arnault), il est « la nouvelle star du gouvernement, brillant mais pas arrogant » ; dans *Le Monde* (que contrôle Xavier Niel), on évoque sans rire « l'aisance d'un Steve Jobs à la française » ; dans *France Dimanche* comme dans *20 minutes*, il est « le beau gosse du gouvernement » ; en couverture de *VSD*, Emmanuel et Brigitte forment dès mars 2016 « un couple pour l'Élysée » ; et encore *Libération* qui titre à la une et à l'impératif « Votez Macron ! ». Il y en a tant et tant, de ces papiers adulateurs, qu'ils pourraient servir non seulement à allumer le feu au Fouquet's mais à toute l'avenue des Champs Élysées et au palais présidentiel et qui sait où l'incendie s'arrêterait... Quant au portrait d'Emmanuel Macron servi par la presse écrite et radiophonique, il est digne des *Belles Histoires de l'oncle Paul*, publiées par le journal *Spirou* dans les années cinquante. Notre champion serait diplômé de Normale Sup' (alors qu'il en a raté par deux fois le concours d'entrée), il serait agrégé de philo, il serait l'auteur d'une thèse, il aurait été l'assistant du philosophe Paul Ricœur. C'est à se demander s'il n'a pas déjà eu une chaire au Collège de France, un fauteuil à l'Académie (celui du Maréchal Pétain ?), une place réservée au Panthéon...

S'il n'y avait dans ces « circonstances » trop de concordances pour être honnêtes, trop d'heureux hasards pour ne pas voir une intelligence à l'œuvre, trop d'opportunisme triomphant, la statue d'Emmanuel Macron, honorée par la médiacratie, ferait rire. Mais si l'on rit, c'est jaune. La finance a réussi à placer aux commandes

de l'État un de ses affidés les plus performants, un ultralibéral prêt à se damner au service des grandes fortunes, d'un égocentrisme absolu lui faisant regretter qu'il n'y ait plus de roi, qu'il ne soit plus à Versailles où l'on se réfugie toujours pour « sauver » la République, que Jupiter soit le seul nom qui lui convienne. Grotesque et pathétique.

Si l'on considère le terrain économique, qu'est-ce qui distingue Emmanuel Macron de Marine Le Pen ? Tous les deux se prétendent ni de droite ni de gauche, tous deux sont contre la hausse du Smic, le rétablissement de l'ISF, la suppression du CICE. Sans compter qu'ils partagent une commune aversion pour les syndicats et pour toute idée du collectif. Sur le plan sociétal, Madame Le Pen mugit devant tous les micros que les migrants, les réfugiés, les rescapés des guerres ou des catastrophes climatiques sont une armée prête à nous envahir, à nous remplacer. Monsieur Macron se pince le nez mais sa politique d'expulsion des demandeurs d'asile, sa persécution des travailleurs sans papiers, son refus de secourir les naufragés de la misère n'est que la version hypocrite de ce que Madame Le Pen ose clamer à pleine voix. L'un et l'autre sont les deux faces d'une même médaille. À l'occasion de la crise des Gilets Jaunes, en termes mesurés on dira qu'ils accompagnent une « dérive autoritaire » de l'État en faisant voter des lois liberticides ; en termes plus crus, on parlera d'un « néofascisme » sournois qui, jour après jour, s'installe en France. N'oublions pas Mussolini marchant sur Rome au cri de « Ni droite, ni gauche ! ».

Cela ne vient pas de nulle part.

Ça vient même de loin comme Éric Stemmelen le démontre magistralement dans *Opération Macron*.

Prologue

François Ruffin

Ce manuscrit d'Éric Stemmelen, c'est Gérard Mordillat qui me l'a d'abord remis. Encore un. Encore du papier. Qui risquait de dormir sur mes étagères, de s'empoussiérer. Trop de lectures en cours, en attente.

J'y ai jeté un œil, quand même. Et tout de suite, j'ai apprécié. C'était sans blabla. Des dates, des faits. Dépouillé. Écrit comme avec un scalpel. Ce texte, je ne l'ai pas seulement lu : il m'a servi d'outil, de référence, toujours à portée de main, ressource pour des citations, des liens oligarchiques, Macron et Arnault, Macron et Niel, Macron et Drahi, comme un bréviaire. Notamment durant l'écriture de *Ce pays que tu ne connais pas*.

La méthode : lire la presse, dépouiller les articles, en ôter les commentaires, n'en conserver que les faits, les dates. Et alors, se dessine un squelette, une évidence. L'évidence, sous les yeux de tous, comme *La Lettre volée* d'Edgar Poe, et que les éditorialistes, les journalistes, les clercs médiatiques, ont pour mission non de révéler, mais de masquer : avant le suffrage universel, Emmanuel Macron a reçu un premier mandat. Des patrons, et plus particulièrement des patrons de presse. Qui prime largement sur le second, des Françaises et des Français.

On peut, certes, toujours, chipoter, sur des détails, sur telle interprétation, avoir des accords et désaccords. Mais que, durant deux ans, ce travail n'ait pas trouvé d'éditeur en France, c'est un symptôme. D'une fatigue morale, d'une asthénie intellectuelle, d'un renoncement démocratique. Et le surgissement des Gilets jaunes se traduit, aussi, sans doute, sur le plan éditorial...

Je ne glose pas plus.
Pour respecter l'écriture scalpel d'Éric Stemmelen.

Éric Stemmelen, docteur en Sciences économiques, a été directeur d'études à la Sofres, directeur de la Recherche et des Études de France Télévision, directeur des Programmes et de la Programmation de France 2. Il est l'auteur de *La Religion des seigneurs* (Michalon, 2010) et de *Partage ou naufrage* (Michalon, 2014).

Chronique d'un tranquille coup d'État

Emmanuel Macron est devenu président de la République française à la suite d'un « incroyable concours de circonstances », nous est-il seriné un peu partout. Je suis statisticien de formation : je ne crois donc pas à l'incroyable. Je sais que lorsque l'enchaînement des événements est toujours favorable à la même personne, cela n'est que très rarement l'effet du hasard. Au casino, un joueur chanceux c'est une chose, un tricheur professionnel à la solde d'une bande d'escrocs, c'en est une autre.

En trois mois, cinq politiciens des plus expérimentés, des lascars de première envergure, ont disparu, éliminés de la course : deux anciens présidents de la République, Sarkozy et Hollande, et trois anciens Premiers ministres, Juppé, Fillon et Valls. Brillant tableau de chasse. Cinq morts violentes dans le milieu, en si peu de temps : le policier le plus obtus se refuserait à admettre un « concours de circonstances ». Un enquêteur, simplement épris de justice, reprendrait patiemment le déroulé des événements et relèverait les indices concordants, le faisceau de présomptions. C'est ce que j'ai fait et je livre ici l'état de mes recherches. Il s'agit d'une enquête à charge, je ne m'en cache pas. Pour entendre les arguments de la défense, il suffira d'acheter n'importe quel journal ou d'allumer à n'importe quelle heure son poste de radio ou de télévision.

Jour après jour, comment un garçon un peu fragile, mais si bien de sa personne, a été intronisé roi des Français. L'approche chronologique ici adoptée a l'avantage de présenter la succession des faits sans opérer un remontage spécieux pour mieux appuyer une thèse. Chacun pourra ainsi constater par lui-même le cours de l'histoire et en tirer ses propres conclusions.

2012

Est-ce que je deviendrai aussi un chef ? demanda-t-il.
– Mais bien sûr, mon bonhomme,
c'est pour cela que je t'ai fait.

JEAN-PAUL SARTRE, *L'Enfance d'un chef*

22 janvier 2012. Le sémillant François Hollande manifeste un formidable culot pour brailler en plein meeting électoral, devant vingt mille gobe-mouches subjugués : « Mon adversaire... c'est le monde de la finance ! » Quand ses conseils en économie appartiennent tous à ce joli monde, qu'ils (ou elles) soient les employés de la banque Lazard, de BNP Paribas, ou du groupe allemand Allianz. Parmi eux, un certain Emmanuel Macron, tout juste âgé de 34 ans.

25 janvier 2012. *Le Monde (Niel)*[1] présente Emmanuel Macron en ces termes : « Ancien rapporteur de la Commission Attali sur la libération de la croissance française, inspecteur général des Finances et associé-gérant chez Rothschild & Cie, il a coordonné l'activité du groupe d'économistes de La Rotonde ». Depuis l'été 2011, en effet, ce cénacle de bonne compagnie alimente le laïus du candidat Hollande, avec des professeurs tels que Philippe Aghion, Gilbert Cette, Élie Cohen ou Jean Pisani-Ferry qui, sous des dehors vaguement progressistes, sont tous des adulateurs de l'intégration européenne et de la dérégulation.

Emmanuel Macron a fait la connaissance de François Hollande fin 2008, lors d'un dîner chez Jacques Attali. Celui-ci, en 2007, avait été chargé par Nicolas Sarkozy de présider la Commission pour la libération de la croissance française et il avait recruté Macron comme rapporteur général adjoint. Le juvénile inspecteur des Finances avait alors séduit bon nombre de membres de la Commission. Un participant se souvient qu'« il disait oui à tout le monde », ce qui lui valut de se faire des relations comme Claude Bébéar, fondateur d'Axa et de l'Institut

1 Je ferai systématiquement figurer pour les médias privés le nom de leur propriétaire, à la date considérée : il est essentiel de savoir qui parle. Voir en annexe un panorama de la presse. Concernant *Le Monde*, il va de soi que le poids énorme du milliardaire Xavier Niel est sans commune mesure avec celui de ses "petits" associés Pierre Bergé et Matthieu Pigasse.

Montaigne, Peter Brabeck, PDG de Nestlé et vice-président de l'Oréal, ou Serge Weinberg, président du groupe Accor et qui deviendra président de Sanofi.

C'est sur recommandation de Serge Weinberg qu'Emmanuel Macron entre à la banque d'affaires Rothschild & Cie en septembre 2008. À son arrivée, il n'est qu'un apprenti technocrate sans expérience et sans compétences particulières. Il est cependant promu associé-gérant en un temps record, début 2011, ce qui intrigue tous les spécialistes du secteur financier. En deux ans, ses revenus ont été multipliés par dix : de 137 000 euros en 2009 à 1,4 million en 2011. Il pilote début 2012 le rachat par Nestlé de la branche nutrition infantile de Pfizer. « Macron a réussi à construire une relation quasi filiale avec Peter Brabeck, 67 ans, alors que le personnage n'est vraiment pas commode », admire un confrère. L'énorme transaction s'effectue moyennant 11,9 milliards de dollars (9 milliards d'euros). Dans ce type d'opération, une commission de 0,5 % est considérée comme un minimum : ici, cela représenterait 45 millions d'euros à se partager entre les différents intervenants. Mais il faudrait croire que l'entremetteur Macron n'en a ramassé que des miettes car il déclarera officiellement avoir perçu moins d'un million d'euros pour ses activités au sein de la banque en 2012.

Macron a déjà attiré l'attention des tentaculaires services spéciaux américains. Dans un e-mail reçu par Hillary Clinton, secrétaire d'État, il est décrit comme « un banquier en fusions et acquisitions chez Rothschild à Paris, diplômé de l'ENA, ayant travaillé à l'Inspection générale des Finances et pouvant aussi devenir un très haut responsable au ministère des Finances ».

6 mai 2012. François Hollande est élu président de la République. Le « monde de la finance » doit être mort de peur.

15 mai 2012. Ouf, on respire ! Emmanuel Macron, associé-gérant de Rothschild & Cie, devient secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Sous Sarkozy, ce poste avait été

occupé, dans le même bureau d'angle du quatrième étage, par François Pérol, associé-gérant de Rothschild & Cie. « Le changement c'est maintenant ! » fut le slogan de campagne du candidat François Hollande. Mais cela ne concernait pas les banquiers.

19 juillet 2012. Jean-Pierre Jouyet est nommé directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. Il faut dire que Jouyet, ancien secrétaire d'État aux Affaires européennes du gouvernement Fillon, est aussi un ami intime de François Hollande. La Caisse des dépôts gère les fonds déposés sur les livrets d'épargne ; elle intervient aussi au capital de nombreuses entreprises privées.

Le très influent Jean-Pierre Jouyet est le président de la section française de l'Institut Aspen, puis son président d'honneur après juin 2013. Ce *centre de réflexion* étatsunien, doté par de très généreux mécènes, milite en faveur de la « dérégulation » et de la « globalisation », ces termes aseptisés qui se traduisent par le chômage ou la précarité des travailleurs, dans les pays développés, et par l'esclavage, y compris des enfants, dans les autres pays.

Jean-Pierre Jouyet est administrateur du fameux club Le Siècle, où se retrouve entre soi le gratin des affaires, de la politique, des médias.

Il est aussi membre du comité de parrainage de la Fondation des Bernardins. En ce haut lieu de la pensée catholique, Jean-Pierre Jouyet côtoie quelques petits médiacrates (pour la propagation de la foi ?) et surtout une extraordinaire brochette de dirigeants. Pour l'exemple, je ne citerai que ceux qui ont également siégé au conseil d'administration de Total, comme quoi le christianisme militant et l'industrie pétrolière sont loin d'être incompatibles :

Patricia Barbizet, directrice générale d'Artémis, holding de la famille Pinault ; présidente du club Le Siècle ; membre du comité directeur du Bilderberg Group et de la Commission trilatérale.

Marie-Christine Coisne-Roquette, PDG du groupe familial Sonepar, n°1 mondial de la distribution électrique ; vingtième fortune française.

Bertrand Collomb, ancien président de Lafarge [voir au 12 décembre 2012] ; membre de la Commission trilatérale ; ancien membre du comité directeur du Bilderberg Group.

Anne-Marie Idrac, membre des gouvernements Juppé et Fillon, et de multiples conseils d'administration : Bouygues, Air France, etc.

Anne Lauvergeon, ancienne présidente d'Areva ; membre de la Commission trilatérale.

Michel Pébereau, PDG puis président de BNP Paribas, de 1993 à 2011 ; président de l'Institut Aspen France de 2004 à 2010.

Jean-Pierre Jouyet, qui dirigeait l'Inspection générale des Finances en 2005, avait pris sous son aile Emmanuel Macron et il a dès lors suivi de très près sa carrière. Formé par les jésuites, il a reconnu en Emmanuel Macron le catholique élevé aussi chez les bons pères : « C'était un autre truc qui nous rapprochait, dit-il, le côté chrétien ». Car la religiosité occupe une place primordiale pour Emmanuel Macron, à en juger par cette profession de foi proclamée dans l'hebdomadaire *La Vie (Niel)* : « Je me suis fait baptiser à l'âge de douze ans. C'était un choix personnel, ma famille étant de tradition plus laïque. Je l'ai fait au moment de mon entrée à La Providence, une école de jésuites d'Amiens. Aujourd'hui, mon rapport à la spiritualité continue de nourrir ma pensée ».

Son épouse Brigitte Macron – j'aurai maintes fois l'occasion de reparler d'elle – est depuis 2007 professeure de lettres au lycée privé jésuite Saint-Louis-de-Gonzague, une institution de la haute bourgeoisie parisienne, dite « Franklin » dans les beaux quartiers.

20 août 2012. Dans *Le Figaro (Dassault)*, Paul Polman, PDG d'Unilever, trace la feuille de route du gouvernement français : « Il faut sortir de l'idéologie *[il entend par là toute idéologie autre que la sienne]*. Les gouvernements doivent réduire leurs

dépenses. Ils doivent trouver des moyens de favoriser la création d'emplois privés. La France doit se concentrer sur des mesures concrètes pour être plus compétitive ». Je rappelle que le mot « compétitivité », très souvent employé de nos jours, signifie en vérité « distribution de juteux dividendes aux actionnaires ». Le PDG esquisse ces mesures, qui sont répétées chaque jour par tous les apôtres du retour en arrière : « flexibilité », « baisse des charges », « modération salariale ». Sur ce dernier point, il sait de quoi il parle : sa rémunération annuelle totale atteint les 10 millions d'euros nets.

Quelques semaines auparavant, Maurice Lévy, PDG de Publicis, qui venait de percevoir 16 millions d'euros de « rémunération sur objectifs quantifiés », et dont la fortune personnelle avoisine les 300 millions, écrivait : « La solution des maux de la France passe par des restructurations profondes, la réduction des dépenses publiques et de la dette souveraine ». Une incantation qui relève de la pensée magique. La solution résiderait en réalité dans une rémunération correcte et équitable du travail, mais les capitalistes et leurs valets s'y opposent à toute force depuis trois décennies, que ce soit par cupidité ou par pure stupidité.

23 août 2012. François Hollande convie à déjeuner des membres de l'Association française des entreprises privées (Afep), le puissant lobby réunissant les dirigeants de la centaine de grandes entreprises qui dominent l'économie française. Rencontre au sommet qui a pour but, selon Emmanuel Macron, « d'instaurer une relation de travail apaisée avec les grandes entreprises, comme cela existe en Allemagne, où la chancelière reçoit régulièrement les dirigeants de grands groupes ». Les patrons font savoir qu'« un message très fort a été passé au chef de l'État sur les questions de fiscalité ».

L'un des meneurs de l'Afep est le protecteur d'Emmanuel Macron, Serge Weinberg, maintenant président de Sanofi, et qui a été, de 1990 à 2005, le bras droit de François Pinault et le mentor de l'héritier du clan, François-Henri Pinault. À son départ du groupe Pinault, il a touché une indemnité de 5,3 millions d'euros. Il a eu droit en sus à une retraite additionnelle de 11 millions

d'euros, à 54 ans... car le « recul inévitable de l'âge pour toucher sa retraite », seriné par tous les experts, c'est seulement pour les pauvres.

Weinberg fut aussi, de 1992 à 2006, un des piliers en Europe de la Commission trilatérale. Cette organisation internationale regroupe environ quatre cents « distingués citoyens » (selon les termes de sa charte) qui œuvrent à l'essor d'un capitalisme financiarisé, sous domination des firmes transnationales et sous protection de la puissance militaire des États-Unis. Ses membres sont connus et nous allons en rencontrer un grand nombre dans ce récit.

4 septembre 2012. Emmanuel Macron emprunte au Crédit Mutuel Nord Europe 600 000 euros sur vingt ans, pour le refinancement des prêts pour sa résidence principale. Il avait déjà emprunté 350 000 euros sur quinze ans, le 25 novembre 2011, pour effectuer des travaux dans la résidence secondaire de son épouse, au Touquet. Il ne semble donc disposer d'aucune épargne disponible. Au total, ses mensualités de remboursement dépasseront les 6 000 euros, soit presque la moitié de son salaire à l'Élysée.

Or, pour 2011 et 2012, Emmanuel Macron a perçu d'importants revenus. Il n'est pas franc du collier sur ce point : à *L'Express*, il prétendra le 15 mai 2013 avoir touché 900 000 euros ; puis, le 2 septembre 2014, « un revenu brut de 2 millions » sur cette période. Finalement, une somme de 2,4 millions d'euros sera indiquée dans sa déclaration obligatoire à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Qu'en reste-t-il ? Qu'en a-t-il fait ? Il aura beau invoquer « les charges et impôts », comme le font tous les nantis pleurnichards, il faut s'interroger sur son exceptionnelle propension à dépenser bien plus d'un million d'euros en deux ans, nets d'impôts, sans acheter de bien immobilier, ni le moindre objet de valeur, ni même une voiture. J'y reviendrai.

Autre point d'interrogation des plus troublants. En juin 2007 – avant que ne débutent les réunions de la Commission Attali –

Emmanuel Macron, inspecteur des Finances encore célibataire, se porte acquéreur d'un appartement à Paris pour une somme de 890 000 euros [voir détails au 19 décembre 2014]. Or, il gagne 3 300 euros nets par mois, ne dispose d'aucun patrimoine personnel et doit, dira-t-il, 50 000 euros à ses parents. Il est franchement stupéfiant qu'il se soit lancé dans l'achat d'un appartement aussi coûteux. Il a réussi à obtenir, je me demande par quel miracle ahurissant, deux crédits considérables en s'endettant très lourdement.

D'une part un emprunt de 350 000 euros sur vingt ans au Crédit Mutuel Nord Europe, ce qui entraînait aux taux de l'époque des mensualités supérieures à 2 000 euros. Pourtant, les banques n'acceptent pas que les remboursements dépassent le tiers du salaire. Il a donc fallu un sérieux coup de pouce, au plus haut niveau, pour que soit accordé ce prêt exorbitant du droit commun.

Et par ailleurs, son vieil ami Henry Hermand lui accorda alors un généreux prêt personnel de 550 000 euros remboursable en dix ans au taux de 3,5 %, intérêts payables *in fine*. C'était prendre un pari très audacieux sur les futurs revenus du jeune fonctionnaire.

L'emprunt de refinancement obtenu ce jour, 4 septembre 2012, doit couvrir en partie ce prêt personnel. Prendre un nouveau crédit pour rembourser un emprunt antérieur porte un nom : cela s'appelle de la cavalerie bancaire. C'est une pratique courante chez les ménages surendettés et chez les escrocs à la petite semaine. Mais c'est très inattendu de la part d'un jeune banquier d'affaires qui vient de gagner des millions.

À l'automne 2002, Henry Hermand a déjà 78 ans lorsqu'il rencontre Emmanuel Macron, un énarque de 24 ans, qui effectue son stage préfectoral dans l'Oise. La réunion a pour objet la zone commerciale de Creil Saint-Maximin, développée par Henry Hermand. Celui-ci s'est en effet construit une jolie fortune (200 millions d'euros en 2014) en créant des centres commerciaux dans toute la France. Mais il est aussi un « chrétien de gauche », comme on dit, qui a développé un large réseau d'influence. Il contribue au financement de cercles comme la

Fondation Saint-Simon, La République des idées ou Terra Nova, dont la mission est en particulier de rallier en douceur les leaders socio-démocrates à l'idéologie dominante mercantile et mondialiste.

Henry Hermand va considérer Emmanuel comme « son fils spirituel », selon ses propres dires. Il le présente à Michel Rocard et l'introduit auprès de la revue *Esprit*. En 2007, il lui prête une somme considérable et il est son témoin de mariage. Il affirme : « Emmanuel n'a jamais pris une décision importante sans m'en parler ».

18 septembre 2012. Le journal *Libération (Rothschild)* consacre sur deux pages un article dithyrambique à un parfait inconnu du grand public, nommé Emmanuel Macron, « pièce maîtresse dans le dispositif élyséen », « garçon d'un commerce délicieux, avec un naturel désarmant », dont « tout le monde loue les qualités : une intelligence maligne, une capacité de travail de bûcheron ». Le papier se termine par cette phrase d'un proche de Macron : « Je suis sûr qu'au fond de lui, il rêve de devenir président de la République ».

D'autres portraits trop flatteurs lui seront consacrés, dans *Le Nouvel Observateur (Perdriel)* où est glorifié « l'enfant prodige de l'Élysée doté d'un incroyable charisme », *L'Express (De Nolf)* où il est qualifié de « Mozart de l'Élysée » ou encore *Les Échos (Arnault)*, *Le Figaro (Dassault)*, *Le Monde (Niel)*, *Challenges (Perdriel)*, mais sa notoriété, bien établie dans certains milieux financiers, ne dépasse pas encore le cercle politico-médiatique.

Dans certains de ces articles, Emmanuel Macron se fait passer pour un « philosophe ». D'aucuns, y compris sur *RFI*, radio publique à diffusion internationale, lui inventent un diplôme de Normale Sup', alors qu'il en a raté par deux fois le concours d'entrée. D'autres décrivent une carrière universitaire, en ordre inversé : « Après une thèse sur l'intérêt général, un DEA sur Hegel, une maîtrise sur Machiavel, il est devenu l'assistant du philosophe Paul Ricœur », a affirmé *Libération (Rothschild)* et cela sera repris tel quel dans *Paris-Match (Lagardère)*. Ce

pseudo-CV sera recopié à maintes reprises, y compris dans des biographies qui relèvent plus du roman de gare que de l'histoire politique. Or, Macron n'a jamais soutenu de « thèse » et ne fut jamais « assistant », sachant que le recrutement pour cette fonction de l'enseignement supérieur a été arrêté en 1985. Il ne fut pas plus « assistant éditorial », comme cela sera faussement corrigé par la suite, mais a mis en forme l'appareil critique d'un ouvrage de Paul Ricœur, alors âgé de 87 ans : celui-ci ne l'oubliera pas dans ses remerciements... après ceux adressés à sa dactylo [Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, 2000, p. III]. Soit dit en passant, il s'agit d'un écrivain mineur (et qui s'est lui-même déclaré « séduit par certains aspects du pétainisme ») dont l'audience ne touchait plus qu'un cercle très restreint avant que les médias ne tombassent en extase devant « l'assistant de Paul Ricœur ».

Quant aux mémoires que Macron aurait rédigés à l'université de Nanterre en 2000 ou 2001, il n'en reste nulle trace, quelle perte pour l'histoire de la pensée ! Des professeurs de philosophie qui exerçaient alors à Nanterre, Jean-François Balaudé (directeur du département) et Étienne Balibar (dont Macron prétendra avoir « suivi l'enseignement pendant trois ou quatre ans ») déclarent tous deux : « Je n'ai pas souvenir de cet étudiant ». Aucun autre professeur ne se manifeste, alors que les enseignants de tous les autres établissements fréquentés par Macron, du collège à l'ENA, ne manqueront pas d'étaler leurs souvenirs du jeune surdoué « hors du commun » qu'ils ont « tout de suite repéré ». Et parmi les dizaines de personnes qui auront témoigné de leur rencontre avec Macron, si l'on compte nombre d'anciens élèves de La Providence, du lycée Henri IV, de Sciences Po, de l'ENA, aucun camarade de fac n'a jamais été retrouvé. Nous n'en saurons donc pas plus sur l'invisible étudiant en philosophie Emmanuel Macron.

4 octobre 2012. Dans *Le Point (Pinault)*, Franz-Olivier Giesbert se lamente : « Le gouvernement va faire les poches des ménages et des entreprises pour continuer à nourrir un État ventripotent ». Or, le *Projet de Loi de Finances 2013* prévoit un

impôt sur le revenu certes en augmentation mais ne représentant encore que 3,5 % du PIB, contre plus de 8 % en Allemagne ou aux USA, et 10 % au Royaume-Uni, selon les données de l'OCDE. Contrairement à une idée reçue, simplement parce que c'est un mythe martelé avec constance par tous les médias – qui confondent et amalgament volontiers impôts et assurances sociales – l'impôt sur le revenu n'est pas très élevé en France mais est au contraire plus réduit que dans la plupart des autres pays développés. Tout d'abord, les revenus faibles et moyens en sont exemptés, au point qu'un ménage sur deux ne paie aucun impôt sur le revenu en France. (Ce qui n'empêche pas la majorité des Français, intoxiqués par la propagande, de meugler contre les impôts, les taxes et les « charges », en mélangeant tout, à la grande joie du patronat et des privilégiés.) Et même les hauts revenus sont épargnés : en 2013, un célibataire avec un salaire de 5 000 euros par mois (95 % des Français ont un revenu inférieur à ce montant) va payer 10 000 euros d'impôt sur le revenu, alors qu'il paierait 14 000 euros en Allemagne ou aux USA et 16 000 euros au Royaume-Uni. Le système français est encore plus avantageux pour les couples et les familles.

Quant à l'impôt sur les sociétés, il devait s'élever en 2013 à 2,5 % du PIB, soit moins qu'en 2007 et au même niveau qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni. Mais il sera de fait beaucoup plus modique, comme nous le verrons d'ici peu.

La diffusion avec aplomb de mensonges éhontés ne dérange plus personne et certainement pas « FOG », qui s'en est fait une spécialité. À part cela, c'est ce qui s'appelle cracher dans la soupe, car « l'État ventripotent » accordera tout de même en 2013 près de 5 millions d'euros d'aides au *Point* (et donc à son pauvre propriétaire François Pinault) : finalement, Monsieur Giesbert est payé avec nos impôts, tout comme les fonctionnaires qu'il vilipende toutes les semaines.

François Pinault a construit sa fortune par la reprise et le dépeçage d'entreprises en difficulté ; le groupe Pinault-Printemps-Redoute, rebaptisé Kering, est devenu la deuxième entreprise mondiale dans le secteur du luxe, après LVMH. Étrangement,

les trois quarts des profits du groupe sont réalisés dans le canton suisse du Tessin… où il bénéficie d'un taux d'imposition de 7 %. Le patrimoine familial sera estimé à 30 milliards d'euros en 2018.

27 octobre 2012. Dans *Le Monde (Niel)*, Claude Bébéar, 77 ans, approuve la nomination d'Emmanuel Macron qu'il juge « sympathique et ouvert » : « Il a une bonne vision de l'économie. Au poste qu'il occupe, c'est un atout ».

Claude Bébéar est le fondateur d'Axa, devenue la première marque d'assurance mondiale (C.A. 100 milliards d'euros). En 2000, il a créé l'Institut Montaigne pour promouvoir sa « bonne vision de l'économie » : détruire les services publics et la protection sociale, et limiter l'intervention étatique au profit d'un laisser-faire mondialisé. Claude Bébéar a siégé dans de nombreux conseils d'administration ou de surveillance des plus grandes entreprises françaises ; il est toujours administrateur de BNP-Paribas, Schneider et Vivendi. Il entretient à titre personnel des liens discrets avec la mouvance catholique et ses multiples associations plus ou moins masquées. En 2008, il a cédé la présidence du conseil de surveillance d'Axa au comte Jacques de Chateauvieux, membre de l'Opus Dei. Claude Bébéar déclarait alors une fortune de 106 millions d'euros et des revenus annuels (retraite, jetons de présence) de 800 000 euros, ce qui ne l'empêchait pas de dénoncer « la cupidité et la perte de bon sens de tous les acteurs du système ».

28 octobre 2012. Une centaine de grands patrons, membres de l'Afep [voir au 23 août 2012], signent un appel dans *Le JDD (Lagardère)* : « Nous, dirigeants des plus grandes entreprises privées françaises, proposons au gouvernement un pacte pour relancer la croissance et l'emploi ».

6 novembre 2012. Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault présente le *Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*. Pierre Pringuet, président de l'Afep, plaide la « coïncidence ». Les mesures ont été proposées par Emmanuel Macron :

derrière les phrases ronflantes, le putatif « choc de compétitivité » revient avant tout à réduire de façon drastique la fiscalité des grandes entreprises. La France va devenir un véritable paradis fiscal pour les sociétés : par l'effet merveilleux du « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE), l'impôt net sur les bénéfices ne s'élèvera plus qu'à 31 milliards d'euros en 2015, alors qu'il était de 51 milliards en 2007. Il ne représentera plus que 1,4 % du PIB en France – contre 2,2 % aux États-Unis et 2,5 % au Royaume-Uni [*données OCDE*], pays qui ne passent pas pour des maniaques du pressurage fiscal. Les actionnaires pourront se réjouir de cette incroyable aubaine. Le CICE provoquera une hausse exponentielle des dividendes et des cours de bourse : le CAC40 gagnera 18 % en 2013. Comme chacun aurait pu le prévoir, il n'aura strictement aucun effet favorable ni sur l'investissement, ni sur l'emploi, ni sur la balance commerciale.

13 novembre 2012. La RTBF (télévision publique belge) diffuse un documentaire sur la vie enchanteresse du couple Jade Foret, 22 ans, 1m82, ex top-modèle, et Arnaud Lagardère, 51 ans, 1m65, fils-à-papa. Où il se confirme que le très désinvolte héritier – que sa compagne appelle tendrement « mon petit Nono » – ne brille ni par sa compétence ni par son labeur. Lorsque d'aucuns exigent des Français « le sens de l'effort », cela ne saurait s'adresser à ces milliardaires dilettantes qui profitent dans un délicieux farniente des rentes acquises grâce à leurs parents.

5 décembre 2012. Les négociations pour la recomposition du capital du consortium franco-allemand EADS (devenu depuis Airbus) aboutissent à un accord extraordinairement favorable à Arnaud Lagardère. L'affaire s'est réglée en un mois entre Emmanuel Macron, secrétaire général adjoint de l'Élysée, et Marwan Lahoud, directeur général délégué d'EADS et membre dirigeant de l'Institut Aspen France. Lagardère cédera, en avril prochain, sa participation de 7,4 % du capital, en réalisant une plus-value nette de 1,8 milliard d'euros, après impôts et frais de transaction. Il faut souligner que, grâce à l'abominable « niche

Copé » sur la cession de filiales, conservée par le nouveau gouvernement dit « socialiste », la plus-value a été à 88 % exonérée d'impôt. Les médias du groupe Lagardère (*Europe 1*, *Paris-Match*, *Le JDD*, *Elle*, etc.) se montreront toujours d'une extrême amabilité à l'égard d'Emmanuel Macron, et c'est le moins qu'on puisse dire.

12 décembre 2012. À Marrakech, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, approuve ce jugement de l'opposition syrienne à propos des terroristes du Front al-Nosra en Syrie : « Sur le terrain, ils font un bon boulot ». La presse française, elle aussi, continue de vanter à grand son de trompe les actes de fanatiques criminels qu'elle ose appeler des « islamistes modérés », lesquels sont des mercenaires sauvages bénéficiant du soutien financier, logistique et militaire, de nombreux pays : Arabie saoudite, Qatar, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Turquie, Israël, etc.

« Ils font du bon boulot. » C'est ce que doit penser l'entreprise Lafarge, numéro un mondial des matériaux de construction, puisqu'elle financera Da'ech et poursuivra son activité dans les zones occupées par les salafistes, en leur fournissant près de trois millions de tonnes de ciment par an. Les dirigeants de Lafarge se défendront : « Toutes ces milices étaient alimentées en armes et argent par le Qatar et l'Arabie saoudite, sous le regard américain, sans aucun discernement » ; « Le quai d'Orsay nous disait qu'il fallait tenir ». Lafarge participait au soutien délibéré d'organisations terroristes par le gouvernement français, dans le but de renverser Bachar el-Assad, selon la volonté des États-Unis.

Le « président d'honneur » de Lafarge, et son ancien président de 1989 à 2007, est Bertrand Collomb, qui connaît très bien Jean-Pierre Jouyet : ils se retrouvent à la Fondation des Bernardins, au club Le Siècle et au Bilderberg Group. En 2007, Bertrand Collomb affirmait : « Les fondateurs [de Lafarge] étaient inspirés par leur foi catholique profonde. Les dirigeants du groupe Lafarge ont fait le choix de maintenir cet idéal et ont été recrutés en fonction

de leur adhésion à celui-ci [*B. Collomb se vante ici d'une discrimination parfaitement illégale*[2]]. Ils savent qu'il y a une cohérence entre cette culture et les facteurs du succès de l'entreprise ».

Une relecture vraiment très personnelle des Évangiles ! Chassant à coups de fouet les marchands du Temple [*Jean, 2, 13-16*], Jésus leur dit : « N'en faites pas une maison de commerce ». Le christianisme a beaucoup évolué : sur le chemin de Damas, où l'apôtre Paul aurait trouvé la foi, les cathos de Lafarge traitent avec les théocrates sanguinaires de l'État islamique.

12 décembre 2012. Lancement de six nouvelles chaînes sur la TNT, dont *Numéro 23*. Elle diffusera en boucle des programmes de téléréalité américains affligeants. Rachid Arhab, membre du CSA, dévoilera le pot-aux-roses : « L'unique objectif des porteurs de ce projet était de planifier une belle opération financière ». Ce qui sera réalisé avec brio [voir au 12 avril 2016].

Le fondateur de *Numéro 23*, Pascal Houzelot, a réuni un tour de table étonnant où figurent entre autres les milliardaires Bernard Arnault, Xavier Niel et François-Henri Pinault. Auteur d'un documentaire laudatif sur Jean-Paul II, factotum d'Étienne Mougeotte à *TF1*, créateur de *Pink TV*, Pascal Houzelot est surtout connu pour son remarquable réseau de relations.

Fin 2010, c'est lui qui présente Emmanuel Macron à Xavier Niel, le fondateur de Free. Celui-ci s'enthousiasme : « Je découvre un banquier super cool. Intelligent, bonne dynamique, bonne pêche, vachement sympa. Des dents longues – ce qui est une qualité – il a le don de s'adapter à son interlocuteur. On est devenus copains ». Depuis, le couple Macron est très proche de Xavier Niel et de sa compagne Delphine, qui se trouve être la fille de Bernard Arnault. Les médias arrangeront l'histoire en ne faisant remonter cette relation qu'à 2014, un mensonge parmi tant d'autres.

2 Article L1132-1 du *Code du travail* : « Aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement [...] en raison de ses convictions religieuses ». Les peines encourues pour discrimination à l'embauche vont jusqu'à 225 000 euros, pour l'entreprise, et trois ans de prison, pour le recruteur.

2013

J'appelle ploutocratie un état de société
où la richesse est le nerf principal des choses,
où l'objet principal de l'ambition est de devenir riche,
où la capacité et la moralité s'évaluent par la fortune.

ERNEST RENAN, *L'Avenir de la science*

24 janvier 2013. Il est révélé que, « grâce à un montage juridique complexe », Bernard Arnault a transféré depuis décembre 2011 dans l'un de ses holdings belges, Pilinvest, la quasi-totalité de sa participation dans LVMH. En cas de décès, ses titres et ceux de ses cinq enfants seraient transmis à Proctinvest, une fondation privée belge, afin d'échapper aux droits de succession.

11 février 2013. Sur *nouvelobs.com (Perdriel)*, Bruno Roger-Petit est formel : « Le fait est que Jérôme Cahuzac [ministre du Budget soupçonné de fraude fiscale] paraît en passe de remporter sa bataille, et ce de manière irrémédiable. La réalité s'impose : le dossier est insuffisant pour qu'il puisse infliger à Cahuzac un destin de démissionnaire honni ». Jérôme Cahuzac – « un proche d'Emmanuel Macron depuis 2008 », dixit *Le Monde (Niel)* – démissionnera le 13 mars et sera condamné le 8 décembre 2016 pour fraude fiscale et blanchiment. Le 1er septembre 2017, le drolatique Bruno Roger-Petit sera nommé porte-parole de la présidence de la République.

24 avril 2013. L'économiste Jean Pisani-Ferry est soi-disant « social-libéral » : c'est l'adjectif à la mode pour qualifier une idéologie rétrograde teintée de simagrées humanistes. Il est nommé à la tête du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, dit « France Stratégie ». Ce nouvel organisme sonne le décès définitif du regretté Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC), une institution qui avait une fâcheuse tendance à mettre le doigt sur les inégalités et les injustices. Début 2017, Pisani-Ferry rejoindra Emmanuel Macron pour élaborer son programme économique [voir au 25 février 2017].

30 avril 2013. Muriel Pénicaud, directrice générale des ressources humaines du groupe Danone, réalise dans la journée une plus-value de 1 129 034 euros grâce à l'acquisition et à la revente immédiate d'un paquet d'actions. Elle a levé ses options sur titres en profitant de la montée des cours qui a suivi l'annonce d'« économies de fonctionnement », se traduisant par la suppression de neuf cents postes. En outre, sur 2012-2013, son salaire chez Danone atteint en moyenne 98 235 euros nets par mois. En avril 2014, elle quittera Danone et percevra pour ce seul trimestre 2 388 877 euros nets de rémunérations et gratifications. En revanche, c'est à titre bénévole qu'elle deviendra en 2015 membre du conseil d'administration de la fondation Bettencourt-Schueller. Une famille qui vit dans la plus parfaite oisiveté et dont la fortune, de 15 milliards d'euros en 2012, sera de 39 milliards en 2018. En comparaison Muriel Pénicaud, malgré ses millions, apparaît presque minable.

Muriel Pénicaud, issue de la bonne société catholique versaillaise, est l'exemple-type de ces dirigeants coupés du monde commun : leur docilité est assurée à coup de salaires épatants, de primes rondelettes et surtout de rognures du capital qui les rangent du côté des actionnaires. La haute bourgeoisie a trouvé un moyen très simple de garder la main sur les managers : elle les a achetés. Comme tout traître, tout technocrate a son prix.

En 2017, Muriel Pénicaud sera nommée « ministre du Travail », c'est-à-dire ministre chargée de la destruction des droits des travailleurs. Laurent Berger, obséquieux secrétaire général de la CFDT, s'en réjouit : « C'est une femme que j'apprécie. Elle pense qu'il faut articuler le développement économique avec de la justice sociale ». Justice bien ordonnée qui commence par elle-même.

3 mai 2013. Selon un sondage BVA, un an après son élection, François Hollande ne bénéficierait plus que de 20 % des intentions de vote. Cette énorme perte profite un peu à Nicolas Sarkozy : 29 %, soit deux points de plus qu'aux présidentielles 2012. Et plus encore à Marine Le Pen : 24 %, six points

de gagnés ! Les scores des autres candidats restent inchangés. Toutes les études montrent que s'est opéré, en très peu de temps, un double glissement de l'électorat. Les voix perdues par le président sont passées à droite mais, simultanément, la droite a perdu une grande partie de ses électeurs, et plus précisément son électorat populaire (ouvriers et employés), qui se tourne vers le FN et sa candidate.

Le passage à droite du tiers de l'électorat de François Hollande a sans doute plusieurs causes : un alourdissement, plus annoncé que réel, de l'imposition, avec la quasi-totalité des médias hurlant soir et matin au « matraquage fiscal » [voir au 4 octobre 2012] ; les moyens faramineux – d'origine inconnue – déployés par la mouvance catholique pour vilipender le « mariage pour tous » ; l'incapacité de l'opposition de gauche à proposer un programme alternatif cohérent impliquant la sortie de l'Union européenne.

D'autre part, le transfert vers le FN d'une fraction de l'électorat de droite est lié à la peur du chômage et tout autant à la détestation de l'Union européenne, accusée de tous les maux, non sans quelques motifs. Les plus menacés, les petits salariés, ne se sentent plus protégés par un parti conservateur qui défend trop visiblement la construction d'une Europe des financiers. L'inflexion – sincère ou démagogique – du discours de Marine Le Pen en faveur des plus défavorisés se montre d'une redoutable efficacité.

3-4 mai 2013. « Un journaliste américain aux mains de la Syrie » *Libération (Rothschild)* ; « Un journaliste américain détenu par le régime d'Assad » *Le Nouvel Observateur (Perdriel)* ; « Le journaliste James Foley serait détenu par le régime » *Le Monde (Niel)* ; « Un journaliste américain aux mains du renseignement syrien » *France Info* ; etc. Toute la presse française reprend, sans procéder à la moindre vérification, une dépêche de l'*AFP* : « Le journaliste américain James Foley, porté disparu depuis six mois en Syrie, serait détenu par des agents des services du renseignement syrien ». Cette propa-

gation massive d'une fausse nouvelle – délit passible d'une sanction pénale selon l'article 27 de la loi du 29 juillet 1881 – ne fera, comme d'habitude, l'objet d'aucune remontrance de qui que ce soit et personne ne songera même à présenter ses excuses aux lecteurs. En réalité, James Foley a été enlevé le 22 novembre 2012 par des terroristes du Front al-Nosra, cher à Fabius [voir au 12 décembre 2012], et sera assassiné le 18 août 2014 par des tortionnaires de Da'ech, qui diffusera la vidéo de sa décapitation.

9 mai 2013. Au cours d'une visite au Japon, François Fillon se déclare candidat à une future primaire de la droite et du centre. Tout le monde s'en moque car, tout au long de l'année 2013, Nicolas Sarkozy apparaît encore comme le candidat naturel qui s'opposera à la réélection de François Hollande, en le battant à plates coutures dès le premier tour. Mais les problèmes judiciaires commencent à s'accumuler contre l'ancien président : il sera bientôt mis en examen pour corruption d'un juge, dans le cadre de l'affaire Bettencourt, et pour le financement délictueux de sa campagne de 2012 (affaire Bygmalion). Sans oublier plusieurs autres affaires en cours de procédure : financement libyen en 2007 (Nicolas Sarkozy sera mis en examen le 20 mars 2018 pour « corruption passive, financement illicite de campagne électorale et recel de détournement de fonds publics »), sondages de l'Élysée, arbitrage Tapie, etc. Mois après mois, les intentions de vote en faveur de Nicolas Sarkozy s'effritent, au seul profit de Marine Le Pen. Toutes les enquêtes montrent qu'elle sera présente au second tour, ce qui ne semble ni surprendre ni indigner qui que ce soit – alors que le succès de Jean-Marie Le Pen en 2002, le « coup de tonnerre du 21 avril », avait déclenché la mobilisation en masse des bonnes consciences contre un « danger fasciste » qui relevait du pur fantasme.

Aussi la candidature d'Alain Juppé se fait-elle de plus en plus probable, aux dires des éditorialistes.

18 juillet 2013. Adoption définitive de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires, une usine à gaz qui ne sépare rien et ne régule pas grand-chose. Le rapporteur de la loi pour la majorité, la députée « socialiste » Karine Berger, connaît le sujet de près : elle avait occupé une fonction dirigeante dans le groupe Allianz, qui gère 2 000 milliards de dollars d'actifs dans le monde. Elle a avoué, après audition en Commission des Finances des patrons de la Société Générale et de BNP-Paribas : « Vos exposés laissent paraître que vous n'êtes pas réellement gênés par ce projet de loi ; j'en suis à la fois étonnée et ravie ». Frédéric Lordon rapporte ces propos et les commente : « Qu'elle en fût uniquement étonnée n'aurait trahi qu'une charmante simplicité d'esprit. Qu'elle en soit au surplus ravie ne laisse plus le moindre doute quant au côté où elle se tient ». Nul doute non plus qu'Emmanuel Macron, qui a suivi au plus près le dossier et imposé chaque jour ses consignes aux députés, ne soit également « ravi ».

18 septembre 2013. Les policiers qui ont provoqué la mort d'Abou Bakari Tandia, le 5 décembre 2004 au commissariat de Courbevoie, ne seront jamais inquiétés. Le pourvoi en cassation concernant cette affaire est rejeté, ce qui met fin à tous les recours judiciaires et à une procédure de neuf longues années. Il s'agit d'un cas parmi les dix à quinze personnes « victimes accidentelles » de la police ou de la gendarmerie chaque année en France. Les auteurs des méfaits, le plus souvent à caractère raciste, ne sont pratiquement jamais poursuivis ; ce sont au contraire les familles des victimes qui font l'objet d'intimidations voire de persécutions. Dans les rares procès, tenus longtemps après les faits, les relaxes sont monnaie courante. De très exceptionnelles peines de prison avec sursis ne sont prononcées que lorsque l'acte meurtrier, qualifié alors d'« homicide involontaire », est par trop manifeste.

22 octobre 2013. Le député Gérald Darmanin, auquel s'associe le député Édouard Philippe, pose une question écrite au

ministre de l'Économie et des Finances sur la déduction fiscale extraordinaire de 1,7 milliard d'euros obtenue par la Société Générale suite à « l'affaire Kerviel » de 2008. Le ministre Pierre Moscovici, dont l'activité à Bercy est des plus lymphatiques, se réfugie derrière « les règles sur le secret fiscal » pour ne pas répondre. Les deux députés deviendront ministres en 2017 mais on attend toujours la réponse.

31 décembre 2013. Le CICE a eu pour unique résultat de remplir les poches des actionnaires. Emmanuel Macron et quelques autres préconisent donc d'en faire encore davantage. François Hollande annonce, lors de ses vœux aux Français, un *Pacte de responsabilité* visant à diminuer encore les dites « charges » que supporteraient les entreprises. Or, celles-ci constituent en réalité une rémunération du travail, une part du salaire différée et mutualisée, selon un principe assurantiel. « Diminuer les charges » revient de fait à diminuer les revenus des travailleurs (prestations, allocations, retraites).

Le *Wall Street Journal* [March 8, 2015] racontera la manœuvre avec délectation : « Les propriétaires d'entreprises françaises se sont rebellés. M. Macron a exhorté M. Hollande de corriger le tir et le président a annoncé un crédit d'impôt sur les sociétés de 20 milliards d'euros en novembre 2012. Par la suite, M. Macron a convaincu M. Hollande de doubler ces allégements fiscaux ».

Au total, les mesures coûteront en effet la somme prodigieuse de 41 milliards par an, sans procurer la moindre amélioration à l'économie française. Mais avec des conséquences heureuses pour certains : selon les estimations a minima de *Challenges*, les douze premières fortunes familiales françaises (Arnault, Bettencourt-Meyers, Dumas-Hermès, Mulliez, Dassault, Wertheimer, Pinault, Drahi, Castel, Niel, Besnier, Bolloré) qui détenaient 107 milliards d'euros en 2011, cumuleront 256 milliards d'euros à la fin du quinquennat Hollande (+ 15 % par an). Merci, Monsieur Macron.

2014

Celui qui contrôle les médias contrôle les esprits.

JIM MORRISON

15 janvier 2014. Le trio Bergé-Niel-Pigasse, qui contrôle déjà depuis 2010 *Le Monde*, *Télérama*, *La Vie*, etc. va acquérir 65 % des parts du *Nouvel Observateur*, dont les pertes cumulées depuis trois ans s'élèvent à 18 millions d'euros, malgré une aide de l'État qui a dépassé les 8 millions en 2013. La diffusion est en baisse constante. Il est patent que les acheteurs ne font pas là un investissement à des fins lucratives mais poursuivent un tout autre but.

18 janvier 2014. Ayant connu Emmanuel Macron à Sciences Po, Étienne Gernelle est resté proche et il a ses entrées à l'Élysée auprès du secrétaire général adjoint. Étienne Gernelle devient directeur du magazine *Le Point*, l'hebdomadaire acheté par François Pinault en 1997. À ce poste, Gernelle se permettra de traiter certains de ses confrères de « Torquemada de poche », « aux méthodes malhonnêtes », « la rencontre de la basse police avec le complotisme bas de plafond ». Il est donc possible dans ce pays d'insulter des journalistes… sous réserve toutefois d'être un proche de François Pinault et d'Emmanuel Macron.

26 janvier 2014. L'émission politique « 13h15 le dimanche », sur *France 2*, est consacrée à Alain Juppé. Il est béatifié dans un nuage d'encens : « Tout le monde respecte Alain Juppé », affirme le cocasse Jean-Pierre Raffarin ; « Il incarne aujourd'hui l'esprit français » proclame Yves Thréard, éditorialiste au *Figaro (Dassault)* ; « C'est la démonstration qu'il y a une droite qui reste moderne et qui sait se défendre du Front national », pontifie le vétéran Alain Duhamel ; « A priori il a toutes les cartes en main », observe Nathalie Schuck, du *Parisien Aujourd'hui en France (Amaury)* ; « Il est extrêmement populaire aujourd'hui ; il arrive maintenant au bon moment » en conclut Laurent Delahousse.

Ce même jour, par coïncidence sans doute, paraît dans *Le Parisien (Amaury)* une étude BVA, sous la direction de Gaël Sliman, dévolue à Alain Juppé. D'où il ressort – en toute objectivité, évidemment – que Juppé est jugé « compétent », « solide », « courageux », « sage » et « honnête » par une majorité écrasante de Français, si bien qu'« il décroche 69 % de bonnes opinions ». Conclusion attendue : « De quoi lui donner des fourmis dans les jambes pour concourir à la magistrature suprême ? En tout cas, l'homme ne manque pas de qualités pour la fonction ». Dans le baromètre Ipsos du mois de janvier, pour *Le Point (Pinault)*, la cote de Juppé grimpe à grande vitesse : déjà 52 % de « jugements favorables ». Dans celui de BVA, pour *L'Express (De Nolf)*, Valls perd la première place, prise par Juppé, naturellement.

Il s'agit bien de mettre Alain Juppé sur orbite. Il sera vite affirmé de toutes parts qu'il est presque certain que Juppé sera le prochain président de la République et il va bénéficier d'une excellente couverture médiatique en ce début d'année 2014. Il faut dire que ses intentions ne peuvent que réjouir au plus haut point les grandes familles milliardaires de l'oligarchie[3]. Sous son air bonasse, Juppé entend en effet appliquer, « droit dans ses bottes », les injonctions européennes : détruire ce qui reste de l'État économique et social, décimer la fonction publique, supprimer l'impôt pour les plus fortunés, fortifier toute forme de profit capitaliste et, pour couronner le tout, accélérer la construction d'une fédération européenne où disparaîtra toute souveraineté nationale.

9 février 2014. De retour d'Ukraine, Bernard-Henri Lévy déclare sur *Euronews* : « Je n'ai pas vu de néonazis, je n'ai pas entendu d'antisémites ». Le comique troupier n'a pas encore atteint le détachement bouddhiste des « trois petits singes » : il est aveugle et sourd, mais malheureusement il n'est pas muet.

3 *Oligarchie* n'est pas une insulte gauchiste mais un terme technique ainsi défini par le *Trésor de la Langue Française* : « Système politique dans lequel le pouvoir appartient à un petit nombre d'individus ou de familles, à une classe sociale restreinte et privilégiée. [...] Groupe restreint de personnes dominant l'activité d'un pays dans un secteur. Ex. : "Beaucoup de journaux furent les instruments des oligarchies occultes qui avaient intérêt à incliner l'opinion pour dominer l'État."(François Mauriac, *Journal*, 1950). »

18 février 2014. Le groupe PSA Peugeot Citroën, géré par des incapables aux ordres de la famille Peugeot, accumulait les pertes et les licenciements depuis plusieurs années. En trois ans, dix-sept mille emplois ont été supprimés ; le blocage des salaires est en vigueur depuis mars 2012. Le gouvernement vole au secours de l'entreprise qui est au bord de la faillite. Le groupe annonce l'entrée dans son capital du constructeur chinois Dongfeng et de l'État français, qui apporteront chacun 750 millions d'euros. La famille Peugeot – encore des héritiers sans aucun mérite – ne détiendra plus que 14 % des parts. Elle n'est pas à plaindre pour autant, bien au contraire : via des holdings aux investissements diversifiés, sa fortune, qui était « tombée » à 1,3 milliard d'euros l'année dernière, retrouvera de l'allant dès 2015, en atteignant 3,6 milliards d'euros… pour ce qui est connu en France, car une bonne partie de la famille réside en Suisse et détient un patrimoine qui sera estimé entre 5 et 6 milliards de francs suisses par le magazine financier *Bilan* en 2017.

27 février 2014. Nomination surprise de Mathieu Gallet, 37 ans, à la présidence de Radio France. Le CSA a dû éprouver les mêmes sentiments que Frédéric Mitterrand [*La Récréation*, 2013] : « On s'épuiserait à dresser la liste des raisons qui expliquent ses succès. Mettons que ses qualités intellectuelles sont à la mesure de l'attirance qu'exerce son physique ».

C'est l'occasion d'évacuer un ragot qui a longtemps couru. Emmanuel Macron devra démentir les rumeurs d'une liaison avec Mathieu Gallet : ces racontars, quoique répandus dans les *milieux bien informés* et autres *dîners en ville*, ne reposaient sur rien. De toute façon, Emmanuel Macron, contrairement aux autres hommes de pouvoir, ne semble nullement porté sur les aventures sexuelles avec qui que ce soit, homme ou femme. Et cela en dit plus long sur sa personnalité que l'accumulation des conquêtes d'un Chirac ou d'un Mitterrand.

Denis Pingaud, conseil en stratégie de communication, a œuvré dans l'ombre pour cette nomination. Il a de bonnes relations avec François Hollande, qui le reçoit de temps à autre

à l'Élysée. Il a aussi sympathisé avec un camarade de promo d'Emmanuel Macron à l'ENA, Gaspard Gantzer, qui devient en avril 2014 chef du pôle communication à la présidence de la République. David Kessler, conseiller culture et communication de François Hollande, juge utile de signaler que « le président n'a donné qu'une consigne : ne pas intervenir ». Cela va sans dire…

Sous la présidence de Mathieu Gallet, Radio France se soumettra plus que jamais à l'idéologie dominante. Il supprimera l'émission « Là-bas si j'y suis » qui proposait – à une heure de faible écoute, en plein après-midi – une vision alternative de la société. Les présentateurs et chroniqueurs des plages d'information à forte audience distilleront la bonne parole : apologie de la dite « économie de marché », mensonges européistes et atlantistes à tire-larigot.

Début 2018, Mathieu Gallet sera condamné à un an de prison avec sursis pour délit de favoritisme : en tant que président de l'INA, il avait rémunéré Denis Pingaud comme « consultant » sans mise en concurrence. Sibyle Veil, camarade de promotion à l'ENA d'Emmanuel Macron, sera nommée présidente de Radio France au 16 avril 2018 et en fera un organe de propagande gouvernementale et de dénigrement systématique des opposants.

Les « journalistes » vedettes du service public devraient satisfaire à une certaine neutralité. Mais ils savent que, s'ils se comportent bien, ils seront gratifiés d'un poste grassement rémunéré sur un média privé. Parmi tant d'autres profiteurs ayant barboté entre public et privé : Jean-Michel Aphatie, Yves Calvi, Arlette Chabot, Michèle Cotta, Nicolas Demorand, Alain et Patrice Duhamel, Jean-Pierre Elkabbach, Michel Field, Olivier Galzi, Hélène Jouan, François Lenglet, Pierre Lescure, Christine Ockrent, Patrick Poivre d'Arvor, etc. En 2017, Patrick Cohen, après avoir pendant des mois craché à la figure de Mélenchon et de Le Pen, et mené campagne ouverte pour Emmanuel Macron, tous les matins sur *France Inter* et tous les soirs sur *France 5*, a été récompensé à la rentrée par la présentation de la tranche matinale d'*Europe 1 (Lagardère)*.

Le salaire de son prédécesseur, Thomas Sotto, y était de 38 000 euros nets par mois, sans compter tous les avantages en nature que procure une telle fonction, les invitations, cadeaux, repas, voyages, etc. À son maximum en fin de carrière, le salaire d'un professeur des universités est inférieur à 5 000 euros par mois. Ces simples chiffres définissent la société dans laquelle nous vivons. L'oligarchie préfère dépenser dix fois plus pour le lavage de cerveau quotidien des électeurs que pour la formation des futurs cadres du pays.

7 mars 2014. Parmi de nombreux autres journaux, le quotidien *20 minutes (Hutin-Hurbain)* le constate à juste titre : « Alain Juppé profite des municipales pour tâter le terrain de la présidentielle. Le maire de Bordeaux place ses pions pour un (éventuel) futur national ».

10 mars 2014. Sur le site *lemonde.fr* est créée la rubrique des « Décodeurs ». Singulière entreprise de police de la pensée, sous couvert de « vérification des faits ». Les « Décodeurs », bureaucrates zélés du ministère de la Vérité, porte-voix de la mondialisation heureuse et de l'Europe intégrée, se comporteront en donneurs de leçons d'une prétention pyramidale.

14 mars 2014. Le groupe Vivendi révèle qu'il va vendre l'opérateur de télécommunications SFR à Numericable. Emmanuel Macron est lui-même intervenu pour garantir à Jean-René Fourtou, président du conseil de surveillance de Vivendi, que l'Élysée n'y voyait aucun inconvénient, alors qu'Arnaud Montebourg avait émis de vives réserves. L'acheteur apportera 13,4 milliards d'euros, qui seront presque intégralement financés par des emprunts.

Bernard Mourad, né en 1975 à Beyrouth, *managing director* à la banque Morgan Stanley, a réuni les fonds pour Numericable auprès d'un pool de quatorze banques internationales. En juin

2007. Le jeune Emmanuel Macron, qui cherchait déjà à rentrer dans une banque d'affaires, avait rencontré Bernard Mourad. Celui-ci lui avait conseillé de voir plutôt chez Rothschild mais frappé, dit-il, par « un coup de foudre amical », il a depuis gardé avec lui d'excellentes relations. En 2016, il rejoindra Macron dans le cadre de sa campagne électorale [voir au 7 janvier 2016].

Au cœur de cette opération excessivement audacieuse, un obscur homme d'affaires : Patrick Drahi. Cet ingénieur X-Télécom, a débuté chez UPC (United Pan-Europe Communications), leader européen de la télévision par câble, créé par l'américain Gene Schneider. Peu avant le krach des valeurs technologiques, il quitte UPC et revend ses parts de 5 % dans UPC France, pour environ 30 millions d'euros. Il crée sa propre société, Altice, en mai 2001, avec un écheveau de holdings entre Panama, Guernesey, Amsterdam, Luxembourg, etc. Patrick Drahi est officiellement domicilié à Zermatt, en Suisse.

Se produit alors, sans raison connue, un époustouflant changement d'échelle : les transactions de Patrick Drahi vont bientôt se chiffrer en milliards ! En association avec deux puissants groupes de gestion et d'investissement, le britannique Cinven et l'américain Carlyle, Altice – outre son développement au Benelux, au Portugal et en Israël – s'empare de la totalité des câblo-opérateurs français, en obtenant des crédits mirobolants auprès de multiples établissements financiers[4].

En juillet 2007, l'ensemble est réuni sous la marque Numericable. En accord avec Cinven et Carlyle, la part d'Altice dans Numericable est montée de 24 % à 75 %, entre fin 2013 et avril 2014, en échange de quoi les deux fonds détiendront environ 20 % d'Altice. Début 2015, l'endettement net d'Altice dépassera 33 milliards de dollars et continuera à s'aggraver jour après jour jusqu'à approcher les 60 milliards de dollars. Patrick Drahi adore citer cet adage : « Quand vous n'avez pas beaucoup

4 Le rachat d'entreprise financé par l'endettement [*Leveraged Buy-Out*] a été développé par Carlyle Group dès les années 80. Ce puissant établissement financier, dirigé par d'anciens responsables de l'administration Reagan et de la CIA, comme Frank Carlucci, est étroitement lié à la famille Bush, ainsi qu'à diverses familles saoudiennes, dont les Ben Laden.

de dettes, vous avez un problème, quand vous en avez beaucoup, c'est le banquier qui en a un ». Il y a tout de même lieu de se demander pourquoi des financiers, qui ne sont ni des enfants de chœur ni des crétins, ont lâché de telles sommes à un individu ne présentant – en apparence – aucune garantie particulière. De quoi Patrick Drahi est-il le nom ?

23 mars 2014. Juppé est triomphalement réélu maire de Bordeaux, avec 61 % des voix pour sa liste dès le premier tour des élections municipales. Plus généralement, ces élections sont un désastre pour le Parti socialiste : la dite « gauche » perd 160 villes de plus de 10 000 habitants, sur les 509 qu'elle administrait.

31 mars 2014. Manuel Valls est nommé Premier ministre. Comme ministre de l'Intérieur dans le gouvernement précédent, il s'est plus distingué par ses déclarations douteuses que par des résultats concrets. Avec quelques autres, Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS, s'étonne : « C'est plus que surprenant de prendre celui qui est le plus à droite au Parti socialiste, qui était contre les 35 heures et pour la TVA sociale ». Le plus surprenant est qu'elle soit surprise : sans doute est-elle sincère, mais quelle candeur !

1er avril 2014. Ce n'est pas une blague : le magazine *Gala (Mohn)* encourage Juppé. « Alain Juppé : avec Isabelle, il repart au combat. »

2 avril 2014. Fausse note dans le concert de louanges. Un « collectif de Bordelais » publie une lettre ouverte adressée à Alain Juppé. Très argumentée, elle soulève de nombreux points précis concernant le génocide contre les Tutsis au Rwanda en 1994, alors qu'Alain Juppé était ministre des Affaires étrangères. Elle sera reprise par la presse nationale les jours suivants ; par

exemple *Libération (Ledoux-Drahi)* titrera le 4 avril : « Alain Juppé appelé à s'exprimer sur le Rwanda ». Cette affaire va agiter les médias et les politiques au deuxième trimestre 2014.

6 avril 2014. Dans *Jeune Afrique (Ben Yahmed)*, le président rwandais Paul Kagame accuse le gouvernement français d'avoir une part de responsabilité dans le génocide contre les Tutsis par les extrémistes hutus. En outre, Guillaume Ancel, capitaine d'une unité d'artillerie au Rwanda en juin 1994, affirme sur *France-Culture* que la mission initiale de l'opération Turquoise était de « remettre en place les autorités officielles hutues ».

Alors qu'il n'est pas nommément visé, Alain Juppé a réagi avec la plus grande vivacité sur son blog : « J'appelle le président de la République et le gouvernement français à défendre sans ambiguïté l'honneur de la France, l'honneur de son Armée, l'honneur de ses diplomates ». Il reconnaît toutefois que « sans doute subsiste-t-il encore des zones d'ombre sur cette période tragique ».

7 avril 2014. Sur son blog du *Huffington Post* (détenu à 34 % par *Le Monde*), Fabrice Tarrit, président de l'association tiers-mondiste Survie, lance un appel : « Génocide au Rwanda : Le Drian doit briser la loi du silence ». Une tribune paraît ce même jour dans *Le Monde (Niel)* : « Rwanda : la persistante occultation des responsabilités françaises ». Dans les jours qui suivent, les médias s'emparent du sujet et la polémique fait rage.

16 avril 2014. Hubert Védrine est auditionné, par la Commission de la Défense nationale, sur la politique de la France au Rwanda. Il souligne le rôle joué par Alain Juppé, qui « s'engagea beaucoup » et qui « estima très vite que l'on ne pouvait pas rester sans rien faire ». Il est vrai qu'en 1994 la question du Rwanda a été gérée par le Quai d'Orsay. Avec les législatives, François Mitterrand avait perdu sa légitimité politique ; l'insi-

gnifiance de François Léotard en faisait un piètre ministre de la Défense ; quant à Édouard Balladur, sa seule préoccupation était de réunir des fonds pour la présidentielle de 1995 [voir au 11 et au 26 juin 2014].

16 avril 2014. Jean-Pierre Jouyet [voir au 19 juillet 2012] est nommé secrétaire général de la présidence de la République.

19 avril 2014. Une candidature de Juppé à l'élection présidentielle est testée pour la première fois par l'Ifop, pour *Ouest-France (Hutin)*. Le sondage donne Alain Juppé en tête au premier tour, avec 30 % des intentions de vote, suivi de Marine Le Pen à 26 %, et de François Hollande, éliminé avec 18 % des voix. Le score de Juppé atteint 49 % parmi les électeurs âgés de soixante-cinq ans et plus.

14 mai 2014. « Patrick Drahi : les 4 millions c'était lui », ainsi est annoncée dans *Libération* l'arrivée de l'homme d'affaires dans le capital du journal. Les pertes ont atteint 9 millions d'euros en 2013, auxquels s'ajouteront 9 millions de pertes exceptionnelles. Ce n'est rien de dire que *Libération* est une très mauvaise affaire. Ce qui ne va pas dissuader Patrick Drahi, avec son acolyte Bruno Ledoux, d'y engouffrer d'abord 18 millions, puis 10 millions supplémentaires, via un montage complexe depuis son holding luxembourgeois BoN Finance SA, lui-même constitué le 23 mars 2012 par *Next Limited Partnership Incorporated*, ayant son siège social à Guernesey.

Mediapart, qui se dit « libre et indépendant », explique savamment que « le patron de Numericable serait séduit par la marque Libération et soucieux de sauvegarder un acteur majeur du pluralisme de l'information à la française ». De qui se moque-t-on ? Quant aux pseudo-journalistes de *Libération*, « ils demandent la transparence sur le financement du journal et l'indépendance rédactionnelle vis-à-vis de ses actionnaires ». On

on sait s'il faut rire devant tant de naïveté ou pleurer devant tant d'hypocrisie. La pitance est bonne et les chiens de garde veulent sauver leur gamelle.

29 mai 2014. Emmanuel Macron participe à la réunion annuelle du groupe Bilderberg qui se tient à Copenhague. Cette institution, créée en 1954 sous l'égide de David Rockefeller, réunit une fois par an une bonne centaine de personnalités afin d'évoquer en toute confidentialité la marche du monde. Véritable courroie de transmission de l'impérialisme américain, le Bilderberg promeut les orientations géopolitiques de l'OTAN – et non pas « l'établissement d'un gouvernement mondial », comme le croient quelques esprits trop imaginatifs.

Le Bilderberg est présidé depuis 2012 par Henri de Castries, PDG du groupe Axa (3 millions d'euros par an), président de l'Institut Montaigne, membre du comité de parrainage de la Fondation des Bernardins, membre du conseil d'administration de Nestlé. Et un vieux copain de Jean-Pierre Jouyet : ils ont suivi ensemble, en 1977, la formation d'élève officier de réserve (EOR) à Coëtquidan, avant d'entrer à l'ENA dans la célèbre promotion Voltaire, avec François Hollande, Ségolène Royal, Michel Sapin, Dominique de Villepin, etc. Ce grand patron, dauphin et protégé de Claude Bébéar, ne cache pas son idéologie ultralibérale et sa foi catholique.

Macron y rencontre, entre autres sommités, l'inamovible Henry Kissinger, 91 ans, fondateur de la Commission trilatérale aux côtés de David Rockefeller. Macron y retrouve avec plaisir Mario Monti, qu'il avait connu dans la Commission Attali et qui disait de lui : « C'est un jeune homme que j'ai beaucoup apprécié pour la qualité de son travail, sa finesse et sa subtilité. Nous sommes devenus assez proches ». Mario Monti, *European Honorary Chairman* de la Commission trilatérale, a été commissaire européen, puis *international advisor* pour Goldman Sachs, avant d'être bombardé, en l'absence de toute élection, président du Conseil et ministre des Finances en Italie de novembre 2011 à avril 2013. Il y mena une politique d'austérité qui, tout en aug-

mentant la dette publique, plongea le pays dans la récession et aggrava le chômage – ce qui accrut la colère des Italiens à l'encontre des partis traditionnels européistes.

10 juin 2014. L'Élysée fait savoir qu'Emmanuel Macron quitte le cabinet de François Hollande. Ainsi Macron est-il mis « en réserve de la République » pour un futur assez lointain, peut-être l'après-Juppé en 2022. Jean-Pierre Jouyet prétend que Macron quitte la présidence « pour mener des projets personnels dans les domaines de l'enseignement et de la recherche ». Il s'attriste : « J'ai essayé de le retenir parce que j'ai beaucoup d'affection et d'estime pour lui au niveau professionnel ». Boniment ! Cette sortie de Macron est forcément décidée, avec l'accord de l'intéressé, par son mentor Jean-Pierre Jouyet, de même que son remplacement par Laurence Boone, qui appartient aussi aux milieux catholiques, et qui reprend les dossiers économiques et financiers.

Laurence Boone, qui a effectué sa scolarité dans de réputés établissements religieux (École du Sacré-Cœur, La Bruyère-Sainte-Isabelle, Notre-Dame-de-Sion), est titulaire d'un doctorat de la London Business School. Elle dirigeait la recherche économique sur l'Europe de Bank of America Merrill Lynch ; en 2010, elle avait intégré le conseil d'administration de PPR, le groupe fondé par François Pinault et présidé par son fils François-Henri.

Cette gentille personne préconisait en juillet 2013, dans *Le JDD (Lagardère)*, « la baisse des dépenses publiques et une meilleure allocation des dépenses sociales car notre système de protection sociale construit dans les années 1950 est devenu trop coûteux ». Les sagouins n'ont plus que ce mot à la bouche, « coûteux ». Les vieux, les malades, les handicapés, les accidentés de la vie : « coûteux ». Et les Pinault, dont la fortune sera passée de 6 milliards d'euros en 2012 à 30 milliards en 2018 : pas coûteux ?

Il convient aussi de rappeler que les dites « dépenses sociales » sont financées par les cotisations des assurés en contrepartie des

garanties accordées – de même, par exemple, que les assurances des véhicules ou des habitations – et ne sont en aucune façon des « dépenses publiques ». Cette confusion stupide et trompeuse est pourtant systématique dans les médias comme dans la bouche des « économistes » et autres politicards malhonnêtes. Il est répété soir et matin que les « dépenses publiques atteignent 57 % du PIB français », un mensonge phénoménal alors qu'en réalité l'ensemble des taxes et impôts nets ne s'élève qu'à 17 % du PIB (ligne « prélèvements nets de transfert », dans la comptabilité nationale).

Devenu président, Emmanuel Macron osera formuler ce regret nauséabond : « On met un pognon de dingue dans les minima sociaux ». Les *minima* en question (revenu de solidarité active, allocations de solidarité aux personnes âgées, aux handicapés, aux chômeurs en fin de droits, etc.) atteignent un montant de 26 milliards d'euros par an en 2016, pour plus de sept millions de bénéficiaires. Soit environ 300 euros par mois et par personne en moyenne : quel pactole ! Alors que pas moins de six mille *[oui, six mille !]* dispositifs budgétaires, fiscaux et sociaux destinés à aider les entreprises représentent 110 milliards par an, selon un rapport du 18 juin 2013 de la mission « Modernisation de l'action publique », qui constate d'ailleurs que « ce système général des interventions économiques ne sert que très imparfaitement l'objectif de soutien à l'activité ». Un euphémisme pour dire que ces « aides » ont surtout pour effet d'enrichir les patrons et les actionnaires.

11 juin 2014. Six personnes – dont Nicolas Bazire, directeur général du groupe Arnault et ancien associé-gérant de la banque Rothschild – sont mises en cause dans ce que l'on appelle « l'affaire Karachi » : en 1994, lors de la conclusion de contrats pour les ventes de frégates à l'Arabie saoudite et de sous-marins au Pakistan, des commissions furent versées à des intermédiaires, qui avaient prévu des rétrocommissions pour financer la campagne présidentielle de Balladur en 1995. Alain Juppé, dès son arrivée à Matignon en 1995, avait arrêté le paiement du reliquat des commissions.

L'ordonnance de renvoi est signée ce jour par les juges du pôle financier et le procès devrait en principe se dérouler en 2015. Il sera retardé par toutes sortes d'artifices procéduriers. La Cour de cassation ne confirmera que le 11 juillet 2017, après les élections, le renvoi en correctionnelle des six prévenus.

20 juin 2014. *Libération*, qui vient d'être « sauvé » par Patrick Drahi, publie une tribune incendiaire cosignée par tous les responsables des mouvements de jeunesse de gauche, intitulée « La vérité sur le génocide des Tutsis ». Les faits, repris de façon très détaillés, accusent surtout les Affaires étrangères. Un paragraphe désigne, à mots à peine couverts, Alain Juppé lui-même, en reprenant les termes de sa déclaration du 5 avril : « Depuis vingt ans, ces hauts responsables se drapent dans "*l'honneur de la France*" qui serait, disent-ils, mis en cause. Leur rhétorique indigne vise à enrôler d'autorité la France tout entière afin d'abriter leurs responsabilités ».

24 juin 2014. Lors d'un déjeuner, François Fillon suggère à Jean-Pierre Jouyet que l'Élysée fasse pression sur la justice à l'encontre de Nicolas Sarkozy. C'est ce que rapporteront Gérard Davet et Fabrice Lhomme, dans *Sarko s'est tuer*, un ouvrage sur les onze affaires judiciaires de Sarkozy. Le 8 octobre 2014, *Le Monde (Niel)* titrera sans hésiter : « Fillon a sollicité l'Élysée pour accélérer les poursuites judiciaires contre Sarkozy ». François Fillon démentira et portera plainte pour diffamation contre Jean-Pierre Jouyet et les deux auteurs, mais ceux-ci seront tous trois relaxés.

Histoire confuse qui prouve au moins que d'ores et déjà Jean-Pierre Jouyet se mêle très attentivement de la primaire à droite.

24 juin 2014. Vincent Bolloré remplace Jean-René Fourtou en tant que président du conseil de surveillance de Vivendi. Seront également membres du conseil l'omniprésent Claude

Bébéar et Tarak Ben Ammar, un producteur proche de Silvio Berlusconi.

Vincent Bolloré, issu d'une lignée d'industriels bretons, reprend les affaires familiales en 1981 et les diversifie tous azimuts, en particulier en Afrique (plantations, transports, terminaux portuaires), tout en se livrant à d'habiles et fructueuses opérations financières, avec l'appui de la banque Lazard. Le groupe Bolloré est aussi soutenu par le Crédit Mutuel, en raison des liens d'amitié entre Vincent Bolloré et Michel Lucas, despotique directeur général de cette banque qui se dit encore mutualiste. En 2005, Vincent Bolloré prend le contrôle d'Havas, où son fils Yannick sera nommé PDG à 33 ans. En 2012, il devient le principal actionnaire de Vivendi, qu'il recentrera sur les activités médias, autour de *Canal+* avec aussi les chaînes *Direct 8* (devenue *C8*), *Direct Star* (devenue *C Star*) et *I-Télé* (devenue *CNews*). Il possède également le quotidien gratuit *Direct matin*, renommé *CNews*, et les instituts de sondages CSA et Elabe. Vincent Bolloré se revendique catholique très pratiquant : « Quand je sors de la messe, je suis un homme neuf ».

24 juin 2014. « Nous avons besoin d'entreprises et nous avons besoin de la finance », déclare Manuel Valls, au siège d'Axa, devant le PDG Henri de Castries. Celui-ci lui offre un fac-similé du contrat d'assurance de Jean Jaurès, lequel doit se retourner dans sa tombe.

26 juin 2014. La Cour de justice de la République est saisie, vingt ans après les faits, pour enquêter sur le rôle joué par Édouard Balladur et François Léotard dans l'affaire des rétrocommissions liées aux contrats passés avec l'Arabie saoudite et le Pakistan en 1994 – la dite « affaire Karachi ». La Cour va prendre son temps. L'ancien Premier ministre ne sera mis en examen, pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux », que le 29 mai 2017, quelques jours après l'investiture d'Emmanuel Macron ; Léotard sera mis en examen le 4 juillet 2017. Il aurait

sans doute été malséant d'évoquer les trafics avec l'Arabie saoudite pendant la campagne électorale.

28 juin 2014. Une pétition soutenue par la FIDH, la Licra, Sherpa, Survie, etc. est remise à Jean-Yves Le Drian pour réclamer la levée du secret Défense sur l'action de la France au Rwanda. François Léotard, lors d'un colloque organisé au Sénat, se prononce pour la déclassification de toutes les archives concernant le rôle de la France au Rwanda.

7 juillet 2014. L'armée israélienne lance l'opération dite « Bordure protectrice » contre la bande de Gaza. En un mois et demi, elle causera la mort de 2 251 Palestiniens, dont 1 462 civils et parmi eux 551 enfants. Les attaques ayant principalement visé des habitations, 50 000 logements seront détruits, 500 000 personnes devront être déplacées et 10 000 laissées sans-abri. Côté israélien, 3 civils et 53 soldats auront été tués. Les opérations ne respecteront jamais le droit international humanitaire codifié par les Conventions de La Haye et de Genève, et censé protéger les populations civiles. Selon une déclaration du quartier général israélien : « En temps de guerre, il n'y a pas de population civile, juste un ennemi ».

15 juillet 2014. Emmanuel Macron quitte l'Élysée. À son pot de départ, le président Hollande s'est laissé aller à son penchant pour les petites blagues caustiques : « À l'étranger, je me présente souvent comme l'homme qui travaille avec Emmanuel Macron ».

Avec l'aide de Serge Weinberg et d'Alain Minc, Emmanuel Macron monte un projet de société de conseil financier, Macron Partners. Il postule aussi dans l'enseignement pour la rentrée universitaire, à la London School of Economics. En août, il part en vacances en Californie.

20 août 2014. Sur son blog, et sans en avoir averti qui que soit, Alain Juppé annonce sa candidature à la primaire de la droite et du centre en vue de l'élection présidentielle de 2017. Il plaide pour un regroupement : « La première condition sera de rassembler les forces de la droite et du centre autour d'un candidat capable d'affronter le Front national d'un côté et le PS ou ce qui en tiendra lieu de l'autre ».

Curieuse formule : pourquoi donc le Parti socialiste ne serait-il pas vraiment présent lors de la future élection ? Autre interrogation, plus importante : la date choisie, en pleines vacances, et la forme, un blog que personne ne lit en dehors des rédactions, ne correspondent pas à la visibilité et à la solennité qui sont requises pour une telle déclaration. Il est clair qu'Alain Juppé a voulu forcer les feux et prendre de vitesse ses ennemis, les mettre ainsi devant le fait accompli, alors que jusqu'à présent il voguait en toute sérénité vers la victoire et aurait pu attendre la fin 2016 pour se présenter.

Le jour même, Édouard Philippe, député-maire du Havre, improvise sur *France Inter* : « C'est une bonne nouvelle. Elle me réjouit vivement. [...] Il est essentiel de réfléchir à une plateforme programmatique qui s'occupe du fond, plus que de la tactique et des personnes. Comment nous sortons la France de l'ornière dans laquelle elle se trouve ? Avec quelles idées, avec quelles mesures et quelle majorité ? » Étrange soutien : il prétend saluer la candidature de Juppé mais se demande avec quel programme et quelle majorité, tout en considérant que les personnes sont secondaires. Autant dire qu'un autre candidat ferait tout aussi bien l'affaire.

Toute la presse affirmera qu'Édouard Philippe serait le prochain Premier ministre, sous réserve de l'élection de Juppé... mais la suite prouvera que cette condition-là n'était pas nécessaire. En attendant, il continue de réunir son petit cénacle d'amis politiques au restaurant Bellota-Bellota, non loin du Palais Bourbon. Autour de la table, Benoist Apparu, Gilles Boyer, Gérald Darmanin, Sébastien Lecornu, Bruno Le Maire, Édouard Philippe, Franck Riester, Thierry Solère : des seconds couteaux de la droite, qui joueront les premiers rôles après l'élection

d'Emmanuel Macron. Et pour cause, rapportera l'un d'eux : « Macron a vite repéré notre petit groupe quand il était ministre de l'Économie. On se voyait à la buvette de l'Assemblée. Après, on s'est régulièrement retrouvés les uns ou les autres à des dîners avec lui ». Admirons le don d'observation extra-lucide d'Emmanuel Macron : dès 2015, en buvant un petit coup sur le zinc, il « repère un petit groupe » où figurent déjà cinq de ses futurs ministres ! Et notons qu'il utilisera les moyens de son ministère pour de fréquents dîners avec des députés subalternes de l'opposition.

20 août 2014. Le jour même où Juppé se déclare, les Macron déjeunent avec Xavier Niel et sa compagne Delphine Arnault, à Los Angeles. Quelle chance, vraiment, de se retrouver là, entre amis ! Le couple Niel « pèse » alors une douzaine de milliards d'euros. Cependant, nous dit-on dans la bonne presse, lors de ce déjeuner, les convives discuteront d'un projet de start-up. C'est cela… Et pourquoi pas d'une boucherie-charcuterie ? On a parfois le sentiment que la fabrique du mensonge nous prend vraiment pour des…

24 août 2014. Ce dimanche, Emmanuel Macron, qui est censé avoir abandonné la politique, donne cependant une interview à son camarade de Sciences Po, Étienne Gernelle, directeur du *Point (Pinault)* [en voir le contenu au 28 août 2014]. Ce long entretien sur les choix socio-économiques de Macron, parfait inconnu du grand public, n'aurait absolument aucun intérêt si celui-ci ne savait déjà que…

26 août 2014. À la « surprise générale », à commencer dit-il de lui-même, Emmanuel Macron est nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le deuxième gouvernement de Manuel Valls. Ceci contredit le fabliau servi en juin pour le départ de Macron. Exemples de bouillie en copier-coller : « Hollande a jugé que ses conseillers qui n'ont jamais été élus n'avaient pas leur place au gouvernement ». [Sophie Fay, *Le*

Nouvel Observateur (Niel)] ; « François Hollande ne conçoit pas qu'un conseiller entre au gouvernement sans connaître le baptême du feu des urnes » [Emmanuel Berretta, *Le Point (Pinault)*]. En août, il est démontré que l'argument était du vent. Les plumitifs auraient d'ailleurs pu voir le cas flagrant de Fleur Pellerin, ministre depuis mai 2012, sans aucun mandat électoral.

Les spectateurs ont pu saisir une scène fugace. Alors que Jouyet lisait la liste des ministres sur le perron de l'Élysée, il a soudain arboré un large sourire en prononçant le nom d'Emmanuel Macron. « L'air satisfait de celui qui a réussi son coup », notera la presse.

Ce mardi 26 août 2014, le sénateur-maire « socialiste » de Lyon, Gérard Collomb, lance un *Manifeste du pôle des réformateurs* où il est suggéré de « rétablir les marges des entreprises et baisser le coût du travail[5] », en voilà une idée originale. Cette initiative passe quelque peu inaperçue mais elle n'est pas anodine et montre que la nomination de Macron s'inscrit déjà dans un certain contexte.

Gérard Collomb, quoique franc-maçon, est proche des milieux catholiques lyonnais et se refuse à marier des personnes de même sexe. Il entretient les meilleures relations avec le cardinal Barbarin, dont il prendra la défense à propos des crimes pédophiles perpétrés par des ecclésiastiques du diocèse. Le cardinal déclarera en 2016 : « La majorité des faits, grâce à Dieu, sont prescrits » ; en 2019, le tribunal correctionnel de Lyon le condamnera à six mois de prison avec sursis pour avoir dissimulé des agressions sexuelles sur mineur « en voulant éviter le scandale causé par les faits d'abus sexuels multiples commis par un prêtre ». Gérard Collomb apportera son soutien explicite à Emmanuel Macron en 2016 et sera nommé ministre de l'Intérieur en mai 2017.

5 Je rappelle que l'expression injurieuse de « coût du travail » n'a aucun sens. Le chantre du libéralisme, Adam Smith, l'expliquait déjà en 1776 : « De fait, l'ouvrier ne coûte aucune dépense, la valeur des salaires se retrouvant, avec un profit de plus, dans l'augmentation de valeur créée par le travail ».

Le jour même, les télévisions enthousiastes dressent le portrait d'Emmanuel Macron. *TF1 (Bouygues)* donne le ton : « L'ascension fulgurante d'un surdoué, au profil atypique, énarque, assistant du philosophe Paul Ricœur ». Le lendemain, dans le reportage que *Paris-Match (Lagardère)* consacre au « premier conseil des ministres pour une nouvelle équipe », pas moins de dix photos sur vingt sont dévolues à Emmanuel Macron. Toute la presse consacre l'essentiel de ses « analyses » et autres « décryptages » de la composition du nouveau gouvernement à l'arrivée de Macron. Ou plutôt au dithyrambe polycopié. Un exemple suffira, extrait du *JDD (Lagardère)* : « Macron, c'est d'abord un esprit brillant, ancien assistant du philosophe Paul Ricœur, [...] une personnalité séductrice et affable, un gendre idéal souriant et plein de conversation ». Sachant que, depuis deux ans, semaine après semaine, *Le JDD (Lagardère)* traîne dans la boue tous les ministres du gouvernement, il y a lieu de s'étonner.

27 août 2014. *Le Monde (Niel)* prétend fournir sur Macron « quelques informations qui auraient pu vous échapper ». Je relève toutefois les mystifications suivantes : « Emmanuel Macron s'est marié avec Brigitte Trogneux, de vingt ans son aînée, rencontrée alors qu'elle était sa professeure de français en première, au lycée Henri-IV ». Les Décodeurs ne relèvent pas ce tissu de mensonges destinés à tromper l'opinion [voir la réalité des faits au 5 septembre 2014]. D'où provient ce récit fallacieux qui va très vite se répandre ?

28 août 2014. *Le Point (Pinault)* : « Sollicité fin août, Emmanuel Macron a accepté de répondre à nos questions la veille de sa nomination ». Bizarre, non ?, alors que le ministre raconte partout qu'il a été pris au dépourvu tandis qu'il faisait du vélo au Touquet. Sous le couvert spécieux de « propos personnels tenus librement », il ne cache pas ses mauvaises intentions : « Nous pourrions autoriser les entreprises à déroger aux règles de temps de travail et de rémunérations, à la condition explicite qu'il y ait un accord majoritaire avec les salariés ». Dans ce cas, le contrat privé l'emporterait sur la loi, ce qui est contraire au

principe le plus fondamental d'une république, comme devrait le savoir tout étudiant de première année à Sciences Po.

Macron a en outre le fier toupet de présenter « l'accumulation des droits donnés aux travailleurs » comme un « piège » qui serait cause du chômage. Il se trouve que la réalité est exactement inverse car le chômage en France a explosé pendant que les droits et protections des salariés reculaient. Au contraire, les mesures sociales prises par le gouvernement Jospin entre 1997 et 2002 ont fait baisser le taux de chômage de 11 % à 8 %. L'énoncé systématique et arrogant de pures contre-vérités est une pratique dont Emmanuel Macron n'a pas le monopole : elle sévit chaque jour, de la bouche de tous les « économistes » patentés.

Dans ce même numéro du *Point* : « Le patron de Bouygues a salué la nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie : "Il a une formation et un parcours, notamment de banquier d'affaires, qui l'a fortement mis au contact de la réalité des entreprises et je pense que cela est certainement très bénéfique" ». Bénéfique pour qui ? Nul besoin de le préciser. Je donne quand même un seul exemple : la fortune (apparente) des héritiers de Francis Bouygues est passée de 1,4 milliard d'euros en 2012 à 3,4 milliards en 2018. Et je note au passage que « la réalité des entreprises » se trouve aujourd'hui dans les banques d'affaires.

Encore dans ce numéro du *Point (Pinault)*, Michèle Cotta, 77 ans, ex femme galante du journalisme politique, roucoule : « Ce petit génie – il n'a que 36 ans – a été l'assistant du philosophe Paul Ricœur, il est passé par la banque Rothschild, Michel Rocard et Jacques Attali sont parmi ses mentors, Jean-Pierre Jouyet surveillait avec bienveillance son parcours depuis plusieurs années et François Hollande a dans ce libéral socialiste, mélomane de surcroît, une confiance inébranlable ». Elle n'en oublie pas pour autant de rappeler au ministre de l'Économie quelles seront ses missions : « Réduction nécessaire du déficit, soutien aux entreprises, augmentation de la compétitivité par la baisse du coût du travail ». Médiocre radotage mille fois répété.

Question clé : pour quelle raison Emmanuel Macron a-t-il été soudainement rappelé pour être nommé à l'un des postes les plus exposés du gouvernement ?

Tout laisse à penser que cette nomination a été décidée hâtivement, en août 2014, puisque Macron, sorti du jeu le 10 juin, a quitté l'Élysée le mardi 15 juillet. Grâce à Jean-Pierre Jouyet, il réapparaîtra miraculeusement le 26 août. Il fallait certes virer Arnaud Montebourg, dont les critiques devenaient insupportables. Mais pourquoi récupérer Macron, alors qu'il était si simple de confier au vieux copain Michel Sapin le portefeuille classique de l'Économie et des Finances ? C'est d'ailleurs précisément ce qui sera fait deux ans après. Le bénéfice politique immédiat est nul, puisque Macron est un technocrate inconnu. Au contraire, l'arrivée d'un banquier d'affaires ne devrait pas vraiment aider à ressouder la majorité présidentielle, qui est désormais très mal en point. Le Premier ministre, contrairement à ce qu'il essaie de faire croire, n'est pour rien dans cette nomination : Manuel Valls, qui n'est pas une lumière, doit encaisser l'arrivée d'un rival malin, qui va empiéter sur son territoire dit « social-libéral ».

Une autre piste est beaucoup plus intéressante et semble plus probable : il s'agirait de nantir « le petit Macron », comme l'appelle Alain Minc, d'une stature présidentiable en peu de temps, avant l'échéance de 2017. Quoi de mieux à cette fin qu'un ministère régalien, où il pourra se faire connaître et apprécier par les Français, pour peu que les médias contribuent généreusement à la fabrication de son personnage ? Et c'est ainsi qu'est lancée l'Opération Macron.

Pour ce qui est du renfort médiatique, les ploutocrates qui détiennent la presse française ne vont pas mégoter ! Avant d'être officiellement candidat, Emmanuel Macron va bénéficier en deux ans de trente-neuf couvertures de magazines en tous genres. En 2015-2016, son nom sera mentionné des milliers de fois, sous les prétextes les plus sérieux ou les plus futiles, sur tous les supports, du *Figaro* à *Closer* en passant par *RTL* ou *TF1* : par exemple, environ quatre mille fois dans *L'Express (De Nolf*, puis *Drahi)* et deux mille fois dans *Le Monde (Niel)*. En outre, des sondages sur commande vont ancrer le mythe que Macron est populaire et que ses idées sont largement partagées, alors qu'il est loin d'être célèbre. J'y reviendrai autant que possible, sans

pouvoir être exhaustif étant donné la masse incroyable de publications idolâtres dévolues au favori de la presse française.

Il faut insister sur le processus, opéré par une équipe de publicitaires aguerris : pendant des mois, les médias vont consacrer à Macron des couvertures, des articles, des reportages en quantité invraisemblable, alors qu'il est encore peu connu du grand public. Ensuite, et seulement ensuite, sa notoriété acquise par ce matraquage publicitaire va déclencher un phénomène cumulatif : plus les médias en parleront, plus les couvertures macronesques deviendront, dans une certaine mesure, des facteurs de vente.

C'est avec la plus parfaite mauvaise foi que les communicants de Macron affirmeront en 2017 que les médias ne faisaient que « vendre du papier » ou « suivre l'opinion » : celle-ci avait été intoxiquée depuis plus de deux ans par une opération de propagande massive, sans aucun précédent dans notre pays, orchestrée par les milliardaires qui possèdent les médias privés. Comme l'a dit Noam Chomsky : « La propagande est aux démocraties ce que la violence est aux dictatures ».

Alors, une autre question se pose : pourquoi ce lancement de la « fusée Macron », comme l'écrira la presse en un aveu involontaire, et avec une telle précipitation et une telle puissance de tir ? Cela suppose d'abord que, pour une raison X, il n'est plus autant souhaitable que Juppé devienne président de la République : j'aborderai ce point ensuite. La déclaration inopinée de candidature de Juppé aura déclenché un contre-feu : quelle serait la solution de secours, prête à le remplacer si cela s'avérait nécessaire ? Or, les caciques soi-disant socialistes n'ont plus aucune chance d'être élus, après les deux années calamiteuses où ils viennent de se fourvoyer. À droite aussi, hormis Juppé, la déliquescence est totale : Sarkozy est cramé, l'UMP se débat dans les affaires de financement et dans les rivalités de personnes – sans compter que la soumission de soi-disant gaullistes à la doxa européiste n'est pas tout à fait assurée. Il y aurait bien l'inconsistant Bayrou…

Non, restons sérieux, un renouveau s'impose pour convaincre des électeurs visiblement tentés de renvoyer dos à dos les partis de gouvernement qui ont mené depuis trente ans la France

au marasme et réduit bon nombre de Français à la misère. Le salaire net moyen des ouvriers et employés, soit treize millions de Français, est de 1 200 euros par mois. La moitié d'entre eux se sont abstenus aux élections européennes du 25 mai 2014 mais, parmi les votants, plus d'un sur deux a opté pour le Front national, qui est de ce fait devenu la première force électorale en France.

Alors, et peut-être faute de mieux, le clinquant Emmanuel Macron, formaté à la perfection et tellement sympathique et photogénique, ferait l'affaire pour *séduire* l'électorat. Autrement dit pour le charmer et pour l'égarer. Une fois les Français abusés, pour ne pas dire couillonnés, il pourra appliquer la politique voulue, c'est-à-dire détruire les avancées sociales et répondre docilement aux exigences de l'Union européenne. De fait, il devra mener la même politique que celle qui figurait dans le programme d'Alain Juppé – et tant qu'à faire, avec les ministres qu'aurait choisi Juppé. La suite, dès l'été 2017, démontrera que c'est justement ce qui devait arriver.

La question devient alors : quelle est la raison qui a fait naître le doute à l'été 2014 et qui, finalement, s'opposera à l'accession de Juppé au pouvoir ?

Serait-ce de supposées sympathies musulmanes ? Alain Juppé a toujours manifesté une tolérance certaine à l'égard des Frères musulmans. Le 6 mars 2011, en Égypte, il avait surpris par cette confidence, après une rencontre avec des agitateurs : « Le dialogue que j'ai eu, en particulier avec les membres des Frères musulmans, a été intéressant. Plusieurs d'entre eux m'ont fait part de leur vision d'un islam libéral et respectueux de la démocratie ». Une telle affirmation est à proprement parler aberrante pour qui connaît un peu l'idéologie totalitaire et théocratique des Frères musulmans. Le 16 avril 2011, lors d'une réunion tenue à l'Institut du monde arabe, le ministre des Affaires étrangères avait défini la politique d'aide active qu'il entendait apporter aux mouvements subversifs contrôlés par les Frères musulmans. Au *Parisien (Amaury)*, il déclarait le 27 août 2011 : « En Tunisie, en Égypte, en Syrie, ne stigmatisons pas a priori tous ceux qui se qualifient d'islamistes ».

Or, les Frères musulmans sont devenus peu à peu la bête noire des Saoudiens au Moyen-Orient car ils défendent maintenant les intérêts de bourgeoisies nationales hostiles à la domination de l'aristocratie saoudienne sur la région. Celle-ci est donc exaspérée par les prises de position d'Alain Juppé. Et chacun sait l'importance de l'Arabie saoudite pour les entreprises françaises de l'énergie, de l'armement, des travaux publics, des télécoms, du luxe, etc. Il suffirait que la dynastie saoudienne s'oppose à l'élection d'Alain Juppé pour que ses chances de succès soient réduites à zéro.

Autre problème : l'évocation d'une éventuelle responsabilité d'Alain Juppé dans le génocide contre les Tutsis au Rwanda ne risque-t-elle pas de bouleverser toutes les relations avec l'Afrique noire, au cas où il deviendrait président ? Ce qui pourrait provoquer l'effondrement des positions tenues depuis longtemps par les grandes entreprises françaises sur ce continent. Le veto des firmes néocoloniales, c'est-à-dire d'une large part du grand capitalisme en France et dans d'autres pays européens, sonnerait la mort politique d'Alain Juppé. La résurgence d'une violente polémique sur le Rwanda a pu engendrer de sérieuses inquiétudes dans ces milieux d'affaires.

2 septembre 2014. À 27 ans, Ismaël Emelien, devient conseiller « communication et stratégie » du nouveau ministre de l'Économie. Les deux hommes sont restés très proches après leur rencontre en 2009, à la fondation Jean-Jaurès dont Gérard Collomb était le secrétaire général. La fondation est dirigée par Gilles Finchelstein, qui est aussi, et surtout, directeur des études d'Havas Worldwide où il a recruté Emelien comme consultant ; Ismaël Emelien était directeur-conseil à Havas avant d'arriver à Bercy. En provenance également d'Havas, Anne Descamps est recrutée pour chapeauter la communication médias, avec trois attachés de presse. Ce qui fait au total beaucoup de communicants pour un ministre. En outre, il sera ultérieurement révélé la présence d'un mystérieux « conseiller contractuel », rémunéré 181 395 euros bruts en 2015 par le cabinet du ministre de l'Économie.

Havas, premier groupe publicitaire français (C.A. 2 milliards d'euros), est passé sous contrôle de Vincent Bolloré en 2005. Le PDG d'Havas est maintenant son fils Yannick Bolloré, 34 ans, qui ne tardera pas à devenir un allié personnel d'Emmanuel Macron. De même que son père, Yannick est un catholique convaincu, qui déclare « aller à la messe autant que possible » et se vante avec émotion de ses rencontres avec les trois derniers papes. Quant à ses capacités pour diriger une très grande entreprise, il n'y a pas lieu d'en parler puisque son papa lui fait confiance[6].

Autour d'Emmanuel Macron, une cellule de réflexion a été mise en place, alimentée par les études d'Havas et de la société de sondages CSA qui appartient aussi à Bolloré, gracieusement fournies et commentées par Gilles Finchelstein. Y participent entre autres : Erik Orsenna, un économiste devenu un bon écrivain ; Éric Le Boucher, un économiste devenu un exécrable éditorialiste aux *Échos (Arnault)* ; Olivier Mongin, ancien directeur de la revue *Esprit* ; Thierry Pech, directeur de Terra Nova, un autre « laboratoire d'idées » – et surtout d'idées reçues – proche du PS.

Pour élargir son réseau d'influence, Emmanuel Macron va pouvoir mettre à profit les moyens de son ministère : salles à manger avec personnel de service et cuisiniers ; dîners mondains ou intimes dans son vaste appartement de fonction où il recevra ses copains de Sciences-Po et de l'ENA (aucune trace de ceux de la fac de philo…) et le Tout-Paris de la politique, des affaires, des médias, et même de la littérature et du spectacle. Ses frais de représentation sont de 150 000 euros par an.

Le directeur de cabinet du ministre est Alexis Kohler, un énarque discret qui appartient par sa mère à la famille Aponte, propriétaire de la compagnie maritime MSC, famille dont la fortune est estimée à 9 milliards de francs suisses. Entre 2010 et 2012, Alexis Kohler, comme représentant de l'État, ainsi

6 Les grandes entreprises françaises sont souvent dirigées de père en fils, ce qui est une pure idiotie. Les compétences dans un domaine spécifique ne sont pas héréditaires ! Imagine-t-on le ridicule d'une équipe de France de football qui serait composée avec les fils des joueurs de l'équipe de 1998 ?

qu'Édouard Philippe, siégeaient au conseil de surveillance du Grand port maritime du Havre, qui approuva des contrats attribués à MSC. Alexis Kohler était également administrateur de la société de construction navale STX France, dont le premier client était le groupe MSC. Il sera durant quelques mois le directeur financier de MSC Croisières, basé à Genève, d'août 2016 au 14 mai 2017, date à laquelle il sera nommé secrétaire général de l'Élysée auprès du président Macron. Je ne parle évidemment pas de prise illégale d'intérêt ou de trafic d'influence, quels vilains mots, mais d'élégants tours de valse entre les finances publiques et les finances familiales.

3 septembre 2014. L'Opération Macron commence tambour battant. À la une de *L'Express (De Nolf)*, le titre énorme, « La bombe Macron » et la photo de cet inconnu, en jeune premier, arborant un sourire carnassier. À la une du *Nouvel Observateur (Niel)*, autre manchette, « Emmanuel Macron : L'homme de la situation ? » et son portrait presque inquiétant, au regard bleu acier. Il s'agit d'imposer rapidement l'image d'un homme solide afin de contrecarrer l'impression de fragilité que pourrait donner à certains la personnalité délicate, si ce n'est équivoque, du jeune homme. En effet, dans les couloirs de l'Assemblée, une assez lourde plaisanterie circule : il a été surnommé « le macaron, sucré à l'extérieur, mou à l'intérieur ». À l'Élysée, il est affublé du tendre sobriquet de « doudou des patrons ». Et Sarkozy ira jusqu'à le décrire « un peu homme, un peu femme, c'est la mode du moment, androgyne ».

5 septembre 2014. Dans un tout autre registre – mais là aussi pour couper court à des rumeurs d'homosexualité cachée – les Macron, que personne ne connaît, sont pourtant déjà en couverture de *Closer (Berlusconi)* : « Emmanuel Macron en couple avec son ex-prof ! » Un article de commande distille ce qui sera longtemps la version standard et inexacte de l'histoire du couple : « Celle qui tient fermement sa main en dévalant les rues escarpées de Montmartre n'est autre que la prof qu'il a eue lorsqu'il

était en première. À l'âge de 17 ans, il est tombé amoureux de Brigitte, de vingt ans son aînée ». Une jolie romance pour les chaumières.

Dès lors, la presse répètera à l'envi que son épouse a « presque vingt ans » de plus que lui, alors qu'en réalité près de vingt-cinq ans les séparent. Il sera prétendu partout que, lorsqu'ils se sont connus, elle aurait eu « 36 ans et lui 17 ». Or, en 1992, Emmanuel Macron a 14 ans (né le 21 décembre 1977) et termine sa troisième au lycée La Providence d'Amiens, lorsqu'il joue dans la pièce *Jacques et son maître* de Milan Kundera, qu'il a montée avec son copain Renaud Dartevelle. Brigitte Auzière, alors âgée de 39 ans (née le 13 avril 1953) se dit enthousiasmée par le talent du garçon – qui ne sera jamais dans sa classe de français – et, à la rentrée, elle l'accueille dans l'atelier théâtre qu'elle dirige, et auquel il participera pendant deux ans. Il s'établit entre eux, selon les propres termes d'Emmanuel Macron, « une complicité intellectuelle qui deviendra jour après jour une proximité sensible ». (Par parenthèse, je trouve cette fadasse expression, « proximité sensible », assez pitoyable pour évoquer ce qui est censé être une passion amoureuse bravant tous les interdits.)

Brigitte Auzière n'avait donc pas 36 ans quand ils se sont connus, d'autant qu'elle habitait alors à Strasbourg. Et lorsqu'Emmanuel atteint ses 17 ans, il a déjà quitté Amiens et est élève du lycée Henri IV à Paris. Ces faits sont assez faciles à vérifier, même pour un journaliste français. Le mensonge distillé n'est donc pas une erreur ou un détail mais une manigance destinée à tromper l'opinion. Et pour cause : une femme de 36 ans et un jeune homme de 17 ans, cela peut devenir une idylle romanesque digne de la plume d'un Stendhal ; une femme de 39 ans et un garçon de 14 ans, cela éveillerait comme un soupçon de pédophilie.

Toutefois, malgré l'étalage récurrent de cette histoire dans des centaines d'articles, de reportages, de livres – ce qui oblige à l'évoquer – nous ne savons rien de la nature exacte de leur relation (« proximité sensible » ?), ni à cette époque, ni après. Et s'il faut sonder les cœurs et les reins, la vérité sort peut-être de la

bouche de la mère d'Emmanuel. Lorsqu'elle veut démontrer la stabilité du couple et la fidélité de son fils, elle a cette phrase plus révélatrice qu'elle ne le croit : « On pourrait déshabiller Lætitia Casta devant lui que cela ne lui ferait rien ».

8 septembre 2014. Florence Parly quitte ses fonctions de dirigeante d'Air France, où elle émargeait pour près de 80 000 euros nets par mois et qui lui octroie une prime de départ de 675 000 euros. Elle rentre à la SNCF, avec un salaire mensuel qui atteindra *seulement* 52 569 euros nets en 2017, sans compter ses jetons de présence dans divers conseils d'administration pour un total de 139 119 euros en 2016. Florence Parly fut secrétaire d'État au Budget sous Jospin. Son compagnon, Martin Vial, sera nommé par Emmanuel Macron, le 24 août 2015, directeur général de l'Agence des participations de l'État, qui gère un patrimoine d'environ 100 milliards d'euros. Après l'élection présidentielle, Florence Parly deviendra ministre des Armées le 21 juin 2017. Un domaine dont elle ignore tout mais cela n'est pas grave, puisque le jeune président déclarera aux militaires : « Je suis votre chef. Et je n'ai besoin de nulle pression et de nul commentaire ». Oui chef ! Bien chef !

9 septembre 2014. Parution d'un ouvrage collectif lancé par le député juppéiste Benoist Apparu, et intitulé *Les 12 travaux de l'opposition : nos projets pour redresser la France.* La contribution d'Alain Juppé s'intitule *L'identité heureuse :* il se refuse à vouloir « effacer les origines, nier toute différence », il entend maintenir « une diversité qui enrichit notre patrimoine ».

Les protestations ne tardent pas à fuser, dont voici un exemple poli, par Ivan Rioufol sur son blog du *Figaro (Dassault)* : « La complaisance de Juppé pour l'islam radical est devenue problématique. Ce qu'il clame et répète est très exactement ce qu'une large partie de la droite ne veut plus entendre ».

Ailleurs, sur les réseaux dits « sociaux », la rage s'exprime en des vocables moins choisis : « Ali Juppé, grand mufti de

Bordeaux », quand ce n'est pas « Ali ben Juppé, émir de Bordeaux, le meilleur d'entre les pires crapules islamo-collabos », est accusé de vouloir faire construire à grands frais une immense mosquée et une école coranique, contrôlées par les Frères musulmans. Dans *Valeurs actuelles* [9 mars 2015] on ne lésinera pas : sous le titre « Alain Juppé aux petits soins pour les Frères musulmans », la photo d'Alain Juppé est légendée « Les idiots utiles de l'islamisme : on ne peut imaginer un maire plus engagé en faveur de sa grande mosquée ».

Valeurs actuelles appartient à Pierre Fabre, le pharmacien milliardaire, soutien actif des ultra intégristes catholiques de Bernard Antony. Le magazine sera vendu en avril 2015 à Iskandar Safa ; cet homme d'affaires franco-libanais, proche des Saoudiens, a combattu dans une milice nationaliste chrétienne, avant de faire fortune (1,1 milliard d'euros en 2017) dans la construction navale.

Le directeur de *Valeurs actuelles*, Yves de Kerdrel, a rencontré Macron dans la Commission Attali en 2007 et, comme tout le monde, il a été séduit : « J'ai rapidement sympathisé avec ce garçon agile, brillant, plein d'entregent. Après, nous avons continué à nous parler, à nous voir. Nous avons échangé régulièrement ». Il démentira cependant « l'information calomnieuse *[sic]* selon laquelle il le soutenait dans son ambition présidentielle ».

17 septembre 2014. Sur *Europe 1 (Lagardère)*, le Grand Inquisiteur Jean-Pierre Elkabbach, qui a pour principe de terroriser ses interlocuteurs, surtout lorsque cela ne présente aucun risque, se montre au contraire fort aimable avec le nouveau ministre de l'Économie. Sa question la plus percutante sera : « Mais qui est Macron pour Macron lui-même ? » Au sujet du permis de conduire, Emmanuel Macron s'embarque dans un exemple malencontreux : « Dans mes dossiers, il y a la société Gad. Il y a dans cet abattoir une majorité de femmes, qui sont pour beaucoup illettrées. Ces gens n'ont pas le permis ». Comme l'écrivait Paul Nizan [*Les chiens de garde*, 1932], à propos d'un

autre cuistre : « Nous ne verrons rien dans une pareille phrase qu'un mélange de mépris, d'insulte, de suffisance bourgeoise ».

Emmanuel Macron affectionne l'expression « les gens ». Il lâche que « les gens en difficulté, il y en a qui font bien et il y en a qui déconnent ». Il oppose avec morgue « des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien ». Il en est resté à ce stade infantile où le gamin pervers croit que le succès est le seul critère de la morale.

2 octobre 2014. Le baromètre politique mensuel TNS-Sofres, un instrument de référence indiscutable (en face-à-face à domicile), situe Emmanuel Macron en cinquante-huitième position sur soixante-deux personnalités, sans compter le président Hollande et le Premier ministre Valls qui sont hors baromètre. Le ministre est pour l'instant un parfait inconnu pour la moitié des Français et provoque l'indifférence générale. La place qu'il occupe déjà dans les médias en est d'autant plus surprenante : ce n'est certainement pas pour gonfler leurs ventes que tous les grands quotidiens et des magazines comme *L'Express*, *Le Nouvel Observateur* et même *Closer* l'affichent en couverture.

8 octobre 2014. Interviewé par Marc-Olivier Fogiel sur *RTL (Mohn)*, Karl Lagerfeld affirme connaître Emmanuel Macron depuis pas mal de temps : « Je l'aime beaucoup et j'aime beaucoup sa femme aussi, que je trouve brillantissime ». Il y aurait lieu de se demander pourquoi et comment un secrétaire général adjoint de l'Élysée a été amené à fréquenter le vaniteux directeur artistique de Chanel, lequel avoue un revenu mensuel d'un million d'euros. La maison Chanel – qui omet de publier ses comptes – appartient en totalité à la famille Wertheimer, émigrée en Suisse, dont la fortune estimée en 2014 serait de 15 milliards d'euros… mais en 2018 il sera révélé qu'elle atteint au moins 40 milliards.

Quant à Brigitte Macron, elle s'habille chez Louis Vuitton, sur les conseils de son amie Delphine Arnault, directrice géné-

rale adjointe de Louis Vuitton, compagne de Xavier Niel et fille du propriétaire de LVMH, Bernard Arnault. Notons aussi que Brigitte Macron fut la prof de lettres de Frédéric et Jean, les fils jumeaux de Bernard Arnault, à Saint-Louis-de-Gonzague (et qu'il n'est donc pas exclu que les liens amicaux entre les Arnault et les Macron remontent à 2008). Le grand monde est petit !

12 octobre 2014. Emmanuel Macron en couverture du *JDD (Lagardère)* prend un air déterminé et serre ses petits poings, sous le titre « Six mois pour inverser la courbe du doute ». Solution proposée : « Réformer l'assurance-chômage, sans tabou ». Je traduis : faute de supprimer le chômage, supprimons les chômeurs. Pendant la campagne présidentielle en 2017, Macron annoncera « 10 milliards d'euros d'économies sur l'assurance-chômage grâce aux réformes structurelles ». En guise de « réformes », il s'agira tout bonnement, sous un prétexte quelconque, de radier de Pôle-emploi un bon nombre d'inscrits. Emmanuel Macron, qui se pique de beau langage, doit user de cette acception désuète du mot, selon le *Dictionnaire de l'Académie française* : « Réforme se dit encore des chevaux qui ne sont plus en état de servir. Réformer des chevaux : les retirer du service, comme n'y étant plus propres ». Macron veut réformer les chômeurs.

À l'automne 2017, les macronards rivaliseront d'invention pour fustiger ces salauds de chômeurs. Tel Christophe Castaner [voir au 27 août 2015], porte-parole du gouvernement : « La liberté, ce n'est pas bénéficier des allocations chômage pour partir deux ans en vacances ». Ou le champion de l'ignominie, un certain Damien Adam, un galopin de 28 ans, député de La République en marche : « Vous voyez certaines personnes qui partent en vacances aux Bahamas grâce à l'assurance chômage ». Serait-ce pour y placer leurs mirifiques allocations sur un compte off-shore ? Et Muriel Pénicaud [voir au 30 avril 2013] d'en rajouter : « Il faudra renforcer les sanctions et puis que la main ne tremble pas pour les fraudeurs ». S'agirait-il de leur couper la tête ?

19 octobre 2014. *Le Parisien (Amaury)* : « Sondage : Emmanuel Macron séduit 58 % des Français ». Ce qui relève du « délit de diffusion de nouvelles fausses » (amende de 45 000 euros) car la moitié des Français ignorent encore qui est cet Emmanuel Macron ou n'ont aucun avis sur sa personne. L'article se livre à un exercice d'adulation presque obscène : « Dans l'opinion, Macron a tout bon. Voilà en substance l'enseignement que l'on peut tirer de notre sondage exclusif Odoxa. Performance rare pour un homme politique, Emmanuel Macron est apprécié aussi bien à droite (55 % de bonnes opinions) qu'à gauche (62 %). La ligne politique sociale-libérale qu'il a choisi d'assumer ne semble pas se heurter à un mur de résistance, y compris à gauche. Dans le détail, le locataire de Bercy est jugé par les Français "dynamique" (73 %) et "courageux" (62 %), comme "ayant des convictions profondes" (59 %), et surtout comme étant "compétent" (62 %). Au final, Emmanuel Macron fait jusqu'ici un sans faute à Bercy ».

Or, l'institut de sondage Odoxa vient justement d'être créé le 25 août 2014, la veille de la nomination de Macron, par Gaël Sliman et Céline Bracq, venus de BVA. Il va bénéficier de l'appui financier de Bernard Arnault. Ses premiers travaux vont rendre perplexes les spécialistes. « Nous assumons une éditorialisation *[sic]* dans l'analyse de nos résultats afin de proposer à nos clients non pas des chiffres, mais une réponse », avouent les fondateurs sur leur site internet. En clair : nous racontons ce que nous voulons – ou mieux encore, ce que veulent nos clients – quelles que soient les données.

Le quotidien ne se contente pas de publier cette étude bidon. Il en rajoute dans le registre « témoignage », à ceci près que ces prétendus « souvenirs », sortis d'un chapeau, sont truffés d'erreurs : « C'est à cette époque que commence une idylle avec sa professeur de français *[en réalité il n'était pas son élève]*, Brigitte Trogneux, 36 ans, soit vingt de plus que lui *[double mensonge]*. Parmi les anciens de la Providence, on s'amuse encore de cette "amourette naissante entre la prof et son élève" *[mensonge répété]*. "En classe, elle le citait tout le temps en exemple", se souvient un ancien *[or, il n'a jamais été dans sa classe !]*. » Je

félicite le staff de communication d'Havas pour la fabrication de ce petit chef-d'œuvre d'embobinage. Il n'empêche qu'il s'agit là encore de fausses informations, passibles d'une sanction pénale (article 27 de la loi du 29 juillet 1881)[7].

Le Parisien appartient encore aux frères Amaury, des nécessiteux dont la fortune dépasse à peine les 300 millions ; son achat est en cours et sera finalisé en 2015 par Bernard Arnault et là c'est du lourd : 35 milliards d'euros en 2015... et 73 milliards en 2018.

20 octobre 2014. Christophe de Margerie meurt dans un accident d'avion. Le PDG de Total était membre de la Communauté de Sant'Egidio, influente association humanitaire catholique, proche du Vatican. Christophe de Margerie fut le témoin de sa cousine Brigitte Taittinger lorsqu'elle a épousé Jean-Pierre Jouyet, en 2006. La fortune de la famille Taittinger, qui réside pour une part en Suisse, est estimée à 400 millions d'euros en Suisse et une centaine de millions en France. Jean-Pierre Jouyet est à l'abri du besoin.

21 octobre 2014. Deux mois à peine après sa création, le tout nouvel institut Odoxa a réussi l'exploit de vendre un baromètre politique à *France Inter, L'Express (De Nolf)* et la presse quotidienne régionale. Dans sa première livraison, Alain Juppé est largement en tête avec 44 % d'adhésion. Macron apparaît à la douzième place sur dix-huit personnalités testées, avec 23 % d'adhésion, 27 % de rejet et donc 50 % sans opinion. Gaël Sliman ne commente pas ce résultat, qui est pourtant en totale contradiction avec ceux publiés deux jours plus tôt dans *Le Parisien*. Il ne s'en déclare pas moins « fier de présenter un rendez-vous différent, ambitieux et innovant ». Ce camelot ne s'embarrasse pas de fausse modestie.

7 En septembre 1949, Aragon, directeur du quotidien communiste *Ce Soir*, fut condamné pour « propagation de nouvelles fausses » et en outre privé de ses droits civiques jusqu'en 1958. Son journal avait écrit que des soldats, dont des tirailleurs sénégalais, avaient participé à la répression de la grande grève des mineurs de 1948, causant cinq morts et des dizaines de blessés. Ce qui était parfaitement exact. À ceci près qu'il ne s'agissait pas de *Sénégalais*, mais de *Marocains*... C'est sous ce prétexte qu'Aragon fut condamné !

21 octobre 2014. Le groupe GDF-Suez a provisionné 103 millions d'euros pour payer les retraites complémentaires de ses dirigeants. Le président Gérard Mestrallet va toucher 77 000 euros de retraite par mois. Certains trouvent cela choquant et ils n'ont pas tort. Mais que dire alors des revenus de Liliane Bettencourt, qui fête aujourd'hui ses 92 ans et qui touche, en dividendes et autres, au moins 45 millions d'euros par mois, sans avoir jamais travaillé de sa vie[8] ? Ou de la famille Quandt, dont la fortune fut construite grâce au nazisme et à l'esclavage des déportés, et dont les seuls profits de BMW lui rapportent 68 millions d'euros par mois. Hors concours et au-delà de toute indécence, il faut placer les frères Alain et Gérard Wertheimer, propriétaires de Chanel, planqués en Suisse, qui se partageront des dividendes prodigieux de 283 millions d'euros par mois en 2016. De temps en temps, histoire de se prétendre indépendante, la presse soulève le voile sur les rémunérations des PDG, des artistes ou des footballeurs mais ne pipe mot des revenus, mille fois plus élevés, des grandes familles capitalistes.

25 octobre 2014. Même les articles qui parlent d'autre chose... parlent de Macron. *L'Express (De Nolf)* titre « Quand la femme est l'aînée du couple » un sujet de la rubrique « Société » qui commence par : « Plus jeune de vingt ans que son épouse, Emmanuel Macron, fringant ministre de l'Économie, incarne, à sa façon, le vent de liberté qui souffle sur les couples ». Et de nous tartiner une très longue défense et illustration de « ces couples intergénérationnels, où la femme est plus âgée, qui suscitent une curiosité apaisée et dont le nombre, il est vrai, ne cesse de croître ». Rien, vraiment rien, n'est laissé au hasard dans l'Opération Macron.

L'incroyable couple va occuper le terrain médiatique plus encore que les déclarations à l'emporte-pièce du ministre. L'avantage de la manœuvre est de réconcilier le libéralisme culturel et le libéralisme économique : liberté de mœurs et liberté

8 De manière plus générale, en France, les patrimoines proviennent aux trois quarts de l'héritage et ne sont que rarement le résultat d'un mérite personnel.

de s'enrichir vont de pair chez Macron. Jusqu'à présent, les rôles idéologiques étaient répartis. À la pseudo-gauche la défense de l'humanisme, dans sa version mollassonne, style « mariage pour tous » ou « féminisation de l'orthographe ». À la droite la défense du capitalisme, dans sa version sauvage mondialisée. Déjà, avec François Hollande, les rôles ont tendance à se confondre. Avec Emmanuel Macron un réel syncrétisme s'annonce, qui rappelle celui opéré par Bill Clinton dans les années 90 aux USA.

28 octobre 2014. Emmanuel Macron signe l'autorisation définitive permettant le rachat de SFR par Numericable. Cette approbation du brigandage de Patrick Drahi ne fait l'objet d'aucun communiqué du ministère. Pas trop fier de son coup ? Le suivant sera bien pire.

5 novembre 2014. Communiqué de presse du ministère de l'Économie : « Emmanuel MACRON *[en lettres capitales, s'il vous plaît]* a accordé aujourd'hui son autorisation à General Electric pour la réalisation de son projet d'investissement en France avec Alstom. Emmanuel MACRON s'est assuré, avec vigilance, que les intérêts de l'État, la pérennité de la filière nucléaire et la sécurisation de l'approvisionnement énergétique de la France sont pleinement pris en compte dans cette opération ». Tudieu, quel homme vigilant, ce MACRON ! Ou plutôt : quel menteur sans vergogne !

Car la réalité est moins glorieuse. Ce communiqué signe l'arrêt de mort d'Alstom, leader mondial en matière de production d'électricité, en particulier dans le domaine nucléaire, essentiel pour l'indépendance nationale, et aussi dans le domaine des énergies renouvelables. Après avoir cédé en 2006 les très rentables Chantiers de l'Atlantique à des Norvégiens, Alstom lâche aujourd'hui toute l'activité énergétique, soit 70 % de son chiffre d'affaires, à l'américain General Electric. Des mains étrangères s'emparent d'un fleuron de l'industrie française, à bas prix et dans des conditions douteuses car les dirigeants d'Alstom ont

été soumis à la pression des autorités judiciaires américaines. L'entreprise et certains de ses directeurs étaient poursuivis pour des faits de corruption en Indonésie par le *Department of Justice* et Alstom a dû négocier une amende de 772 millions de dollars. Depuis l'Élysée (dès l'automne 2012 et en s'opposant à Arnaud Montebourg), puis à Bercy, Emmanuel Macron a plus que facilité ce bradage, alors qu'une intervention de l'État aurait permis d'éviter le désastre. Sans doute le concept de nationalisation doit-il être incompatible avec la philosophie politique de Monsieur Macron, comme il l'est avec les injonctions de la Commission européenne. Quant au crime de haute trahison, il y a longtemps qu'il est tombé en désuétude, tant il est devenu commun dans les pratiques gouvernementales depuis des décennies, et il a été effacé lors des récentes révisions de la Constitution et du Code pénal.

General Electric, ayant engrangé le savoir-faire et les brevets d'Alstom, laissera l'entreprise dépérir. En 2015, Patrick Kron, PDG d'Alstom, touchera une « prime exceptionnelle » de 4,4 millions d'euros, s'ajoutant à sa rémunération de 2,2 millions d'euros, et il bénéficiera début 2016 d'une « retraite-chapeau » provisionnée à hauteur de 10,5 millions d'euros. En novembre 2016, il prendra la présidence du fonds spéculatif Truffle Capital.

En 2018, le gouvernement voudra abandonner à l'allemand Siemens les restes d'Alstom, le secteur ferroviaire, dont les rames TGV produites en France depuis quarante ans. La famille Siemens est toujours le premier actionnaire de l'entreprise ; sa fortune est estimée à 8 milliards d'euros ; ses dividendes s'élèvent à 20 millions d'euros par mois. Complice et fournisseur du régime nazi, Siemens a exploité comme esclaves des milliers de déportés, entre autres dans une usine située au sein même du camp d'Auschwitz ; soixante ans après ses crimes, la firme a daigné créer un fonds d'indemnisation doté de 10 millions d'euros.

Quant aux Chantiers de l'Atlantique, après avoir appartenu à des Coréens (STX), ils devraient passer sous contrôle d'une société nationale, oui, nationale... mais italienne (Fincantieri) !

7 novembre 2014. Dans le quotidien belge *Le Soir (Hurbain)*, Emmanuel Macron revient aux fondements de son engagement politique : « Il faut retrouver l'esprit de Delors et du rapport Delors, celui d'une Commission ambitieuse ».

Petits rappels. Suite à l'élection de François Mitterrand, Jacques Delors, parfait représentant de la droite démocrate-chrétienne, est nommé le 22 mai 1981 ministre de l'Économie et des Finances. Hormis le rituel « rattrapage » du Smic, le gouvernement n'impose aucune revalorisation salariale, ni au patronat, ni dans la fonction publique. Il n'y a donc aucune relance de la demande, de type keynésien, contrairement à ce qui est souvent affirmé aujourd'hui sans la moindre référence : en réalité, les dépenses de consommation des ménages ont beaucoup moins augmenté en 1981 qu'en 1978 [2,1 % contre 3,9 % ; données Insee, en volume]. Le 13 juin 1982, obéissant aux injonctions dites « européennes », Jacques Delors prend des mesures incongrues de blocage des salaires, puis d'austérité budgétaire, qui mènent aussitôt à la baisse du niveau de vie, à la stagnation de la production et à l'explosion du chômage – ravages économiques dont la France ne sortira plus.

En janvier 1985, Delors devient président de la Commission européenne. Pendant dix ans, de son propre aveu, il va suivre docilement les prescriptions de la « Table ronde des industriels européens », une puissante organisation qui rassemble le gratin du capitalisme et préconise des mesures de dérégulation, de destruction des protections sociales et d'ouverture totale des frontières. Dans ce but, il accélère la signature des funestes *Accords de Schengen* et l'adoption de l'*Acte unique européen*. Dès avril 1989, le comité Delors, composé surtout de banquiers, prescrit l'instauration d'une monnaie unique. Celle-ci est mise sur les rails en 1992, par le catastrophique *traité de Maastricht*, qui « enterre la conception de la souveraineté nationale et les grands principes issus de la Révolution de 1789 », comme le dénonce alors Philippe Séguin. Je signale que, de 1991 à 1995, Jean-Pierre Jouyet a été directeur-adjoint puis directeur de cabinet du président Jacques Delors. Et pour boucler le tout que Jacques Delors est aussi membre du comité de parrainage de la Fondation des Bernardins.

Le 24 mars 2017, en pleine campagne électorale, Jacques Delors, âgé de 91 ans, signera dans *L'Obs (Niel)* « un appel en faveur d'une Europe juste, durable, démocratique et inclusive », ces adjectifs du jargon eurocrate signifiant la disparition finale de l'indépendance nationale des États membres.

22 novembre 2014. Odoxa et *Le Parisien (Amaury)* entonnent l'air de la calomnie : « Si l'on observe la popularité générale de Jean-Luc Mélenchon, le constat est sans appel : 66 % des Français ont une mauvaise image de lui. Et c'est bien son tempérament qui paraît lui jouer un vilain tour. Ses foucades et formules assassines, voire ses emportements contre les médias, ont fini par installer l'image d'un leader méchant, brutal (agressif pour 68 %). "Son image est trop marquée par la radicalité pour qu'il puisse incarner aujourd'hui une alternative à gauche", analyse Gaël Sliman, président d'Odoxa. Est-il au moins utile à la gauche ? Pas pour les Français qui le voient comme un boulet pour son camp ». Une mise à mort, commise par des hommes de main sans scrupules.

Pourtant, le baromètre politique publié trois jours plus tard par le même Odoxa place Mélenchon dans la moyenne des personnalités, en neuvième position sur dix-neuf, avec « 25 % d'adhésion » et 48 % auprès des sympathisants de gauche. Il est mieux perçu qu'Emmanuel Macron, qui n'est toujours qu'au douzième rang. Les sondages contradictoires d'Odoxa – et ses commentaires délirants – ne troublent aucune rédaction et ils vont continuer à fleurir dans la presse.

Pour en arriver à commanditer de telles pratiques de désinformation et de falsification, la haute bourgeoisie française doit se sentir bien angoissée, en cet hiver 2014. Cela s'explique : alors que François Hollande est au plus bas, la droite n'a pas vraiment de candidat. Sarkozy est trop menacé par ses affaires judiciaires, Juppé suscite des questions embarrassantes (Frères musulmans, Rwanda ou autre), Macron ne fait qu'émerger. Il va falloir redoubler les feux.

4 décembre 2014. « Michel SAPIN, ministre des Finances et des Comptes publics, et Emmanuel MACRON, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, annoncent avoir choisi le consortium Symbiose, constitué de Shandong Hi-Speed Group et de Friedmann Pacific Asset Management, comme acquéreur d'une participation de 49,99 % au capital de la société Aéroport Toulouse Blagnac. Les ministres se félicitent du succès de l'opération. » Un pacte d'actionnaires est conclu avec l'État, qui conserve provisoirement 10,01 %, afin d'assurer à l'investisseur privé chinois le contrôle effectif de l'aéroport. Le communiqué officiel omet de préciser que le montage financier fait intervenir trois sociétés intermédiaires, dont une aux îles Caïmans et une autre au Luxembourg. En novembre 2018, la Cour des comptes dénoncera un « échec de la privatisation du fait d'un processus émaillé de graves insuffisances » et critiquera vertement l'opérateur choisi : « manque d'expérience en matière de gestion aéroportuaire, liens avec la puissance publique chinoise, manque de transparence financière ».

7 décembre 2014. Odoxa a encore frappé. Selon un sondage payé par Bernard Arnault, non, pardon, par *Les Échos (Arnault)* et *Radio Classique (Arnault)*, « six Français sur dix appuient Emmanuel Macron et sa politique ». Exemple type de l'enquête viciée à la base, puisque les personnes interrogées ne peuvent avoir la moindre idée d'une politique qui n'a pas encore été mise en œuvre. Il suffit alors de rédiger un questionnaire avec des libellés largement consensuels, voire tautologiques, pour obtenir les scores que l'on veut : c'est l'enfance de l'art pour ceux qui confondent étude d'opinion et propagande idéologique.

14 décembre 2014. Au JT de 20 heures sur *TF1 (Bouygues)*, le ministre de l'Économie, accueilli chaleureusement par Claire Chazal (salaire : 120 000 euros par mois), peut dérouler comme chez lui son projet de loi : ouverture des commerces le dimanche, extension du transport par autocars, réforme des professions du droit, etc. Depuis quelques semaines, tous les médias consacrent

un volume considérable à ce projet et font semblant d'en peser les avantages et les inconvénients, à grands coups de « dossiers », « débats » et autres « enquêtes », sur des sujets dont l'importance ne saute pas toujours aux yeux, mais dont la principale utilité est de citer le nom d'Emmanuel Macron à des centaines de reprises.

17 décembre 2014. Le baromètre mensuel Ifop pour *Paris-Match (Lagardère)* enregistre déjà 40 % de « bonnes opinions » pour le petit nouveau de la classe, Emmanuel Macron, qui atteint le même niveau que Jean-Luc Mélenchon ou Benoît Hamon. Quatre mois d'intense propagande ont réussi à propulser l'inconnu Macron parmi les figures politiques installées. Il n'occupe cependant que la vingt-et-unième place sur cinquante personnalités politiques, bien loin derrière le champion de l'année, Alain Juppé (68 %). Résultats similaires selon le baromètre Ipsos pour *Le Point (Pinault)* : 39 % de « jugements favorables » pour Emmanuel Macron, 56 % pour Alain Juppé, qui fait la course en tête. Dans le baromètre TNS-Sofres pour *Le Figaro Magazine (Dassault)*, Macron est aussi en forte progression mais n'atteint que la vingt-et-unième position.

Ce n'est que dans les médias qu'il occupe, et de très loin, la première place. Il est avéré que la presse n'a en aucune façon « répondu à la demande du public », selon un mensonge qui sera ensuite seriné, mais a créé de toutes pièces une notoriété, et, par la répétition à outrance, une popularité. Comme le savent les publicitaires depuis longtemps, « *repetition is persuasion* ». Si une campagne d'une telle ampleur et d'un tel parti-pris favorable avait bénéficié à, disons, Najat Vallaud-Belkacem (alors en septième position dans le baromètre Sofres), elle serait aujourd'hui présidente de la République – mais il a sans doute été estimé qu'un mâle blanc, Français de souche et bon catholique de surcroît, était préférable.

19 décembre 2014. La *déclaration d'intérêts* et la *déclaration de situation patrimoniale* d'Emmanuel Macron, publiées ce

jour par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), ne font l'objet d'aucune reprise dans les médias grand public, alors que ceux-ci parlent maintenant de Macron tous les jours, pour un oui ou pour un non. Il faudra attendre le 1er juin 2016 pour que *Le Canard enchaîné* y fasse allusion, sans provoquer le moindre clapotis. C'est regrettable car elles nous apprennent que le jeune homme a mené une vie tout à fait extraordinaire. En effet, elles montrent qu'il ne lui reste rien des millions gagnés en tant que banquier. Cette étonnante disparition laisse dubitatif et pourrait engendrer le soupçon d'une dissimulation d'avoirs. Ou alors, c'est qu'Emmanuel Macron, avant d'arriver à l'Élysée, se serait livré à un gaspillage extravagant et à une dilapidation débridée de ses revenus, ce qui devrait faire les choux gras de la presse à sensation.

Il possède un appartement qui soulèvera plus tard des soupçons infondés – selon les bonnes pratiques de la presse française qui a l'art de chercher des poux là où il n'y en a pas, cela afin d'ignorer les vraies malversations. Il s'agit d'un quatre pièces d'une surface de 83 m² situé au 8, cité Falguière, Paris XVe. La promesse de vente a été conclue en juin 2007 et l'acte signé le 28 août 2007 pour un montant de 803 400 euros hors frais, achat en indivision par M. Emmanuel Macron, à hauteur de 95 %, et Mme Brigitte Trogneux ; ceux-ci se sont mariés ensuite, le 20 octobre 2007. Ce prix d'achat est élevé : même en tenant compte de la grande terrasse et du parking, cela donne un prix au mètre carré d'au moins 8 000 euros.

Il estime sa valeur actuelle à 935 000 euros mais ce bien a fait l'objet d'un emprunt au Crédit Mutuel Nord Europe, dont le capital restant dû est de pratiquement 560 000 euros, et d'un prêt personnel d'Henry Hermand, dont le capital restant dû est de 200 000 euros, plus les intérêts capitalisés qui devraient *in fine* atteindre environ 130 000 euros. Il a en outre effectué un autre emprunt pour travaux dans la résidence secondaire appartenant à son épouse, dont le capital restant dû est de presque 300 000 euros. En conséquence, son patrimoine immobilier net est négatif de plus de 250 000 mille euros. De plus, les mensualités de remboursement de ses deux prêts bancaires dépassent

6 000 euros, soit les trois quarts de son salaire ! Quant à ses avoirs, dispersés sur de nombreux comptes, livrets, PEA, assurance-vie, etc., ils approchent un total de 270 000 euros. Il déclare ne posséder strictement aucun bien de valeur, du genre meubles, tableaux, bijoux, etc. Au total, le patrimoine net d'Emmanuel Macron est pratiquement égal à zéro.

Or, il déclare avoir perçu 2,885 millions d'euros chez Rothschild & Cie, dont 2,392 millions pour les années 2011 et 2012. Lui-même précisera, bien après et sans fournir de preuve, qu'il a dû acquitter 1,3 million de « charges sociales et impôts » sur ses revenus de la banque. Peut-être. En admettant ces prélèvements, il lui serait quand même resté 1,6 million d'euros nets après cotisations et impôts. Où sont-ils passés ?

23 décembre 2014. Le conseil d'administration de Thales élit Patrice Caine pour « exercer la fonction de directeur général ». Il est cependant prévu que « la fonction de président du conseil d'administration sera exercée par Henri Proglio ». Ce qui déplaît fortement à Emmanuel Macron : le ministre de l'Économie vient en effet, le 15 octobre, de débarquer Proglio de la présidence d'EDF. Il ne tient pas à le retrouver à la tête de l'un des géants mondiaux de l'équipement électronique et de l'armement (C.A. 14 milliards d'euros), fournisseur important du royaume saoudien. Agissant en sous-main, il va persuader Proglio de se retirer. Celui-ci renonce, se disant « sali depuis des semaines par une campagne alimentée par Bercy ». Patrice Caine sera confirmé comme PDG, le 13 mai 2015. Cet ingénieur en chef du corps des Mines, qui est dans l'entreprise depuis douze ans, a toutes les qualités requises pour la diriger.

Il a en plus le mérite d'être le fils de son père. Yves Caine fut directeur général d'une société d'infrastructures militaires implantée en Arabie saoudite et il en connaît long sur le commerce des armements au Moyen-Orient, où il est surnommé « le Chérif ». Selon un proche du dossier, comme on dit, « le père Caine a mis tout le monde d'accord, soit en parlant du passé, soit en parlant du futur ». D'aucuns prononceront le mot

« chantage », ce qui est très excessif : nous sommes entre gens de bonne compagnie, où ne s'exercent que d'amicales suggestions. Les ventes d'armement à l'Arabie saoudite présentent un côté obscur que personne ne tient à voir s'éclaircir.

27 décembre 2014. *Closer (Berlusconi)* – un magazine qui n'est pourtant pas réputé pour son information économique – en est déjà à son cinquième papier sur Emmanuel Macron : « Inconnu du grand public avant sa nomination au ministère de l'Économie, Emmanuel Macron devient vite la nouvelle coqueluche des médias *[pas faux]*. Marié à son ancienne prof de français de vingt ans son aînée *[faux]*, cet ancien de la finance a la lourde tâche de redresser l'économie de la France *[totalement faux]* ». La vraie tâche de Macron est de redresser les bénéfices et les dividendes, et il s'en acquitte fort bien.

2015

Sa vanité l'a mis au-dessus de lui-même,
l'a fait devenir ce qu'il n'était pas :
il n'est occupé que de sa personne,
il croit que tous les yeux sont ouverts sur lui
et que les hommes se relayent pour le contempler.

LA BRUYÈRE, *Les Caractères*

6 janvier 2015. Le ministre de l'Économie se pavane au *Consumer Electronics Show* de Las Vegas. Dans un entretien aux *Échos (Arnault)*, il lance une nouvelle macronerie : « Je suis ici pour accompagner les start-up françaises, ce qu'on appelle avec fierté la French tech. Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires ». Il faudrait peut-être d'abord qu'ils trouvent un emploi (parmi les 18-24 ans, le taux de chômage dépasse les 20 %) mais ce n'est pas la préoccupation du jour. Par ailleurs, Macron note avec satisfaction que « le coût horaire moyen du travail dans l'industrie en France est déjà repassé en dessous du niveau allemand », autrement dit que les salaires français diminuent. Il avoue en toute sérénité que « les mesures pour soutenir les entreprises sont d'une ampleur inédite », si bien qu'« elles vont rendre plusieurs points de marge aux entreprises », ce qui, pour une fois, n'est pas du baratin. Il en déduit sans barguigner que « tout est objectivement réuni pour que l'embauche et l'investissement repartent ». De fait, ils ne repartiront jamais, car tout concourt en réalité à l'augmentation des profits distribués et à l'enrichissement des actionnaires.

7-9 janvier 2015. Des terroristes islamistes assassinent dix-sept personnes dont huit membres de la rédaction de *Charlie Hebdo*, deux policiers et quatre clients d'un magasin casher.

Les 10-11 janvier, dans diverses villes de France, des centaines de milliers de manifestants abasourdis arborent l'étiquette « Je suis Charlie ». Frédéric Lordon note « que le cortège parisien, si immense qu'il ait été, s'est montré d'une remarquable homogénéité sociologique : blanc, urbain, éduqué ». Emmanuel Todd observe « une sur-mobilisation des catégories moyennes et supérieures de la société, et en particulier de la partie de la France qui est de tradition catholique », simple constat démographique qui déclenche les beuglements de tous les bien-pensants.

Un simulacre d'union sacrée rassemble pour un jour les partis politiques, qui en excluent paradoxalement le Front national.

Ces crimes ne déclenchent aucun effet électoral en faveur du FN, contrairement aux prévisions ampoulées et alarmistes des savants politologues. Marine Le Pen a déjà atteint 29 % d'intentions de vote (face à Sarkozy et Hollande) dès le sondage Ifop du 28-30 octobre 2014 et elle reste à ce même niveau dans celui du 21-23 janvier 2015 et dans les suivants, en 2015 et 2016.

Les analystes compétents n'ignorent pas que le terrorisme profite au pouvoir en place, qui retrouve une image d'autorité et de protection, au moins pour un temps. Au point que la violence terroriste a depuis toujours été instrumentalisée à des fins politiques par les gouvernants. Il y a trente ans, Guy Debord écrivait, dans ses *Commentaires sur la société du spectacle* : « Cette démocratie si parfaite fabrique elle-même son inconcevable ennemi, le terrorisme. Les populations spectatrices peuvent être persuadées que, par rapport à ce terrorisme, tout le reste devra leur sembler plutôt acceptable ».

9 janvier 2015. Le groupe belge Roularta (famille De Nolf) vend à Patrick Drahi, pour une dizaine de millions d'euros, tout un ensemble de magazines : *L'Express*, *L'Expansion*, *Studio*, *Lire*, *Classica*, *Mieux vivre,* etc. Ces titres affichent de forts déficits, allant jusqu'à 10 millions d'euros par an. Par exemple, depuis 2006, *L'Express* a cumulé 86 millions de pertes. Décidément, Patrick Drahi, un vrai panier percé, fait tout pour gaspiller son flouze.

En avril, les médias achetés par Patrick Drahi seront réunis dans Altice Media Group, où son compère Bruno Ledoux détiendra moins de 10 % du capital. Outre les magazines précédents et *Libération*, acquis en 2014, le groupe détient des magazines professionnels, des petites chaînes thématiques (*Vivolta*, *MCS TV*), ainsi que *Hot*, un opérateur de télévision en Israël, et *i24news*, une chaîne d'infos israélienne.

Altice Media Group est présidé par Bernard Mourad, un proche d'Emmanuel Macron depuis longtemps [voir au 14 mars

2014]. Cependant, il jure ses grands dieux que « ni moi, ni Patrick Drahi n'influons sur les contenus des journaux du groupe ». Il prétend ainsi que Drahi achète tous ces médias dans le seul but de perdre de l'argent par millions. Il voudrait nous faire croire que c'est en toute indépendance que Christophe Barbier, directeur de la rédaction de *L'Express*, s'enflamme pour Emmanuel Macron : « Il incarne ce mélange d'imagination et de courage qui s'appelle la modernité ». Je ne dis pas que Christophe Barbier n'est pas convaincu de ce qu'il déblatère, mais j'affirme que c'est bien parce qu'il *pense* comme cela qu'il est le responsable éditorial du magazine.

9 janvier 2015. Devant la foule réunie place de la mosquée al-Djafali, à Djeddah, Raif Badawi a subi cinquante coups de fouet. Il a été condamné à dix ans de prison et mille coups de fouet pour « insulte envers l'islam », après avoir créé un site prônant la tolérance religieuse. Les médias français qualifient gentiment l'Arabie saoudite de « royaume ultraconservateur » : si les mots avaient encore un sens et si les rédactions avaient encore une once de dignité, il conviendrait de vomir chaque jour la plus atroce des dictatures de la planète. Et il conviendrait de mettre au ban des nations cette barbarie sanguinaire. Mais, au contraire…

23 janvier 2015. Salmane ben Abdelaziz devient, à 79 ans, roi d'Arabie saoudite. Dès le lendemain, le président François Hollande et le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian se précipitent à Riyad pour baiser la main, si ce n'est les babouches, du nouveau souverain et de son fils Mohammed.

Jean-Yves Le Drian a été un dirigeant de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) avant d'adhérer au Parti socialiste. Élu conseiller municipal en 1977, il sera maire de Lorient, député du Morbihan, président du Conseil régional de Bretagne. En 2017, il soutiendra Macron dès le premier tour et sera nommé le 17 mai « ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ». Curieuse appellation : les pays d'Europe ne seraient-ils plus des États étrangers ?

Le 11 septembre 2018, le ministre Jean-Yves Le Drian, marchant sur les traces de Fabius [voir au 12 décembre 2012], prendra lui aussi la défense des terroristes islamistes en préconisant « la stabilisation de la zone d'Idlib » alors même qu'il précise que « dans cette zone se trouvent entre dix mille et quinze mille djihadistes se réclamant plutôt d'Al-Qaïda » ! Il manifeste son opposition à la reprise de ce bastion par le gouvernement syrien, ce qui constituerait d'après lui « un désastre » et « une catastrophe humanitaire ». Nouvel exemple d'une inversion totale de la réalité : au nom de principes « humanitaires », on soutient la plus sauvage et la plus inhumaine des oppressions intégristes. En vérité, il s'agit de complaire au gouvernement d'Ankara, afin que la Turquie reste le pilier de l'OTAN dans la région.

23 janvier 2015. D'anciens camarades d'Emmanuel Macron au lycée Henri-IV témoignent dans *Le Parisien (Amaury)*, qui salue « la nouvelle star du gouvernement ». Et c'est le déluge, désormais habituel dans tous les médias, de compliments : « il avait de la prestance, un air de romantique allemand » ; « il était charmant, assez beau gosse » ; « brillant mais pas arrogant » ; « il était beaucoup plus adulte que nous » ; « il avait un charisme et une sensibilité artistique indéniables » ; « il avait déjà cette capacité à jouer dans la cour des grands ». Un de ses professeurs en rajoute : « Ce qui m'avait frappé à l'époque, c'était son extraordinaire capacité d'écoute et de concentration. C'est un homme qui maîtrise ses émotions, mais qui ne les a pas tuées. Il a une vraie préoccupation de l'humain ». Je ne vois pas ce qui distingue cet article de presse d'un encart publicitaire.

26 janvier 2015. L'Assemblée nationale démarre l'examen du projet de loi « pour la croissance et l'activité », rédigé par le ministre de l'Économie. Les trois cent huit articles formeront un inventaire cafouilleux de mesures disparates visant à la déréglementation tous azimuts : même *Les Échos (Arnault)* le traiteront de « texte fourre-tout ».

Il reprend en partie des propositions formulées en janvier 2008 par la Commission Attali pour la libération de la croissance française. Et pour cause : Emmanuel Macron avait largement contribué à la rédaction du rapport final. Dans l'introduction, il était proféré une infecte négation de la démocratie : « Ces objectifs peuvent être partagés par tous, quels que soient les choix politiques. Ces réformes devront être poursuivies avec ténacité pendant plusieurs mandats, quelles que soient les majorités ». Les citoyens pourront donc aller voter pour n'importe qui, cela n'aura absolument aucune importance ! Quant à ces prétendues « réformes », tristement banales, elles reprenaient la sempiternelle volonté réactionnaire de destruction de l'État et d'abandon de toutes protections sociales, pour laisser le champ libre à un capitalisme effréné.

Des débats interminables s'engagent à l'Assemblée. Emmanuel Macron ferraille des centaines d'heures avec les députés PS, parmi lesquels il reçoit le soutien de Stéphane Travert, rapporteur du volet « travail du dimanche » et de Richard Ferrand, rapporteur général de la loi. Tous les deux y gagneront un maroquin ministériel en 2017.

Richard Ferrand avait été le directeur général des Mutuelles de Bretagne de 1998 à 2012. Il y avait alors favorisé « en toute légalité », cela va de soi, un scabreux montage immobilier très lucratif réalisé par sa compagne. Cette histoire, tout de même pas très propre, lui vaudra de devoir quitter le gouvernement, pour rafler en lot de consolation la présidence du groupe parlementaire La République en marche. En septembre 2018, toute honte bue, il deviendra président de l'Assemblée nationale.

Une loi inutile dont on ne retiendra au final que l'ouverture de lignes d'autocars entre les grandes villes françaises. Macron, du haut de sa grandeur dédaigneuse, avait lâché : « Les pauvres qui ne peuvent pas voyager pourront voyager plus facilement, parce que l'autocar c'est moins cher ». Les « autocars Macron » seront surtout une aubaine pour Transdev, l'un des premiers opérateurs mondiaux de transport en commun (C.A. 6,6 milliards d'euros), qui connaissait des difficultés financières. Transdev est détenu à

60 % par la Caisse des dépôts ; son PDG, Jean-Marc Janaillac, a été nommé en décembre 2012 par Jean-Pierre Jouyet, dont il fut le condisciple dans la fameuse promotion Voltaire de l'ENA.

5 février 2015. À son tour, *Le Point (Pinault)* affiche en couverture un portrait du ministre, sous le titre « Macron : L'homme qui dérange » et avec cette question : « La gauche aura-t-elle sa peau ? » Il lui accorde un entretien long et filandreux. Sa nomination en août l'aurait pris au dépourvu, il assure n'avoir aucun plan de carrière et il est au service de son pays : nous voilà bien avancés. Il s'agit surtout de démontrer aux électeurs conservateurs que Macron n'est pas « de gauche », ce qui sera un des leitmotivs de sa communication.

12 février 2015. À Bercy, un déjeuner de presse parmi tant d'autres. Sur fonds publics, le ministre assure son autopromotion et assène à ses invités : « Je me moque du microcosme. Ma plus-value dans le système, c'est ma liberté ». Liberté surveillée de près par Arnault, Bolloré, Bouygues, Drahi, Lagardère, Niel, Pinault, Rothschild et consorts.

17 février 2015. En application de l'article 49-3 de la Constitution, Manuel Valls engage la responsabilité du gouvernement sur la « loi Macron ». Une initiative que ce dernier n'apprécie pas outre mesure, persuadé qu'il était d'obtenir une majorité pour son texte. Devant David Pujadas, qui lui tend la perche au « 20 heures » de *France 2*, Macron sort que « la gauche qui ne veut rien faire, elle ne sert à rien ». Signification : si le PS ne veut pas poursuivre la destruction des conquêtes sociales, il va falloir le remplacer par autre chose.

18 février 2015. Sur *BFM TV (Weill)*, Emmanuel Macron : « Si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout de l'autre, j'essaierais de me battre d'abord ». Ces insanités récurrentes ne sont

pas toujours de vulgaires maladresses d'un privilégié bouffi de prétention et d'ignorance. Elles peuvent aussi être distillées savamment, selon les plans des experts en communication, afin d'habiller Macron d'une tunique de « libéral » *[le vocable français actuel pour désigner un réactionnaire qui cherche à détruire toute avancée sociale]* qui lui attirera en temps voulu les faveurs d'un électorat de la droite et du centre.

19 février 2015. *Le Point (Pinault)* et *L'Express (Drahi)*, se recopiant l'un l'autre, nous *informent* que Macron « n'aurait qu'une heure et quarante-huit minutes de sommeil par nuit ». Manuel Valls se serait en effet exclamé « mais il est dingue, il m'envoie des SMS à 4h12 ! », tandis qu'un conseiller de François Hollande rapporte que « parfois le président et son ministre reprennent une conversation par texto à six heures du matin ». La pugnacité chronométrique de nos journalistes d'investigation force l'admiration ! Le faible temps de sommeil de Macron sera un joli conte repris en abondance, y compris par l'intéressé, et même lorsqu'il sera devenu président. Le 17 décembre 2017, devant les caméras de *France 2*, il confiera à un Laurent Delahousse pétri d'admiration : « Je dors peu mais j'ai toujours peu dormi, donc ça me coûte très peu ». Espérons qu'il ne s'agisse que d'une vantardise de plus car l'insomnie chronique est souvent le signe d'un profond trouble de la personnalité.

26 février 2015. À 20h50 sur *France 2*, « Envoyé spécial » diffuse un reportage de trente minutes, *Le roman d'une ambition*, réalisé par CAPA Presse. L'agence CAPA appartient au groupe Newen, société de production audiovisuelle de Fabrice Larue, un homme d'affaires proche depuis vingt ans de Bernard Arnault. Une équipe de six personnes a suivi le ministre Emmanuel Macron pendant trois mois, ce qui est pour le moins inhabituel. Le portrait relève de l'hagiographie la plus débridée : on y voit Jacques Attali vanter « sa compétence très, très exceptionnelle » et affirmer à deux reprises qu'« il a l'étoffe d'être président de la République » tandis que le député UMP Julien Aubert (un parti-

san de Bruno Le Maire) loue sa « personnalité solaire » et n'hésite pas à le situer au niveau de Barack Obama. D'entrée de jeu, il est lourdement fait allusion à la présidence de la République : « Se raser le matin, c'est déjà penser à la Présidence, Emmanuel Macron connaît ses classiques ». Toutefois, il est vite prétendu qu'« il n'est pas un professionnel de la politique » et la célébration du « jeune ministre à l'avenir prometteur » insiste sur d'invraisemblables ambitions littéraires. Le séjour à la banque d'affaires est vite évacué. Son épouse apparaît très brièvement car « Emmanuel Macron refuse d'évoquer sa vie privée et en a fait une condition pour ce reportage ». Le panégyrique se conclut par un retour sur la présidence de la République, sous forme du déni : « Il affirme ne pas y penser, comme si chez lui le philosophe n'avait pas cédé la place au politique ».

Cependant, Emmanuel Macron va très vite oublier ses grands principes philosophiques de séparation entre vie privée et vie publique. Le jour même où est diffusée l'apologie de Macron sur *France 2*, un article de *Gala (Mohn)* nous dévoile cette information cruciale : « Le ministre a passé le week-end à la montagne avec sa femme Brigitte ». Et *Paris-Match (Lagardère)* publie une photo du couple dans la station de ski de La Mongie, et prétend en passant que Macron est « agrégé de philosophie »... Bientôt, les photos d'Emmanuel et de Brigitte envahiront les unes de la presse *people*, selon un médiaplanning mûrement réfléchi.

5 mars 2015. Ça commence fort, dans *VSD (Mohn)*. Le couple en couverture marche d'un pas allègre, main dans la main, Brigitte en mini-jupe et lunettes noires : « Révélations sur le plus secret et le plus ambitieux des ministres. EMMANUEL MACRON DÉVOILÉ. » Mais attention, tenez-vous bien !, l'hebdo précise que « l'homme public qu'il est devenu ne supporte pas ce qu'il nomme le voyeurisme ». Il faudra nous habituer à entendre Macron affirmer le contraire de ce qu'il fait, avec l'aplomb de ceux qui savent que tout leur est permis.

8 mars 2015. Dans le JT de 20 heures de *France 2*, un simulacre de « débat entre experts » réunit (il serait abusif de dire qu'il oppose) Thierry Pech, directeur de Terra Nova, qualifié d'« économiste social-libéral », et la sinistre Agnès Verdier-Molinié, présentée comme « responsable d'un institut de recherche », l'Ifrap (Institut français de recherche sur les administrations et les politiques publiques), en omettant de préciser qu'il s'agit d'un lobby patronal, financé par de généreux et anonymes donateurs. Cette mascarade a pour but la promotion du livre que la propagandiste vient de commettre. Pour ce lancement, elle cumulera en mars treize passages à la télévision et cinq à la radio. Elle aura pu déployer tout à loisir ses projets destructeurs : démolition en règle de la fonction publique, privatisation des services publics survivants, y compris pour la santé et l'éducation, suppression du Smic, sabrage général de la fiscalité, à commencer par l'impôt sur la fortune. Cette promotrice belliqueuse de la dérégulation et de la régression sociale se vante d'avoir bénéficié en 2014 de 66 interventions à la télé et de 157 à la radio, en plus de son émission sur *Europe 1 (Lagardère)*, où elle étale tous les dimanches matins ses talents de fabulatrice haineuse contre les fonctionnaires, les chômeurs, les « assistés ». Avec la complicité active des médias, la Cruella du patronat contribue à la fabrication du consentement pour un capitalisme débridé et mondialisé.

12 mars 2015. Emmanuel Macron est l'invité de « Des paroles et des actes », sur *France 2*, une émission de propagande pour la pensée unique présentée par David Pujadas, aidé par Nathalie Saint-Cricq et par François Lenglet. À l'égard des politiciens *corrects*, ces petits gredins, tout en faisant semblant d'être incisifs, affichent leur connivence et déroulent le tapis rouge. Les autres personnalités politiques tombent dans un véritable guet-apens où elles se font massacrer. À se demander quelle bêtise ou quelle vanité les pousse à y revenir – du fait de la réglementation sur les temps de parole, ce carnaval disparaîtrait immédiatement si les partis d'opposition refusaient d'y participer.

Les médias seront unanimes (excusez ce pléonasme : dans une *démocratie libérale*, les médias sont toujours unanimes) :

« Macron a réussi son examen de passage ». Il l'avait préparé avec Ramzi Khiroun, directeur des Relations extérieures de Lagardère SCA et conseiller spécial d'Arnaud Lagardère. Toutefois, il n'a pas attiré le public : sur les cinq émissions diffusées depuis la rentrée de septembre, Macron occupe la quatrième place en matière d'audience.

17 mars 2015. Emmanuel Macron intervient au Cercle Turgot devant un parterre de cent soixante dirigeants d'entreprise ou économistes distingués – distingués surtout par les établissements financiers qui leur versent de plantureux émoluments.

Cette officine ultra où fricotent l'université, la politique et la finance, entend diffuser la voix de son maître, Anne-Robert-Jacques Turgot, baron de l'Aulne. En 1759, celui-ci dénonçait, tel un patron geignard s'attaquant au Code du travail, « les statuts sans nombre dont tout l'objet est de décourager l'industrie par la multiplication des formalités et des frais ». Comme notre Medef, il affirmait « qu'il était essentiel de délivrer au plus tôt l'industrie de cette multitude de taxes que la nécessité de subvenir aux besoins de l'État a fait imposer ». Il fut un chantre du laisser-faire : « L'intérêt particulier abandonné à lui-même produira plus sûrement le bien général. Ce que doit faire la politique est de laisser aller les choses précisément comme elles vont toutes seules, par la seule action des intérêts des hommes ». La bien-pensance économique d'aujourd'hui ose qualifier de « modernes » ces croyances du XVIII^e^ siècle et traiter d'« archaïques » ceux qui les réfutent.

Emmanuel Macron pose pour l'album de famille aux côtés de trois dirigeants financiers : Jean-Louis Chambon, fondateur du Cercle Turgot, qui est un ancien dirigeant du groupe Lazard et du Crédit Agricole ; Patrick Combes, président du groupe financier Viel et Cie, fortune personnelle 270 millions d'euros, qui est membre de la Commission trilatérale et François Pérol, le président du Cercle Turgot. Cet ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Sarkozy, fut nommé en 2009, dans des conditions discutables, président du directoire de Banque Populaire-Caisse

d'Épargne (BPCE), groupe dont il avait supervisé la création depuis l'Élysée. Sa rémunération s'éleva pour 2010 à 1,6 million d'euros. Jugé pour prise illégale d'intérêts au Tribunal correctionnel de Paris, il sera finalement relaxé le 30 juin 2017, faute de preuves, les archives du secrétariat général de l'Élysée, alors dirigé par Claude Guéant, ayant « disparu ». Encore une très longue procédure qui n'aura trouvé son achèvement qu'après l'élection présidentielle.

19 mars 2015. Dans un document – une charge grotesque contre le modèle social français, intitulé *Quelle catastrophe !* en français dans le texte – diffusé par la *BBC*, Emmanuel Macron avoue, en anglais, son admiration pour Margaret Thatcher et se lamente : « La grande différence avec le Royaume-Uni des années quatre-vingt est que nous n'avons pas fait les réformes. Nous sommes les seuls à ne pas avoir réformé notre système, alors que les autres ont décidé de bouger ».

Il omet de préciser dans quelle direction. Les résultats des dites « réformes » sont accablants. Le chômage a triplé et, pire encore, le nombre de *disabled people* (en incapacité de travail : cette catégorie permet de cesser l'indemnisation et de falsifier les statistiques) a aussi triplé, si bien que le Royaume-Uni compte plus de 5 millions de travailleurs sans emploi à la fin du règne de la « Dame de fer », contre 1,7 million à son arrivée. Si les impôts sur les hauts revenus ont bien sûr diminué, c'est au prix d'une énorme hausse de la TVA de 8 % à 17,5 %. Le pourcentage de ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé de 14 % à 22 % ce qui a fait chuter le Royaume-Uni au dernier rang européen hors Portugal.

Le pays ne s'en relèvera jamais, d'autant que le cupide pantin Tony Blair appliquera la même politique. En décembre 2017, un député évoquera devant le Parlement britannique « la misère et le désespoir de ses concitoyens » en décrivant, au bord des larmes, la voix brisée, des situations poignantes, proches de la famine, chez les pauvres de sa circonscription. En novembre 2018, le rapporteur spécial des Nations Unies, Philip Alston,

expose « qu'un cinquième de la population, quatorze millions de personnes, vivent dans la pauvreté. Quatre millions d'entre elles sont à plus de 50 % en-dessous du seuil de pauvreté et un million et demi sont sans aucune ressource. [...] La compassion britannique pour ceux qui souffrent a été remplacée par une approche punitive, mesquine et souvent cruelle. [...] Il y a une croissance énorme des banques alimentaires et des files qui attendent à l'extérieur, des gens qui dorment dans la rue, de l'augmentation des SDF, du sentiment de désespoir profond ». Voilà le modèle qu'entend suivre Emmanuel Macron.

Ce soir-là, à Fresnes, en banlieue parisienne (quelle aventure !), Emmanuel Macron tient le premier meeting de sa vie, réunissant tout juste deux cents personnes, à trois jours du premier tour des élections départementales. Devant une assistance médusée, le ministre ne se tient plus. Le jeune homme surexcité hurle comme un malade : « C'est en nous battant jusqu'au dernier quart d'heure que nous gagnerons ! Il ne faut pas baisser les bras ! Je vous en prie, ne vous laissez pas abattre ! » Une vocifération débridée, plutôt angoissante, qui se reproduira en pire le 10 décembre 2016, devant beaucoup plus de monde. Sur quoi, ces élections seront un cataclysme de plus pour le PS, la soi-disant gauche perdant 27 conseils départementaux sur les 57 qu'elle présidait, tandis que le Front national atteint 25 % des suffrages – sachant aussi que la moitié des électeurs ne se sont pas déplacés.

27 mars 2015. « Emmanuel Macron. Le plus chabadabada des ministres ! », titre le magazine *Closer (Berlusconi)*, avec en couverture le couple – qui, rappelons-le, « ne supporte pas le voyeurisme » – en pleine embrassade sur une plage du Touquet. Un article aux petits oignons : « Il est jeune, il est beau, il a la cote dans les sondages. Cet hyperactif, qui ne dormirait que trois heures par jour *[je croyais que c'était 1 h 48, voir au 19 février 2015]*, est prêt à toutes les pauses. Loin de l'hémicycle, c'est avec sa femme Brigitte qu'Emmanuel Macron, le plus charmant des ministres, se ressource. Le couple part jouer chabadabada

sur la plage pour une douce balade entrecoupée de fous rires ». Comme de bien entendu, un photographe qui traînait dans le coin a, par chance, pu saisir ces tendres moments.

29 mars 2015. Et maintenant, c'est *France Dimanche (Lagardère)* qui nous dévoile les goûts de Macron en matière de télévision, une question essentielle en l'état de l'économie française : « Difficile d'imaginer le jeune ministre en train de se détendre devant la télé ! Et pourtant, celui que les Françaises considèrent comme le beau-gosse du gouvernement, affirme : " Elle fait partie de mon quotidien. Selon mon état d'esprit, je regarde les informations, les documentaires, ou des émissions politiques, et un Audiard pour me relaxer" ». Parmi les dialogues d'Audiard, Emmanuel Macron doit goûter celui-ci : « Quand on parle pognon, à partir d'un certain chiffre tout le monde écoute ». Et peut-être moins : « Un financier, ça n'a jamais de remords. Même pas de regrets. Tout simplement la pétoche ».

31 mars 2015. Emmanuel Macron donne une conférence à la Hertie School of Governance de Berlin. Il y prétend, en anglais, qu'en France les marges des entreprises sont trop faibles, les gains de productivité trop lents, la protection des salariés trop élevée et autres saloperies déjà entendues mille fois. Ce discours infâme, cette apologie indécente du profit, ce mépris des travailleurs lui valent le qualificatif de « social-libéral décomplexé » dans la presse française.

5 avril 2015. La presse allemande se met de la partie. Le *Bild (Springer)* titre sur « la star politique française Emmanuel Macron » en reprenant les photos de *Closer (Berlusconi)* : « C'est le ministre qui a épousé son professeur ». Sa carrière est résumée : « Macron est considéré comme brillant, charmant et éloquent. Âgé de 37 ans, il a étudié la philosophie, puis gagné des millions en tant que banquier d'affaires, avant de devenir conseiller à l'Élysée en 2012. Il est le plus jeune ministre de l'Économie en Europe ». *Wunderbar !*

7 avril 2015. Le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, signe « la décision portant déclassification des documents relatifs au Rwanda entre 1990 et 1995 ». Il précise que François Hollande a pensé que « la France devait faire preuve de transparence et faciliter le travail de mémoire sur cette période ». Juppé ne se manifeste pas.

9 avril 2015. Lors de l'assemblée générale de la Fédération nationale des travaux publics, Emmanuel Macron annonce avoir signé un accord entre l'État et les sociétés concessionnaires d'autoroutes, les plus importantes étant filiales des groupes Vinci et Eiffage. Elles engageront sur dix ans 3,2 milliards de travaux – qui devaient de toute façon être réalisés et qui sont confiés à leurs propres groupes, lesquels les surfacturent – en échange de quoi elles ont obtenu une prolongation de la durée des concessions et de mystérieux avantages fiscaux. Les clauses précises de l'accord resteront confidentielles. Pierre Cardo, alors président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer), révélera que « l'État [représenté par Emmanuel Macron et Ségolène Royal] n'avait aucune volonté de mener une vraie négociation et n'avait aucune stratégie, face aux grandes boîtes de BTP, avec leur puissance financière et leur chantage à l'emploi ».

Les sociétés d'autoroutes réalisent des marges nettes supérieures à 20 % de leurs chiffres d'affaires et distribuent entre 2 et 4 milliards d'euros de dividendes chaque année. Elles ont été totalement privatisées en 2006 pour des montants ridicules et au moment où elles devenaient profitables, après de lourds investissements publics payés par le contribuable. Elles bénéficient d'une scandaleuse rente de situation, dénoncée de toutes parts et par plusieurs rapports officiels mais qui perdure quels que soient les gouvernements.

15 avril 2015. Le finlandais Nokia va procéder à l'acquisition d'Alcatel-Lucent, quatrième entreprise mondiale des télécommunications et des réseaux. Encore un pan de l'indus-

trie française, issu comme Alstom de la Compagnie générale d'électricité (CGE), qui part à l'étranger. Le ministre Emmanuel Macron a suivi la transaction et il assure qu'il n'y aura « aucune destruction d'emplois en France, en raison des engagements de la part de Nokia ». On connaît la chanson [voir au 5 novembre 2014].

Le directeur général d'Alcatel-Lucent, Michel Combes a procédé en deux ans à quinze mille licenciements, ce qui a multiplié par trois le cours de Bourse. Il quittera le groupe en septembre, moyennant des indemnités de « seulement » 8 millions d'euros : après avoir négocié 14 millions, il a dû réduire ses prétentions. Il devient président de Numericable-SFR et directeur des opérations d'Altice, auprès de son ami Patrick Drahi. Tiens donc !

22 avril 2015. Le site de rencontre *AdopteUnMec.com* – qui aurait compté 10 millions d'inscriptions depuis sa création en 2007 – a réalisé un « grand sondage » *[sic]* pour déterminer quel personnage politique les Françaises aimeraient adopter. Et devinez quoi ? C'est Emmanuel Macron qui arrive en tête !

23 avril 2015. Nouvelle nomination surprise sur le service public : le CSA élit – sans dévoiler la liste des autres candidats et sans audition publique – Delphine Ernotte présidente de France Télévisions. Ingénieur ayant passé toute sa carrière à Orange, elle n'a aucune expérience de la télévision.

Denis Pingaud, après avoir contribué à la nomination de Mathieu Gallet à Radio France, a organisé la campagne de Madame Ernotte. Elle a bénéficié du soutien efficace de l'ancien conseiller à l'Élysée, David Kessler, devenu responsable de la filiale cinéma d'Orange, fin 2014. Il transpire qu'elle a reçu l'onction de trois poids lourds qui ont l'oreille de François Hollande : Jean-Pierre Jouyet, Emmanuel Macron et, plus inattendu, François Pinault.

Delphine Ernotte va prendre les commandes d'une entreprise en perdition : la ligne éditoriale est illisible, d'autant que

les directeurs des programmes de *France 2* changent pratiquement tous les ans ; les audiences et les recettes sont en chute libre ; en interne le climat social oscille entre le découragement et la colère ; plusieurs contrats passés par les deux précédents présidents avec des sociétés de conseil, dont Bygmalion, sont entachés de graves irrégularités. À sa tête, Delphine Ernotte se comportera en dilettante capricieuse, ce qui n'aboutira qu'à enfoncer davantage la télévision publique. Quant à la ligne politique, elle sombrera dans une apologie éhontée de l'ultralibéralisme, en particulier tous les soirs dans « C dans l'air » (produit par Lagardère) sur *France 5* et au « 20 heures » de *France 2*. Il subsistera parfois quelque indépendance d'esprit dans les magazines concédés à Élise Lucet pour amadouer les rédactions. Il y a encore en France des journalistes de métier mais il n'est pas question de les laisser s'exprimer autrement qu'à la marge, pour faire croire que nous sommes encore en démocratie.

31 mai 2015. Dans le *JDD (Lagardère)*, Macron persiste : « L'avant-garde de la zone euro doit aller vers plus d'intégration : un budget commun, une capacité d'endettement commune et une convergence fiscale *[vers le modèle luxembourgeois ?]*. Le changement de traité est une modalité qui en découle et qu'il faut préparer en temps voulu ». Autant le ministre est sibyllin sur ses projets politiques en France, autant il se fait d'une tragique précision lorsqu'il évoque l'avenir de l'Europe.

Emmanuel Macron sera le serviteur docile et zélé du capitalisme financier européen et de ses institutions supranationales. Le 1er janvier 2011 a été mis en place, dans tous les États de l'Union européenne, le premier cycle du *semestre européen de coordination des politiques économiques et budgétaires*. Des « recommandations » sont édictées tous les ans par la Commission européenne pour chaque État membre. Les *programmes nationaux de réformes et de stabilité* sont définis, suivis et enfin évalués en fin d'année. La Commission européenne précise bien que « des avertissements peuvent être adressés si les recommandations ne sont pas exécutées dans les temps » et que « des sanctions

peuvent être prises en cas de déséquilibres macro-économiques et budgétaires excessifs ». De prétendues « réformes » – c'est-à-dire la destruction des conquêtes sociales du XX^e siècle – et des dispositions budgétaires impératives – c'est-à-dire la destruction de l'État protecteur et régulateur – sont désormais imposées par la Commission européenne à la France, ex-État souverain maintenant sous tutelle. Le gouvernement de la France est devenu la chambre d'enregistrement de décisions prises à Bruxelles, c'est-à-dire à Berlin, ou à Frankfurt am Main, siège de la Bundesbank et de sa filiale, la Banque centrale européenne. Il foule aux pieds chaque jour l'article 3 de notre *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ».

Le pouvoir exécutif serait mieux qualifié d'*exécutant*, en servile domestique soumis aux desiderata du capitalisme transnational qui contrôle les instances européennes. Et aussi d'*exécuteur*, pour ce qui est des questions de maintien de l'ordre, de surveillance des individus, de répression policière et judiciaire, volet sécuritaire qui accompagne aujourd'hui, dans toutes les dites « démocraties » occidentales, la pratique du laisser-faire généralisé dans le domaine économique et social.

2 juin 2015. L'agence Business France confie à Havas la réalisation de la campagne *Creative France*, pour un total de 8 millions d'euros. Business France est un organisme public qui doit faciliter le développement international des entreprises françaises ; il est dirigé (moyennant 203 124 euros nets en 2016) par Muriel Pénicaud [voir au 30 avril 2013]. Celle-ci entretient d'amicales relations avec Stéphane Fouks, vice-président d'Havas. Le coût, le déroulement et l'efficacité de cette campagne soulèveront de multiples interrogations de la part des ministères des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Par-dessus le marché, si je puis dire, Muriel Pénicaud commettra, à la tête de Business France, la bagatelle de 671 infrac-

tions au Code du travail, relevées par l'Inspection du travail en 2016. Il faut dire qu'elle considère qu'« on a un Code du travail qui n'est fait que pour embêter 95 % des entreprises ».

3 juin 2015. Sigmar Gabriel, vice-chancelier allemand et ministre de l'Économie, et Emmanuel Macron cosignent un appel pour « la poursuite des réformes institutionnelles de l'Union européenne et la mise en place d'un budget propre à la zone euro », qui est publié dans huit journaux européens, dont les deux quotidiens *La Tribune de Genève* et le *Tages-Anzeiger* de Zurich – ce qui assez curieux car je ne sache pas que la Suisse appartienne à l'Union européenne. Ils s'attaquent aux derniers reliquats de souveraineté nationale : « Il est temps de renforcer la zone euro dans le cadre d'une réforme plus vaste. Un agenda de convergence entre les États membres poserait les bases d'un budget commun à l'échelle de la zone euro. Un "commissaire à l'euro" pourrait incarner cette zone euro renforcée traitant non seulement des questions budgétaires mais aussi de croissance, d'investissement et d'emploi ». La souveraineté nationale se trouverait ainsi réduite aux fonctions coercitives de l'État : armée, police, justice, prisons. Bel idéal.

Ils énoncent leur audacieuse conception de la démocratie : « Notre objectif commun doit être de rendre impensable pour tout État membre d'envisager son avenir en dehors de l'Union ». De même, en janvier 2015, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, avait osé déclarer : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens »[9]. Le mot « impensable » rappelle cette apologie du monde occidental commise en son temps par l'idéologue François Furet, se réjouissant parce que « l'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser ». Ce qui est la définition même du totalitarisme.

9 Juncker est un virtuose de la démocratie : il dut démissionner de son poste de Premier ministre luxembourgeois en 2013, après la révélation des pratiques de son service de renseignement (fichiers politiques couvrant des centaines de milliers de citoyens, écoutes illégales et autres exactions en lien avec la CIA).

Dans un rapport de 1975, *The Crisis of Democracy*, la Commission trilatérale affirmait en toute bonhomie : « Il existe des limites potentiellement souhaitables à l'extension indéfinie de la démocratie politique ». Elle a été entendue. Je rappellerai ici que la Commission trilatérale, fondée en 1973 par Henry Kissinger et David Rockefeller, est un groupe d'hommes d'affaires et de politiciens, visant à l'hégémonie absolue du capitalisme financier sur la planète. Jesse Helms, un strict sénateur républicain qui n'a rien d'un hurluberlu complotiste, s'en était alarmé : « Des organisations privées telles que *Council on Foreign Relations*, *Trilateral Commission* et *Bilderberg Group* ont pour fonction de diffuser et de coordonner les projets dédiés à un prétendu nouvel ordre mondial au sein de la grande industrie, de la finance, de l'université et de l'administration ».

3 juin 2015. C'est le bonheur sur *Femme actuelle (Mohn)* : « Beaucoup attendaient de découvrir le visage de l'épouse du ministre *[c'est qu'ils ne lisent pas Closer]*. Depuis hier soir, c'est chose faite car Brigitte Tourneux *[sic]* a fait la surprise d'accompagner son mari au dîner diplomatique organisé à l'Élysée pour le roi d'Espagne. Radieux, les deux époux se sont prêtés au jeu des photographes, les visages illuminés par de grands sourires. Main dans la main, ils ont monté ensemble les marches du perron de l'Élysée avant de se retourner une dernière fois pour être immortalisés par les objectifs ».

Les mots « radieux », « illuminés », « immortalisés » semblent quelque peu excessifs, en l'occurrence. Et la scène évoque furieusement le triomphe d'un couple présidentiel... Ces phrases volontairement très connotées pourront être recopiées mot pour mot dans deux ans. Elles montrent bien que l'accession de Macron à l'Élysée était envisagée de longue date.

La presse dite d'information reprendra abondamment la nouvelle. Par exemple *L'Express (Drahi)* : « Une première apparition officielle remarquée. Elle était son professeur au lycée La Providence à Amiens, il était son élève en classe de première *[faux]*. Amoureux depuis cette époque, Brigitte Trogneux,

56 ans *[en réalité, 62 ans]*, et Emmanuel Macron, âgé de 37 ans, se sont mariés en 2007 ». La version doucereuse concoctée par les experts d'Havas est une fois de plus reproduite sans aucune vérification.

Le plan média de l'Opération Macron inclut la presse féminine. Avec raison : *Femme actuelle* est l'hebdomadaire le plus diffusé en France, après les magazines de télévision, avec six cent mille exemplaires vendus chaque semaine ; en tenant compte de la circulation du magazine et de son site internet, il touche près de 20 millions de lectrices ou lecteurs chaque mois [voir annexe Médias].

Le magazine *Femme actuelle*, de même que *M6*, *W9*, *RTL*, *Fun Radio*, *Télé Loisirs*, *Prima*, *Voici*, *Gala*, *VSD*, *Géo*, *Capital*, etc., appartient au groupe allemand Bertelsmann, contrôlé par la famille Mohn dont la fortune est estimée à au moins 6 milliards d'euros. Le dirigeant du groupe familial de 1921 à 1944, Heinrich Mohn, fut membre du Parti populaire national allemand, allié d'Adolf Hitler, et membre bienfaiteur de la SS *[förderndes Mitglied der SS]* ; Bertelsmann fut durant la Seconde Guerre mondiale le principal fournisseur de livres écrits par des auteurs nazis et publiés à des millions d'exemplaires pour les soldats sur le front.

La fondation Bertelsmann est un organe de pression au service du grand capital allemand ; dans un rapport publié le 7 avril 2014, elle affirmait que « la France n'est pas capable d'affronter les défis de la construction européenne et de la mondialisation » et préconisait, dans les termes convenus employés par tant d'autres fripouilles, de « poursuivre les réformes qui accroissent la compétitivité ».

Martin Selmayr, ancien conseiller juridique du groupe Bertelsmann, est devenu porte-parole de la Commission européenne en 2004, et en a été nommé secrétaire général en mars 2018 ; il y exerce de facto les pleins pouvoirs, compte tenu des faiblesses éthyliques du président Jean-Claude Juncker.

11 juin 2015. Alain Juppé participe à la réunion du groupe Bilderberg, à Telfs-Buchen, dans le Tyrol autrichien, tandis que les sondages le donnent toujours grand favori. Cette invitation montre que les oligarques n'ont pas encore tranché le sort d'Alain Juppé. Ils gardent deux fers au feu, le vieux Juppé et le jeune Macron, parfaitement interchangeables et qui appliqueront de toute façon la même politique, avec les mêmes collaborateurs. Certains patrons, comme le fait savoir l'ancien PDG de Saint-Gobain Jean-Louis Beffa, envisagent un *ticket*, « une coalition rassemblant la gauche de la droite et la droite de la gauche avec Juppé à l'Élysée et Macron à Matignon ». C'est un calque du modèle allemand de « grande coalition » [*Große Koalition*].

Le président du Bilderberg, Henri de Castries, est aussi président d'Axa. Il a convié Laurence Boone [voir au 10 juin 2014], qu'il ne tardera pas à embaucher comme chef économiste. Il est aussi président d'un lobby patronal qui manifeste avec constance sa volonté de régression sociale : l'Institut Montaigne, créé par Claude Bébéar, fondateur du groupe Axa. Castries a donc invité Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne et très proche de Macron [voir au 7 janvier 2016] ; et aussi Gilles Kepel, professeur à Sciences-Po, qui a réalisé deux études sur l'immigration et l'islam pour l'Institut Montaigne [*Banlieue de la République*, 2012 ; *Passion française*, 2014] et qui conseille Emmanuel Macron sur ces questions ; et, comme tous les ans, Nicolas Baverez, membre des comités directeurs de l'Institut Montaigne et du Bilderberg Group, riche avocat d'affaires, auteur d'essais obscurantistes et d'éditoriaux à la gloire du patronat dans *Le Figaro (Dassault)* et *Le Point (Pinault)*.

17 juin 2015. Barrant toute la une des *Échos (Arnault)* : « Macron veut accélérer la réforme du marché du travail ». Il serait temps, mon ami ! Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, l'avait réclamé depuis des lustres, dans *Le Monde* du 17 octobre 1996 : « Il faut démanteler les rigidités sur le marché du travail ».

Les expressions, si répandues désormais, de « marché du travail » ou de « coût du travail » sont utilisées comme si elles

étaient naturelles. De fait, elles renvoient à l'esclavagisme : elles ont pour signification que les travailleurs doivent être considérés et traités comme des marchandises. Et une marchandise n'a rien à dire sur son prix de vente, sur l'endroit où elle sera achetée et sur la façon dont elle sera consommée.

Les mots sont assassins. Le philologue Viktor Klemperer nous avait pourtant avertis : « Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir ». [Victor Klemperer, *LTI-Notizbuch eines Philologen*, 1947 ; *LTI la langue du IIIe Reich*, 1996.]

26 juin 2015. Lancement, sur Internet, Facebook et Twitter, du collectif « Les jeunes avec Macron », en soutien « aux idées et à la personnalité d'Emmanuel Macron ». Furieusement moderne et mystérieusement anonyme : les fondateurs se présentent comme « quatre amis Pierre, Sacha, Florian et Jean ». Ils sont en réalité connaqués par leur ancien camarade de fac à Poitiers, Stéphane Séjourné, membre du cabinet d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie. Deux ans plus tard, Pierre Person et Sacha Houlié, âgés de 28 ans, seront élus députés de La République en marche. Florian Humez, après avoir été assistant du député Jean-Jacques Bridey, tout en participant à la campagne électorale, ce qui est strictement interdit, deviendra conseiller du président de l'Assemblée nationale. Jean Gaborit sera embauché par le service communication de l'Élysée. Stéphane Séjourné sera, à 32 ans, conseiller politique à la présidence de la République ; il est pacsé avec Gabriel Attal, devenu, à 29 ans, le plus jeune secrétaire d'État de la Ve République.

29 juin 2015. Emmanuel Macron se rend dans le Nord à Saint-Saulve, sur le site du fabricant de tubes Vallourec, qui vient d'annoncer la suppression de cinq cent cinquante postes en France. Avec la direction du groupe et des représentants syndicaux, il participe à une table ronde. Résultat : bien que l'État

français apporte 500 millions d'euros à l'entreprise, plus de huit cents emplois seront détruits. Pour ce qu'il nomme son « plan de restructuration », le président du directoire de Vallourec, Philippe Crouzet, osera se plaindre « de la complexité du droit social, de la lourdeur des procédures en France ». Le pauvre homme ! Sa rémunération pour 2014 a été de 1,4 million d'euros. Il est l'époux de Sylvie Hubac, directrice de cabinet du président de la République depuis 2012, puis présidente de la Réunion des musées nationaux. La présidente du conseil de surveillance de Vallourec est la Britannique Vivienne Cox, membre de la Commission trilatérale.

1er juillet 2015. C'est au tour de *Gala (Mohn)* de reproduire la légende dorée en recopiant la version standard, qui n'est qu'une succession de sornettes : « Lorsque Brigitte Trogneux rencontre le jeune Emmanuel pour la première fois, elle a 36 ans, lui 17 *[39 ans, lui 14]*. Il est en première *[seconde]* et elle est son professeur de français *[atelier théâtre]*. Les camarades de classe observent nettement qu'il est son chouchou *[or, il n'est pas dans sa classe]* puisqu'elle lit tous ses poèmes en classe à voix haute *[pure invention]* ». Il faut encore acclimater le bon peuple à ce couple insolite, en travestissant une vérité trop crue, qui ne sera dévoilée que peu à peu, par bribes successives en 2016.

Un mensonge supplémentaire apparaît dans le roman : « Pour vivre librement son coup de cœur, Brigitte Trogneux divorce ». Version qui sera longtemps reprise : par exemple encore dans *L'Express (Drahi)* du 13 avril 2016, qui situe ce divorce avant l'entrée d'Emmanuel Macron à Sciences Po. En réalité, Brigitte n'a divorcé d'André-Louis Auzière que le 26 janvier 2006. C'est un constat un peu gênant qu'il s'agit de dissimuler : le couple aura vécu un adultère pendant une bonne douzaine d'années.

En commençant par de nombreuses fausses informations, jugées plus acceptables par l'opinion, l'Opération Macron a été menée par de vrais professionnels de la communication, qui ont réécrit le récit et l'ont délivré aux barbouilleurs complaisants et paresseux, qui n'ont procédé à aucune vérification. Bel exemple

de la diffusion systématique de falsifications destinées à tromper l'opinion, de *fake news*, comme ânonnent les policiers de la pensée... mais ils ne vont pas dénoncer leurs propres tripotages.

8 juillet 2015. Long entretien dans *Le 1*, cet « hebdo intello » lancé en avril 2014 et entièrement financé par Henry Hermand. Le titre est quelque peu abusif : « Macron, un philosophe en politique ». Celui-ci y étale les leçons d'un élève appliqué qui cite des auteurs enseignés au lycée : Aristote, Descartes, Kant, Hegel. Le supposé titulaire d'un DEA y prononce ces formules macronesques dont on ne sait trop si elles sont tout à fait cuistres ou totalement vides. Du genre : « La philosophie politique permet de mettre en tension le réel avec des concepts ». Ou bien : « Les plis de la vie sont les moments où il y a une forme d'opacité assumée ». Ou cette phrase énigmatique : « La démocratie comporte toujours une forme d'incomplétude car elle ne se suffit pas à elle-même ». Et sur ce, il entreprend une critique qui ne fait que dévoiler sa mégalomanie : « Il y a dans le processus démocratique et dans son fonctionnement un absent. Dans la politique française, cet absent est la figure du roi ». Enfin, il en profite pour jeter une lourde pierre dans le jardin de François Hollande, le *président normal* : « La normalisation de la figure présidentielle a réinstallé un siège vide au cœur de la vie politique ». L'occupant du « siège vide » appréciera.

Fin 2018, après dix-huit mois de règne, Sa Suffisance Manu 1er l'Éborgneur devra constater l'inanité de ses divagations soi-disant « philosophiques » : le mouvement des Gilets jaunes, dont les revendications sont approuvées par les trois quarts des Français, lui démontrera que le peuple, bien loin de regretter la monarchie, aspire au contraire à l'établissement d'une démocratie réelle.

9 juillet 2015. Sur Facebook, le ministère de l'Économie publie : « Emmanuel Macron vous invite à Bercy pour échanger de manière informelle sur l'actualité économique en France et en

Europe, le 15 juillet à 19 h 30 ». En outre, ce jour-là, le ministre recevra à déjeuner la fine fleur des affaires et des médias, évidemment « de manière informelle ». De mauvaises langues pourraient y voir une utilisation des deniers publics à des fins de promotion personnelle. Cinq cents idolâtres répondront à l'invitation et entendront pendant deux heures le ministre candidat-à-rien expliquer comment « faire gagner la France dans la mondialisation ». La recette est simple : il faut détruire les régulations existantes, en raison « des dommages collatéraux des règles que l'on a créées » et parce que désormais « le consensus de 1945 est inadapté ». Projet ignoble mais pas très nouveau. En 2007, il avait été articulé sans vergogne par Denis Kessler, vice-président du Medef et idéologue du patronat, s'exprimant dans *Challenges (Perdriel)* : « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ». La modernité consiste à mettre fin au progrès social et à revenir un siècle en arrière. Et comme cette destruction ne se fera pas sans provoquer quelques protestations, elle devra s'accompagner d'un durcissement autoritariste du pouvoir politique.

Ce **9 juillet 2015**, c'est aussi l'étalage indécent de la vie privée. En couverture de *VSD (Mohn)*, habillés en vacanciers chics, les Macron échangent un baiser. Le titre peut surprendre :

Emmanuel et Brigitte Macron
STRATÉGIE AMOUREUSE

Et cette explication qui a le mérite de la franchise : « Le ministre de l'Économie n'hésite plus à s'afficher avec son épouse. Pour gommer son image de technocrate ? » L'article de commande vaut son pesant de cacahuètes : « Légère et court vêtue, Brigitte marche dans les pas de son jeune et séduisant mari. Main dans la main, ils remontent la rue en direction de la plage, s'enlacent le temps d'un baiser ». Il est à nouveau prétendu que « vingt ans les séparent » et la même daube frelatée est resservie pour la énième fois : « Lui était subjugué par sa pétillante professeure de première. Elle, troublée par le charme de cet élève bril-

lant dont elle lisait en classe les copies. Il faudra à l'enseignante, alors âgée de 36 ans, et à son élève de 17 ans attendre un peu pour vivre leur passion ».

De même que *Gala* et *Voici*, qui appartiennent aussi à la famille Mohn, *VSD* multipliera les unes dévolues à Macron. Marc Dolisi, son rédacteur en chef, prétendra très sérieusement que « c'est parce qu'il est le seul homme politique qui intéresse autant les gens du point de vue public mais aussi privé ». Il est permis d'en douter : en juillet 2015, Emmanuel Macron n'est en effet qu'en quinzième position dans le baromètre TNS-Sofres (sans compter Hollande et Valls), encore devancé par Strauss-Kahn ou Sarkozy, dont la vie privée pourrait aussi « intéresser les gens »...

25 juillet 2015. Le roi Salmane d'Arabie vient passer quelques jours dans sa résidence de Vallauris (Alpes-Maritimes), le château de l'Horizon, accompagné d'une suite d'un millier de personnes qui occupent les palaces de la Côte d'Azur. Les autorités françaises mettent à la disposition du sauvage despote des effectifs considérables de police et de protection terrestre et maritime. La plage publique voisine a été interdite d'accès pour ne pas déranger Sa Majesté. En 2015, l'Arabie saoudite procédera à au moins 153 exécutions capitales, par décapitation au sabre – ou lapidation des femmes pour le « crime » d'adultère (qu'en pense Brigitte ?).

25 août 2015. Invité de la Conférence des ambassadeurs, à Berlin, Emmanuel Macron persiste dans son addiction euroïnomane : « Pour l'Union européenne tout entière, nous devons franchir une étape nouvelle et renforcer l'intégration du marché unique. Comme disait Jacques Delors, personne ne tombe amoureux d'un marché unique : c'est pourquoi nous avons besoin de le compléter avec un véritable *affectio societatis* ». Cette locution du droit des affaires est-elle vraiment adaptée au projet européen ? Elle évoque en effet le « lien qui unit les

personnes qui ont décidé de participer au capital d'une société » [Serge Braudo, *Dictionnaire du droit privé*]. Voilà donc l'idée que se fait le banquier Macron de l'Union européenne : une société anonyme à la tête d'une vaste entreprise multinationale. Il n'est pas garanti que le peuple en « tombe amoureux ».

Puisqu'il était à Berlin, Macron aurait pu reprendre à son compte cette phrase qui cadre bien avec ses objectifs : « Le but de notre combat doit être, toujours et encore, de créer une Europe homogène. Mais l'Europe ne peut connaître une organisation claire que par les Allemands » [Joseph Goebbels, *Journal*, p. 157]. Ne croyez pas que je m'égare : le 22 janvier 2019, le très sérieux *Frankfurter Allgemeine Zeitung* s'interroge, sous le titre « Une Union européenne nazie ? », en observant que « la continuité de l'idée européenne depuis l'ère national-socialiste est une thèse considérée par les historiens ».

À la rentrée, l'Opération Macron entamera sa phase pratique. Il est prévu de fonder un mouvement politique d'ici la fin de l'année, de récolter des fonds – ce qui ne devrait pas poser trop de problèmes – et de recruter pour la future campagne présidentielle une masse de militants « convaincus », c'est-à-dire du personnel bénévole et des petites mains dociles.

Trois hommes d'influence se chargent de préparer les bases du projet Macron : le vieil ami Henry Hermand, 91 ans, accompagné de Jean Peyrelevade et d'Henri Moulard. Jean Peyrelevade, qui va avoir 76 ans, fut l'un des artisans du « tournant de la rigueur » imposé par le système monétaire européen en 1982, alors qu'il était conseiller de Pierre Mauroy ; il a ensuite fait carrière à la tête d'entreprises financières et il a soutenu politiquement François Bayrou. Henri Moulard, 76 ans, est aussi un financier, passé par la Lyonnaise de banque, ABN Amro et Generali avant d'accéder à la présidence du fonds d'investissement (*private equity*) Truffle Capital. La finance n'est pas mon adversaire, pourra certifier Macron.

27 août 2015. Dans son discours de clôture à l'université d'été du Medef, Emmanuel Macron déclenche l'euphorie des patrons en prétendant que « la gauche a pu croire que la France pourrait aller mieux en travaillant moins, c'était des fausses idées ».

Le mythe insultant, mille fois répété – par le maréchal Pétain ou par des nantis qui se la coulent douce – qui voudrait que « les Français ne travaillent pas assez », est une calomnie grossière. En réalité, pendant l'année, un travailleur effectue en moyenne 1 522 heures en France, contre 1 360 en Allemagne [*données OCDE, 2017*]. La valeur mensuelle de la production d'un actif en France est de 6 850 euros, contre 6 169 euros en Allemagne [*PIB par actif occupé, OCDE, 2017*]. C'est en raison de cette admirable productivité que le patronat français n'a pas besoin du plein emploi : neuf travailleurs français produisent autant que dix travailleurs allemands ! Il peut donc garder volontairement un fort volant de chômage, autour de 10 %, ce qui lui permet de tenir en respect les salariés, la crainte du licenciement assurant leur docilité depuis plusieurs décennies. C'est ce que les savants baratineurs qui sévissent un peu partout osent appeler « la préférence française pour le chômage », alors qu'il s'agit d'un choix délibéré des capitalistes français et certainement pas du peuple français. En Allemagne, où la production par actif est moindre, le plein emploi est souhaitable ; le contrôle social s'opère par la précarité des contrats de travail, le temps partiel contraint, les petits boulots mal payés, l'appel aux travailleurs immigrés à bas salaires et la sous-traitance dans les pays de l'Est (d'où leur intégration aberrante dans l'Union européenne en 2004 et 2007).

Christophe Castaner, rapporteur de la loi Macron, approuve : « Macron, il provoque le débat, il brise les lignes. Il peut se lâcher, mais il a une qualité : il n'a peur de rien ». Ça c'est bien vrai.

Et le Castaner non plus, il n'a peur de rien : il reconnaîtra lui-même [dans *Le JDD*, 3 juin 2018] avoir « été sur le fil du rasoir » durant une jeunesse agitée dont il a gardé « quelques discrètes cicatrices ». Il se targue de ses « mauvaises fréquentations » dans « un milieu interlope » à Marseille et de son amitié

avec Christian Oraison, un caïd du grand banditisme : « C'était mon grand frère, mon protecteur ». En mai 2017, Christophe Castaner sera nommé secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. En octobre 2018, cette ancienne gouape deviendra ministre de l'Intérieur et son arrogance ne connaîtra plus de limite. « *Something is rotten in the state of France* » devrait déclarer Macron, s'il parlait la langue de Shakespeare plutôt que le *Wall Street English*.

Sous les ordres et avec les félicitations du Castagneur, des policiers déchaînés se livreront à des brutalités sans frein et commettront des actes criminels à l'encontre de la population. Les méfaits de provocateurs seront facilités – et multi diffusés avec complaisance par les télévisions – afin de diaboliser toute revendication sociale et de créer un climat de violence « justifiant » une politique répressive, selon les combines bien connues de la « stratégie de la tension ».

3 septembre 2015. Comme directeur de l'information d'*I-Télé*, puis du groupe Canal+, Vincent Bolloré nomme Guillaume Zeller, un catholique traditionnaliste affirmé, admirateur déclaré du tortionnaire Paul Aussaresses (assassin, entre autres, de Maurice Audin). La chaîne va connaître une année 2016 mouvementée, qui aboutira au départ des trois quarts de la rédaction.

6 septembre 2015. Emmanuel Macron en Israël, accompagné par une cinquantaine de chefs d'entreprises ou d'établissements de recherche. Sur la chaîne *i24News*, propriété de Patrick Drahi – un joujou qui lui coûte 50 millions d'euros par an, mais nous avons déjà remarqué que Drahi adore jeter son argent par les fenêtres – Macron s'exprime : « Je veux le dire ici avec force, il y a la volonté farouche de développer les relations économiques avec Israël ». Et de favoriser les affaires de Patrick Drahi, mais cela il n'est nul besoin de le préciser car chacun a pu déjà le constater [voir au 14 mars 2014].

9 septembre 2015. Début du tir de barrage médiatique visant à opérer la destruction du droit du travail.

François Lenglet, sur *France 2* : « Bien sûr, on pourrait garder notre bon vieux Code du travail, avec ses règles et ses protections, qui dissuadent parfois la création d'emploi, mais à quoi cela sert de protéger de plus en plus des emplois qui ne sont pas créés ? » Et l'emploi de ce sophiste, par qui est-il protégé ? Par exemple, le 26 mai 2016, Lenglet tiendra à l'antenne des propos mensongers et diffamatoires à l'encontre d'Evo Morales, président de la Bolivie, sans être aucunement inquiété.

Nicolas Beytout, dans *L'Opinion (Beytout-Arnault-Bettencourt)* : « Le gouvernement sera-t-il suffisamment audacieux pour déverrouiller vraiment le Code du travail, pour s'en remettre davantage aux accords d'entreprise qu'à la loi, afin d'assouplir le droit social ? Aura-t-il confiance dans la démocratie de terrain, et osera-t-il affronter tous les conservatismes de gauche ? » Dans les médias français, la destruction des droits se nomme « réforme », le rétablissement des privilèges [lois privées s'opposant au droit commun] se nomme « démocratie de terrain », la défense de la *justice sociale se nomme « conservatisme »*. Nicolas Beytout, qui a hérité d'une confortable fortune familiale, est un proche de Bernard Arnault ; il est membre de la Commission trilatérale et du comité de parrainage du Collège des Bernardins.

Arnaud Leparmentier, dans *Le Monde (Niel)* : « La France socialiste va s'attaquer au Code du travail. Enfin un mouvement pour combattre cette préférence nationale qu'est le chômage ! La France s'attaque au sujet comme l'ont fait toutes les social-démocraties apaisées de la vieille Europe. En passant en force. Courageusement ». La contradiction interne n'effraie pas ce gratte-papier : des politiques tellement « apaisées » qu'elles doivent recourir au « passage en force » pour « s'attaquer » aux droits des travailleurs. Aveu spontané d'une réalité : la lutte des classes.

Des milliers d'articles, d'éditoriaux, de reportages, d'interviews et autres micros-trottoirs vont asséner durant des mois un effrayant bourrage de crâne, afin d'ancrer dans les esprits qu'il

faut démanteler le Code du travail et laisser libre cours au bon plaisir des patrons dans les entreprises. Des syndicalistes ou des opposants seront passés sur le gril par des inquisiteurs sectaires, lors de ces interrogatoires musclés où fleurit la réplique habituelle des insolents médiaflics : « Je fais mon métier de journaliste, je vous pose simplement une question, Monsieur… » De pseudo-débats seront organisés, où un seul adversaire du projet se retrouve isolé et confronté à un tribunal de politiciens, de patrons, d'« experts » autoproclamés, de soi-disant « économistes », tandis que le « journaliste » animateur lui coupe la parole à tout moment et se comporte en accusateur furibond. De pseudo-discussions réuniront de prétendus spécialistes, approuvant à l'unanimité tout ce qui peut restreindre les droits et protections des travailleurs, les dits « avantages acquis », arrachés en fait par des décennies de luttes. Des propositions qui nous ramènent au XIX^e^ siècle seront présentées comme des évidences naturelles et inévitables, voire salutaires. Une véritable haine de classe s'exprimera en permanence, à l'encontre des salariés, présentés bientôt comme des nantis et des privilégiés par une clique de chroniqueurs stipendiés – les mêmes qui d'une seule voix appelaient à voter pour la Constitution européenne en 2005.

18 septembre 2015. Petit-déjeuner organisé par En temps réel, qui se présente avec un culot sans égal comme un « think tank progressiste ». À son conseil d'administration, présidé par le banquier Stéphane Boujnah, siège son ami Emmanuel Macron (ils se sont rencontrés à la Commission Attali en 2007) ainsi que : Julien Cantegreil, directeur juridique de Kering, le groupe de la famille Pinault ; Philippe Crouzet, président du directoire de Vallourec [voir au 29 juin 2015] ; Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de *Libération* ; Bernard Spitz, président de la Fédération française des sociétés d'assurances ; etc. Devant un aréopage d'hommes d'affaires enchantés, le ministre lance que « le statut des fonctionnaires, ce n'est plus adéquat ; un emploi garanti à vie, ce n'est plus adapté au monde réel, ce sera de moins en moins défendable ». Le « monde réel » de Macron, c'est le *zero-hour contract* des patrons britanniques.

29 septembre 2015. Au cours d'un « débat » organisé par *Le Monde (Niel)*, Emmanuel Macron évacue avec dédain l'idée de se présenter aux législatives de 2017 : « Beaucoup de gens *[en langage Macron : des moins que rien]* disent ça : pour être dans la vie politique, il faut être député. Mais ça, c'est le *cursus honorum* d'un ancien temps ». Un parcours qui permet quand même à quelques élus d'avoir une idée de la vie concrète de leurs concitoyens, un sujet que Macron ignore totalement. Il a démasqué son ambition réelle auprès d'un de ses complaisants biographes, en comptant par quinquennats : « Il faut se donner une durée : pas plus de dix à quinze ans en politique ». Emmanuel Macron se voit donc président pour deux mandats. Je crois qu'ensuite un trône de Sublime Grand Empereur d'Europe pourrait le satisfaire.

21 octobre 2015. L'Autorité de la concurrence valide le rachat du quotidien *Le Parisien Aujourd'hui en France* par le groupe de Bernard Arnault, LVMH, déjà propriétaire depuis 2007 du quotidien économique *Les Échos* ainsi que de *Radio Classique*, des magazines *Investir*, *Connaissance des arts*, etc. En 2016, la diffusion totale payée des différentes éditions du *Parisien Aujourd'hui en France* sera en moyenne de trois cent quarante mille exemplaires par jour, contre cinq cent mille en 2009. Le quotidien a touché 18 millions d'euros d'aides à la presse en 2014, en comptant les tarifs postaux préférentiels. Comme si le malheureux Bernard Arnault avait besoin de cet argent public.

21 octobre 2015. *L'Obs (Niel)* titre « Le dynamiteur. Macron va-t-il trop loin ? », avec un portrait où il semble bien rigoler du mauvais tour qu'il est en train de commettre. C'est un des registres de la campagne : faire passer Emmanuel Macron, pur produit du système hégémonique, cornaqué par des financiers septuagénaires, pour un novateur, un marginal, un rebelle. Presque un guérillero !

22 octobre 2015. Le magazine *Challenges (Perdriel)* a choisi une illustration déconcertante pour sa couverture : sur fond noir, Emmanuel Macron, vêtu en clergyman, est penché sur son bureau, l'air studieux ; il est éclairé par un long puits de lumière semblant tombé du ciel. Cette image pieuse d'un saint monastique appelle en titre : « Le phénomène Macron. Ses parrains. Ses projets. Ses mystères ». Le profane pourrait se demander s'il n'est pas question d'un candidat à la papauté, voire à la canonisation, plutôt qu'à la présidence de la République française.

26 octobre 2015. Tous les médias se valent : le magazine people *Closer (Berlusconi)* reprend une information du magazine économique *Challenges (Perdriel)* : « Emmanuel Macron vend son appartement ». En effet, il vendra, début 2016, son appartement [voir au 19 décembre 2014] pour la somme de 980 000 euros, ce qui correspond au prix courant pour un tel bien. Cette vente lui permet de rembourser par anticipation les emprunts contractés pour cet appartement. Compte tenu d'un achat au prix fort en 2007 et des travaux réalisés, et en outre des intérêts versés au Crédit Mutuel et à Henry Hermand, Emmanuel Macron a réalisé une très mauvaise affaire. Il est certainement le seul Parisien propriétaire de son logement à avoir ainsi perdu de l'argent. Pas terrible pour le « Mozart de la finance ».

28 octobre 2015. *L'Express (Drahi)* consacre un dossier à « Brigitte, l'autre Macron ». Dossier très peu fouillé puisqu'elle est présentée comme « une quinquagénaire », alors qu'elle a 62 ans : la fable perdure. Il paraît qu'« elle fuit les médias » *[sauf VSD, Gala, Closer, etc.]* et que son mari « la tient loin de la lumière crue des médias, il la protège des photos volées ». On croit rêver ! Plus le mensonge est gros... Quant à ses qualités, elles n'ont rien à envier à celles, bien connues, d'Emmanuel : « Une femme vraiment chouette, qui ne se prend pas la tête », « dont tout l'entourage loue la culture et la finesse d'esprit », « une prof exceptionnelle, une femme d'une culture inouïe, joyeuse, enthousiaste, dynamique », « toujours de bonne humeur, attentive, à l'écoute ».

Comment peut-on s'abaisser à de telles courbettes, comment un tel avilissement est-il supportable ? À la lecture répétitive de ces tartines – et encore suis-je obligé de n'en reproduire qu'une infime partie – on peut se demander comment leurs auteurs osent encore se regarder dans la glace, à moins que, tel Dracula, ils n'aient ôté tous les miroirs de leur demeure.

1er novembre 2015. Un banquier connu par Emmanuel Macron dans la Commission Attali, Stéphane Boujnah, directeur Europe chez Santander Global Banking, devient président directeur général d'Euronext, première place boursière de la zone euro, regroupant les Bourses de Paris, Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne.

Un banquier connu par Emmanuel Macron dans la Commission Attali, François Villeroy de Galhau, directeur général délégué de BNP Paribas, est nommé gouverneur de la Banque de France. Cent cinquante universitaires, enseignants en économie, y voient « un grave conflit d'intérêts » et s'interrogent : « Nos gouvernants sont-ils à ce point prisonniers des intérêts financiers qu'ils laissent à la finance le pouvoir de nommer les siens aux fonctions-clés des instances censées la réguler ? » Ces grincheux sont priés de se taire.

8 novembre 2015. Ce dimanche soir, au « 20 heures » de *France 2*, Emmanuel Macron bavarde longuement avec Laurent Delahousse, dans une sorte de conversation de salon, un entre-soi douceâtre et complaisant. Dans la semaine, la campagne de presse va s'intensifier car d'ici peu devrait être donné le coup d'envoi pour 2017, avec un appel à candidature signé par des personnalités « apolitiques ». Henry Hermand livre déjà des confidences : « On fondera un parti, puis on portera la candidature de Macron à la présidentielle ».

Pour « un dîner pas du tout solennel » [Anne Fulda, *Emmanuel Macron, un jeune homme si parfait*], Serge Weinberg [président de Sanofi et financier, voir au 23 août 2012] et son épouse Félicité

Herzog (conseil en fusions-acquisitions) reçoivent Jean-Michel Darrois (avocat d'affaires, membre de la Commission Attali) et son épouse Bettina Rheims (photographe), avec les Macron (stars médiatiques). À la grande satisfaction des convives, le sujet de la soirée est la création prochaine du mouvement politique qui doit conduire Emmanuel Macron à la tête de l'État.

Le 14 mai 2017, lors de sa prise de fonction à l'Élysée, le nouveau président se précipitera pour aller serrer la main d'un invité qu'il connaît bien : Serge Weinberg. Le 20 juillet, le Premier ministre ira rendre une visite des plus discrètes à Serge Weinberg sur un site de Sanofi à Vitry ; muet sur l'objet de cette rencontre, il refusera toute discussion sur les pratiques du groupe Sanofi sous prétexte qu'il ne serait pas convenable de « dénigrer une entreprise française ».

Pour peaufiner ses messages, Macron fera appel au savoir-faire de Benjamin Griveaux, membre du parti socialiste et de la fondation Jean-Jaurès, mais aussi « directeur des affaires publiques » d'Unibail, premier groupe d'immobilier commercial en Europe. Son job consiste à défendre auprès de l'administration et des parlementaires la niche fiscale fantastique dont jouit Unibail, une exemption d'impôt sur les résultats et sur les plus-values de cessions ! Pour ce faire, il bénéficie d'un salaire de 17 488 euros nets par mois. L'ambitieux Benjamin Griveaux héritera d'un poste de secrétaire d'État en juin 2017 et deviendra porte-parole du gouvernement en novembre.

La nouvelle directrice générale d'Unibail est Astrid Panosyan, qui vient de quitter le cabinet de Macron et qui sera en 2017 une dirigeante de La République en marche. Brillants exemples de la totale porosité entre le public et le privé, sur le modèle américain.

12 novembre 2015. *Le Monde (Niel)*, sur quatre colonnes à la une : « Enquête sur la start-up Macron ». Un long reportage politicien, « Le fantasme Macron », tourne autour des relations entre Macron et le Parti socialiste, le but étant de démontrer que Macron n'est en aucune façon un sous-marin du PS. Et un por-

trait flatteur de plus, ça nous manquait : « l'aisance d'un Steve Jobs à la française » ; « cet être si sensible, si social, si solaire », selon un condisciple de l'ENA ; « il incarne la gauche post-historique, pro-business et sociétale », d'après le charabia de Jean-Christophe Cambadélis. Enfin, *Le Monde* réussit à se hausser au niveau de *Gala* en rapportant « cette scène où une militante de la CGT finit par lâcher, désarmée : "Vous parlez bien. Vous avez de jolis yeux aussi" ».

13 novembre 2015. *Le Parisien Magazine (Arnault)* affiche en teintes pastel son visage béat, les yeux au ciel, quasiment en état de grâce, sous le titre « Les visions de Macron ». Visions qui restent quand même très prosaïques : « Il veut accélérer la révolution numérique. Il revient sur l'affaire Uber. Il assume d'être libéral ».

Ce même jour la couverture de *Marianne (Chaisemartin)* se fait irrévérencieuse, en exhibant une tête de Macron au crâne dilaté et le titre « MOI, PRÉSIDENT. Le livre-enquête qui révèle les secrets d'une ambition ». Cette accroche contribue au lancement d'un livre écrit par un collaborateur du magazine. À la lecture de l'ouvrage, il s'avère que, sous des dehors vaguement détachés, il s'agit d'une nouvelle célébration du Messie, pour vanter, nombreux témoignages à l'appui, l'originalité, l'audace et la sincérité de « ce ministre qui fascine et qui dérange ». Le bouquin se conclut sur cette déclaration d'amour de Julien Dray : « Il est un personnage politique nouveau qui correspond à un temps nouveau ».

En outre, « l'enquête » ne semble pas avoir été très approfondie : ainsi, il est écrit comme partout que, lorsque Brigitte et Emmanuel font connaissance, « elle a alors 36 ans et lui 17 » alors qu'en réalité elle en a 39 et lui 14. Je ne pense pas que ce soit par inadvertance. Si je me répète, c'est justement parce que tous les articles et toutes les biographies reproduisent les fiches fournies par les communicants, le même bobard acceptable, et je n'en ai cité que quelques occurrences parmi des dizaines.

Toujours ce **13 novembre 2015**, un sondage Odoxa *[on a compris...]* pour *I-Télé (Bolloré)* et *Paris-Match (Lagardère)* tient à nous faire savoir que « plus de la moitié des Français (54 %) estime que le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, ferait un bon chef du gouvernement. En outre, 40 % des personnes interrogées jugent qu'il ferait un bon président de la République ». Comme si les Français se posaient ce type de questions ! Les études sérieuses montrent qu'Alain Juppé domine toujours largement le concert politique. Dans le baromètre TNS-Sofres, Emmanuel Macron, après quatorze mois d'un matraquage publicitaire inouï, occupe la cinquième place, loin derrière Alain Juppé et après Christine Lagarde, François Fillon, François Bayrou, et à égalité avec Marine Le Pen, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. C'est déjà un résultat impressionnant mais cela n'en fait pas un favori dans la course à la présidence.

Enfin, dans l'après-midi du **13 novembre 2015**, Macron enregistre l'émission « Le Supplément », pour *Canal+ (Bolloré)*. L'émission sera diffusée le dimanche 29 à midi. Elle consacre un numéro spécial de plus d'une heure à Emmanuel Macron. D'où il saute aux yeux que ce jeune ministre est sympathique, décontracté, séduisant, intelligent, efficace, dynamique, travailleur, etc. Il affirme désormais : « J'ai pas à cacher ma vie privée. Il faut vivre sa vie pleinement, sans l'exhiber mais sans la cacher ». Dans un reportage, on peut donc voir Brigitte, l'épouse d'Emmanuel Macron, assister aux réunions de cabinet à la droite de son mari. Mais le ministre se justifie : « Mon épouse elle est pas dans mon cabinet, je vais être très clair là-dessus, elle est pas payée par le contribuable français, c'est important parce que parfois ça pas été la pratique ». Bizarre remarque : à qui et à quelle épouse fait-il donc allusion ?

En quelques jours, *France 2*, *Canal+*, *I-Télé*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *Marianne*, *Paris-Match*, une complaisante biographie et un sondage bidon : les experts en communication d'Havas ont bien travaillé ! Mais le lancement du produit va devoir être retardé...

13 novembre 2015. Dans la soirée, les attentats perpétrés par des fanatiques islamistes causent cent trente morts à Paris.

François Hollande annonce à la télévision l'application de « l'état d'urgence ». Son efficacité en matière de lutte anti-terroriste sera à peu près nulle : en février 2016, Amnesty International notera que « sur 3 242 descentes de police effectuées, quatre ont donné lieu à enquêtes préliminaires pour des infractions liées au terrorisme ». Mais il permettra bientôt de *justifier* des surveillances, des écoutes et des perquisitions arbitraires, des interdictions de manifester, des assignations à résidence de militants et toute mesure exorbitante de restriction des libertés et de violation des droits fondamentaux. En octobre 2017, cet état d'exception deviendra la règle, par la loi dite de « sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme » (loi SILT).

Cette instauration de l'État policier s'ajoute à la dispendieuse « Opération Sentinelle », qui est tout aussi inutile pour lutter contre les islamistes : les huit soldats postés devant le Bataclan le 13 novembre 2015 et lourdement armés ne sont pas intervenus. Sa fonction n'est surtout pas de rassurer le public : le quadrillage militaire omniprésent est au contraire fortement anxiogène et c'est le but recherché. Il s'agit de faire ressentir à chacun « la mise sous tutelle sécuritaire de la population tout entière », dénoncée par Frédéric Lordon et quelques autres intellectuels conscients de la disparition des libertés démocratiques en France[10].

La cote de confiance du chef de l'État, mesurée par le baromètre TNS-Sofres, bondit de 15 % fin octobre à 35 % fin novembre 2015. Ce regain ne durera qu'un mois.

4 décembre 2015. Patrick Drahi et Alain Weill publient un communiqué : la société News Participations, qu'ils ont créée en

10 Le 16 octobre 2018, le gouvernement envoie une centaine d'argousins en armes effectuer des descentes de police au siège d'un mouvement d'opposition et aux domiciles personnels de ses dirigeants. Cette irruption policière est destinée à jeter le discrédit sur ce parti et surtout à faire main basse sur ses documents, fichiers et dossiers.

juillet, va reprendre progressivement la totalité de NextRadioTV, propriétaire des chaînes *BFM TV*, *RMC Découverte*, *BFM Business* et de la radio *RMC*, ainsi que de sites internet.

Après s'être emparé de SFR – moyennant un endettement colossal et avec l'appui personnel d'Emmanuel Macron – Patrick Drahi s'est construit, en un rien de temps et à l'approche des élections présidentielles, un empire dans les médias : le quotidien *Libération*, puis *L'Express* et autres magazines, et maintenant radios et télévisions. En avril 2016, l'ensemble deviendra le pôle SFR Média. *Libération*, *L'Express*, *BFM TV* et *RMC* feront outrageusement campagne pour Emmanuel Macron.

6 décembre 2015. Une analyse du premier tour des élections régionales montre que, parmi les votants, qui ne représentent qu'un inscrit sur deux, 51 % des employés et ouvriers ont opté pour le FN et seulement 12 % pour une liste de gauche ! L'électorat du Front national est maintenant caractérisé par la prédominance de salariés mal payés et précarisés, qui réclament protection, en particulier contre la mainmise d'une prétendue « Europe » sur la vie quotidienne des Français de condition modeste. Des petits salariés, dont le niveau de vie baisse chaque jour et qui sont menacés par le chômage, estiment que la droite comme la gauche ont abandonné les remparts que constituent l'État et la Nation. Ils sont convaincus qu'un pays sans frontières n'est plus un pays. Les défendre, c'est ce que les nantis bien-pensants appellent le « populisme ».

Sur l'ensemble des suffrages, le FN atteint 28 %, contre 11 % aux régionales de 2010. Au second tour, tous les autres partis se liguent afin qu'il ne puisse l'emporter dans aucune région. Dans trois régions, le Parti socialiste, prenant sans doute conscience de sa totale inutilité dans la vie politique française, appelle à voter pour des listes de la droite la plus rétrograde : ainsi en PACA, Christophe Castaner [voir au 27 août 2015] se retire en faveur de Christian Estrosi, au grand dam des militants qui ont du mal à saisir en quoi le maire de Nice se distingue de l'extrême droite.

Répétons ici que les attentats islamistes ne sont pour rien dans la progression du FN. Marine Le Pen avait en effet atteint 29 % d'intentions de vote dès les sondages d'octobre 2014. Elle sera à ce même niveau jusqu'en septembre 2016, après deux années marquées par les violences terroristes en France. Malgré ce que prétendent les bonimenteurs, et parfois les électeurs eux-mêmes – pour peu que les sondeurs les y poussent par des questions absurdes ou tautologiques – l'insécurité et le terrorisme ne jouent guère de rôle dans le vote FN. Pas plus que l'afflux récent des migrants, qui n'a pas modifié d'un iota les intentions de vote. Ces thèmes interviennent surtout comme des justifications grossières ou des argumentaires a posteriori de « prises de position », au sens défini par Pierre Bourdieu, qui relèvent d'une autre logique : celle de catégories sociales plongées dans la pauvreté et le désarroi, suite à la montée des inégalités et à l'abandon de toute souveraineté populaire.

15 décembre 2015. Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Pierre-Antoine Capton (producteur de « C à vous » sur *France 5*) fondent Mediawan, une *Special Purpose Acquisition Company*. En deux ans, elle fera l'acquisition de grosses sociétés de production audiovisuelle, pour un total d'environ 400 millions d'euros. Mediawan deviendra ainsi le premier producteur français de fictions télévisées et un acteur majeur dans le documentaire et l'animation. Les deux autres groupes dominants du secteur sont Lagardère et Newen, désormais filiale de TF1. Les oligarques Xavier Niel, Arnaud Lagardère et Martin Bouygues se partagent le contrôle des contenus diffusés par les télévisions, ce qui est un facteur primordial pour l'emprise de l'hégémonie culturelle sur les esprits.

30 décembre 2015. Et encore une couverture pour Macron ! *Le Point (Pinault)* : « MACRON. Et pourquoi pas lui ? Comment il veut casser le système », avec portrait en gros-plan, style volontaire, sourcil un peu froncé et regard impérieux. Où l'on voudrait une fois de plus nous faire avaler qu'un énarque, inspecteur des Finances et banquier d'affaires, est hostile au « système ».

Un sondage Ipsos ne nous apprend rien que nous ne sachions : Emmanuel Macron, serait, paraît-il, pour les personnes interrogées, « un homme de conviction, compétent et sympathique ». L'institut, un peu plus professionnel que certains de ses concurrents, doit reconnaître que la partie n'est pas jouée : « Certes presque un tiers des Français (31%) considère qu'il pourrait, dans l'avenir, être un bon président de la République, mais une majorité d'entre eux (54%) pense le contraire ». Ce qui, de toute façon, n'a guère de sens car ce genre d'interrogation n'agite nullement l'opinion, qui a vraiment d'autres sujets de préoccupation.

31 décembre 2015. Enfoncer le clou et faire feu de tout bois, telle est la règle des communicants qui régissent l'Opération Macron. Hier *Le Point (Pinault)*, aujourd'hui *Voici (Mohn)* – mais, après tout, ces deux magazines sont-ils si différents ? Dans *Voici*, plus question de « casser le système », mais d'un « Noël romantique avec Brigitte à Rome », avec de charmantes images à l'appui. Un couple séduisant et modeste : « Emmanuel et Brigitte Macron se sont contentés de petites choses simples qui rendent la vie si magique : une terrasse au soleil, un réveillon improvisé à base de pâtes, de pizza et de Prosecco ». Il est sûr qu'Emmanuel Macron « n'a peur de rien » [voir au 27 août 2015], et surtout pas du ridicule, pour laisser imprimer de telles fadaises !

2016

Il est vrai que, du plus au moins,
il était arrogant avec tout le monde.
À son ton naturellement tranchant,
il ajouta la suffisance d'un parvenu,
et devint même ridicule, à force d'être impertinent.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU, *Les Confessions*

2 janvier 2016. En Arabie saoudite, quarante-sept personnes sont exécutées en une seule journée. Dont le cheikh Nimr Baqr al-Nimr, opposant chiite, décapité au sabre, avant que son cadavre ne soit crucifié en place publique.

4 janvier 2016. Mais en ce début d'année, l'événement le plus considérable sur toute la planète Terre est « la barbe de trois jours d'Emmanuel Macron ».

Les Échos (Arnault) : « Le temps de la barbe. La transgression *[sic]* est dans la photo : Emmanuel Macron est revenu de ses congés de Noël avec la barbe ». *Le Parisien (Arnault)* : « La barbe très remarquée d'Emmanuel Macron ». *20 minutes (Hutin-Hurbain)* : « Le beau gosse du gouvernement a encore frappé ». *L'Obs (Niel)* : « La nouvelle barbe de Macron affole la toile ». *Le Point (Pinault)* : « La barbe d'Emmanuel Macron fait sensation ». *L'Express (Drahi)* : « Rentrée du gouvernement : Macron avec une barbe de trois jours ». *BFMTV (Drahi)* : « C'est Emmanuel Macron et sa nouvelle barbe qui a été le plus remarqué ». *France Bleu* : « La barbe "à la Macron" populaire jusque dans les campagnes ».

Cette histoire de la plus haute gravité trouve son épilogue quelques jours plus tard. *RTL (Mohn)* : « Quand Emmanuel Macron se fait tailler la barbe ». *Gala (Mohn)* : « Emmanuel Macron au salon de coiffure : la photo qui fait le buzz ». *L'Express (Drahi)* : « La balafre d'Emmanuel Macron lors de son passage chez le barbier ». *Le Huffington Post (Niel-Pigasse)* : « Emmanuel Macron n'est pas sorti tout à fait indemne du salon de coiffure ».

Quant aux auteurs de ces torche-culs, ils sortiraient tout à fait discrédités et déshonorés d'un tel épisode de flagornerie écœurante s'ils n'avaient depuis longtemps perdu toute dignité.

6 janvier 2016. Comme l'année dernière, Emmanuel Macron se montre (barbu) au *Consumer Electronics Show* de Las Vegas. À sa demande, l'agence Business France [voir au 2 juin 2015], sous la direction de Muriel Pénicaud, a dû monter dans l'urgence la *French Tech Night*. C'est une réception du dernier chic qui rassemble environ cinq cents personnes, en présence du ministre et de Pierre Gattaz, qui déambulent main dans la main (« Le vice appuyé sur le bras du crime » ?). Sans aucun appel d'offres ni devis, l'organisation de cette sauterie a été confiée à Havas, qui facture un montant de 381 759 euros. Le 7 juillet 2017 – après les élections, cela va de soi – le parquet de Paris ouvrira une information judiciaire pour favoritisme et recel. Quelque chose me dit que tout cela n'aboutira à rien.

7 janvier 2016. Emmanuel Macron a encore droit à une interview pleine page dans *Le Monde (Niel)*. Il y dévoile explicitement son objectif : « Nous n'avons pas un système parlementaire qui conduit à de grandes coalitions comme en Allemagne, mais un système présidentiel qui fait que les grandes coalitions se construisent au moment de l'échéance présidentielle ». Aveuglé par sa germanophilie galopante, Emmanuel Macron raconte encore n'importe quoi. Car en réalité, jusqu'à présent, les présidentielles ont au contraire été marquées par l'affrontement vigoureux entre deux finalistes qui n'ont formé aucune espèce de « grande coalition ». Ce que désire maintenant l'oligarchie [voir au 11 juin 2015], face à la montée des prétendus « extrémismes », c'est soit rassembler les deux partis de gouvernement pour diriger le pays – ce qui semble difficile, même avec Juppé – soit créer une force nouvelle de rassemblement. D'où…

7 janvier 2016. Le nom de domaine « en-marche.fr » est enregistré. L'Association pour le renouvellement de la vie politique (ARVP) sera déclarée le 20 février 2016 ; elle sera modifiée et inscrite au registre du commerce et des sociétés le 6 mars 2016, sous la raison sociale EMA EN MARCHE et le nom commercial « En Marche ». Tout cela ne sera rendu public que le 6 avril.

L'association est au départ domiciliée chez Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne, et le site web est dirigé par sa compagne Véronique Bolhuis. Ce qui est tout naturel car Laurent Bigorgne revendique un long compagnonnage : Emmanuel Macron était étudiant à Sciences-Po du temps où Bigorgne y travaillait auprès du directeur Richard Descoing, en 2000 ; puis il y donna des cours en 2004, alors que Bigorgne était devenu directeur des études. Certains s'offusqueront de l'accointance entre En Marche et l'Institut Montaigne : il n'y a pas matière à s'indigner car il est patent que les deux organismes partagent la même idéologie et poursuivent les mêmes objectifs, au service du capitalisme transnational. Il n'y a pas de « lien douteux » entre En Marche d'Emmanuel Macron et l'Institut Montaigne de Claude Bébéar mais une parfaite identité et une synergie efficace.

Les statuts de l'association ont été rédigés par l'avocat François Sureau, écrivain catholique apprécié, ami de Brigitte Macron qui a eu ses enfants comme élèves à Saint-Louis-de-Gonzague. Il se trouve être aussi un proche de François Fillon : il l'accompagnera de très près durant toute sa navrante campagne présidentielle. Un homme éclectique ou un agent double ?

Pour ce qui est des fonds, deux banquiers seront mobilisés. Il faut en effet réunir une douzaine de millions d'euros, afin de couvrir, hors emprunt personnel du candidat, le coût déclaré de la campagne électorale. Comme il ne faut pas trop compter sur la générosité « des gens », comme dirait Macron, il va quand même falloir convaincre un bon millier de mécènes de débourser le plafond autorisé de 4 600 euros pour un candidat et de 7 500 euros par an pour le parti.

Le responsable de la collecte sera Christian Dargnat, ancien directeur de la branche gestion d'actifs (*asset management*) à BNP Paribas et président de l'Association européenne de la gestion financière (Efama), un lobby qui compte une centaine de membres gérant 14 000 milliards d'euros d'actifs. Chacun aura compris qu'une telle pointure n'est pas là pour s'occuper des petits donateurs.

Le chargé des « relations avec les entreprises » sera – officiellement à partir d'octobre – un copain de longue date d'Emma-

nuel Macron, Bernard Mourad, ancien banquier d'affaires chez Morgan Stanley puis président d'Altice Media Group auprès de Patrick Drahi [voir au 14 mars 2014 et au 9 janvier 2015]. Par ailleurs, le docteur Jean-Jacques Mourad, frère de Bernard, sera un temps le « conseiller santé » du candidat... jusqu'au jour où il sera découvert qu'il travaillait en sous-main pour le laboratoire Servier.

Une partie de la communication d'En Marche est confiée à l'agence « Jésus et Gabriel » *[sic]*, créée en janvier 2013 par deux publicitaires, Gabriel Gaultier et Adrien Taquet. Celui-ci, camarade d'Emmanuel Macron à Sciences-Po en 2001, a débuté sa carrière et a travaillé une dizaine d'années dans le groupe Havas : tiens, quelle surprise ! Il sera récompensé par un siège de député puis, en 2019, par un poste fantoche de « secrétaire d'État chargé de la Protection de l'Enfance ».

Enfin, il sera fait appel à Bestimage, l'agence de photos pour la presse *people*, créée par Michèle Marchand, « Mimi » pour les intimes – c'est-à-dire tout le beau linge parisien et monégasque, sans compter quelques gangsters notoires. La virtuose des cancans, rumeurs, scandales et autres scoops est présentée aux Macron par leurs chers amis Xavier Niel et Delphine Arnault.

15 janvier 2016. Le ministre de l'Économie inaugure l'usine Bolloré de fabrication d'autobus électriques à Ergué-Gabéric, à côté de Quimper. « Vous prouvez que produire en France est une vocation d'avenir », a déclaré Emmanuel Macon, en vantant les mérites de Vincent Bolloré, « un de ces entrepreneurs dont la France a besoin ». Je ferai observer au ministre que le groupe Bolloré produit tout de même 61 % de son chiffre d'affaires hors de France. Ces Bluebus, à 500 000 euros pièce, sont destinés à la RATP, alors qu'aucun appel d'offres n'a encore été lancé, mais le groupe Bolloré a la certitude d'emporter le marché. La présidente de la RATP, Élisabeth Borne, était présente à l'inauguration. En mai 2017, cette proche collaboratrice et amie de Bertrand Delanoë, puis de Ségolène Royal, sera nommée ministre des Transports. Bolloré ne devrait pas avoir à s'en

plaindre. En 2018, elle sera chargée de la destruction de la SNCF, exigée par les instances européennes.

16 janvier 2016. La pseudo-alternative bien-pensante « Juppé ou Macron » est lancée. Comme disait Noam Chomsky : « La démocratie ne signifie pas grand-chose quand cela revient à avoir le choix entre Coca ou Pepsi ». On commence par un article basé comme il se doit sur un sondage Odoxa, payé par Bernard Arnault, non, pardon, par *Le Parisien (Arnault)* : « Présidentielle 2017 : Juppé et Macron, candidats préférés des Français. Parmi les personnalités politiques testées par l'institut, les deux hommes qui recueillent le plus de bonnes opinions sont le maire de Bordeaux Alain Juppé avec 57 % et le ministre de l'Économie Emmanuel Macron avec 53 % ». Je signalerai, pour suspecter le pipeautage de cette « étude », que le classique et fiable baromètre mensuel TNS-Sofres relève en janvier 2016 une cote de 45 % en faveur de Juppé, loin devant un peloton composé de Bayrou (32 %), Fillon et Macron (31 %), Aubry et Royal (29 %) : ce n'est pas tout à fait le même paysage !

Odoxa a en outre réalisé un sondage sur les intentions de vote pour l'élection présidentielle où apparaît pour la première fois l'hypothèse – pour le moins saugrenue puisque rien de tel n'est annoncé – d'une candidature Macron, face à Nicolas Sarkozy et en l'absence de François Hollande. Emmanuel Macron arriverait en deuxième position (22 %) derrière Marine Le Pen (27 %) et devant Nicolas Sarkozy (18 %).

À partir de cette seule source, très discutable, sans procéder au moindre recoupement, *Le Monde (Niel)* titre sans hésiter : « Sondage : Emmanuel Macron préféré à Manuel Valls ou François Hollande pour 2017 ». Et *Le Figaro (Dassault)* confirme : « Macron poursuit son ascension sondagière quand Valls baisse ». Radios et télévisions reprennent en chœur le même refrain.

L'électeur est ainsi broyé par un mécanisme d'endoctrinement, en recevant un message identique en provenance de multiples

émetteurs qui reproduisent en réalité une source unique non avérée. C'est le « conditionnement de la demande » appliqué au marketing politique. John Kenneth Galbraith [1908-2006], un économiste modéré et libéral, conseiller de plusieurs présidents des États-Unis, pas vraiment un anarchiste, en avait saisi le principe : « Nous ne subissons pas de contrainte physique, mais notre comportement n'en est pas moins dirigé. La contrainte physique – mais ceci n'est guère compris – aurait au contraire un degré d'efficacité bien inférieur » [J. K. Galbraith, *Le nouvel État industriel*, 1989]. Et longtemps auparavant, Jean Jaurès dénonçait devant la Chambre des députés, le 6 avril 1911, « l'influence formidable qu'exerce nécessairement sur l'opinion une presse qui par tous les organes de tous les partis donne à la même heure le même son de cloche, discrédite ou exalte les mêmes entreprises, et pousse toute l'opinion comme un troupeau dans le même chemin ».

18 janvier 2016. Le ministère de l'Économie nous informe « que Catherine Barbaroux, présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique, vient de remettre à Emmanuel Macron un rapport pour dynamiser l'entrepreneuriat individuel en France ». On apprendra bien après qu'elle a été l'une des toutes premières adhérentes d'En Marche ; elle en sera présidente par intérim de mai à août 2017. Elle se présentera elle-même comme « la caution de gauche du mouvement ». Une gauche vraiment très spéciale : Catherine Barbaroux a été pendant une dizaine d'années DRH du groupe Pinault, au moment où celui-ci entreprenait de dépecer Conforama, le Printemps, Prisunic et La Redoute à grands coups de licenciements massifs.

20 janvier 2016. Sur *BFM TV (Drahi)*, un Emmanuel Macron en forme olympique prétend sans rire que « la vie d'un entrepreneur est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. Il ne faut jamais l'oublier. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties ». Ou il nous prend pour des crétins, ou cet homme n'a rigoureusement aucune connaissance des réalités dans son pays. Il est probable que les deux hypothèses soient vraies. Il indique

aussi qu'« il faut modifier les règles de la durée et du montant de l'indemnisation chômage » : chacun comprendra qu'il veut les diminuer. Enfin, il faudrait plafonner l'indemnité versée en cas de licenciement abusif, afin de « réduire l'incertitude pour l'employeur » – lequel est dans ce cas un délinquant, mais cela ne trouble pas notre ministre.

À Amiens, ville natale d'Emmanuel Macron, ce **12 janvier 2016**, huit anciens salariés de Goodyear, dont cinq militants de la CGT, ont été condamnés à vingt-quatre mois de prison dont neuf fermes, sous de faux motifs, simplement pour avoir manifesté leur colère : 1 143 employés avaient été licenciés sans cause réelle en 2014, alors que l'entreprise engrangeait 2,5 milliards de dollars de profit net après impôt. Seulement 447 d'entre eux, selon la direction de l'entreprise, retrouveront un emploi, le plus souvent précaire ; sept cents ouvriers resteront sur le carreau ; seize se suicideront. La vie est dure.

22 janvier 2016. Macron participe au Forum économique mondial à Davos, où il se livre à une tournée diplomatique et médiatique des plus ordinaires – qui force l'admiration des pisse-copies, émerveillés par l'agenda du ministre. Il en profite pour enterrer tranquillement les 35 heures, qui doivent disparaître, dit-il, « *de facto*, mais à travers des accords majoritaires dans les entreprises ». Il me semble cependant qu'une telle décision ne relève pas d'un « accord » – qui serait en réalité la soumission des salariés au chantage patronal – mais du pouvoir législatif, au cas où la France serait encore une démocratie parlementaire. Ce léger détail juridique ne dérange apparemment personne.

29 janvier 2016. L'excellent journal *Le Monde (Niel)* publie un entretien avec le très vénérable prince Tourki ben Fayçal Al Saoud, présenté comme « l'influent chef des renseignements du royaume saoudien de 1977 à 2001 ». *Le Monde* n'hésite pas à pousser le prince dans ses derniers retranchements, par des inter-

rogations aussi dérangeantes que : « Quelle solution préconisez-vous à cette crise au Moyen-Orient ? »

Rien ne permet d'avancer que les services secrets saoudiens, sous l'autorité débonnaire de cet aimable personnage, auraient été responsables de tortures systématiques, d'assassinats et d'attentats programmés à travers le monde, de l'armement et du financement de mouvements terroristes intégristes et autres bandes de criminels. Absolument rien, la preuve : l'excellent journal *Le Monde* ne fait aucune allusion à de telles pratiques.

12 février 2016. Dans un communiqué de presse commun, Stéphane Le Foll et Emmanuel Macron « appellent les entreprises de la transformation et de la distribution à ne pas entraîner de baisses sur les prix payés aux éleveurs ». Ils tentent ainsi de calmer la colère des agriculteurs, qui manifestent, parfois avec violence, depuis plusieurs semaines. Aucune mesure contraignante ne sera prise. La famille Besnier, propriétaire à 100 % de Lactalis, continuera donc à régner sur la filière selon son bon plaisir. Sa fortune – pour ce qu'on peut en savoir car la dissimulation est de règle dans le clan – est passée, selon le classement *Challenges*, de 3 milliards d'euros en 2011 à 7 milliards en 2015 : tout va très bien, pourvu que ça dure. Et ça va durer : en 2018, la fortune des Besnier atteindra au moins 12 milliards d'euros, si ce n'est 22 milliards, selon le magazine *Forbes* ! Beaucoup plus modeste, la famille Fiévet, propriétaire des fromageries Bel, aura vu son patrimoine grimper de 725 millions en 2011 à 2,750 milliards en 2017. Pendant ce temps, les paysans peuvent crever, tout le monde s'en…

22 février 2016. Sur recommandation de Xavier Niel, Emmanuel Macron reçoit en toute discrétion le milliardaire américain Peter Thiel (2,7 milliards de dollars selon *Forbes*), fondateur de PayPal et gros investisseur dans Facebook et Airbnb. Et soutien de Donald Trump, après avoir déclaré : « Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles. Ce n'est

pas possible dans un monde technologiquement évolué ». Peter Thiel est, avec Alex Karp et In-Q-Tel, fonds d'investissement de la CIA, le cofondateur de Palantir, une entreprise d'analyse de données, de fichage et d'espionnage qui travaille surtout pour les services de renseignement et de police américains. Il est membre du comité directeur du Bilderberg Group et participe à toutes ses réunions annuelles.

23 février 2016. L'ancien ministre Bruno Le Maire, membre de la Commission trilatérale en 2014, se porte candidat à la primaire de la droite. Pour quoi faire ? Certainement pas pour y défendre de sincères convictions : alors qu'il préconise « une baisse d'ampleur de la CSG, qui constitue le symbole du poids de plus en plus massif des prélèvements fiscaux et sociaux pesant sur les Français », il en augmentera sans état d'âme le taux de 1,7 point – soit une hausse de 26 % subie par les retraités – lorsqu'il deviendra ministre de l'Économie et des Finances en 2017.

Le 8 octobre 2013, *Mediapart* avait révélé que son épouse Pauline Le Maire, née Doussau de Bazignan, avait été rémunérée depuis 2007 en tant qu'assistante parlementaire, sans qu'ait jamais été explicitée la nature de ses fonctions. Cet emploi de complaisance n'avait alors pas posé de problème, d'autant qu'il était apparu qu'une bonne cinquantaine de députés faisaient de même, sans que leurs noms ne soient rendus publics. Une anecdote vite oubliée, qui n'est évoquée nulle part lorsque Bruno Le Maire déclare sa candidature, ni d'ailleurs lorsqu'il sera nommé ministre par Macron.

En juillet 2014, *Mediapart* avait épinglé un autre candidat à la primaire, Jean-François Copé, dont l'épouse Nadia était l'assistante parlementaire depuis six ans.

4 mars 2016. *Dépêche AFP* : « Le prince Mohammed ben Nayef a été reçu à l'Élysée et décoré de la Légion d'honneur par le président François Hollande. [...] Depuis le début de l'an-

née, le régime saoudien a procédé à soixante-dix exécutions ». Le prince a été reçu à déjeuner par Manuel Valls et a rencontré Jean-Yves Le Drian, Jean-Marc Ayrault et Bernard Cazeneuve. Il a enfin été raccompagné à l'aéroport d'Orly par Emmanuel Macron, avec toutes les marques de déférence voulues. Les agendas officiels des ministres ont omis de mentionner ces entrevues. Les médias ne les ont guère signalées.

C'est en pure perte que le gouvernement français se vautre dans la bassesse la plus répugnante. Car l'homme fort du sanglant régime saoudien n'est pas ce prétendu prince héritier : un an plus tard, il sera démis de toutes ses fonctions et écarté de la succession par le roi Salmane, en faveur de son propre fils, le très énergique (c'est un euphémisme) Mohammed ben Salmane... auquel le président Macron ira humblement présenter ses devoirs en novembre 2017, avant de le recevoir chaleureusement à Paris le 10 avril 2018.

4 mars 2016. Sur ordre du juge Sergio Moro, l'ancien président du Brésil Lula da Silva subit une perquisition de son domicile et une garde à vue. Sur la base d'une dénonciation calomnieuse, il sera inculpé en août pour corruption et condamné, sans l'ombre d'une preuve, par le juge Moro, le 12 juillet 2017, à neuf années de prison – alors que Lula était donné grand favori de l'élection présidentielle. En novembre 2018, Sergio Moro sera nommé « ministre de la Justice et de la Sécurité publique » par le nouveau président Jair Bolsonaro, d'obédience fasciste affirmée, partisan de la torture et nostalgique des dictatures militaires au Brésil et au Chili.

4 mars 2016. Le porte-parole du ministère allemand de l'Environnement déclare que « la centrale nucléaire de Fessenheim est trop vieille et devrait être fermée le plus vite possible ». Le cabinet de Madame Merkel semble ignorer que l'Alsace, libérée par la 2e DB en novembre 1944, ne fait plus partie du *Gau Baden-Elsass*.

Halt die Klappe ! En Allemagne, l'abandon du nucléaire a stimulé la consommation massive de charbon et de lignite. Les Européens sont contaminés par la pollution due aux centrales à charbon : elles provoquent de graves affections cardiovasculaires et respiratoires qui causent vingt-trois mille morts par an, dont mille quatre cents en France [WWF et al. *Le nuage noir de l'Europe*, 2016].

Alors qu'Emmanuel Macron s'est engagé sur une réduction à 50 % de la part du nucléaire dans la production d'électricité en 2025, le superflu « ministre de la transition écologique et solidaire », Nicolas Hulot, devra reconnaître que cet objectif est complètement irréaliste et de plus incompatible avec la diminution des émissions de CO_2.

9 mars 2016. Dans tout le pays, cinq cent mille manifestants s'opposent à la destruction du droit des travailleurs que veut imposer la « loi El Khomri ». Cette loi a de fait été écrite sous l'égide d'Emmanuel Macron, à partir d'un rapport franco-allemand rédigé par Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein (directeur de l'Institut Jacques Delors à Berlin), lesquels reprenaient les exigences du patronat transnational. Le 31 mars, plus d'un million de manifestants. Et encore cinq cent mille le 28 avril. Les éditocrates – qui omettent d'exposer les motifs de la colère populaire – osent évoquer « un essoufflement du mouvement ». Les adversaires du projet ne peuvent défendre leurs positions à la radio ou à la télévision car ils sont sommés, comme devant un tribunal, de s'expliquer sur des excès commis en fin de défilé, et juste devant les caméras de télévision, par des provocateurs que la police se garde bien de neutraliser tandis qu'elle tabasse de paisibles manifestants. Et bien sûr, pendant que les syndicalistes sont soumis à la question, de spectaculaires « scènes de violences » défilent en boucle sur l'écran. Certains présentateurs en deviennent hystériques. Par exemple Olivier Galzi, qui éructe sur *I-Télé (Bolloré)* : « Moins de participants mais plus de violences. Il y a des policiers qui essaient de protéger et il y a des gens qui les agressent ». Ou Apolline de Malherbe, dans un état proche de la démence sur *BFM TV (Drahi)*, qui interpelle Olivier

Besancenot en glapissant huit fois la même question « Est-ce que vous condamnez les violences ? » et onze fois une autre question débile « Est-ce que les casseurs sont des manifestants ? » Et pourquoi pas : « Répondez, Besancenot, est-ce que les canards sont des mammifères ? »

Afin de faire adopter sans vote le projet de loi, le gouvernement décide de recourir à l'article 49-3, qu'un certain François Hollande avait autrefois qualifié de « déni de démocratie ». Les manifestations des 17, 19 et 26 mai réunissent à nouveau des centaines de milliers de travailleurs. Cependant, avec la complaisance des autorités de police qui tardent à intervenir, des éléments dont on ne connaît pas l'origine se livrent à des débordements, largement étalés dans la presse – qui en oublie bêtement d'aborder toute question de fond sur le droit du travail. Le pouvoir voudrait réduire le vaste mouvement de revendication à quelques bandes d'individus exaltés ou secrètement manipulés.

Pour exacerber l'agitation, les cortèges sont infiltrés par des policiers (ou autres ?) déguisés en manifestants et équipés d'armes dangereuses. Lorsqu'ils sont repérés et filmés, ces sbires refusent de révéler à quel service ils appartiennent et s'éclipsent rapidement. Sur ces faits, les médias dominants font le silence absolu.

Complices de cette sournoise « stratégie de la tension », les télés abusent l'opinion : diffusion en permanence d'images trompeuses, défilement continu sur les écrans de bandeaux alarmistes, répétition de commentaires apocalyptiques. Le délire médiatique s'enfonce dans les abysses : Jean-Michel Aphatie accuse la CGT de fomenter « la guerre civile », tandis que Nathalie Saint-Cricq stigmatise sur *France 2* « une technique révolutionnaire bien orchestrée ». Franz-Olivier Giesbert touche le fond en vomissant que « la CGT, c'est un syndicat qui est parti en sucette et qui a pris en otage les Français » et en écrivant dans *Le Point (Pinault)* que « la France est soumise aujourd'hui à deux menaces qui mettent en péril son intégrité : Daech et la CGT ».

Pourtant, le 14 juin, plus d'un million de personnes défilent partout en France contre la loi scélérate. Les 23 et 28 juin, et le

5 juillet, les rassemblements se heurtent aux dispositifs paramilitaires déployés sous le commode et fallacieux prétexte de l'état d'urgence.

Depuis le début de la contestation, des centaines de personnes ont été arrêtées sans motif, raflées au hasard, en violation flagrante de l'article 432-4 du Code pénal[11]. Des condamnations à des peines de prison ont été prononcées, dans la hâte et sans preuves, par des juges indignes, soumis aux ordres du pouvoir exécutif.

Afin de dissuader les manifestants, les brutalités policières sont devenues systématiques et sont couvertes par les autorités politiques et judiciaires ; elles ont causé des milliers de blessés. Certains ont été grièvement atteints, suite à des matraquages à terre ou à des tirs tendus de *Flash-Ball* (ou lanceur de balles de défense de 40 mm) ou à l'usage incontrôlé de grenades redoutables (lacrymogène PLMP7, de désencerclement DMP, à effet de souffle GLI F4). Résultats : hémorragies, brûlures, fractures, œdèmes cérébraux, enfoncements de la boîte crânienne, mâchoires et dents brisées, visages défigurés, énucléations, mains arrachées et autres mutilations. Blessures de guerre, blessures de la guerre des classes.

Ainsi se révèle le mufle obscène de la soi-disant « démocratie libérale » : lorsque l'intoxication médiatique ne suffit plus à endormir les masses, lorsqu'il faut faire passer en force les dites « réformes », la répression armée et le terrorisme d'État entrent en action.

À Rennes, un jeune homme a perdu un œil, du fait d'un tir de la police. Le préfet de Bretagne, Patrice Strzoda, couvre ses troupes et se montre particulièrement virulent à l'encontre des manifestants. Il est surnommé « Monsieur Flash-Ball ». En mai 2017, il sera nommé directeur de cabinet du président Macron. Il embauchera un certain Benalla [voir au 16 novembre 2016] à qui il fera obtenir un permis de port d'arme et dont il couvrira les agissements.

11 « Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique [...] d'ordonner ou d'accomplir arbitrairement un acte attentatoire à la liberté individuelle est puni de sept ans d'emprisonnement et de cent mille euros d'amende. »

Malgré la propagande du régime et des médias, de multiples études ont pu observer durant ces quatre mois que les trois quarts des Français se sont toujours montrés hostiles au projet de loi. Mais la volonté du peuple ne pèse plus rien : le 20 juillet 2016, la loi portant destruction du droit des travailleurs est définitivement adoptée, sans vote, devant une poignée de députés. Pendant ce temps, la campagne de Macron bat son plein.

3 mars 2016. *L'Obs (Niel)*, en couverture, « La fusée Macron : son plan secret pour 2017 », et une photo en noir et blanc, de trois quarts, avec un petit sourire en coin. Secret terrible, livré en pages intérieures : « En lançant son mouvement *[quand ?]* et en publiant deux livres *[lesquels ?]*, le ministre de l'Économie affiche son ambition : prendre la main sur la campagne présidentielle de Hollande. Ou le suppléer si le chef de l'État renonçait ».

8 mars 2016. Soirée de lancement de la « nouvelle formule » de *L'Express (Drahi)*. Le directeur de la rédaction, Christophe Barbier, s'affiche bras dessus-bras dessous entre Brigitte et Emmanuel Macron, tout souriants, sur le site *Pure People (Ladreit de Lacharrière)*.

9 mars 2016. En couverture de *L'Express (Drahi)*, en très gros plan, éclairage dur, regard sévère, lèvres serrées, sourcils froncés, « MACRON, CE QUE JE VEUX POUR 2017 ». Dans un long entretien « en exclusivité pour *L'Express*, il esquisse pour la première fois un projet global pour réformer le pays. Un programme présidentiel ? » En guise de programme, il y expose tout et son contraire, en un laïus parfois pédant, souvent nébuleux, où flottent quelques assertions sans consistance, du style : « donner à la jeunesse la possibilité de choisir pour elle-même quand elle sera en responsabilité » ou « exprimer un choix clair *[sic]* en faveur d'un libéralisme économique et politique, avec un socle de solidarité collective, de régulation ». Dans une de ces phrases creuses dont il a le secret, il nous enseigne doctement que

« le temps présidentiel est un temps démocratique de composition et de recomposition », comprenne qui pourra.

Et de proclamer haut et fort : « Mon combat, c'est celui pour le progrès et la mobilité ». Formulé ainsi, cet idéal devrait recevoir un large assentiment, personne n'étant vraiment favorable au recul ou à l'inertie. Le bon apôtre Emmanuel compte bien « continuer à expliquer, à donner du sens, à proposer, de manière bienveillante et ouverte ». Mais en réalité, il n'est qu'un seul sujet sur lequel il se soit exprimé sans ambages : « Si l'on veut relancer l'Europe et la zone euro, il faut accepter de nouveaux transferts de souveraineté et les contraintes que cela impose ». À bon entendeur...

11 mars 2016. Selon la une du *Figaro (Dassault)*, « Les ambitions de Macron exaspèrent les socialistes ». Depuis quelques temps, le quotidien a pour mission de laver Emmanuel Macron de tout soupçon de « socialisme ». Ainsi, le moment venu, les électeurs de droite n'auront aucune peine à lui apporter leurs suffrages.

Ce jour, Bercy annonce qu'après Toulouse-Blagnac, les aéroports de Nice et de Lyon vont être privatisés, ainsi que le prévoit la « loi Macron ». Les aéroports de la Côte d'Azur (Nice, Cannes, Saint-Tropez) seront gérés par Atlantia, groupe qui appartient à la famille Benetton. Atlantia avait obtenu le juteux contrat de perception de l'écotaxe en 2011 ; suite à l'abandon stupide de cette taxe en 2014, l'État a dû verser près d'un milliard d'euros de « dédommagement ». En Italie, Atlantia gère trois mille kilomètres d'autoroutes et encaisse des profits considérables bien qu'elle participe de la négligence générale dans l'entretien des infrastructures. En 2018, Atlantia achètera le groupe espagnol Abertis dont la filiale Sanef exploite près du quart des autoroutes françaises ; le bénéfice net de Sanef, présidée par Alain Minc, s'est élevé à 27 % du chiffre d'affaires en 2017.

Les gouvernements européens cèdent peu à peu la gestion, non seulement des autoroutes, mais aussi de tous les aéroports

à des exploitants privés. Alors que les États-Unis (des communistes, sans doute ?) continuent de considérer autoroutes et aéroports comme des « monopoles de fait », au service de la collectivité et à caractère stratégique national, ce qui interdit toute privatisation.

17 mars 2016. La couverture de *VSD (Mohn)* nous montre les Macron en promenade, chaudement vêtus :

Emmanuel Macron et Brigitte
UN COUPLE POUR L'ÉLYSÉE

Beaucoup plus direct que ses confrères, le magazine met les pieds dans le plat. Il vante les atouts de Macron : « Les Français le jugent crédible. Des comités de jeunes le soutiennent. Sa femme joue un rôle clé à ses côtés ».

Ce même jour, et ce n'est pas un hasard, publication d'un sondage Ifop-Fiducial, « Les Français et la candidature d'Emmanuel Macron à la présidentielle de 2017 », qui aurait été réalisé pour la minuscule station *Sud Radio (Latouche)*. Dans l'hypothèse de cette candidature – et en l'absence de François Hollande – les intentions de vote pour Macron (17 %) approcheraient celles pour Sarkozy (19 %), tandis que Le Pen resterait largement en tête du premier tour avec 28 %. Mais Macron ne ferait pas le poids face à Juppé, crédité de 32 %, en n'obtenant dans ce cas que 14 % des voix.

Quelques précisions peuvent s'avérer utiles. En 1990, le richissime papa de Laurence Parisot lui a acheté l'Ifop, le plus ancien institut de sondage français. Celle-ci devient présidente du Medef en 2005. En 2006, elle entre au conseil d'administration de BNP Paribas, où siège Claude Bébéar. Elle propose à Emmanuel Macron, âgé de 28 ans, le poste de directeur général du Medef – sans doute à l'initiative de sa conseillère intime, Rosine Lapresle, dont le père fut pendant trente ans gynécologue à Amiens. Macron n'accepte pas mais ils resteront désormais en contact étroit. En mai 2013, Laurence Parisot déclare à

L'Express (De Nolf) : « Emmanuel est un précieux relais de la voix des entreprises ».

Quant au propriétaire de *Sud Radio*, ainsi que de *Lyon Capitale TV*, Christian Latouche, ses envolées ultraréactionnaires ont été notées à plusieurs reprises. Homme d'affaires prospère (fortune : 2 milliards d'euros), il a fondé le groupe Fiducial de conseil juridique et financier aux entreprises – et d'optimisation fiscale, ce qui, comme chacun sait, n'a aucun rapport avec l'évitement de l'impôt ou la fraude. Les spécialistes ont remarqué que certains articles de la « loi Macron » semblent taillés sur mesure pour Fiducial car ils devraient permettre au groupe d'étendre considérablement son activité dans le domaine judiciaire et notarial. Depuis des années, Fiducial finance les études politiques effectuées par l'Ifop, ainsi que par OpinionWay dont les publications font l'objet de multiples controverses.

20 mars 2016. Après les récentes couvertures macronesques de *L'Obs*, *L'Express*, *VSD*, *Le Figaro*, *Le Monde*, etc., nous avons droit à un dossier spécial sur Brigitte Macron dans *Gala (Mohn)* : « Hier encore, elle nous intriguait. Aujourd'hui, l'épouse du présidentiable ministre de l'Économie séduit. Une First Lady est peut-être née ». Il y est prétendu qu'elle a « 56 ans », alors qu'elle fêtera son soixante-troisième anniversaire le 13 avril prochain. Brigitte Macron porte des robes « prêtées » par Louis Vuitton, la marque dirigée par son amie Delphine Arnault. Une photo la montre au défilé de mode Vuitton, « au premier rang au côté de l'homme d'affaires Bernard Arnault ».

Finalement, c'est dans cette presse-là que se dévoile, par accident, la réalité de l'Opération Macron. Et c'est dans une biographie très glamour, écrite par deux échotières en mars 2017, que sera livrée en toute ingénuité, à propos des vêtements chics de Brigitte, cette confidence intéressante : « Début 2016, les Macron dînaient chaque semaine, ou presque, chez Bernard Arnault, propriétaire de LVMH » [C. Derrien, C. Nedelec, *Les Macron*, p. 209].

1er avril 2016. Sur Twitter, à 7 h 26 ce matin, Alain Juppé s'indigne derechef : « Faire procès à la France *[c'est-à-dire à moi Juppé !]* de porter une part de responsabilité dans le génocide au Rwanda est une honte et une falsification historique ». Une réponse au président rwandais Paul Kagame, qui a déclaré le 28 mars que l'accession de Juppé à la présidence de la République « risquerait fort de signifier la fin de toutes relations entre la France et le Rwanda ». Ce qui serait somme toute négligeable si Kagame n'était très proche du redoutable Joseph Kabila, président du Congo, dont les richesses minières sont colossales : entre autres, la moitié des réserves connues de cobalt, un métal d'importance stratégique.

Le président Kagame sera reçu avec tous les honneurs à l'Élysée le 23 mai 2018. Il se félicitera d'« une nouvelle approche qui correspond à une nouvelle époque ». En octobre, Macron fera nommer secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires étrangères du Rwanda ; celle-ci avait menacé, en 2016, de publier les noms de responsables politiques français impliqués dans le génocide de 1994.

6 avril 2016. À Amiens, dans une petite réunion devant deux cent cinquante personnes, Emmanuel Macron prend son air le plus grave pour enfiler comme des perles un chapelet de platitudes revenant à dire que, en fin de compte, tout bien pesé et après y avoir mûrement réfléchi, il préférerait que la situation de la France s'améliore plutôt qu'elle ne s'aggrave. Au bout d'une bonne heure de niaiseries, il annonce enfin la naissance d'En Marche : « J'ai décidé qu'on allait créer un mouvement politique nouveau. C'est un mouvement qui sera pas à droite, qui sera pas à gauche ». Se lancerait-il dans une carrière d'imitateur comique de François Bayrou ?

Mais ce n'est pas du tout une plaisanterie. Il s'agit en effet d'opérer en France ce qui réussit aux capitalismes américain, anglais, allemand : la fin du clivage droite-gauche, au profit d'une politique uniforme, vouée exclusivement à l'enrichissement sans

frein des ploutocrates. L'alternance à la française entre le parti conservateur (quelle que soit son étiquette du moment : UDR, RPR, UMP) et le parti soi-disant « socialiste » a fait son temps. Aux élections européennes de 2014, le total des voix de l'UMP et du PS a atteint à peine 35 %. Il est devenu trop visible, sous Hollande, que le passage de l'un à l'autre ne changeait rien aux orientations de la politique économique et sociale. Le rôle assigné au PS depuis une trentaine d'années – égarer les électeurs progressistes – touche à sa fin. Ce que repère François Ruffin en une formule : « La macronite c'est le "socialisme" en phase terminale ». L'abstention et les votes non conformes augmentent de plus en plus. Ils ont beau être traités de populistes ou d'extrémistes, ils ne sont que différents d'une idéologie dominante qui peine à convaincre, malgré le système de coercition mentale, et si besoin physique, qu'elle a mis en place. Le rituel bien rodé de l'alternance risque d'exploser. Or, une « grande coalition » à l'allemande ne fait pas partie des usages français et ne saurait être comprise par l'électorat. D'où la nécessité de faire table rase afin de mettre en place cette coalition sans en avoir l'air, c'est-à-dire de créer un parti central qui réunira en son sein des conservateurs et des « socialistes ». De préférence des seconds couteaux ambitieux, n'ayant pas encore trop profité du système et qui attendent leur part du fromage avec quelque impatience.

Très loin d'être un mouvement populaire, En Marche sera un parti de politiciens aguerris, à l'organisation extrêmement rigide, où les comparses recrutés pour la circonstance devront obéir aux chefs de file venus des formations traditionnelles, et surtout du PS ou de l'UMP rebaptisée Les Républicains. En Marche sera présenté aux médias et aux politologues – qui tomberont tout droit dans le panneau – comme une « start-up politique », une organisation « from scratch et bottom up » *[en français : à partir de rien et du bas vers le haut]*, alors que ce parti est tout le contraire : une structure pyramidale, créée par le haut, avec dès le départ de gros moyens, où les décisions relèvent d'un politburo très restreint, quand ce n'est pas du seul chef suprême, et sont imposées sans discussion possible à l'ensemble des adhérents, considérés comme une piétaille pour gonfler l'assistance et la

claque des meetings et assurer toutes les tâches matérielles des campagnes électorales. Quant aux députés novices élus sous l'étiquette La République en marche, répétant comme des perruches les éléments de langage fournis par les communicants, applaudissant debout la moindre phrase du moindre ministricule, ils formeront une manière de secte envoûtée par son gourou cosmique. Ainsi se profile le règne sans partage d'un extrême centre radicalisé, qui se croit porteur de toute vérité et qui interdira tout écart à ses dogmes imposés par les forces de l'argent.

7 avril 2016. *Le Figaro (Dassault)* jubile sur la largeur de sa une : « Emmanuel Macron bouscule la gauche ». Alléluia ! Il est des nôtres ! Le quotidien continue de repeindre Macron aux couleurs de la droite. Sur *lefigaro.fr*, l'auteur du « Scan politique » ne s'est pas trop fatigué : « Comment a été pensée la fusée Macron ». Et de nous expliquer doctement que « conscient de sa stature de présidentiable en puissance, le locataire de Bercy vient de lancer un mouvement, baptisé En Marche, pour structurer ses soutiens. Si le chef de l'État n'y allait pas en 2017, il est certain qu'il tentera sa chance ». Ah, mes amis, quelle nouvelle !

Toute la presse, hésitant entre un scepticisme de bon aloi et une satisfaction par trop visible, parle du lancement par Emmanuel Macron de son propre mouvement politique. Avec bien d'autres, *Le Monde (Niel)*, enfonce les portes ouvertes : « Emmanuel Macron a tombé le masque : oui, le ministre de l'Économie se verrait bien, un jour, président de la République ». Fichtre ! Qui l'eût cru ?

8 avril 2016. *Libération (Drahi)* se croit spirituel en titrant « Macron lance sa boîte de l'ego », avec une photo, sur fond rouge, occupant toute la une du quotidien, du dynamique bambin qui semble gravir un escalier quatre à quatre – image ô combien subtile de l'ascension vers l'Élysée, chacun l'aura compris. Laurent Joffrin, qui a du mal à réprimer sa joie, fait semblant d'émettre une réserve : « Sa devise principale, "ni à droite ni à gauche", suscite quelques questions. Est-elle si neuve ? François

Bayrou l'a adoptée depuis longtemps, Valéry Giscard d'Estaing l'avait anticipée ». Ce qui revient aussi à dire que Macron a l'étoffe d'un président de la République et que Bayrou devrait le rejoindre.

10 avril 2016. *Le JDD (Lagardère)* ouvre largement ses colonnes à Emmanuel Macron pour présenter son mouvement En Marche, dont la principale qualité serait d'être « authentique ». Le soir, c'est au tour du JT de *France 2* d'offrir de l'espace publicitaire à Macron : « Il y a toutes les trente secondes un nouvel adhérent » affirme-t-il. Il faut dire que c'est gratuit et qu'il suffit de donner son adresse de courriel. Mais il ment une fois de plus : en réalité il ne s'agit que des *clics* sur le site et non des adhésions. La presse, magnanime, ne dénoncera pas ce truquage mais évoquera aimablement « l'art d'enjoliver la réalité », ce qui est plus courtois en effet que d'accuser notre « authentique » Macron de répandre des *fake news*.

12 avril 2016. Le groupe NextRadioTV, contrôlé désormais par Patrick Drahi [voir au 4 décembre 2015] entre dans le capital de la chaîne *Numéro 23* ; il en possédera la totalité en juillet 2017 et la rebaptisera *RMC Story* en septembre 2018. La fréquence, qui appartient au domaine public, avait été cédée gratuitement à Pascal Houzelot et ses associés milliardaires Arnault, Niel et Pinault [voir au 12 décembre 2012]. Elle est estimée à un montant avoisinant une centaine de millions d'euros, alors que sa part d'audience est inférieure à 1 %. Cet abus de bien public a provoqué quelques grincements de dents, vite étouffés.

14 avril 2016. La veille dans *Gala (Mohn)*, aujourd'hui en couverture de *Paris-Match (Lagardère)*, le couple Macron, une photo en pied, tout sourire, main dans la main : « Ensemble sur la route du pouvoir ».

Comme quoi toute fausse pudeur a été depuis longtemps balayée ! Les « photos de leur album intime » ont été four-

nies avec complaisance par Brigitte Macron qui s'est confiée à Caroline Pigozzi, une spécialiste des affaires vaticanes, ancienne élève de Sainte-Marie-de-Passy et de l'institut San Domenico de Rome, qui a publié un *Jean-Paul II intime* en 2005. Madame Macron semble être subjuguée : « Mon mari, addict *[en français : accro]* au travail, est un chevalier, un personnage d'une autre planète qui mêle une intelligence rare à une humanité exceptionnelle ». Un humain extra-terrestre ? Les consultants lui ont sans doute expliqué que, pour rendre une publicité efficace, on n'en fait jamais trop.

Voici comment la confidente de Brigitte Macron décrit l'activité exercée par l'enseignante : « Dix-huit heures de cours par semaine dont beaucoup au tableau noir, mais cinquante heures de travail effectif avec la préparation et la correction des copies ». *Paris-Match* ne nous avait pas habitués à prendre ainsi en considération le travail des professeurs, usuellement brocardés pour leurs courts horaires et leurs longues vacances.

Emmanuel Macron prétend le jour même que ces confessions et cet étalage étaient « une bêtise ». Qui peut le croire ? Comme disent les Italiens : « *Lanciare il sasso e nascondere la mano* ». Le lâche – ou le petit malin – sait « jeter la pierre et cacher sa main ».

14 avril 2016. Emmanuel Macron est à Londres pour un dîner avec des banquiers et des hommes d'affaires, à l'invitation d'un dirigeant de Goldman Sachs. Il prétend être venu chercher des donateurs pour En Marche, comme s'il n'en trouvait pas assez en France avec son staff de banquiers. Ce radotage sera reproduit à diverses reprises pour « expliquer » les fréquents voyages de Macron à l'étranger.

14 avril 2016. Le Parlement européen adopte la directive sur « la protection du secret des affaires », qui devra être transcrite dans les législations nationales d'ici à deux ans. Pourra être condamnée toute personne qui s'aviserait de signaler ce que les entreprises veulent dissimuler aux citoyens. Plus que jamais,

l'information sur les entreprises ne sera qu'une branche annexe des *Public Relations.*

Dans le cadre de la loi Macron de 2015, des dispositions, soutenues par le rapporteur Richard Ferrand, verrouillaient l'information sur les pratiques et produits des entreprises ; elles avaient été retirées en catastrophe face au tollé des syndicats de journalistes. En mars 2018, des députés de La République en marche poursuivront le même dessein liberticide par une proposition de loi, qui sera adoptée via une procédure accélérée.

17 avril 2016. Sur la *BBC*, Emmanuel Macron se félicite d'être comparé à Tony Blair : « *Thanks for the compliment* ». Après sa brillante carrière politique, le très honorable [*The Right Honourable*] Tony Blair est devenu conseiller pour la banque JP Morgan, l'assureur Zurich Financial Services, le gouvernement du Koweït, un fonds d'investissement d'Abu Dhabi, etc. Il a aussi été embauché comme consultant par le dictateur ubuesque du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, moyennant 8 millions de livres d'honoraires annuels. Un exemple à suivre.

20 avril 2016. Emmanuel Macron est partout. Il donne une interview au quotidien belge *Le Soir (Hurbain)* : En Marche a pour objectif de « travailler à un projet présidentiel ». C'est clair.

21 avril 2016. Emmanuel Macron est partout. Il donne une interview aux quotidiens du groupe EBRA (Crédit Mutuel) : *Le Progrès*, *Le Dauphiné*, *Dernières Nouvelles d'Alsace*, *L'Est républicain*, etc. En Marche a pour objectif de « préparer la refondation dont le pays a besoin dans de nombreux domaines ». Déjà moins clair.

24 avril 2016. Emmanuel Macron est partout. Il donne une interview de vingt-deux minutes sur *Arte* à propos entre autres de la politique commerciale européenne. Et incidemment il indique à deux reprises qu'En Marche a pour objectif de « construire une action commune pour le pays ». Plutôt obscur.

25 avril 2016. En visite dans une usine à Issoire (Puy-de-Dôme), le ministre de l'Économie est pris à partie par des ouvriers : « Vous ne connaissez pas le monde du travail ! Vous ne savez pas ce que c'est que de se lever à cinq heures du matin pour gagner un Smic de rien du tout. Vous allez le payer de vous foutre de la gueule du peuple ». Réaction d'Emmanuel Macron : « Il y a des gens pour qui ça ne va pas mieux, il y a un pays qui en moyenne va mieux ». C'est sûr que ça va mieux, en faisant la moyenne entre les milliardaires dont le patrimoine augmente d'au moins 15 % par an et « les gens » dont le niveau de vie stagne depuis dix ans. Comme l'écrivait Michel Audiard, que Macron dit apprécier : « Pourquoi certains n'auraient pas tout ? Il y en a qui n'ont rien, ça fait l'équilibre ».

Emmanuel Macron, qui ne semble pas avoir une grande culture en économie politique, révèle à son insu un penchant pour la doctrine utilitariste initiée par Jeremy Bentham [1748-1832], qui supposait que « l'intérêt de la communauté est la somme des intérêts des divers membres qui la composent », sans se soucier de la répartition des richesses et des revenus. Au contraire, pour David Ricardo [1772-1823] « cette distribution, voilà le principal problème en économie politique ». C'est un choix idéologique fondamental : pour Macron, du moment que, globalement, la richesse augmente – ce qui en pratique consiste à ce que les riches deviennent encore plus riches – tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

29 avril 2016. Dans *Valeurs actuelles (Safa)*, Yves de Kerdrel, un ami personnel d'Emmanuel Macron mais qui prétend ne pas le soutenir, écrit : « Personne ne peut nier sa compétence, sa connaissance du secteur privé et son aisance sur la scène internationale. Tout ce qu'il a déjà entrepris et tout ce qu'il pourra encore mener sera forcément utile pour la France ». Si la *neutralité* place la barre à ce niveau, il ne va pas être aisé pour ceux qui le soutiennent d'en faire davantage.

30 avril 2016. Brigitte et Emmanuel vont passer une nuit dans un hôtel chic de Ville-d'Avray, avec un photographe dans leurs bagages, ce qui permet à *Closer (Berlusconi)* de consacrer sa couverture et plusieurs pages « exclusives » à cet événement, et de raconter que « dans ces paysages qui ont tant inspiré les impressionnistes, le Mozart de la finance savait qu'il pourrait se ressourcer ». Voyez, braves gens, comme Emmanuel Macron est un homme de goût, sensible aux plaisirs culturels.

Sur *France Culture*, en janvier 2017, il énoncera d'un ton solennel, en une assez jolie macronade[12] : « Mon projet culturel est un projet politique en ce que c'est un projet d'émancipation ». Hum ! Ce moderne Trissotin devrait relire *Les Femmes savantes* : « On cherche ce qu'il dit après qu'il a parlé / Et je lui crois, pour moi, le timbre un peu fêlé ». Quel dommage qu'Emmanuel Macron n'ait pas embrassé la carrière littéraire dont il rêvait : nous n'aurions pas à le subir comme chef de l'État et ses œuvres nous procureraient de bons moments de franche rigolade.

2 mai 2016. Un sondage Ifop-Fiducial, encore pour la seule mini-station *Sud Radio (Latouche)*, donne le résultat escompté : Macron (22 %) devancerait Sarkozy (18 %) au premier tour. Mais il serait largement distancé par Juppé, avec alors 20 % des voix contre 29% au maire de Bordeaux. Les deux options restent donc ouvertes, sachant que Macron devra appliquer exactement la même politique que celle proposée dans le programme d'Alain Juppé.

La société Elabe, pour *Les Échos (Arnault)* et *Radio Classique (Arnault)*, fait mieux : 25 % d'intentions de vote pour Macron, devant Le Pen (24 %) et Sarkozy (18 %). Avec ce com-mentaire pervers : « Alors que ni François Hollande ni Manuel Valls ne seraient en mesure de se qualifier pour le second tour dans aucune des hypothèses testées, Emmanuel Macron arrive en tête des intentions de vote exprimées en cas d'une candidature LR

12 Je distingue les *macronades*, assertions creuses et pompeuses énoncées avec suffisance, des *macroneries*, petites phrases provocatrices, un peu vulgaires, destinées à préparer le terrain pour une communication plus étayée.

portée par Nicolas Sarkozy. Toutefois, dans l'hypothèse d'une candidature d'Alain Juppé, Emmanuel Macron se trouve relégué en troisième position ». Décidément…

Elabe a été fondée en juin 2015 par Bernard Sananès, un ancien d'Havas, très proche de Vincent Bolloré. C'est la filiale « études stratégiques » de l'institut CSA, propriété de Bolloré depuis 2008. Elle collabore étroitement avec *BFM TV (Drahi)*. Bernard Sananès insiste aussi sur sa profonde amitié avec maître Olivier Pardo, connu pour être un ardent défenseur des valeurs judéo-chrétiennes les plus traditionnelles.

8 mai 2016. À Orléans, Emmanuel Macron prononce un discours sur Jeanne d'Arc truffé d'allusions à sa propre trajectoire. Sans doute se prend-il pour la Pucelle (une jeune fille atteinte de « mégalomanie délirante accompagnée d'hallucinations » selon un éminent neuropsychiatre) lorsqu'il se fait lyrique : « Jeanne fend le système. Elle était un rêve fou, elle s'impose comme une évidence. Dans une France déchirée, coupée en deux, elle a su rassembler la France pour la défendre, dans un mouvement que rien n'imposait. Et alors même que la France n'y croyait pas, se divisait contre elle-même, elle a eu l'intuition de son unité, de son rassemblement ». En marche !, aurait-il pu conclure sans provoquer plus d'étonnement. En filigrane, c'est bien la formation d'une *grande coalition* à l'allemande qui se prépare.

27 mai 2016. Revenons sur terre. En visite à Lunel, Emmanuel Macron, est apostrophé par un jeune ouvrier : « On en a marre ! Moi j'ai pas les sous pour me payer un costume comme ça ». Macron lui rétorque : « Vous allez pas me faire pleurer avec votre tee-shirt. La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler ». C'est bien connu, les Français sont des « fainéants » – un mot qu'emploiera Macron après son accession au pouvoir. Non contents d'exploiter la misère humaine, les nantis y rajoutent le mépris. Le jeune proteste en vain : « Depuis l'âge de 16 ans, je travaille, Monsieur ! »

De cette altercation, la machine à communiquer tirera une leçon. Le 24 novembre 2016, juste après le succès de Fillon au premier tour de la primaire, un article de commande dans *Paris-Match (Lagardère)* apportera cette indispensable révélation sur la garde-robe d'Emmanuel Macron : « L'ex-ministre a troqué ses costumes Lagonda à 1 200 euros pour du demi-mesure à 340 euros pièce. Il se fournit chez Jonas et Cie, tailleurs rue d'Aboukir ». Pourquoi tant de minutie sur un sujet anodin ? En tout cas, une intuition remarquable car, par pure coïncidence sans doute, il se trouve que le prix des costumes sur mesure de François Fillon agitera les gazettes pendant la campagne électorale [voir au 12 mars 2017].

28 mai 2016. L'agence de com' Liegey Muller Pons lance « la grande marche » : les premiers militants d'En Marche seront censés se mobiliser pour une campagne de porte-à-porte. En réalité, il n'y eut guère de campagne car le but réel était primo, de faire croire que les adhérents se comptaient déjà par dizaines de milliers, secundo de faire croire qu'Emmanuel Macron menait une campagne moderne et populaire « à la Barack Obama ». C'est le comble de « l'ère du vide » : communiquer sur sa prétendue communication.

Emmanuel Macron, venu dans l'agence LMP pour enregistrer une vidéo pour Facebook, lance quelques phrases en passant : « Il y a là la foule qui monte. Il faut construire avec les gens ». *Mes gens*, aurait dû dire le petit marquis.

L'important est non pas que « grande marche » il y ait, mais que la presse en parle. Ce qu'elle fait séance tenante, avec enthousiasme, en reprenant les éléments de langage qui lui ont été fournis et que l'on retrouve dans cet exemple d'un article paru dans *Les Échos (Arnault)*, les mêmes mots se retrouvant peu après dans des articles du *Monde*, du *Figaro*, etc. et sur *France Inter*, *BFM TV*, etc. : « Une campagne de porte-à-porte dans toute la France pour laquelle 12 000 personnes se sont portées volontaires (sur les 50000 adhérents au mouvement). Pour la mener à bien, Emmanuel Macron s'est appuyé sur la technologie d'une

start-up française. Une application mobile va permettre de faire remonter les informations récoltées sur le terrain par les "marcheurs" auprès de leurs 100 000 interlocuteurs ». De ces dites « informations », les seules traces seront de pures évidences démagogiques utilisées pour le projet En Marche, où figureront des propositions telles que « permettre à chacun de développer ses capacités et de choisir sa vie ». Vaste programme...

Le message trompeur est passé : chiffres énormes d'adhésion, base populaire de bénévoles, proximité et écoute des autres, langage jeune et techno, petite boîte sympa à la pointe du progrès. Or, la réalité, autrement sérieuse, est que la communication de Macron est largement pilotée par des experts d'Havas, sous la houlette de Gilles Finchelstein, qui rencontre le ministre chaque semaine. Mais cette réalité, il faut aller la chercher dans le vénérable quotidien suisse *Le Temps (Ringier)* : « L'agence Havas Worldwide s'occupe de faire de lui le *people* politique incontournable » [« Ces réseaux Macron qui encerclent le pouvoir », 14 avril 2016]. Un apport précieux de prestations professionnelles gratuites, qui n'alourdira pas le budget officiel de la campagne. En effet, aucun contrat n'est signé, suivant les bons principes de Yannick Bolloré, le patron d'Havas : « Si le candidat perd, on est associé à une défaite, s'il gagne, on nous accuse de conflit d'intérêts. Bref, c'est mauvais pour le business ».

Certains experts, se piquant d'esprit critique, verront dans cette « grande marche » un « outil du marketing » ou « une étude de la demande » afin de construire un programme répondant aux attentes, comme on lancerait un produit. C'est jouer au savant alors que l'on ignore tout du marketing. Les études de marché ne sont pas réalisées par des amateurs demandant, au hasard des rencontres, ce que désirent les consommateurs ! Cela fait longtemps qu'il existe des méthodes fiables de recueil (panel postal ou on line, interrogation d'un échantillon représentatif en face à face ou par téléphone, focus group, entretien semi-directif, social listening, etc.) qui n'ont aucun rapport avec un tel procédé, d'où nulle donnée intéressante ne pourrait émerger. Le moment venu, En Marche – comme toutes les autres formations politiques – fera très fortement appel à ces techniques professionnelles (et

souvent coûteuses) pour orienter et piloter la campagne électorale au jour le jour.

31 mai 2016. Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, et Xavier Bertrand, président du Conseil régional, nomment Philippe Vasseur, âgé de 72 ans, « Commissaire spécial à la revitalisation et à la ré-industrialisation des Hauts-de-France ». Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture de 1995 à 1997, a été président du Crédit Mutuel Nord Europe de juin 2000 à janvier 2016. Il déclare au *Courrier picard (Hurbain)* : « Si la mission m'avait été confiée par quelqu'un d'autre qu'Emmanuel Macron, j'aurais hésité. Je connais Xavier. Je connais Emmanuel. Et ils se connaissent entre eux ». Il est avantageux d'avoir des connaissances. Je rappelle qu'Emmanuel Macron est depuis longtemps un client très privilégié du Crédit Mutuel Nord Europe [voir au 4 septembre 2012]. Philippe Vasseur « connaît » Emmanuel Macron : depuis quand ?

1er juin 2016. Édouard Tétreau convie chez lui une trentaine de dirigeants de sociétés pour une rencontre avec Emmanuel Macron. Édouard Tétreau se dit *trusted advisor*, « conseiller de confiance », alors qu'il fait tout bonnement du conseil en stratégie financière auprès de chefs d'entreprise, et spécifiquement dans le patronat chrétien, où il a été introduit par Claude Bébéar (il a travaillé au sein d'Axa Private Equity à New York). Une phrase résume sa *pensée* à la limite de la psychose paranoïaque : « Ma vraie crainte pour l'identité chrétienne de mon pays, c'est la coalition des enfants de 1793, un monstre : le mélencholepénisme ». Tétreau a dirigé le bureau parisien de l'European Council on Foreign Relations, lobby mondialiste financé par George Soros. Il connaît Emmanuel Macron depuis 2010 et « il est un des relais du candidat avec le monde catholique », comme s'en réjouit *Famille chrétienne* (hebdo du groupe franco-belge Média-Participations, contrôlé par la famille Montagne-Michelin avec le soutien financier d'Axa ; premier éditeur de livres pour la jeunesse et de bandes dessinées avec douze millions d'exem-

plaires par an ; fin 2017, le groupe catholique prendra le contrôle des Éditions de La Martinière et des Éditions du Seuil).

2 juin 2016. Un grand raout, financé sur fonds publics, est organisé par Gérard Collomb à l'Hôtel de ville de Lyon pour recevoir Emmanuel Macron. Les six cents invités ne manquent pas de manifester leur soutien au candidat-à-rien.

Durant l'été, l'éminence grise Jean-Marie Girier, chef de cabinet de Gérard Collomb à la Métropole de Lyon, prendra la direction effective de la campagne d'Emmanuel Macron tout en gardant son poste et son salaire jusqu'en décembre. En mai 2017, à 32 ans, Jean-Marie Girier deviendra chef de cabinet du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, puis en septembre 2018 directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand.

9 juin 2016. Conférence Bilderberg, à Dresde. Henri de Castries, qui a décidément d'extraordinaires prémonitions, a invité Édouard Philippe, qui n'est jamais que le maire du Havre, treizième ville de France. Parmi les participants français, on compte aussi Laurent Fabius et Christine Lagarde, et : Patricia Barbizet, bras droit de François Pinault ; Benoît Cœuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne et donc invité quasi-permanent du Bilderberg ; Étienne Gernelle, directeur du magazine *Le Point (Pinault)* et relation de longue date d'Emmanuel Macron.

Et aussi Sylvie Goulard, une députée européenne du Modem, qui invoque volontiers « le Bon Dieu » ou « les exigences de l'Évangile » dans ses interviews. Elle sera pendant un mois ministre des Armées dans le gouvernement d'Édouard Philippe. Elle devra démissionner suite à la révélation de ses activités rémunérées pour l'Institut Berggruen, un lobby mondialiste californien relié à l'Institut Aspen. En dépit, ou plutôt en raison de cela, elle sera propulsée sous-gouverneur de la Banque de France en janvier 2018.

Le Berggruen Institute est un puissant groupe de pression fondé en 2010 par l'affairiste milliardaire Nicolas Berggruen. La liste des membres français parle d'elle-même : Jacques Attali, Jacques Delors, Luc Ferry, Pascal Lamy, Bernard-Henri Lévy, Alain Minc, Jean Pisani-Ferry, Nicolas Sarkozy. Ils y côtoient avec plaisir d'autres chantres de la financiarisation globalisée et de l'asservissement des travailleurs, comme Tony Blair, Francis Fukuyama, Felipe Gonzalez, Mario Monti, Romano Prodi, Condoleezza Rice, Gerhard Schröder, ainsi que de nombreux chefs d'entreprise de taille mondiale.

13 juin 2016. Jean-Pierre Jouyet recrute une magistrate, substitut du procureur au parquet national financier, Ariane Amson, comme conseillère pour la justice à l'Élysée. Lorsque Jouyet sera nommé ambassadeur de France au Royaume-Uni par le président Macron, en juin 2017, elle le suivra, comme « magistrat de liaison ». Son compagnon, Pierre Heilbronn, l'avait précédée à Londres, en tant que vice-président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. En 2005, ce brillant inspecteur des Finances était le supérieur direct d'Emmanuel Macron ; il fut pendant six ans conseiller économique de François Fillon à Matignon, puis directeur adjoint du cabinet de Michel Sapin à Bercy : un parcours intéressant.

23 juin 2016. Emmanuel Macron intervient au colloque organisé à Paris par l'Institut Montaigne et le McKinsey Global Institute : « Aujourd'hui l'ISF pose un problème, prétend-il, pour celles et ceux qui voudraient tout simplement investir et aider au développement des entreprises ». Je ne saisis pas du tout ce *raisonnement*. Prenons une personne détenant une somme considérable, assujettie à l'ISF. Si elle crée sa propre entreprise ou investit dans celle-ci, elle ne sera plus imposée puisque « les biens nécessaires à une activité professionnelle » sont exonérés ; et si elle souscrit au capital d'une PME, elle bénéficiera d'une réduction de 50 %. L'ISF ne pénalise pas l'investissement productif et ne touche que ceux qui se comportent en rentiers ou en

boursicoteurs. Or, l'activité de la Bourse, désormais purement spéculative, ne porte plus que sur des titres déjà émis, et donc sans aucune contribution au développement des entreprises.

Depuis quarante ans, les allégements fiscaux se sont toujours traduits, dans tous les pays, par un gonflement de la spéculation boursière. Le baratin de Macron a pour unique but de diminuer la fiscalité des plus riches oisifs, et en particulier des gros porteurs d'actions, voilà tout. « Ce que j'appelle mensonge : refuser de voir quelque chose que l'on voit », écrit Nietzsche dans *L'Antéchrist*.

Le président Macron passera aux actes : la suppression de l'ISF et l'instauration d'une *flat tax* minime (12,8 %) sur les revenus du capital feront perdre aux finances publiques au moins 7 milliards d'euros par an – qui devaient être récupérés sur le dos des pauvres par la taxation abusive des carburants.

2 juillet 2016. Line Renaud fête son quatre-vingt-huitième anniversaire en petit comité, en compagnie de stars du showbiz : Johnny Hallyday et Læticia, Muriel Robin, Stéphane Bern, Vanessa Paradis, Brigitte et Emmanuel Macron. Tout l'été, *Closer*, *Gala*, *Voici* ou *VSD* parleront du couple Macron dans pratiquement tous leurs numéros.

4 juillet 2016. Prise de fonction du nouveau PDG d'Air France-KLM, Jean-Marc Janaillac, 63 ans, un copain de François Hollande et de Jean-Pierre Jouyet dans la promotion Voltaire de l'ENA. Les membres du conseil d'administration assurent, la main sur le cœur, que « l'Élysée n'est pas intervenu dans ce dossier ». Le pire, c'est que c'est probablement vrai, tellement la connivence fonctionne comme un automatisme. Janaillac affichera un profond mépris pour le personnel de la compagnie et devra démissionner de son poste en mai 2018.

12 juillet 2016. Sous forte protection policière, meeting d'Emmanuel Macron à la Mutualité, organisé à prix d'ami par

l'entreprise lyonnaise GL Events, dont le PDG, Olivier Ginon, est un proche du maire Gérard Collomb. La société du spectacle : éclairage resplendissant, écran géant, pancartes agitées par les participants, public choisi par *casting* et assis en gradins sur la scène, scénographie travaillée comme au théâtre (c'est Brigitte qui doit être contente), quatre prompteurs, micro miniature, chemise blanche col ouvert. Contenu du discours : néant. Annonce nouvelle : zéro. Proposition originale : aucune. Ce qui n'empêche pas le non-candidat de conclure : « Ce mouvement rien ne peut l'arrêter. Nous le porterons jusqu'en 2017 et jusqu'à la victoire ». Si le show est une réussite pour les télévisions – et c'est la seule chose qui compte – les deux mille spectateurs repartent un peu déçus.

À l'exception de certains d'entre eux comme Jean Peyrelevade, le maître de la haute finance, Yannick Bolloré, le fils à son papa, ou encore Bruno Crémel, un financier expert en capital-risque (*venture capital*) proche de François Pinault, et bien sûr Olivier Pécoux, le bras droit de David de Rothschild, une vieille connaissance. À n'en pas douter, voilà un poulain qui promet de rapporter gros.

Une voix courroucée s'élève tout de même pour démolir Macron, et c'est celle de Bruno Le Maire, qui ne mâche pas ses mots sur *Public Sénat* : « Je trouve que ça ne veut absolument rien dire. C'est de la soupe. Pour l'instant tout ce que j'entends, oui, c'est de la soupe ». C'est sans doute pourquoi, dans moins d'un an, Bruno Le Maire ne manquera pas d'aller à la soupe.

14 juillet 2016. Malgré les 2 000 caméras installées par le maire de Nice Christian Estrosi, malgré les 70 agents municipaux affectés à la vidéosurveillance continue, malgré la présence sur les lieux de 126 policiers et militaires, malgré le plan Vigipirate, malgré l'opération Sentinelle, et malgré l'état d'urgence, un forcené – sans lien apparent avec un réseau terroriste – réussit à lancer un camion de 19 tonnes à grande vitesse dans la foule massée sur la promenade des Anglais, causant 86 morts et 458 blessés.

19 juillet 2016. Des frappes aériennes françaises ont été réalisées sur le nord de la Syrie, sous prétexte de représailles à l'attentat de Nice. Elles auraient causé la mort de 164 civils dans le village de Toukhan al-Koubra, qui avait été déjà évacué par les combattants islamistes. La représentante des États-Unis à l'ONU a déclaré qu'une enquête serait menée au sujet de ce raid meurtrier. Depuis, plus aucune nouvelle.

11 août 2016. *Paris-Match (Lagardère)* exhibe en couverture les Macron à la plage, pieds dans l'eau, Madame en maillot de bain, Monsieur en short et polo : VACANCES EN AMOUREUX AVANT L'OFFENSIVE. En pages intérieures, on peut voir sur une photo le couple croiser un nudiste fort décontracté et lui jeter des regards amusés, ce qui divertit beaucoup les commentateurs. Quant au magazine, il prétend très sérieusement que « cet été, Emmanuel Macron découvre la notoriété ». Il est vrai que, jusqu'à présent, il s'était fait d'une telle discrétion ! *Paris-Match* nous explique en outre que Macron « sur les questions de l'islam et de la laïcité, échange avec Abdelwahab Meddeb », ce qui relève d'un véritable prodige car l'intellectuel tunisien est mort depuis deux ans.

19 août 2016. En excursion au Puy du Fou, Emmanuel Macron arbore son désormais fameux sourire dents blanches, en s'affichant aux côtés du vicomte Philippe de Villiers. Celui-ci est l'homme politique français dont les vues sont les plus proches de l'idéologie mussolinienne : valeurs familiales et chrétiennes réactionnaires, État dictatorial et répressif mais laisser-faire complet en matière économique, au bénéfice des grands domaines agricoles et des trusts industriels. À cette occasion, Macron glisse aux micros qui le suivent partout : « L'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste ». Tu parles d'un scoop !

30 août 2016. Emmanuel Macron quitte le gouvernement en se prenant sans doute pour le général de Gaulle en partance pour Londres : « Je souhaite aujourd'hui entamer une nouvelle

étape de mon combat ». Toute la journée, *BFM TV (Drahi), I-Télé (Bolloré)* et même *France Info*, la chaîne dite d'information du service public, consacrent 100 % de leur antenne à cet événement d'une immense portée historique, dont elles nous « dévoilent les coulisses », comme disent les présentateurs, révélant par là même que tout cela n'est qu'une mise en scène. Aude Lancelin se souviendra de « l'étrange spectacle qui s'étalait sur les écrans du pays ce jour-là, d'un chérubin en costume-cravate s'échappant de Bercy en navette fluviale ».

Sur un tout autre ton, un gribouilleur de *Challenges (Perdriel)*, sans aucune trace d'ironie et dans la flagornerie la plus éhontée, décrira « la navette remontant la Seine jusqu'à l'Élysée, l'ex-ministre des Finances à son bord comme un Viking conquérant ». Le courtisan est une triple buse : il se trompe de ministère ; il ignore que la Seine *descend* du quai de Bercy au port de la Conférence et ne borde pas l'Élysée ; et il oublie que les Vikings venus de la Manche avaient fait le trajet en sens inverse !

Dans le même papier, ce nigaud prétendra que « Macron gère sa communication avec parcimonie » – il faut oser ! – et serait en quelque sorte victime de sa surexposition médiatique. Ce formidable canular sera repris d'abondance dans les mois qui viennent : l'énorme couverture publicitaire depuis deux ans ne serait due, paraît-il, qu'à l'attirance des journalistes et du public pour l'excellence et la nouveauté. À se demander alors pourquoi il a été consacré mille fois plus d'espace médiatique à Emmanuel Macron qu'à, par exemple, Fleur Pellerin, diplômée de l'ESSEC, de Sciences Po et de l'ENA, et ministre à 38 ans, en 2012.

Emmanuel Macron aura pleinement profité de ces deux années ministérielles et des moyens de la République pour acquérir une stature présidentiable. Il aura facilité les affaires de General Electric, de Nokia, de Vinci, et celles de Vincent Bolloré (Havas et Vivendi) et de Patrick Drahi (SFR). Il aura contribué à la destruction des droits des travailleurs. Il aura divisé par deux la fiscalité sur les actions gratuites attribuées aux dirigeants d'entreprise (art. 135 de la « loi Macron »). À part cela, de son passage à Bercy ne restera que la pollution dégagée par les « autocars Macron ».

Emmanuel Macron est invité le soir même sur le plateau du « 20 heures » de *TF1 (Bouygues)*, où il s'exprime pendant presque dix-huit minutes, ce qui ne s'était jamais vu dans ce journal télévisé pour un homme politique. De plus, quatre sujets, d'une durée totale de près de dix minutes, font l'éloge du ministre démissionnaire. « En même temps », comme dirait justement Macron, le JT de *France 2* lui consacre de son côté vingt-deux minutes et onze sujets, laudatifs à l'extrême. Exemple de dithyrambe extasié : « Il se sentait comme appelé de façon quasi mystique à servir la France autrement. Ce soir, il se met en position de répondre à ce désir ». C'est cela le pluralisme de l'information qui caractérise notre belle démocratie. Contrairement à l'infâme dictature soviétique, où ne sévissait que la *Pravda* [*Vérité*, en russe], les Français ont la liberté du choix entre *Vérité 1* et *Vérité 2*, qui diffusent tous les soirs les mêmes nouvelles, vraies ou fausses, avec les mêmes commentaires au même instant. Il est facile d'en faire l'expérience en zappant de l'une à l'autre.

31 août 2016. Emmanuel Macron est en photo sur toute la largeur de toutes les unes de tous les quotidiens de France. *Le Courrier picard (Hurbain)* : « Macron accélère sa marche vers 2017 ». *La Croix (Augustins de l'Assomption)* : « Macron reprend sa liberté ». *Le Dauphiné (Crédit Mutuel)* : « Macron l'électron libre ». *Dernières Nouvelles d'Alsace (Crédit Mutuel)* : « Macron au pied du mur ». *Est Éclair (Hurbain)* : « Emmanuel Macron, l'homme pressé ». *Le Figaro (Dassault)* : « Macron quitte le navire et torpille Hollande ». *L'Indépendant (Baylet)* : « Macron s'en va et voit plus loin ». *Libération (Drahi)* : « Macron, l'auto-entrepreneur ». *Midi Libre (Baylet)* : « Macron, un pas de plus vers la présidentielle ». *Le Monde (Niel)* : « Macron, nouvel obstacle sur la route de Hollande ». *La Nouvelle République (Saint-Cricq)* : « Macron en marche mais vers quoi ? » *Ouest-France (Hutin)* : « Le ministre s'en va, le candidat se profile ». *Le Parisien (Arnault)* : « Pourquoi il claque la porte ». *La Provence (Tapie)* : « Emmanuel Macron en marche vers 2017 ? » *Le Républicain lorrain (Crédit Mutuel)* : « Emmanuel Macron lancé vers 2017 ». *Sud Ouest (Lemoine)* :

« Macron se met en marche ». *Le Télégramme (Coudurier)* : « Macron saute en marche ». Etc.

1er septembre 2016. Encore et encore. Le couple en couverture d'un magazine *people*. C'est aujourd'hui *VSD (Mohn)* qui s'y colle : plan américain, éclairage soleil couchant, tenues de vacanciers, sourires banane, ils regardent ensemble dans la même direction, une vraie publicité pour agence de voyages.

ILS DISENT OUI À L'ÉLYSÉE
En démissionnant
du gouvernement, il se lance
dans la présidentielle

Voilà qui a le mérite d'être plus clair que les circonvolutions usuelles des politologues dans les médias « sérieux ».

De manière générale, le plan com' concocté par les experts d'Havas a toujours consisté à lancer des éléments dans la presse à sensation, ce qui permet de tester les réactions et éventuellement de faire machine arrière en démentant d'un air outragé l'information que l'on a soi-même fournie. Si tout se passe bien, les éléments de communication sont alors reproduits en abondance dans tous les magazines, quotidiens, radios et télévisions. C'est un métier.

1er septembre 2016. Emmanuel Macron marche à grande enjambée en couverture de *L'Obs (Niel)* : « MACRON. L'homme pressé. Ses projets. Ses réseaux. Son couple ».

Et ainsi de suite... Pendant plus d'une semaine, la totalité des médias français (et même la presse anglo-saxonne) consacrent des pages et des heures à l'avenir d'Emmanuel Macron et à ses immenses qualités, sans compter sa radicale nouveauté et son caractère transgressif, et même « affranchi du système », « contre les appareils », « dynamiteur », etc. Enfance chez les jésuites, études à Sciences-Po et à l'ENA, banquier d'affaires, conseiller à l'Élysée, et enfin ministre : l'archétype du rebelle, tout le monde vous le dit.

À partir de septembre, tous les instituts de sondage vont envisager l'hypothèse d'une candidature Macron, en l'absence de François Hollande. Les résultats concordent : il ne serait que le troisième homme de l'élection présidentielle, derrière le candidat de la droite. Il n'obtiendrait qu'entre 14 et 16 % des intentions de vote face à Juppé mais pourrait atteindre 18 % contre Sarkozy. Ces chiffres sont beaucoup moins encourageants que ceux balancés au printemps par quelques sondages peu crédibles. Ils n'en sont pas moins remarquables pour un homme politique qui était encore un inconnu pour les Français deux ans auparavant. L'intense campagne médiatique a donc porté ses fruits.

Il reste maintenant à dissuader Hollande : Jouyet s'en charge. À éliminer le gros obstacle qu'est Juppé. Et incidemment Sarkozy, le canard sans tête, qui est déjà mort mais qui court encore. Puis à se débarrasser aussi de Valls et de Bayrou, qui risqueraient d'empiéter au centre sur l'électorat de Macron. On entre dans une phase plus tactique et plus perfide. Emmanuel Macron, qui se dit connaisseur de Machiavel, ne devrait pas être dépaysé. S'il s'est lancé dans la bataille, ce n'est pas pour finir troisième, ce qui réduirait à néant les efforts déployés jusqu'à présent. Il doit forcément escompter que Juppé ne remportera pas la primaire de la droite, cette défaite étant la condition *sine qua non* du succès pour Macron. Ce postulat semble pour l'heure extrêmement audacieux, tant la victoire de Juppé paraît assurée, mais sans doute Macron a-t-il connaissance d'éléments susceptibles de lui donner confiance.

7 septembre 2016. L'Opération Macron fait l'objet d'une excellente analyse :

« Il y a là une tentative de très grands intérêts, financiers et autres, qui ne se contentent plus d'avoir le pouvoir économique, ils veulent avoir le pouvoir politique. Posez-vous une question : pourquoi ces heures et ces heures de télévision ? Pourquoi ces couvertures de magazines, pourquoi ces pages et ces pages de photographies autour d'histoires… assez vides ? Je ne suis pas pour que le pouvoir de l'argent prenne le pas sur la politique.

Je me suis toujours opposé au mélange entre la décision politique et le monde des grands intérêts, le monde de l'argent. Et il est absolument clair que c'est une opération de ce genre dont il s'agit. Quels que soient les moyens, notamment médiatiques, dont peuvent disposer ces puissances, on ne doit se laisser abuser par les miroirs aux alouettes ».

Mais qui est donc ce doctrinaire crypto-marxiste, ce dangereux complotiste, je dirais même ce conspirationniste ? C'est le placide François Bayrou, très en colère ce matin sur *BFM TV (Drahi)* !

Par malheur, la même lucidité ne guide pas son pronostic : « Ça ne marchera pas, parce que les Français vont voir ce que cette démarche signifie, ce qu'il y a derrière tout cela, derrière cet hologramme ».

8 septembre 2016. *VSD (Mohn)* deux semaines de suite ! Ce coup-ci la couverture est dévolue à la seule Brigitte Macron : « Les secrets d'une femme d'influence ». Si son ami Philippe Besson consacre un article enthousiaste à Brigitte, c'est « précisément parce que je l'aime », avoue-t-il. L'écrivaillon suivra de très près la campagne d'Emmanuel Macron, dont il tirera un médiocre récit qui tient de l'apologie extasiée, intitulé *Un personnage de roman*. En août 2018, le gouvernement nommera Philippe Besson consul général de France à Los Angeles. Voulant museler les railleurs, Emmanuel Macron apportera cette utile précision : « Il n'y a chez moi aucun copinage pour services rendus ». Ben voyons.

8 septembre 2016. Emmanuel Macron ne se cache pas et toute la presse en parle : quoique candidat à rien, il vient à Londres lever des fonds pour son mouvement, sous forme de contributions limitées par la loi à 7 500 euros. C'est une manœuvre de diversion, qui permet de lâcher un os à ronger aux naïfs adversaires du « candidat des riches », de braves innocents qui s'imaginent que quelques milliers d'euros sont un signe exté-

rieur de richesse. Tout en évitant de s'interroger sur le fond : qui propulse Macron ?, avec quels moyens réels ?, dans quels buts ? La méthode est rodée : sachant que, dans la nuit, les imbéciles ne cherchent que dans les endroits éclairés, on met sous les feux des projecteurs un petit souci – il est vrai qu'il faut trouver plusieurs millions d'euros, dans le cadre légal de la campagne – afin d'évacuer un énorme scandale.

Car nous sommes les témoins d'une opération sans précédent dans l'histoire électorale française, une fraude monstrueuse, et je pèse mes mots : je tomberais dans l'excès si je parlais d'escroquerie en bande organisée. Emmanuel Macron se vantera de son forfait devant la presse, en février 2018 : « Je suis le fruit d'une forme de brutalité de l'histoire, d'une effraction ». Pendant deux ans tous les médias ont offert au candidat Macron un espace publicitaire gratuit, qui équivaut à des dizaines et des dizaines de millions d'euros de publicité rédactionnelle, renforcée par la publicité comparative, tout aussi gratuite, que constituent les divers articles et reportages démolissant systématiquement certains de ses concurrents, à commencer par Le Pen et plus encore Mélenchon.

De ce fait les moyens réels du candidat Macron, ayant très largement dépassé, en équivalence d'espace publicitaire, la centaine de millions d'euros, non comptabilisés, auront été dix fois supérieurs à ceux de ses deux adversaires réels.

Cela n'exclut pas l'hypothèse d'autres contributions moins voyantes mais plus classiques, quoiqu'interdites par la loi : ristournes anormales, tarifs préférentiels, prestations « gratuites », personnels mis à disposition, utilisation de moyens publics, etc. afin de minimiser le coût officiel de la campagne. À l'heure des bilans, le coût déclaré de la gigantesque campagne de Macron, avec ses dizaines de réunions grandioses, ses dizaines de millions de tracts, affiches, courriers, appels, etc. ne sera guère plus élevé que celui de la sobre pour ne pas dire invisible campagne de Benoît Hamon : étonnant, non ? Sauf pour François Logerot, 81 ans, président de la Commission des comptes de campagne, qui n'y trouvera rien de suspect. Et qui verra par ailleurs sa rému-

nération grimper d'un coup de 53 % pour atteindre 84 000 euros par an en 2018.

15 septembre 2016. Sur Facebook est lancée « La droite avec Macron » par Renaud Dutreil ; il s'était déjà montré au meeting du 12 juillet et avait publié une tribune de soutien le 30 août dans *L'Opinion (Beytout)*. Dutreil fut président de l'UMP et ministre sous Chirac : la loi Dutreil, du 6 août 2003, permet d'exonérer de droits de succession les trois quarts de la valeur d'une entreprise. Il écrit dans *Le Monde* en août 2008, au moment d'être propulsé président de la filiale américaine de LVMH, que « la France doit beaucoup à Bernard Arnault, un entrepreneur visionnaire ». Mais Bernard Arnault ne doit rien à la France : en 2012 le milliardaire demande la nationalité belge, après avoir transféré son patrimoine financier en Belgique [voir au 26 janvier 2013]. Renaud Dutreil s'avoue fasciné par les États-Unis : « Une vitalité jamais découragée, une énergie inlassable ». Une énergie déployée par exemple en Irak, où elle a causé deux millions quatre cent mille morts depuis l'invasion de 2003 [Nicolas J.S. Davies, *Consortium News*, March 22, 2018].

21 septembre 2016. Début de la campagne officielle pour la primaire de la droite et du centre. La Commission nationale d'organisation est présidée par Thierry Solère, un choix assez déroutant. En effet, Thierry Solère fut exclu de l'UMP en 2012 pour s'être présenté aux législatives contre son camp, puis réintégré une fois élu. Il affiche son soutien à Bruno Le Maire et revendique son amitié avec le juppéiste Édouard Philippe. En 2017, ce personnage très mobile ralliera François Fillon puis l'abandonnera deux mois plus tard. Solère appuiera finalement la politique du président Macron, ce qui lui vaudra en pourboire un poste de questeur à l'Assemblée nationale. Il fait par ailleurs l'objet d'une enquête préliminaire pour fraude fiscale, corruption et trafic d'influence.

26 septembre 2016. Un sondage Sofres, corroboré par d'autres enquêtes, donne 39 % des intentions à Juppé, 33 % à Sarkozy, 8 % à Fillon. Un mois plus tard, le 26 octobre, les scores, selon Louis Harris ou d'autres, sont respectivement de 40 %, 31 % et 14 % : la victoire de Juppé semble assurée. Mais au mois de novembre, tandis que Juppé régresse et que Sarkozy stagne, Fillon connaît une fulgurante progression, en particulier la dernière semaine avant le scrutin. Du jamais vu dans l'histoire électorale ! Le dernier sondage (Ipsos), publié le 18 novembre, situe Juppé à 29 %, de même que Sarkozy, et place Fillon en tête à 30 %.

20 novembre 2016. Les résultats sont encore plus curieux : Juppé atteint 29 %, mais Sarkozy n'obtient que 21 % et, à la stupéfaction générale, Fillon 44 % soit près de deux millions de voix. Car, autre surprise, la participation avoisine quatre millions trois cent mille votants, alors que les organisateurs et tous les observateurs tablaient sur moins de trois millions. Il apparaît donc que plus d'un million d'électeurs inattendus, en quelque sorte cachés en embuscade, sont soudain venus apporter en renfort leurs suffrages à François Fillon.

Notons ici que les sociétés de sondage ne font que relever des déclarations et ne peuvent découvrir des intentions de vote si elles sont volontairement dissimulées aux enquêteurs. Il n'y a pas lieu de sombrer dans le dénigrement systématique des sondages, selon une pratique courante dans les médias français, alors même qu'ils les utilisent en quantité industrielle, et le plus souvent à tort et à travers. Il conviendrait plutôt de dénoncer les travaux de commande, destinés non pas à mesurer l'opinion mais à l'influencer.

Dans tous les médias, les politologues sont formels : ce sont « les réseaux catholiques conservateurs », avec les mouvements La Manif pour tous et Sens commun, qui ont assuré, dans l'ombre, le succès de François Fillon. Ils évoquent un projet concerté secrètement par certaines organisations catholiques. Cette analyse, étant émise par des observateurs autorisés, n'est donc pas cataloguée « complotiste ».

Outre une mobilisation, discrète mais massive, au sein des établissements d'enseignement privés, ainsi que par le biais d'internet, qui reste difficilement mesurable, il est découvert a posteriori que plus de deux cents réunions en faveur de Fillon ont été organisées par les responsables locaux de Sens commun. En outre, il a dû être convenu que les intentions de vote pour Fillon seraient cachées autant que possible aux enquêtes des instituts de sondage.

Reste maintenant à poursuivre un peu plus loin la compréhension de l'événement et donc à savoir de quoi ces ultras sont-ils le nom.

Les réseaux catholiques qui ont soutenu le collectif La Manif pour tous depuis novembre 2012 ne publient pas des listes de donateurs : « chez ces gens-là, on n'cause pas, Monsieur, on compte », chantait Jacques Brel... Des moyens ahurissants avaient été déployés pour organiser des manifestations monstres début 2013 contre la loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, dite « loi Taubira ». Mais leur financement reste un secret, si ce n'est un miracle, couvert sous le manteau du « don des fidèles ». Le nom de Claude Bébéar, fondateur d'Axa et de l'Institut Montaigne, a été prononcé mais vite enterré. Motus.

Il est cependant possible de s'approcher du cœur de la machine, par le biais de la chaîne de télévision *KTO*. Celle-ci a multiplié depuis le début les reportages exaltés en faveur de La Manif pour tous, « pour mettre en marche une résistance à la destruction de la famille », selon ses propres termes. *KTO* avait été créée fin 1999, sur le câble et le satellite, et n'avait pas rencontré le moindre succès. En 2001, Michel Pébereau, président de BNP Paribas, président de l'Institut Aspen France, était arrivé à la rescousse, en réunissant un tour de table financier des plus prestigieux, qui sera composé de : Claude Bébéar et Henri de Castries (Axa), Bertrand Collomb (Lafarge), Jean-René Fourtou (Vivendi), Jean-Luc Lagardère et François Pinault. Ces bienfaiteurs apporteront une obole de 20 millions d'euros à une chaîne dont l'audience restera en-deçà du microscopique. Certains de ces noms se retrouvent dans le comité de parrainage de la

Fondation des Bernardins [voir au 19 juillet 2012], ce qui est parfaitement cohérent.

Il apparaît donc un noyau de financiers et d'industriels richissimes qui se posent en défenseurs actifs de la tradition catholique. Ils ne sont pas les seuls. À ces personnalités il convient d'ajouter d'abord Vincent Bolloré, dont la bigoterie est célèbre : « J'aime cette religion parce qu'on peut se faire pardonner », reconnaît-il et il se vante de toujours porter sur lui de belles images pieuses. Comme le dit François Hollande, « Bolloré, on ne le voit pas venir, mais c'est un catho intégriste en réalité ».

D'autres familles très fortunées ont toujours proclamé haut et fort leur « engagement chrétien », souvent teinté d'une forte coloration traditionnaliste : les Bettencourt, les Bouygues, les Leclerc, les Michelin, les Wendel-Seillière, etc.

Gardons le meilleur pour la fin : Gérard Mulliez et sa richissime famille, à la tête d'une des plus grandes fortunes françaises (Auchan et une quarantaine d'autres enseignes), pour le moins opaque, car dissimulée pour une large part en Belgique, mais dépassant sans doute les 40 milliards d'euros. Gérard Mulliez, fervent catholique, déclarait sur la chaîne régionale *Wéo (Hurbain)*, le 21 mai 2013 : « La foi est du domaine de la finalité et du sens de la vie, et le capitalisme est de l'ordre des moyens à mettre en œuvre dans la vie. Pour le chrétien, il faut faire la liaison entre les deux, il faut faire le lien entre la foi et le capitalisme ».

Aux côtés de ces multimilliardaires, le groupe de pression des trois mille « Entrepreneurs et dirigeants chrétiens » n'est pas négligeable. Son leader, Robert Leblanc, est comme de bien entendu le président du Comité éthique du Medef. Il déclare au *Parisien (Amaury)* : « Quand il faut fermer, supprimer des emplois ou délocaliser pour rester compétitif *[antienne connue, qui signifie augmenter les dividendes]*, les convictions religieuses n'influent guère sur les décisions. Mais, à la différence des autres, nous faisons notre possible pour éviter ces situations extrêmes ». Merci, Monseigneur est bien bon.

Enfin, en juillet 2018, le Medef portera à sa tête Geoffroy Roux de Bézieux, ancien élève de Sainte-Croix de Neuilly et membre du comité de parrainage de la Fondation des Bernardins.

D'où il ressort ce constat : une très large part des plus puissantes familles du capitalisme français, dont certains patrimoines se comptent en milliards d'euros, est d'obédience catholique affirmée[13]. Ces familles associent clairement et activement leurs convictions religieuses et leurs affaires capitalistes. Elles font en sorte de maintenir leurs croyances comme valeurs fondatrices de la société. La mouvance catholique militante n'est rien d'autre que leur bras armé. Qu'ils en soient ou non avertis, les manifestants et les électeurs de La Manif pour tous et de Sens commun œuvrent pour la défense de ce capitalisme familial qui domine encore aujourd'hui l'économie française. Derrière les bataillons qui ont propulsé François Fillon afin d'éliminer Alain Juppé, c'est cette très grande bourgeoisie qui a suscité, probablement financé et franchement orienté la manœuvre.

Reste à savoir si Fillon était le candidat voulu par la haute société catholique. Ou bien alors, n'aurait-il servi que d'instrument pour tuer Juppé, et achever au passage Sarkozy ? La réponse va être rapidement fournie.

Et pendant ce temps…

28 septembre 2016. Dans le cadre de la campagne de haine déclenchée à l'encontre de la Russie, la délégation française à l'ONU a posté sur Tweeter [4:26 PM – 28 Sep 2016] « *2 hospitals were bombed earlier today in Aleppo* », message illustré par une photo. Celle-ci a été retirée peu après : c'était en réalité la photo d'une école détruite par un bombardement israélien sur Gaza le 3 août 2014. Comme vous le répètent tous les médias sérieux, « il faut se méfier des *fake news* sur les réseaux sociaux ».

13 En avril 2019, les milliardaires catholiques français rivalisent de générosité ostentatoire, à coups de centaines de millions (gagnés comment ?), pour reconstruire la toiture de *Notre-Dame de Paris*. Mais ils ignorent *Les Misérables* : ils ne lâcheront pas un sou pour les pauvres et les sans-abri.

6 octobre 2016. Une loi, adoptée en toute discrétion, stipule que l'emploi d'un journaliste « entraîne [son] adhésion à la charte déontologique de l'entreprise éditrice ». Ce qui lui interdira de fait d'exprimer toute opinion contraire à la ligne fixée par la direction. Aucune réaction dans les médias : les chiens repus doivent somnoler dans leurs niches.

8 novembre 2016. L'élection présidentielle américaine (taux d'abstention : 45 %) est remportée par Donald Trump. L'intégralité des médias français n'a cessé depuis des mois de traîner dans la boue cet individu extrémiste, nationaliste, populiste, raciste, sexiste, et j'en passe. En avril 2018, les mêmes commentateurs se féliciteront des excellentes relations du président Macron avec ce gugusse, maintenant devenu très fréquentable…

16 novembre 2016. Quatre jours avant la primaire de la droite. Emmanuel Macron présente enfin sa candidature à l'élection présidentielle. La date est habile : il s'agit de persuader les électeurs centristes qu'il n'est pas nécessaire de se mobiliser pour Juppé puisque la solution de rechange est toute trouvée.

Ces trois derniers mois, Emmanuel Macron a occupé la couverture des magazines et fait l'objet de centaines d'articles hétéroclites, allant jusqu'à révéler la marque de ses cravates dans *L'Express*. Il a sillonné la France et multiplié les meetings, ce qui aurait dû entamer sérieusement le « modeste budget » d'En Marche, s'il n'avait été consenti de copieux rabais par certains prestataires, contrevenant ainsi à l'article L52-8 du code électoral. Cela a également permis aux folliculaires obséquieux qui le suivent partout de lui consacrer des reportages enamourés. Il a donné de multiples interviews, sans pour autant éclaircir son projet, qui se cantonne dans des généralités faciles quoiqu'énoncées d'un ton pénétré, en usant d'un style ampoulé qui déclenche l'extase des jobards. Il s'est risqué, dans *Challenges (Perdriel)* le 16 octobre, à prôner l'avènement d'un « président jupitérien ». Quelques jours plus tard, sur *France Culture*, Pierre Joxe

réplique : « Je pense que Macron, ça serait plutôt un président hermétique, en rapport avec Hermès qui est le dieu des commerçants, des banquiers et des voleurs ».

Peu avant l'annonce de sa candidature, *L'Obs (Niel)* titrait « Macron dévoile enfin son programme », avec une couverture aux couleurs délavées, un gros-plan de Macron, genre *serial-killer* mal rasé, petit sourire cynique et regard bleu acier. En pages intérieures, l'habituel tissu de poncifs et de pseudo-évidences qui ne dévoilent rien du tout, si ce n'est justement l'absence de programme.

Pour faire proche du peuple, l'annonce a lieu à Bobigny, dans un centre d'apprentissage dirigé par Patrick Toulmet, ancien conseiller régional UMP. Un militant communiste a été expulsé avec vigueur par Alexandre Benalla, un *gros bras* qui assure la protection d'Emmanuel Macron. En juin 2017, cet individu âgé de 25 ans, violent et arrogant, sera bombardé « adjoint au chef de cabinet » à l'Élysée et exercera auprès du président de la République des activités mal définies. Alors qu'il est en fonction, Benalla négocie un contrat de protection d'un milliardaire russe, au profit de la société privée Mars, créée le 22 août 2017 par son acolyte Vincent Crase.

Le 1er mai 2018, des provocateurs perturbent le défilé syndical et se livrent à de lourdes dégradations sans que les forces de l'ordre n'interviennent. Benalla est présent sur les lieux, porteur en toute illégalité d'un brassard Police et d'une radio Acropol. En fin de journée, Alexandre Benalla et Vincent Crase sont filmés (sans être identifiés) en train de molester deux personnes. Dès la soirée, la vidéo circule sur internet mais ne cause pas la moindre réaction, tant il est courant aujourd'hui en France de voir des exactions policières commises impunément.

Cependant, le 18 juillet 2018, le scandale éclate au grand jour : *Le Monde (Niel)* prétend avoir reconnu Benalla sur la vidéo *[deux mois après les faits ? ! qui a informé le journal ? ! pourquoi cette publication ? !]*. Après quatre années d'idolâtrie, la presse pousse des hauts cris pendant quelques jours et tente ainsi de se refaire une virginité à bon compte ; elle fera vite

machine arrière devant l'ampleur du tapage et prendra ensuite la défense de Benalla. On découvre que le gorille favori du prince entretenait des rapports étroits avec Emmanuel et Brigitte Macron, bénéficiait de multiples prérogatives exorbitantes et participait d'un projet de sécurité présidentielle ne dépendant que de l'Élysée. Ces révélations amènent les citoyens à s'interroger sur les faveurs et complaisances accordées par un potentat qui régente tout selon son bon plaisir. La révolte des manants ne va pas tarder à exploser. Début 2019, à Paris comme en province, des milliers de manifestants scanderont « Macron démission ! Benalla en prison ! » Les médias dominants se garderont bien de rapporter ce slogan révélateur.

21 novembre 2016. *France 3* diffuse *La stratégie du météore*, un film d'une heure vingt à la gloire d'Emmanuel Macron, « l'homme qui, à 38 ans, réinvente le métier d'homme politique, par une stratégie nourrie d'idéalisme et de transgression », comme l'écrit le dossier de presse de la chaîne, qui ne se distingue que par le logo d'un tract d'En Marche. « Ce film veut raconter la vie de l'homme qui fait bouger les lignes de la politique en France, décrypter cette différence qui fait d'Emmanuel Macron l'un des hommes publics réellement connecté sur son époque », explique le fabricant (qui s'arroge le titre de « réalisateur ») de cette célébration servile.

Personne ne dénonce « l'utilisation à des fins de propagande électorale d'un procédé de publicité commerciale », interdit par l'article L52-1 du Code électoral dans les six mois précédant le scrutin. Ce très long film publicitaire en première partie de soirée ne sera donc pas décompté comme temps de parole pour Macron. Ni comme dépense de campagne, alors que l'achat d'une durée cumulée équivalente en espace publicitaire aurait été d'environ 3 millions d'euros. À quoi il faudrait ajouter la masse de publicité rédactionnelle assurée par de très nombreux articles, franchement emballés, dans toute la presse, avant et après la diffusion du prétendu documentaire.

Cet objet du culte macronien est coproduit, avec l'argent public, par Béatrice Schönberg, ex-présentatrice de télé, épouse de Jean-Louis Borloo, et Emmanuel Chain, ex-directeur de l'info sur *M6 (Mohn)*. En janvier, Chain accompagnera Macron dans un déplacement au Liban, tout en prétendant ne pas le soutenir… mais apprécier « l'extraordinaire chaleur, sympathie, qualité d'écoute, attention qui le caractérisent ». On a peine à imaginer ce que ça donnerait s'il le soutenait ! Moins tortueux, Borloo appellera ouvertement à voter Macron qui fait, d'après lui, « le pari de l'audace, de la modernité, du renouvellement et de l'action positive ». Puisqu'Emmanuel Macron aime Michel Audiard, il doit adorer cette citation : « Dans la flatterie, aucune précaution à prendre, aucune limite à respecter. On ne va jamais trop loin ».

Les cajoleries de Jean-Louis Borloo ne seront guère récompensées : il sera juste chargé en avril 2018 de rédiger un rapport sur les banlieues… que le chef de l'État jettera au panier. Le pauvre Borloo en exprimera quelque amertume : « C'est le problème d'une monarchie qui a décidé de permettre à ceux qui courent le plus vite de courir de plus en plus vite. Cette vision de la société, je la trouve inefficace et dangereuse ».

21 novembre 2016. Le tribunal correctionnel de Toulouse a condamné à trois mois de prison ferme, avec placement immédiat en détention, un homme de 22 ans qui avait volé un fromage de chèvre dans un supermarché, moins d'une semaine auparavant. À la barre, le prévenu, dont le casier judiciaire était vierge, a indiqué que cela faisait trois jours qu'il n'avait rien mangé. Le procureur avait requis une peine de cinq à huit mois de prison ferme. Quand le cas est grave, la justice française se révèle rapide et implacable.

Mais elle sait aussi prendre son temps et se montrer clémente. Le 12 janvier 2017, les héritiers de la famille Wildenstein bénéficient d'une relaxe générale. Ils étaient jugés pour avoir caché des milliards d'euros au fisc, entre 2001 et 2008. Le procès a

juste permis de survoler la gigantesque fortune des marchands d'art, qui a été disséminée aux quatre coins du monde, via des sociétés-écrans enregistrées dans les paradis fiscaux et des montages financiers très complexes, assurant l'impunité aux milliardaires.

24 novembre 2016. Au cas où ses lecteurs auraient eu le moindre doute, *Paris-Match (Lagardère)* montre pour qui il roule, en consacrant huit pages de louanges à Emmanuel Macron. En couverture, pleine page, le couple Macron, de face, tout sourire, détendus et confiants, vêtements chics et décontractés, en balade, bras dessus, bras dessous : « MACRON. LE DÉFI. En marche avec Brigitte ». En petit encart sur le côté, l'air coincé, la mine sombre, figé dans un strict costume : « FILLON. LA SURPRISE. Il déjoue les pronostics ».

En y réfléchissant, cette couverture est assez intrigante. Elle glorifie d'ores et déjà Emmanuel Macron en vainqueur tranquille et relègue Fillon en outsider un peu minable, un peu crispé. Or, Fillon vient de remporter triomphalement le premier tour de la primaire et le dernier sondage réalisé fin novembre pour le même *Paris-Match* – et corroboré par toutes les autres enquêtes – donne 28 % d'intentions de vote pour Fillon et 15 % pour Macron. Par quelle admirable prescience la direction du magazine aurait-elle présagé la chute de Fillon et l'invraisemblable retournement qui va s'opérer dans deux mois [voir au 9 février 2017] ?

24 novembre 2016. Dans *Le Point (Pinault)*, Franz-Olivier Giesbert écrit cette singulière affirmation, dont on ne saisit pas bien l'intérêt immédiat (ou le sens caché ?) : « François Fillon est une sorte d'enfant de chœur intègre, qui avance sans qu'on n'entende jamais derrière lui le tintinnabulement de la moindre casserole ». Patience, le concert de casseroles ne va pas tarder.

Cependant, *Le Point (Pinault)* publie un entretien avec Emmanuel Macron et lui consacre onze pages, soit autant qu'à François Fillon. Ce coup-ci, c'est pour promouvoir son livre

Révolution, que le magazine présente comme « un récit politique de combat, idéologiquement décomplexé, par moments radical et inattendu, comme sait l'être son auteur, Emmanuel Macron, qui entend poser les fondations d'une nouvelle société ». Le vocabulaire est une pure inversion de la réalité : « Révolution » en lieu et place de *Réaction*, idéologiquement décomplexé pour *rétrograde sans vergogne*, radical et inattendu au lieu de *rebattu et prévisible*, et nouvelle société signifiant *retour au XIXe siècle*. Dans *1984*, George Orwell inventait la propagande par contradiction absolue : « La guerre, c'est la paix ». C'est le monde d'aujourd'hui qu'il anticipait. Nous y sommes et le renversement du réel est tellement répandu que plus personne ne s'en rend compte.

1er décembre 2016. À vingt heures, lors d'une allocution solennelle, d'une voix étranglée, la mine décomposée, le président François Hollande renonce à solliciter un second mandat. Il se dit en effet « conscient des risques que ferait courir une démarche qui ne rassemblerait pas largement autour d'elle ».

Tous les sondages réalisés fin novembre concordaient pour lui donner moins de 10 % des intentions de vote, loin derrière Fillon, Le Pen et même Macron. Il n'a pas dû être trop difficile à Jean-Pierre Jouyet de convaincre son ami d'éviter le ridicule. Quant aux « risques », ils étaient clairs : une candidature de François Hollande aurait ôté toute chance à Macron de figurer au second tour.

2 décembre 2016. Emmanuel Macron prend la parole au onzième *Women's forum for the economy and society* qui se tient à Deauville sous la présidence de Clara Gaymard. Faisant preuve d'une radicale originalité et d'une audace à la limite de la transgression, il se déclare favorable à la réduction des inégalités entre hommes et femmes. Cette suggestion inouïe déclenche chez les *businesswomen* un tonnerre d'applaudissements.

Au passage, Macron donne une interview à *Paris Normandie (Ellie)*, où il se dit porteur d'« un projet d'émancipation qui permette à chacun de choisir sa vie et de vivre de son travail ». On se demande où il va chercher tout ça ! Il paraît que c'est Ismaël Emelien, l'ancien directeur-conseil d'Havas, qui met le mot « émancipation » à toutes les sauces. Le pire est que la monotone répétition, depuis deux ans, de ces formules creuses ne paraît indisposer personne et que tous les pseudo-journalistes de France, victimes d'un envoûtement collectif, les recopient sans sourciller.

Madame Clara Gaymard a déjà eu l'occasion de profiter de la bienveillance d'Emmanuel Macron. Elle était en effet présidente de General Electric France et vice-présidente de GE International lorsque le ministre a abandonné Alstom à la firme américaine [voir au 5 novembre 2014]. Elle est aussi une catholique militante, à l'instar de son père, le professeur Lejeune, membre de l'Opus Dei, qui se distingua par sa lutte forcenée contre la légalisation de l'avortement. Elle est à l'origine de la Fondation Jérôme-Lejeune, qui est maintenant très directement liée à La Manif pour tous. Elle a eu neuf enfants avec son mari Hervé Gaymard, qui fut un éphémère ministre de l'Économie et des Finances en 2005 ; ils logeaient alors dans un duplex de six cents mètres carrés, loué 14 000 euros par mois aux frais de l'État, ce qui déclencha un beau scandale. Clara Gaymard, qui siège aux conseils d'administration de Bouygues et de LVMH (présidé par Bernard Arnault), est membre de la Commission trilatérale.

6 décembre 2016. Macron en Amérique. À la *New York University*, il affirme que son programme est « d'inspiration germanique, pour ce qui est de la négociation entre partenaires sociaux, et d'inspiration scandinave, en ce qui concerne l'éducation ». Mais apparemment pas d'inspiration française car, d'après lui, « ce qui bloque la France, c'est sa tradition jacobine ». Un poncif scolaire, très apprécié des destructeurs de l'unité nationale, toujours invoqué par les ennemis de la République française une et indivisible. Après avoir pleuré « l'absence du roi »

[voir au 8 juillet 2015], Macron confirme qu'il se situe historiquement du côté des émigrés de Coblence[14].

Une fois encore, il est question de levée de fonds, on dit *fundraising* pour faire *startup*, et cela est censé montrer que Macron ne bénéficie pas de ressources occultes. C'est pur boniment, je veux dire *bullshit*. En réalité, il s'agit d'entendre les desiderata de personnalités américaines du monde des affaires, par l'entremise de Renaud Dutreil, un proche de Michael Bloomberg et de Bernard Arnault [voir au 15 septembre 2016], et de Christian Déséglise, *managing director* à HSBC (résultat net en 2015 : 14 milliards d'euros). N'inversons pas les rôles : les politiciens ne sont pas seulement soutenus par les milliardaires, ils sont avant tout à leur service.

10 décembre 2016. Meeting organisé porte de Versailles à Paris, pour lequel la société lyonnaise GL Events [voir au 12 juillet 2016] accorde une remise parfaitement illégale de 25 %. À la stupeur générale, Emmanuel Macron se met à hurler comme un possédé en clôture de son discours : « *Ce que je veueux... c'est que vouous... paartouout* ! *Vous alliez le faire gaagneer ! Paarce que c'est nootre proojet ! Viive la République, viive la Frrance !* » Il termine les bras en croix, les yeux révulsés vers le ciel, en état de frénésie hypnotique. Au lieu de porter un diagnostic sur les troubles psychiques du postulant, les commentateurs trouvent cette exhibition très plaisante. Ils auraient dû songer à *Œdipe Roi* où Sophocle écrit : « La démesure enfante le tyran ».

15 décembre 2016. Dans une interview pour *La Vie (Niel)*, Emmanuel Macron s'explique sur ce que le magazine appelle

14 Dès l'été 1789 et l'abolition des privilèges, la haute noblesse quitte la France. La ville de Koblenz, en Rhénanie, accueille les frères du roi et leurs courtisans. Les aristocrates émigrés fomentent une intervention étrangère. L'armée prussienne est arrêtée à la bataille de Valmy (20 septembre 1792) où s'élève le cri spontané de « Vive la Nation ! » En 1793, une coalition de toutes les puissances européennes s'attaque, sur toutes ses frontières, à la République française. Sous l'impulsion de Robespierre et des Jacobins, et grâce à la mobilisation nationale (les fameux *soldats de l'an II*), les armées royalistes seront repoussées et la France sauvée.

« son attitude christique en fin de meeting » : « Il y a des moments de ferveur dans la vie politique », plaide-t-il. Il revient sur sa foi chrétienne. Et il tient aussi à rassurer, par cette phrase : « J'ai suffisamment d'humilité pour ne pas prétendre parler à Dieu ». Il me semble pourtant que, pour les croyants, la prière est justement un acte empreint de modestie et de déférence. Humilité est un mot dont Emmanuel Macron ne doit pas bien connaître le sens.

Concernant la religion, Emmanuel Macron a énoncé, dans *Marianne (Chaisemartin)* du 30 septembre 2016, un extravagant principe juridique : « Dans sa conscience profonde je pense qu'un catholique pratiquant peut considérer que les lois de la religion dépasse les lois de la République. Simplement, à chaque instant où il est dans le champ public, les lois de la République prévalent sur les lois religieuses ». Or, et c'est heureux, les lois de la République ne prévalent pas que « dans le champ public ». Elles prévalent partout. Un délit – prenons par exemple l'agression sexuelle sur mineur – commis en privé reste un délit. Macron a un problème aigu avec le droit républicain. Contrairement à ce qu'il laisse entendre, la loi ne s'arrête ni à la porte des entreprises [voir au 22 janvier 2016], ni sous le porche des églises, ni à l'entrée des presbytères.

Par ailleurs, Emmanuel Macron, dans *Challenges (Perdriel)* le 16 octobre 2016, dénonçait « une vision revancharde de la laïcité ». Il ne manque pas d'air ! Serait-ce que des ligues d'athées envahissent les rues pour imposer à autrui leur mode de vie ? Serait-ce qu'en France des terroristes laïques assassinent les croyants par dizaines ? Devenu président, il ira même jusqu'à blâmer une « radicalisation de la laïcité », ce qui est une insulte jetée à la face de sept Français sur dix, qui ne se reconnaissent aucune appartenance religieuse et à qui on ne donne jamais la parole.

Lorsque ces questions seront à nouveau abordées, le 12 février 2017 dans le *JDD (Lagardère)*, Emmanuel Macron se réfugiera dans le verbiage prétentieux et pseudo-philosophique de lycéen en classe terminale qu'il nous tartine quand le sujet

l'importune : « Je fais le lien entre la transcendance et l'immanence. J'ai toujours assumé la dimension de verticalité mais, en même temps, elle doit s'ancrer dans de l'immanence complète de la matérialité ». Quel fatras ! Quelle boursouflure ! Étalage sans suite de mots pompeux qui cachent un vide profond.

5 janvier 2017. Encore en couverture de *VSD (Mohn)*, sous le titre « Emmanuel Macron, l'amoureux du pouvoir », le couple échange un baiser. Le voyeurisme contrôlé bat son plein. En pages intérieures, des photos posées étalent leur escapade au Portugal. Mais un article qui se veut plus sérieux reprend une nouvelle fois le mythe fallacieux du « dynamiteur hors système » en affirmant que ses adversaires « redoutent que le sémillant énarque ne fasse exploser un système à bout de souffle, qui s'est délité après des décennies de promesses non tenues, confisqué par une caste de politiciens professionnels depuis plus de trente ans ». Le vieux sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb, entré en politique il y a cinquante ans et qui a rallié En Marche dès le début 2016, n'appréciera pas trop.

13 janvier 2017. À Nœux-les-Mines, Emmanuel Macron croit bon de noter que « dans ce bassin minier, il y a beaucoup de tabagisme et d'alcoolisme ». C'est discutable (le sud de la France est bien plus touché) et cela mériterait d'être abordé autrement que par une jactance électoraliste. Le maire de Tourcoing, Gérald Darmanin, ne s'y trompe pas et réagit sur Twitter : « Après les "illettrés bretons", le banquier Macron insulte les gens du Nord "alcooliques". Voilà un monsieur suffisant mais pas nécessaire ». Gérald Darmanin publie dans *L'Opinion (Beytout)*, le 25 janvier 2017, une tribune au vitriol intitulée : « Le bobo populisme de Monsieur Macron ». Il y fustige « le pur produit du système, on ne fait pas mieux : beaux quartiers, belles études, belle fortune, belles relations ».

Le 17 mai 2017, il déclarera « répondre à la main tendue par Emmanuel Macron » et entrera dans son gouvernement. Cherchez l'erreur. Aurait-il entretemps subi une amputation du cerveau ? Je ne peux quand même pas imaginer que l'attrait de la gloriole et du fric puisse motiver la conversion de Monsieur

Darmanin au bobo populisme. Il ne lui reste plus désormais qu'à voir de l'intérieur sa prédiction se réaliser :

« M. Macron, cela durera ce que dure les amours de vacances. Loin d'être le remède d'un pays malade, il sera au contraire son poison définitif. Son élection conduira à l'éclatement de notre vie politique. Alors dans ce vide, le populisme le plus abject arrivera, celui de Madame Le Pen. À n'en point douter ».

14 janvier 2017. En meeting à Lille, Macron, sans honte aucune, houspille les chômeurs sur un ton de garde-chiourme : « Je ne veux plus entendre : "j'ai encore droit de rester un peu au chômage" ou "on ne me propose rien" ». Les mots me manquent : arrogance sans cœur ?, morgue de nanti ?, mépris de classe ?, racisme social ?

Le 15 septembre 2018, dans les jardins de son palais, le roi Macron lancera à la face d'un chômeur : « Je peux pas m'occuper de chacun. Il y a des tas de métiers, il faut y aller ! Je traverse la rue, je vous en trouve. Ils veulent simplement des gens qui sont prêts à travailler ». Phrases infectes qui feront l'objet de pastiches vengeurs sur les dits « réseaux sociaux », en se moquant de cet insolent freluquet. Sa Hautaine Majesté ignore-t-elle que, chaque année, seulement cent cinquante mille offres d'emploi réelles ne sont pas pourvues ? Mais la personnalité immature d'Emmanuel Macon tire un plaisir sadique à humilier les plus faibles. Lorsque les Français exprimeront leur mécontentement, le venimeux monarque traitera le peuple de « foule haineuse » et laissera sans pitié des soudards éborgner et mutiler « les gens qui ne sont rien ».

17 janvier 2017. Dans *Le Figaro (Dassault)* et sur *RTL (Mohn)*, Henri de Castries confirme son engagement aux côtés de François Fillon. Les commentateurs considèrent que ce soutien fait plutôt figure de boulet : « On voit bien tout ce qui milite contre un tel choix : l'affichage avec un *grand patron* encore administrateur de Nestlé et de la banque HSBC ; l'attelage de deux *châtelains* qui se trouvent avoir une belle demeure

aux confins du même département ; l'ancrage d'un *ex-assureur*, alors qu'une forme de privatisation de la santé perce dans le programme du candidat » [*Challenges (Perdriel)*, 29/11/16]. Castries soutient Fillon comme la corde soutient le pendu.

19 janvier 2017. *Challenges (Perdriel)* titre : « Gauches. Le boulevard fait à Macron ». C'est surtout le magazine qui offre un boulevard : c'est la sixième couverture en deux ans dévolue à Emmanuel Macron. En outre, le site internet multiplie à l'envi les éditos à sa gloire, pondus par ses cireurs de pompes personnels, Bruno Roger-Petit et Maurice Szafran. Le risible Bruno Roger-Petit [voir au 11 février 2013] sera nommé porte-parole de la présidence de la République, un poste où il se fera remarquer par... son silence ! En octobre 2018, il sera recasé « conseiller mémoire » *[sic]* du président.

Le propriétaire du titre, Claude Perdriel, 90 ans, a fait fortune (200 millions d'euros) en vendant des broyeurs de matières fécales – l'argent n'a pas d'odeur. Il s'avoue très proche de Xavier Niel : « C'est un ami que j'aime beaucoup ». Le groupe Perdriel détient 5,5 % des parts du groupe Le Monde et, réciproquement, Le Monde détient 6 % du groupe Perdriel. Le vieux Perdriel sera payé pour ses bons offices : fin 2017, Renault *[oui, les automobiles !]* prendra 40 % des parts de son groupe en lui apportant 5 millions d'euros.

22 janvier 2017. Le premier tour de « la primaire citoyenne » place en tête Benoît Hamon, à l'issue d'un scrutin qui s'est déroulé dans des conditions que l'on qualifiera poliment de très particulières et selon une proclamation des résultats qui s'est opérée dans la plus totale confusion. Les responsables socialistes bredouillent des histoires de « bug informatique » et autre « erreur d'affichage » et jurent qu'« il n'y a évidemment aucune manœuvre ni bidouillage ». Puisque c'est évident, n'en parlons plus.

Il convient toutefois de formuler une observation, disons technique. Un examen attentif de tous les sondages de janvier montre

que, lorsque le candidat du PS est Benoît Hamon, Macron obtient trois points de plus que dans l'hypothèse où Manuel Valls est candidat. La victoire quelque peu surprenante de Benoît Hamon à cette primaire sera donc une excellente affaire pour Emmanuel Macron. Elle le débarrasse de l'ancien Premier ministre qui chassait en partie sur les mêmes terres et lui aurait fait perdre environ 3 % extrêmement précieux en cas de scrutin serré.

À gauche, Jean-Luc Mélenchon grignotera peu à peu le potentiel de l'insipide Benoît Hamon, dont la campagne ne sera guère inspirée. Mais, en dépit du triomphalisme burlesque parfois affiché par le tribun de La France insoumise, le total des voix de gauche n'aura pas augmenté durant ses trois mois de campagne survoltée. Début février, les intentions de vote pour l'ensemble des candidats de gauche atteignent, selon toutes les enquêtes, un total déclaré aux alentours de 30 %. Au premier tour de l'élection, ce total sera de 27,7 %, le plus faible score de la gauche depuis un siècle ! Même lors de la déroute absolue de l'élection présidentielle de 1969, les candidats de gauche avait préservé tant bien que mal 31 % des voix – le score de Jacques Duclos (21,3 %) étant moins mauvais que celui de Jean-Luc Mélenchon (19,6 %). L'élection de 2017 est un cataclysme sans précédent pour la gauche française.

Quant aux souverainistes, ils seront représentés par cinq candidats car il a été fait en sorte que Marine Le Pen soit flanquée de quatre figurants plus ou moins comiques, qui ont obtenu, par on ne sait quel tour de passe-passe, les cinq cents parrainages nécessaires. Ainsi, les suffrages seront-ils dilués, si bien que « seulement » 21 % des votants s'exprimeront pour Marine Le Pen au premier tour. Mais le total des voix souverainistes dépasse quand même 28 %. Ce qui avait été leur score aux élections européennes de 2014 et le niveau que révélaient les intentions de vote pour Marine Le Pen depuis plus de deux ans.

Il existe désormais un électorat nationaliste constant et convaincu, n'en déplaise aux précieux professeurs de Sciences Po qui n'y voient toujours qu'« un vote protestataire », aux accents « populistes ». S'il est visible que ce courant politique

reste minoritaire et qu'aucune alliance avec d'autres groupes ne se profile, il n'en est pas pour autant négligeable. Ni méprisable, sauf à considérer que la peuple n'a raison que lorsqu'il adopte ce que lui dictent les élites autoproclamées et les apôtres de la bien-pensance.

Au second tour, Marine Le Pen réunira dix millions six cent mille voix, quand son père en avait obtenu cinq millions et demi en 2002. C'est en négation de ce fait que fusent de partout les commentaires : « le navire lepéniste a coulé à pic », « un échec patent », « un score décevant », « une sévère défaite », « un revers au goût amer », « gros dégâts pour le FN », « des révisions stratégiques s'imposent », « la fin de l'extrême-droite », etc. Les froussards se rassurent comme ils peuvent.

Certes, les responsables du Front national ont quelques soucis : nombre de citoyens sont révulsés par une doctrine identitaire, aux relents racistes, dans laquelle le FN persiste à s'embourber, malgré son nouveau discours de revalorisation de l'État, de sauvegarde des services publics, de justice sociale et fiscale. Si bien que ces dernières aspirations, quoique revendiquées par la majorité des Français, ne trouvent aucune issue électorale. Cela reste le problème majeur de la politique française pour les prochaines années. Et le détonateur d'une implosion de l'Union européenne car les revendications de souveraineté et d'égalité sont partagées dans tous les pays par de nombreux travailleurs, avant tout désespérés par la baisse de leur pouvoir d'achat et la précarité de leur emploi. Ils n'entendent pas subir en outre une immigration qui contribue à leur paupérisation, l'oligarchie désirant imposer un afflux de main-d'œuvre étrangère, européenne ou non, afin de diminuer le prétendu « coût du travail » (et incidemment de pallier l'effondrement démographique de l'Allemagne). Des factions xénophobes et autoritaristes, voire pires, ont déjà commencé à s'emparer de cet électorat.

Les partis de gauche se montrent en effet incapables de convaincre cet électorat populaire, parce qu'ils refusent d'affirmer clairement (voire de comprendre ?) que la dénonciation des traités européens, prônant la « libre circulation des produits, des

capitaux et des personnes », doit être l'acte nécessaire et préalable à toute politique sociale progressiste. Le fumeux « plan A » de Mélenchon, prévoyant « la sortie concertée des traités et la négociation d'autres règles » fait perdre toute crédibilité à son programme. Il serait temps – depuis les résultats du referendum trahi de 2005 – que la gauche comprenne que le rejet de l'Union européenne est manifeste, en dépit du matraquage permanent en sa faveur. Une étude de la Fondation Jean-Jaurès dont l'euromanie n'est plus à démontrer doit pourtant reconnaître, en juillet 2018, que « l'action de l'Europe n'est approuvée dans aucun domaine : les Français la jugent négativement en ce qui concerne la politique économique (49 % contre 22 % de jugements positifs), l'emploi (48 % contre 14 %), la politique sociale (48 % contre 14 %) et surtout la politique migratoire (63 % contre 9 %) ». Je cite à nouveau Frédéric Lordon : « Si elle n'avait pas peur de son ombre, c'est la gauche qui pourrait porter une différence politiquement digne : la différence de la sortie de l'euro, la différence de la souveraineté démocratique restaurée ».

23-24 janvier 2017. Emmanuel Macron est en visite au Liban. Il est reçu comme un chef d'État par Saad Hariri, premier ministre aux ordres de l'Arabie saoudite, et qui est d'ailleurs de nationalité saoudienne et propriétaire d'une entreprise à Riyad. L'ambassadeur de France Emmanuel Bonne lui réserve aussi un accueil présidentiel. Ce diplomate avoue que Henry Kissinger est son maître à penser ; en 2009, il était le numéro deux de l'ambassade de France en Arabie saoudite ; il sera nommé directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères en mai 2017. Emmanuel Macron a aussi l'occasion de discuter affaires avec Jean Riachi, président-fondateur de la banque privée FFA (Financial Fund Advisors) et ami de longue date de François-Henri Pinault, son condisciple à HEC. La teneur de leur entretien n'a pas été divulguée.

Par un très heureux hasard, la date du voyage a été bien choisie : Macron se trouve loin du marécage, lorsque…

24 janvier 2017. Un article du *Canard enchaîné*, à paraître le lendemain, déclenche ce qui devient très vite dans tous les médias « l'affaire Fillon ». La candidature de François Fillon va exploser en plein vol, suite aux « révélations fracassantes » concernant les emplois très lucratifs de Pénélope Fillon, prétendue assistante parlementaire de son mari depuis 1986, sans oublier diverses autres malversations ou indélicatesses commises par l'ancien Premier ministre.

Il est inutile de reprendre les détails de ces historiettes répugnantes qui sont malheureusement monnaie courante dans le monde politique. Si elles ont occupé la moitié de la campagne, ce n'est pas seulement pour se débarrasser de Fillon. C'est afin que les vrais problèmes de la France soient le moins possible évoqués. Le débat a été escamoté par les prestidigitateurs du cirque Macron. Ce qui arrangeait bien la plupart des journaleux : leur faible niveau de connaissances fait qu'ils préféraient se pencher sur les loisirs de Madame Fillon que sur des sujets plus ardus d'économie ou de politique étrangère auxquels ils ne comprennent pas grand-chose. Cependant, ce truc d'illusionniste pèsera à terme sur la présidence d'Emmanuel Macron : les citoyens, privés de discussion politique sérieuse en 2017, en exprimeront vigoureusement la nécessité, fin 2018.

Pour ce qui est de « l'affaire Fillon », il convient de noter que :

1°. Tous les médias privés – la plupart étant détenus par une clique de dix milliardaires : Arnault, Berlusconi, Bolloré, Bouygues, Dassault, Drahi, Lagardère, Mohn, Niel et Pinault – participent à la curée et contribuent à l'éreintement de François Fillon, alors que « l'affaire » est d'une grande banalité [cf. Bruno Le Maire ou Jean-François Copé, voir au 23 février 2016]. Dans l'audiovisuel public, on suit le mouvement, par mimétisme de corporation ou par flemmardise, ou en espérant se voir attribuer un poste juteux dans le privé [voir au 27 février 2014].

2°. Les faits incriminés sont très anciens et parfois complexes et ne peuvent donc avoir été subitement « découverts » en quelques jours début 2017 : les documents étaient réunis depuis longtemps, sachant que des cas similaires avaient fait l'objet

d'investigations en 2013 et 2014. Ils ont été lâchés à la presse au moment propice, après la primaire de la droite et avant le premier tour de la présidentielle : la campagne de la droite avec Fillon est engagée depuis deux bons mois et il est trop tard pour changer de cheval en pleine course – surtout quand le cheval se montre assez buté. Je me demande quand même ce qui a bien pu empêcher Alain Juppé de profiter de l'occasion et de se poser en recours pour remplacer François Fillon, ainsi que l'espérait la grande majorité des électeurs de droite.

3°. Les mêmes médias aux mains des mêmes ploutocrates, acharnés contre Monsieur et Madame Fillon, se vautrent de façon unanime dans une énorme campagne apologétique et adulatrice, d'une indécence rare, en faveur d'Emmanuel Macron et aussi de son épouse Brigitte ; ils passent à la trappe les interrogations justifiées par le très bizarre et très volumineux effondrement de patrimoine du candidat durant ces dernières années.

4°. Selon l'adage judiciaire *is fecit cui prodest* [« qui l'a fait est celui qui en profite », soit plus communément : à qui profite le crime ?] il résulte que les instigateurs du vacarme médiatique sont à coup sûr ceux qui désiraient voir Emmanuel Macron remporter l'élection. Les hypothèses, parfois avancées pour faire diversion, de manigances de Sarkozy ou de tout autre adversaire de droite, ne tiennent pas puisqu'elles auraient alors été lancées avant la primaire.

5°. Le rôle de Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de l'Élysée, mais surtout serviteur zélé de la haute bourgeoisie catholique (Bernardins) et transnationale (Aspen), et aussi mentor d'Emmanuel Macron, mériterait d'être examiné ; d'autant que Jouyet, ayant été visé par une plainte en diffamation déposée par François Fillon [voir au 24 juin 2014], avait peut-être déjà « monté un chantier » comme disent les policiers. Il conviendrait aussi de se pencher sur les activités de certains proches de Jouyet, dont Ariane Amson ex-membre du parquet national financier [voir au 13 juin 2016].

6°. Le parquet national financier a en effet manifesté une célérité et un zèle très inhabituels, après avoir ouvert une enquête

préliminaire dès le 25 janvier. Enquête qui se déroule à ciel ouvert, les éléments du dossier étant livrés à la presse jour après jour. Fillon est mis en examen le 14 mars 2017, les juges d'instruction du pôle financier pulvérisant eux aussi tous les records de vitesse.

Étonnante précipitation en effet, quand on considère la lenteur usuelle de l'institution judiciaire face aux politiques. Sans aller jusqu'au cas extrême du financement libyen de la campagne de Sarkozy (il faudra attendre six années d'enquête pour que l'ancien président soit mis en examen), je prendrai un exemple banal, similaire au cas Fillon, celui de Maryse Joissains-Masini, maire d'Aix-en-Provence : une enquête préliminaire pour « détournement de fonds publics » est ouverte en avril 2012, à la suite d'un courrier dénonçant favoritisme et emplois fictifs ; elle ne sera mise en examen que deux ans plus tard, le 8 avril 2014, soit quelques jours après avoir été tranquillement réélue maire ; elle sera condamnée en juillet 2018 à un an de prison avec sursis et fera appel.

De tout cela il découle que « l'affaire Fillon » était ourdie de longue date, que Fillon a servi d'homme de paille pour supprimer Juppé, qu'il avait été choisi justement parce que tous les éléments pour ensuite s'en débarrasser étaient déjà rassemblés, et que ses jours étaient comptés dès son succès à la primaire.

26 janvier 2017. La Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) publie la *déclaration de situation patrimoniale en fin de fonctions* d'Emmanuel Macron. Comme il a vendu son appartement parisien [voir au 26 octobre 2015], il ne lui reste plus que des avoirs mobiliers (liquidités, assurance-vie, actions), pour un montant total de 213 000 euros. Il doit encore 253 000 euros sur l'emprunt contracté en 2011 pour des travaux dans la villa du Touquet, qui appartient à son épouse. À l'approche de la quarantaine cet énarque-banquier-ministre a donc un patrimoine net négatif : c'est une sorte d'exploit. *L'Obs (Niel)* avait peut-être vu juste en le qualifiant de « dynamiteur ». Je dirais que « flambeur » aurait été encore plus approprié…

à moins que « dissimulateur » ? Cette incohérence agite quelques sites sur internet mais pas les grands médias, qui ont vite fait de la mettre sous l'étouffoir [voir au 6 avril 2017].

31 janvier 2017. En Marche annonce que Didier Casas, directeur général adjoint de Bouygues Telecom, va conseiller Emmanuel Macron « sur des sujets tels que la défense, la sécurité, la justice, l'immigration, la laïcité », en étant « intégré au "pôle idées", en charge de l'élaboration du programme ». Ils se connaissent depuis le début des années 2000 : Casas était maître de conférences à Science-Po et à l'ENA lorsque Macron y était élève.

À moins de trois mois de l'échéance le candidat n'a toujours pas de programme, ni même d'idées, dans les domaines les plus cruciaux pour la nation française. Et il confie cette tâche à un dirigeant du groupe Bouygues.

Février 2017. Les contrecoups de « l'affaire Fillon » sont immédiats et violents : alors qu'en janvier il bénéficiait en moyenne de 25 % d'intentions de vote, il tombe dès la première quinzaine de février aux alentours des 18 %. Il fait l'objet d'un lynchage médiatique d'une rare brutalité, pour des actes peut-être délictueux et en tout cas indécents, mais qui n'avaient jamais provoqué par le passé, pour d'autres hommes politiques douteux, le millième des vociférations journalistiques que l'on entend chaque jour sur toutes les antennes. En conséquence, tout débat de fond est oublié, alors que le pays est dans un état économique et social qui mériterait peut-être que l'on s'en préoccupe…

Tout cela sert Emmanuel Macron, qui tire parti à la fois des problèmes de Fillon et de l'élimination de Valls, mais aussi de l'absence de discussion politique sérieuse, alors qu'il n'a jusqu'à présent proposé aucun programme. Il tourne maintenant autour des 21 %, en supposant encore que François Bayrou se déclare candidat. C'est par défaut et par élimination qu'Emmanuel Macron apparaît en février 2017 comme le nouveau favori de l'élection présidentielle alors que son personnage factice a été

forgé de toutes pièces par la manipulation médiatique et qu'il n'attire en réalité qu'une très faible minorité de Français. Cette situation extravagante démontre l'aberration et la supercherie d'un système électoral lorsque l'information est aux mains d'une poignée de milliardaires.

Quoique personne ne sache vraiment quels sont les projets de Macron pour la France, il suffit de lire les directives et injonctions de la Commission européenne pour savoir ce qui nous attend : destruction du droit social ; casse des entreprises et services publics ; délabrement des assurances sociales ; paupérisation des salariés, des retraités, des chômeurs ; accroissement des privilèges accordés aux capitalistes et aux rentiers ; restriction des libertés et militarisation de l'espace public ; perte de la souveraineté populaire au profit des institutions « européennes » (*i.e.* germaniques).

6 février 2017. Sur son blog *Vu du droit*, l'avocat honoraire Régis de Castelnau, qui s'était fortement engagé auprès du PCF et de la CGT dans les années 1970-80, écrit :

« Macron n'est là que parce qu'il est une roue de secours pour un système aux abois, qui rassemble des grands intérêts économiques et financiers. Le scénario initial était de porter Juppé à l'Élysée et Macron à Matignon. Il a fallu se rabattre sur une savonnette politique dont le lancement s'est opéré en utilisant toute la puissance et les codes de communication du système. On nous a fabriqué à partir de rien une fausse vedette, à la culture et à l'intelligence soi-disant supérieures, qui fut pourtant un très médiocre ministre et qui n'a rien produit de notable sur le plan intellectuel.

Mais il y a pire dans la façon dont est organisée l'opération Macron. Il dispose manifestement de moyens considérables. Qui finance tout cela et à quelle hauteur ? Tout le monde se pose la question mais personne ne la pose. Les pouvoirs et autorités, presse comprise, qui ont pour mission de veiller à la légalité et à la sincérité de cette élection, la plus importante de la démocratie française, sont défaillants. Pourquoi ? »

9 février 2017. *Paris-Match (Lagardère)* n'attend pas longtemps pour enterrer Fillon. En pages intérieures du n° 3534, un article, relevant de la publicité comparative la plus déloyale, démolit François Fillon et s'exclame : « Quel contraste avec Macron ! L'un poursuit sa course en solitaire, l'autre est acclamé comme une rock star. L'un doit s'arracher à la boue des affaires, l'autre ne touche plus terre. Alors que l'on ne donnait pas cher de la peau d'Emmanuel Macron, celui-ci est devenu le favori car seul un alignement des planètes *[je pense que cette « explication » mérite d'être soulignée]* semble pouvoir expliquer la chance qui accompagne chacun de ses pas ». Quelle subtile analyse sociopolitique ! Ou astrologique ? Rien d'autre qu'une veine miraculeuse, puisque tous les organes de l'oligarchie vous le répètent.

En couverture, pleine page, Emmanuel et Brigitte Macron, main dans la main, sourires éclatants : « Macron saisit sa chance ». Et dans un coin, un triste petit encart avec « Fillon ne renonce pas ». Le plus troublant est que la mise en page est la même que celle du 24 novembre dernier, les photos très semblables, les textes similaires. Comme si la situation présente était déjà écrite plus de deux mois auparavant.

10 février 2017. Le couple Macron fait aussi la couverture de *Closer (Berlusconi)* : « Non, il n'est pas gay » est l'info du jour. À la fin du mois, le magazine nous apprendra aussi, en pages intérieures toutefois, que « non, Brigitte et Emmanuel Macron n'ont pas eu de relation charnelle lorsqu'il était lycéen : Brigitte Auzière, séduite par ce fringuant lycéen hors norme, n'a pas goûté au péché de chair *[Sublime ! Je crois en effet que « ne s'est pas livrée à la fornication » aurait été moins approprié]* avec Emmanuel Macron lorsqu'elle dirigeait le club de théâtre ». Autant d'éléments indispensables pour bien choisir le futur président de la République française. L'équipe d'Havas balaye dans les coins pour effacer tout ce qui pourrait salir le candide candidat.

12 février 2017. Dans *Libération (Drahi)*, sous le titre « Emmanuel Macron "candidat des médias" : autopsie d'un choix implicite », Daniel Schneidermann publie un article qui n'est qu'un écran de fumée. L'adjectif « implicite » est symptomatique, alors qu'au contraire le choix des médias a été beaucoup plus qu'explicite, outrageusement étalé au grand jour, affiché avec ostentation, exhibé sans pudeur. Schneidermann dédouane à la fois lès gazetiers et leurs maîtres. En usant d'un fumeux galimatias, il ramène trois années de propagande intensive à une « capillarité intellectuelle » entre « journalistes macrono-compatibles ». Et il nie évidemment toute intervention directe des propriétaires sur les contenus. Ce qui s'appelle noyer le poisson.

Et c'est d'ailleurs la fonction, depuis des lustres, de ce critique des médias : feindre de « décrypter » quelques sujets mineurs pour mieux rendre acceptable la propagande d'ensemble. Si l'on veut trouver une analyse du système médiatique, il convient de consulter sur internet le site d'Acrimed <acrimed.org>.

L'hégémonie culturelle a atteint de nos jours une sorte de perfection. Non contente de distiller ses « vérités évidentes » à toute heure et en tout lieu, elle laisse parfois filtrer sur ses propres supports quelques remontrances, certes très édulcorées. Ces piqûres légères jouent le rôle de vaccins, injectés aux lecteurs à petites doses afin qu'ils croient que la liberté d'expression existe encore. Ainsi, ils ne chercheront pas ailleurs et ne seront pas contaminés par une véritable et profonde réprobation du discours dominant.

Il est très rare que quelqu'un lâche le morceau, que ce soit par outrecuidance ou par simple bêtise. Serge Dassault exprima son désir de « posséder un journal ou un hebdomadaire pour y exprimer son opinion » [sur *LCI*, novembre 1997]. L'ineffable Franz-Olivier Giesbert, alors directeur des rédactions du *Figaro (Hersant)*, avoua : « Je pense que tout propriétaire a des droits sur son journal. Il a, lui, le pouvoir. Vous parliez de mon pouvoir : enfin mon pouvoir, excusez-moi, c'est une vaste rigolade. Y'a des vrais pouvoirs ! Les vrais pouvoirs stables, c'est le pouvoir du capital. Ça c'est le vrai pouvoir. Il est tout à fait normal que le pouvoir s'exerce » [« Radioscopie », *France inter*, 16 décembre

1989]. En plus sobre, Laurent Joffrin, qui avait succédé à FOG à la tête du *Nouvel Observateur (Perdriel)* : « Il est logique que le propriétaire fixe une orientation » [« Le premier pouvoir », *France Culture*, 2 octobre 2004]. Et en plus didactique, Nicolas Beytout, prenant la direction du pôle média de LVMH (Bernard Arnault), après avoir dirigé la rédaction du *Figaro (Dassault)* : « L'indépendance éditoriale, ce n'est pas l'autonomie absolue par rapport à un propriétaire. Comment voulez-vous trouver des actionnaires qui aient suffisamment de surface et d'abnégation *[sic]* pour mettre de l'argent, beaucoup d'argent parfois, et simplement se taire ? Ça ne peut pas exister comme ça » [*France Culture*, 6 octobre 2007].

Tout ce petit monde, qui empoche ses prébendes en valsant d'un support à l'autre, a depuis longtemps oublié le programme du Conseil national de la Résistance, qui avait prévu « d'assurer la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ».

13 février 2017. Les porte-flingues récitent un peu partout leur leçon dans les mêmes termes : Richard Ferrand sur *France 2*, Benjamin Griveaux sur *Public Sénat* et *Sud Radio (Latouche)*, Sylvain Maillard sur *RFI*. La blague complotiste du jour est l'attaque qu'auraient déclenchée les sites russes *Sputnik* et *RT [Russia Today]* « avec la volonté d'influencer l'élection et de peser sur notre vie démocratique ». En effet, ceux-ci – dont l'audience reste très marginale – ne se livrent pas à l'apologie béate d'Emmanuel Macron et osent même parfois publier des interviews de ses adversaires : voilà qui est proprement insupportable !

Face à quelques sites alternatifs qui ne bêlent pas le discours commun, de nombreux sites d'info, possédés par les magnats de la presse, touchent les électeurs par dizaines de millions [voir annexe Médias] et leur « volonté d'influencer l'élection » ne fait pas l'ombre d'un doute. Pour ce qui est de « peser sur notre vie démocratique », que dire des mensonges distillés par les médias français – toujours impunis quoique passibles de sanc-

tions pénales – pendant deux ans et à des centaines de reprises, à propos des diplômes d'Emmanuel Macron, de l'histoire de son couple, de l'âge de sa femme, de sa popularité dans l'opinion, de l'évolution de son patrimoine, de ses liens personnels avec certains milliardaires ? Les coupables se posent en victimes et accusent autrui de leurs propres turpitudes.

Cependant, malgré la propagande quotidienne, une large proportion des Français a déjà décidé de ne plus penser comme le préconisent avec insistance toutes les autorités. Faute de pouvoir « dissoudre le peuple », il convient de le priver de tout ce qui serait susceptible de l'amener à s'interroger et à réfléchir, ce qui sera qualifié de « désinformation ». Le 22 mai 2018, Françoise Nyssen, évanescente ministre de la Culture, préconisera de « ne pas renvoyer à la seule capacité de discernement des citoyens » pour contrôler les informations. Pense-t-elle que les citoyens sont des imbéciles, sauf lorsqu'ils votent Macron ? Cette incongruité est prononcée pour justifier un projet de loi liberticide qui vise à interdire toute voix discordante, à criminaliser toute contestation, en prétendant lutter « contre la manipulation de l'information » – un comble pour un pouvoir qui provient précisément de la plus vaste manipulation de l'information jamais entreprise en France. Elle ne fait qu'obéir à la terrifiante déclaration du 26 avril 2018 du commissaire européen à l'Économie numérique, Madame Mariya Gabriel : « Dans la perspective des élections européennes, nous devons être particulièrement vigilants et redoubler d'efforts pour lutter contre la désinformation et résoudre le problème une fois pour toutes ». La solution finale du problème informatif ?

16 février 2017. *L'Obs (Niel)* affiche en couverture une simili photo officielle d'Emmanuel Macron en président de la République, grand collier de la Légion d'honneur autour du cou, avec le titre « Lui président ? » Le point d'interrogation semble superflu.

21 février 2017. 18 heures 30. Meeting d'Emmanuel Macron au Central Westminster Hall à Londres devant trois mille Français. Il enfile ses habituels lieux communs et reprend les bobards sur l'exil des Français, qui « iraient chercher ailleurs le succès ». Un mensonge répété mille fois... La réalité est tout autre : les Français sont peu nombreux à vouloir s'expatrier, si bien qu'environ 3 % des Français résident hors de leur pays, contre 8 % des Britanniques. En proportion des populations, il y a trois fois plus de Suisses vivant en France (7 ‰) que de Français « exilés » en Suisse (2,5 ‰).

Il prétend être venu à Londres parce qu'elle est « la sixième ville française ». En réalité, l'agglomération londonienne compte au plus 225 000 Français, ce qui la place au quarante-quatrième rang. L'élève Macron, qui a montré déjà quelques lacunes en histoire, est franchement nul en géo : il situe Villeurbanne « en région lilloise », fait de la Guyane « une île » et proférera à deux reprises que le problème majeur des pays africains est qu'« ils ont encore aujourd'hui sept à huit enfants par femme » (le taux de fécondité en Afrique est égal à 4,6 et ce taux est la conséquence du sous-développement et non sa cause).

22 février 2017. François Bayrou ne sera pas candidat à l'élection présidentielle car « il a décidé de faire à Emmanuel Macron une offre d'alliance ». Pour le dire plus vertement, il vend son âme au diable. Il a jeté aux oubliettes ses envolées contre « le monde des grands intérêts, le monde de l'argent » [voir au 7 septembre 2016]. En récompense de son retournement de veste, Bayrou sera nommé ministre d'État, ministre de la Justice, le 17 mai 2017.

En bout de course, l'abjuration de Bayrou ne lui sera d'aucun profit. Lors des élections législatives, tirant parti de la malhonnêteté ahurissante du système électoral, de la lassitude des électeurs et de l'abattement de ses adversaires, La République en marche, qui ne réunit au premier tour que 13 % des inscrits, obtient la

majorité absolue des sièges à l'Assemblée[15]. Les supplétifs du Modem sont donc inutiles et il suffit alors de sortir d'un placard une vague histoire d'assistants au Parlement européen pour renvoyer dans son Béarn le maire de Pau, Gros-Jean comme devant.

Désormais, l'affaire est dans le sac. Le ralliement de Bayrou apporte encore quelques points supplémentaires et les intentions de vote pour Macron frisent les 25 %. Les deux mois qui suivent seront une promenade de santé pour Emmanuel Macron, déjà porté en triomphe par tous les médias enthousiastes et tous les maîtres à penser qui règnent sur l'opinion. Encore que, souvent, l'énorme machinerie semble pédaler dans la choucroute, faute de contenu réel. Parfois, perle une étrange impression d'artifice, voire de néant, une vacuité, comme un malaise. Tout cela semble tellement fabriqué, tellement faux. Les trop longs discours de Macron sont ennuyeux, filandreux, fastidieux. Il s'écoute parler. Il cache sa suffisance sous une bonhomie de façade ou des envolées de télé-évangéliste, mais son narcissisme est de plus en plus flagrant. À la sortie des meetings géants, nombre de spectateurs sortent désabusés, en dépit des efforts de manipulation de la « Team Ambiance ». Usant du sabir amerloque à la mode chez les jeunes commerciaux, elle se charge de « staffer les helpers » *[en français : donner des ordres aux valets]* et de déclencher sur commande, via l'application Telegram, les hurlements et les trépignements des « fans », des pantins qui seront récompensés par une entrée gratuite en boîte de nuit pour terminer la soirée. Mais quelle importance puisque le seul but est d'occuper le terrain médiatique, de fournir de belles images à la télé et d'aligner des phrases sans consistance, qui ne heurteront personne.

BFM TV (Drahi) retransmet en intégralité tous les meetings d'Emmanuel Macron, et pour faire bonne mesure quelques minutes des réunions des autres candidats : Marine Le Pen a eu droit à sept fois moins de temps d'antenne depuis le mois de novembre. Mais *Challenges (Perdriel)* nous avait alors rassuré :

15 Le taux d'abstention dépasse 51 % au premier tour et, au second tour, les suffrages exprimés ne représentent plus que 38 % des inscrits ! L'Assemblée zombie élue en juin 2017 ne représente en aucune façon la Nation.

« Bernard Mourad, le patron d'Altice Media Group, un proche de Patrick Drahi, a choisi de démissionner pour éviter tout conflit d'intérêt dans ses nouvelles fonctions de conseiller spécial auprès d'Emmanuel Macron, un ami de plus de quinze ans ». Ce qui, involontairement, confirme l'existence d'un lien fort entre Drahi et Macron.

Emmanuel Macron donne d'innombrables interviews d'où il ne ressort à peu près rien. Il y arbore souvent la mine niaise et réjouie d'un curé débutant et parfois l'œil fixe et cruel de celui qui sait qu'il n'est qu'un imposteur. Avec un Jérôme Garcin préposé à la brosse à reluire dans *L'Obs (Niel)*, il se gargarise de mots : « La fonction présidentielle réclame de l'esthétique et de la transcendance. Être candidat à la présidence, c'est avoir un regard et un style ». La palme revient peut-être à cette assertion délivrée à Pascal Canfin, directeur de WWF France : « Parce que nous, nous sommes des enracinés, il y a des arbres à côté de nous, il y a des rivières, il y a des poissons, il y a des frères et des sœurs ». Son interlocuteur en reste bouche bée.

La pensée politique d'Emmanuel Macron est une page vierge sur laquelle les oligarques européens écriront ce que bon leur semble. Son esprit est une pure mécanique, certes bien huilée, qui tourne à vide tant qu'elle n'est pas alimentée par l'idéologie réactionnaire.

Après tout, peu importe qu'il ait gagné par forfait, sans combat et sans douleur, en voyant tous ses adversaires dangereux tomber les uns après les autres comme des mouches. L'essentiel est qu'il a *gaaagnéééé !* Comme prévu.

La réussite de l'opération vaudra à Emmanuel Macron, tôt ou tard, d'innombrables ralliements, qui iront du pseudo-communiste Robert Hue à l'ultralibéral en retraite Alain Madelin, en passant par le biscornu Bertrand Delanoë.

Je citerai aussi, pas vraiment au hasard, et par ordre alphabétique :

Jean-Louis Bourlanges, membre de la Commission trilatérale, ancien député européen centriste, salue en Macron « l'émer-

gence d'une majorité nouvelle fédérant les valeurs de liberté, de solidarité et de sécurité dans une perspective ambitieusement européenne ».

Jean-Louis Bruguière, membre de la Commission trilatérale, ancien magistrat, précise qu'il apporte son soutien à Macron « en dehors de toute ambition politique personnelle ».

Thierry Déau, membre de la Commission trilatérale, créateur du fonds Meridiam, se félicite de voir « Emmanuel Macron afficher sa volonté de muscler la politique d'investissements publics ». Un point de vue spécieux car Macron a aussi prévu de diminuer de 60 milliards le montant annuel de la dite « dépense publique ».

Elisabeth Guigou, membre de la Commission trilatérale, ancienne Garde des Sceaux, vante « le candidat progressiste, européen et républicain ».

Sylvie Kauffmann, membre de la Commission trilatérale, directrice éditoriale au *Monde (Niel)*, estime que « Monsieur Macron promet de rénover la scène politique ». Avec Jean-Yves Le Drian et Gérard Collomb, élus conseillers municipaux il y a quarante ans, respectivement à Lorient et à Lyon. Des jeunes premiers sur la scène…

Frédéric Lemoine, membre de la Commission trilatérale, président du directoire du holding Wendel, « se réjouit de voir adopter une ligne plus favorable aux entreprises et ouverte sur le monde extérieur ». En 2007, quatorze dirigeants de Wendel, dont le baron Ernest-Antoine Seillière, avaient empoché 315 millions d'euros nets grâce à un montage échappant à l'imposition ; ils ont enfin été traduits en justice le 2 décembre 2016 pour fraude fiscale ; je ne suis pas très inquiet pour leur sort.

Hervé Mariton, membre de la Commission trilatérale, député LR, se contente d'approuver la « loi Macron » et prétend renifler « dans la référence "Macron - grand capital - Rothschild - puissance d'argent" un relent qui n'est pas tout à fait sain ». La bonne pensée prétend que les critiques à l'égard de la banque Rothschild sont antisémites mais elle ne trouve rien à redire aux réquisitoires à l'encontre de Karl Marx ou de Léon Blum.

Wolfgang Schäuble, membre de la Commission trilatérale, ministre des Finances, déclare dans une interview au *Spiegel (Mohn)* : « Si j'étais français, je voterais probablement pour Macron ». Comme il est allemand, il se satisfait d'étrangler le peuple grec.

Jean-Claude Trichet, actuel président européen de la Commission trilatérale, membre d'honneur de l'Institut Aspen France, ancien président de la Banque centrale européenne de 2003 à 2011, « a soutenu la proposition de M. Macron pour un ministre du Budget et des Finances pour toute la zone euro ».

Le 23 juin 2017, sur *boursorama.com (Société Générale)*, le président Trichet traite les assurances sociales françaises de « handicaps » et d'« anomalies » *[sic]* et il « attend de la France qu'elle puisse faire des réformes ». Je rappelle que la ritournelle « faire des réformes » signifie détruire toute protection sociale. Il veut y croire car « il y a un niveau de confiance qui a fait un énorme bond » depuis le succès de Macron. Ce n'est pas faux mais encore faut-il préciser chez qui : dans les jours qui ont suivi le premier tour, le CAC 40 s'est envolé en hausse de plus de 7 %, meilleure performance depuis dix ans. Le chroniqueur boursier de *Radio France*, un charlatan payé par notre redevance, salue ceux qu'il nomme les « investisseurs », alors que chacun sait que la Bourse n'est plus d'aucune utilité pour les entreprises, étant devenue un casino financier où sévissent les transactions à haute fréquence.

23 février 2017. Macron présente enfin son programme économique, dans *Les Échos (Arnault)*. Les mesures phares ne surprendront pas : cadeaux fiscaux aux plus riches (suppression de l'ISF, *flat tax* « pour tous les revenus du capital »[16]), dangereuse austérité budgétaire (« 25 milliards d'économies »), sabrage de la fonction publique (cent vingt mille emplois supprimés), dégra-

16 Ainsi, en 2018, le taux de l'impôt sur les dividendes et autres revenus financiers tombera à 12,8 % alors que le taux marginal d'imposition des salaires restera de 45 %. La France est devenue un paradis fiscal pour les actionnaires et les spéculateurs.

dation de l'assurance-maladie (« 15 milliards d'économies »), persécution accrue des chômeurs (« 10 milliards d'économies »). Voilà qui rappelle furieusement ce que proposait Alain Juppé... ou Margaret Thatcher. À part cela, c'est comme d'habitude le flou artistique, du genre « inventer un nouveau modèle de croissance ». Mais en une phrase, tout est dit : « La France doit faire des réformes structurelles *[en français : détruire son modèle social]* : c'est ce qui est bon pour nous, et cela permettra aussi de rassurer nos partenaires, et d'abord l'Allemagne ». Ou plus exactement de rassurer les grandes familles du capitalisme rhénan et bavarois, dont le patrimoine provient pour une large part de leurs turpitudes durant la période nazie. Je sais bien qu'il est devenu malséant d'évoquer ces crimes allemands mais ils n'en demeurent pas moins ineffaçables à jamais. Cela n'empêche pas les « élites » françaises de livrer leur pays à l'Allemagne, ainsi qu'elles le firent lors de « l'étrange défaite » de 1940.

25 février 2017. Invité sur *France Info* à parler des retraites, le professeur Pisani-Ferry [voir au 24 avril 2013 et au 9 mars 2016], maintenant responsable du programme économique d'Emmanuel Macron, s'est montré parfaitement nébuleux : « Aujourd'hui, l'enjeu du système des retraites, ce n'est plus seulement un enjeu financier. Si on change un certain nombre de modes de fonctionnement du système, ça peut impliquer des variations ». La Palisse n'est pas mort... Jean Pisani-Ferry, membre du Cercle des économistes, une coterie de pompeux rétrogrades, est professeur multicartes à Sciences Po, Paris-Dauphine, université libre de Bruxelles, Hertie School of Governance de Berlin, etc. Il n'est pas dit qu'il transmette beaucoup de connaissances à ses étudiants mais il est certain qu'il leur inflige les fariboles du laisser-faire à tout va.

28 février 2017. La loi autorise désormais les forces de l'ordre à faire usage de leurs armes à feu contre quiconque serait « susceptible de perpétrer des atteintes à leur intégrité physique », autrement dit quand bon leur semblera. Les policiers

français n'ont plus rien à envier à leurs collègues américains qui exécutent par balles près d'un millier de personnes chaque année, en particulier celles dont la couleur de peau les rend éminemment « susceptibles de perpétrer » des actes délictueux.

1er mars 2017. Couverture de *L'Express (Drahi)* : très gros plan (très retouché aussi) de « Brigitte Macron, femme d'influence », une expression qui a déjà été maintes fois utilisée, de *VSD* à *BFM TV*. L'hebdomadaire nous explique par le menu comment « les Macron, tandem romanesque et ambitieux mènent, ensemble, la bataille de l'Élysée ». Spectacle inédit et affligeant : à quelques semaines d'une échéance décisive pour la France, c'est l'épouse d'un candidat qui fait la couverture d'un soi-disant magazine d'information.

Et elle fait aussi, ce même jour, sous le titre « Brigitte Macron, sa vérité sur son couple », la couverture de *Gala (Mohn)*. Avec en prime un battage publicitaire pour une énième hagiographie des Macron, à paraître cette semaine. N'en jetez plus, la cour est pleine !

2 mars 2017. Le mensuel *Sciences et Avenir (Perdriel)* avait en février affiché en une le génial et baroque mathématicien Cédric Villani… qui venait justement de déclarer sa flamme à Emmanuel Macron (ils ont tous deux fait partie de la promotion 2012 des *Young Leaders* de la French-American Foundation). Ce mois-ci, le magazine consacre quatre pages à un « entretien » annoncé en couverture entre Emmanuel Macron, qui jacasse, et cinq scientifiques, qui écoutent. Sur le site web, pas moins de six articles et vingt-neuf vidéos reprennent cet exposé macronesque sur le thème « Quelle place pour la science en France ? » Réponse de l'impétrant, reçu avec mention très bien : il faut « innover en profondeur et fonder nos choix sur une éthique nouvelle », ce qui ne veut strictement rien dire. Mais Macron se veut aussi plus prosaïque, en proposant de « pousser les titulaires de doctorats à créer des start-up », ce qui révèle

sa totale méconnaissance de la recherche scientifique. Je me demande à quel prix des personnalités intelligentes ont accepté de se livrer à une telle pantalonnade.

3 mars 2017. Après sept années de procédure, le policier qui avait tué Mustapha Ziani par un tir tendu de Flash-Ball, en plein thorax et à courte distance, a écopé de six mois de prison avec sursis.

Même verdict, en juillet, contre un délégué syndical CGT à l'usine PSA de Poissy, pour avoir tordu deux doigts *[sic]* à un cadre lors d'une bousculade en septembre 2016.

9 mars 2017. Michael Bloomberg, dixième fortune mondiale (47 milliards de dollars), rencontre Macron à son QG de campagne « pour parler économie ». Bloomberg est membre de la Commission trilatérale ; la fondation *Bloomberg Philanthropies* mène des actions communes avec *The Aspen Institute*. Sur son compte Twitter, Macron se réjouit : « *Our countries share a strong common history and will keep supporting each other* ». Ce qui laisse à entendre que les États-Unis, c'est Bloomberg, et que la France, c'est Macron – et cette France ne parle plus français.

9 mars 2017. Le Polonais Donald Tusk est reconduit à la présidence du Conseil européen. Il est entré en politique en 1988 avec le slogan « Ni la droite ni la gauche, tout droit vers l'Europe ». Il devrait donc bien s'entendre avec Emmanuel Macron. Donald Tusk dirige un parti chrétien qui affirme que « le Décalogue est la base de la civilisation occidentale ». Il avait succédé en 2014 au Belge Herman Van Rompuy, membre de la Commission trilatérale et du comité de parrainage de la Fondation des Bernardins, ce qui montre une certaine continuité dans l'orientation idéologique – pour ne pas dire théologique – de la présidence du Conseil européen.

12 mars 2017. François Fillon ayant repris du poil de la bête, après un rassemblement de soutien organisé place du Trocadéro le 5 mars, on remet un jeton dans la machine à claques. Un scoop du *JDD (Lagardère)* : « Depuis 2012, François Fillon s'est fait offrir pour 48 500 euros de costumes ». Les fins limiers ont bien travaillé car nous avons droit à un inventaire détaillé : « Trois costumes sur mesure et une veste forestière ; deux autres vestes forestières, un blazer, deux pantalons, ainsi que deux pulls en cachemire ». Il n'est pas fait mention des caleçons et chaussettes.

Certains auraient-ils anticipé ces dénonciations vestimentaires ? Sans raison apparente, *Paris-Match (Lagardère)* avait évoqué, dès le 24 novembre 2016 et le succès de Fillon au premier tour de la primaire, les modestes costumes « à 340 euros pièce » d'Emmanuel Macron.

À part ça, la France compte six millions de demandeurs d'emploi mais nous n'en parlerons pas. D'ailleurs, avec Macron, les chômeurs auront intérêt à bien se tenir : fini de flemmarder en attendant les alloc [voir au 14 janvier 2017].

30 mars 2017. Selon le procureur de la République de Paris François Molins, « aucun élément connu à date n'est de nature à justifier l'ouverture d'une enquête » à propos des déclarations d'Emmanuel Macron à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Circulez, il n'y a rien à voir ! François Molins, qui a été directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie, sera nommé en octobre 2018 procureur général près la Cour de cassation, le plus haut poste du Parquet.

6 avril 2017. Emmanuel Macron déclare sur *France 2* : « J'ai utilisé l'argent que j'ai gagné [chez Rothschild] pour rembourser une partie de mes emprunts d'une part et pour financer des travaux d'autre part ». Ce qui est un très gros, je dirais même un colossal mensonge, puisqu'il a en réalité remboursé une partie de ses emprunts par un nouveau prêt et financé ses travaux au Touquet par un autre prêt [voir au 4 septembre 2012] et n'a

donc absolument pas utilisé ses gains pour cela. Le béni-oui-oui David Pujadas opine du chef et passe à autre chose. (En septembre 2017, il sera récompensé de ses bons soins par une émission quotidienne d'une heure quarante-cinq sur *LCI (Bouygues)* dont il est le présentateur et le producteur au travers de sa société Particules Productions.) De même que la HATVP, les médias – y compris *Mediapart* ou *Le Canard*, que l'on a connus plus pugnaces – avalent cette tromperie sans sourciller.

Dans *Le Monde (Niel)*, les Décodeurs décodent : « Les inconnues sont trop nombreuses pour affirmer quoi que ce soit, et notamment qu'il y aurait quelque chose de suspect ». Voilà encore un cas flagrant de « diffusion de nouvelles fausses », qui aurait dû être sanctionné selon l'article 27 de la loi du 29 juillet 1881. Car il est au contraire parfaitement avéré qu'il y a « quelque chose de suspect » – ce qui ne préjuge d'aucune culpabilité – puisqu'Emmanuel Macron est forcé d'avancer des justifications, qui étant de plus mensongères renforcent la suspicion. Les Décodeurs montrent ainsi ce qu'ils sont : des chiens de garde au service de Xavier Niel. Lequel ne s'en est jamais caché : « Quand les journalistes m'emmerdent, je prends une participation dans leur canard et ensuite ils me foutent la paix ». Et ils ne touchent pas non plus aux amis.

La question restera (à jamais ?) sans réponse : que sont devenus les millions gagnés par Macron ? Ce qui est sûr, c'est qu'il ne les a pas avalés car il a énoncé comme une vérité profonde, sur un ton pénétré, en février 2017 : « L'argent ne se mange pas, il ne se mange pas, je confirme ». Pendant trois ans, il aurait dilapidé, il aurait claqué – au sens où il ne reste rien de ses dépenses – plus de 1 300 euros par jour tous impôts et cotisations réglés, sans aucun loyer à payer, sans aucun achat patrimonial.

Le montant moyen des retraites en France est de 1 300 euros par mois. En octobre 2018, répondant à des retraités qui lui faisaient part du trop faible niveau de leurs revenus, Macron leur fera la leçon en ces termes outrageants : « De Gaulle disait que la seule chose qu'on n'avait pas le droit de faire, c'était de se plaindre. Le pays se tiendrait autrement si on était comme ça. On

ne se rend pas compte de la chance immense qu'on a ». Il parle pour lui-même ?

Son porte-parole de campagne Sylvain Fort a reconnu sans rire que « pendant les années Rothschild, Emmanuel Macron a pas mal dépensé ». Tu l'as dit, mon bonhomme !

Sylvain Fort est un normalien très souple puisqu'en 2012 il avait participé à la campagne de Sarkozy. Il a été un proche collaborateur de Michel Pébereau, président de BNP Paribas, puis il a conseillé Vincent Bolloré et Bernard Arnault, et enfin a créé une agence de com' avec parmi ses clients Axa, la Caisse des dépôts, le groupe Edmond-de-Rothschild, la banque Neuflize-OBC, The Carlyle Group... et En Marche ! En mai 2017, il sera chargé des discours d'Emmanuel Macron, puis, en octobre 2018, de la communication de la présidence. Mais il quittera l'Élysée peu après, de même que Stéphane Séjourné et Ismaël Emelien, premiers à quitter le navire avarié par l'affaire Benalla-Macron.

13 avril 2017. Un sondage Ipsos donne 20 % d'intentions de vote à Mélenchon et 22 % à Macron, en recul du fait de sa campagne fastueuse mais inconsistante. Le transfert des voix de Benoît Hamon vers Jean-Luc Mélenchon s'accélère, à dix jours du premier tour.

Pour arrêter l'hémorragie, l'oligarchie a sorti l'arme fatale : le Venezuela. En quelques jours, début avril, la totalité des médias, privés et publics, ont déclenché un tir continu et concerté d'articles et de reportages sur le Venezuela, présenté comme un pays où règneraient la misère si ce n'est la famine, aux mains d'un dictateur dont Mélenchon serait un chaud partisan. Ils y consacrent des pages et des heures, en déployant les impostures les plus invraisemblables : photos et vidéos trafiquées, reportages bidonnés, faux témoignages, contrevérités systématiques, chiffres extravagants sortis de nulle part, affirmations sans l'ombre d'une preuve. Le silence absolu est fait sur les attentats subversifs et les crimes de factions fascistes soutenues directement par les États-Unis et encouragées par l'Union européenne.

Tout ce qui démontre les quelques mérites de la politique d'Hugo Chavez puis de Nicolas Maduro est dissimulé[17]. Le gouvernement est rendu responsable des pénuries et de l'inflation, alors que l'asphyxie et le sabotage méthodique de la production et de la distribution sont organisés par le secteur privé et que le pays est soumis à un blocus financier et commercial par les États-Unis et leurs vassaux – reprenant la stratégie d'étranglement économique déployée au Chili en 1973, sous la direction d'Henry Kissinger.

Jean-Luc Mélenchon est empêché de développer sa campagne, en étant sommé de s'expliquer sur le Venezuela, à croire qu'il se présente aux présidentielles dans ce pays et non pas en France. L'Opération Venezuela suffit à stopper net la progression de Mélenchon. Après les élections, le sujet disparaîtra de la une des journaux mais les États-Unis et la France continueront à s'ingérer avec impudence et au mépris du droit international dans les affaires intérieures du Venezuela afin de renverser par la force le président Maduro et de remettre la main sur les réserves pétrolières du pays.

(Les méthodes de la propagande bourgeoise ne se renouvèlent pas. Je me souviens qu'en 1977 les médias unanimes, autour de soi-disant « nouveaux philosophes », se livrèrent soudain à une vaste campagne de dénonciation du goulag stalinien, alors que celui-ci avait été démantelé depuis vingt ans ! Le but de la manœuvre était de discréditer le Parti communiste français et de saborder l'Union de la gauche. Opération si bien réussie que la droite remporta de façon inespérée les élections législatives de 1978.)

17 avril 2017. Pour clore en beauté une si jolie campagne électorale, un grand meeting à Bercy réunit plus de quinze mille ballots. Je ne résiste pas au plaisir de citer ce message lu sur

17 Pour information : La FAO a constaté que le problème de la faim a été éradiqué, et « officiellement salué les performances » du Venezuela en matière de nutrition. L'Unesco a constaté que le Venezuela est « territoire libéré de l'analphabétisme ». La Banque mondiale a constaté en 2013 que le taux de pauvreté avait été divisé par deux : 27 %, contre 56 % en 1997. L'ONU a constaté que son "Indice de développement humain" [santé, éducation, niveau de vie] place en 2016 le Venezuela devant tous les pays de la région (Brésil, Pérou, Équateur, Colombie).

Twitter : « Les gens qui vibrent devant les talents d'orateur de Macron doivent avoir des orgasmes en mangeant du yaourt ».

Les politiciens venus à la soupe sont légion : au premier rang, le renégat François Bayrou et sa fidèle Marielle de Sarnez ; des socialistes en peau de lapin comme Christophe Castaner ou Richard Ferrand ; des écolo-opportunistes comme François de Rugy ou le cabotin Daniel Cohn-Bendit ; des tocards oubliés comme les anciens ministres Philippe Douste-Blazy, Renaud Dutreil ou Jean-Paul Delevoye. Des petits malins du show-biz ont aussi reniflé la bonne odeur du pouvoir : par exemple Pierre Arditi, Stéphane Bern, Danièle Évenou, Catherine Laborde, Catherine Lara, Bernard Montiel, et, forcément, Line Renaud. J'omets par charité deux ou trois noms respectables, tombés ingénument dans ce traquenard.

Et il y a surtout ceux que l'on ne voit pas. Au long de cette histoire, sont passés auprès d'Emmanuel Macron, parmi les douze premières fortunes françaises : en première ligne Xavier Niel et la famille Arnault, ainsi que Yannick et Vincent Bolloré, et aussi Patrick Drahi (via Bernard Mourad), la famille Pinault (via Serge Weinberg), la famille Bettencourt (via Peter Brabeck et Muriel Pénicaud). Sans oublier Rothschild, Lagardère et quelques autres.

18 avril 2017. Tribune de Claude Bébéar, dans *Les Échos (Arnault)* : « Des années durant, j'ai toujours observé une grande discrétion quant à mes choix politiques. À quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, je souhaite pour la première fois de mon existence rendre public mon choix : je soutiens Emmanuel Macron. Je voterai pour lui car notre prochain président doit être exemplaire, moderne et européen ».

Ce même jour, En Marche – en bénéficiant de très importantes ristournes accordées par ses prestataires – lance une campagne d'appels téléphoniques automatisés, qui touchera six millions six cent mille foyers ciblés soit près du quart de l'électorat, et fait imprimer une dizaine de millions de tracts. Emmanuel Macron

n'oublie pas que ce sont quand même « les gens » qui, dans cinq jours, vont « librement choisir » le président de la République française.

23 avril 2017. Au premier tour, Emmanuel Macron obtient 24 % des suffrages exprimés (18 % des inscrits), suite à une conjonction d'événements hautement improbables que les politologues patentés appelleront doctement « un concours de circonstances ».

Le décompte de ses voix est aisé. Son énorme campagne électorale et le soutien éhonté des médias lui ont permis de conforter environ 15 % des votants, que lui avaient déjà attirés deux années d'intense propagande, dans la débauche de moyens et de mensonges que j'ai rapportée. S'y sont ajoutés grosso modo 3 % déçus par les révélations à l'encontre de Fillon, 3 % qui auraient préféré Valls à Hamon, et au moins 3 % partisans de Bayrou.

Les causes de la victoire par défaut d'Emmanuel Macron sont :

1°. La fabrication, à partir de rien, d'un personnage plaisant, en déployant des ressources médiatiques faramineuses, un lancement publicitaire sans précédent dans l'histoire politique française.

2°. La réussite stupéfiante de François Fillon lors de la primaire de la droite, éliminant ainsi Alain Juppé qui devançait Macron de dix à quinze points dans tous les sondages de septembre à novembre.

3°. L'éreintement systématisé de Fillon depuis fin janvier.

4°. L'échec incompréhensible de Manuel Valls à la primaire du PS.

5°. Le ralliement saugrenu de François Bayrou, qui avait pourtant dénoncé l'Opération Macron dans les termes les plus vifs.

6°. Une campagne électorale indigente où la quasi-totalité des soi-disant « journalistes » et l'ensemble des éditocrates se consacrent à des sujets anecdotiques ou marginaux, en évitant délibérément d'aborder les questions essentielles pour notre pays, telles que le contrôle de l'économie et de la monnaie par l'État

français, le partage équitable des revenus et des patrimoines, la durée et la rémunération du travail, la politique du logement et la lutte contre la pauvreté, le rétablissement des libertés publiques, la souveraineté démocratique, l'indépendance nationale.

Épilogue

Attendu que l'élection présidentielle a été totalement faussée par la propagande et la manipulation, attendu que l'Assemblée élue en juin 2017 ne représente en aucune façon la nation, attendu que la loi du 30 octobre 2017 sur la « sécurité intérieure » a entériné l'État policier, et compte tenu de l'égotisme agressif du président de la République, force est de constater que la France est désormais soumise à un régime autocratique où un pouvoir sans légitimité s'exerce sans contrôle.

Ce despotisme très peu éclairé se caractérise par les avantages, cadeaux et passe-droits accordés aux favoris du prince et aux ultra-riches qui l'ont porté au pouvoir. Son autoritarisme est marqué par l'omniprésence du tyran sur les antennes, par la persécution de ses opposants, par le déchaînement des brutalités policières, par de massives arrestations et séquestrations arbitraires, par une justice expéditive et implacable aux ordres du pouvoir politique. Enfin, le monarque s'arroge le droit de signer sans aucune discussion ni consultation des accords internationaux (Marrakech et Aix-la-Chapelle) qui portent gravement atteinte à la souveraineté du pays.

Et l'on entend un honorable député centriste, fils et petit-fils de résistants et déportés, s'écrier en février 2019, à propos d'un énième projet de loi liberticide : « Où sommes-nous ? C'est la dérive complète. On se croit revenu sous le régime de Vichy ! Oui, oui, je dis bien le régime de Vichy. Mais réveillez-vous ! »

Annexe Médias

Pour appréhender le poids réel de la presse écrite, les chiffres de diffusion ne sont pas adéquats. Ils n'ont d'utilité que pour prévoir la rentabilité financière – ou souvent, le déficit – du périodique.

Or, un même exemplaire peut être feuilleté par cinq ou six personnes (taux de circulation). Et surtout, désormais, la presse écrite trouve de très nombreux lecteurs, dits plutôt « visiteurs », sur ses sites internet (ordinateurs, mobiles et tablettes). Le lectorat traditionnel – on dit *print* pour faire chic – ne représente plus qu'environ la moitié de l'audience totale des magazines et quotidiens.

Il est réalisé quatre fois par an une étude de référence, *ACPM ONE Global*, qui mesure le nombre de personnes ayant lu (forcément en partie) au moins un numéro de la publication, tous supports confondus, en un mois. Ceci a l'avantage de pouvoir comparer tous les organes de presse, quelles que soient leurs périodicités. Chaque lecteur n'est comptabilisé qu'une seule fois, même s'il a eu plusieurs contacts, sur un ou plusieurs supports (audience dé-dupliquée).

Sur un mois, l'audience totale des journaux ou magazines se chiffre en millions. Ne serait-ce que de façon occasionnelle, des quotidiens comme *Le Figaro*, *Le Monde*, *Le Parisien* touchent plus de vingt millions de personnes par mois. Ces chiffres, reconnus par les annonceurs publicitaires, montrent le poids réel de la presse. Ils permettent de comprendre pourquoi les ploutocrates investissent, à tours de bras et à fonds perdus, dans des médias dont les tirages semblent devenus dérisoires et les pertes abyssales.

Voici donc un panorama de la presse française, classée par ordre des audiences mensuelles (arrondies au million), à partir des résultats de 2018 (Vague 1). Faute de mieux, les fortunes seront estimées selon les classements *Challenges* de 2017-2018.

Le Figaro : 24 millions de lecteurs.

Fondé en 1826, grand quotidien conservateur de la IIIe République et des suivantes. Acheté en 1975 par Robert Hersant, il est intégré dans la Socpresse, un empire qui regroupe de multiples quotidiens et magazines, sous la direction générale d'Yves de Chaisemartin. En 2004 le groupe est racheté par Serge Dassault, qui en revendra la quasi totalité pour ne conserver que *Le Figaro* et ses suppléments *Le Figaro Magazine*, *Madame Figaro* et *TV Magazine*, qui est également le supplément d'une cinquantaine de titres de la presse quotidienne régionale et atteint la plus grosse diffusion payée de la presse française : 4,6 millions par semaine. En octobre 2015, le groupe Le Figaro a acquis CCM Benchmark, un ensemble de sites internet (*Journal du Net*, *L'Internaute*, *Copains d'avant*, *Comment ça marche*, etc.) qui cumule la plus forte audience en France. La fortune de Serge Dassault (mort à 93 ans en 2018) était proche de 24 milliards d'euros. En 2017, il avait été condamné à 2 millions d'euros d'amende pour blanchiment de fraude fiscale.

Le Monde : 22 millions de lecteurs.

Créé fin 1944 par Hubert Beuve-Méry, en remplacement du quotidien *Le Temps* qui existait depuis 1861. Il devient progressivement le « journal de révérence » de l'idéologie dominante. Fin 2010, après de croquignoles péripéties (dont fut partie prenante le jeune banquier Emmanuel Macron, manipulé par Alain Minc), le groupe Le Monde passe aux mains de trois propriétaires privés, Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse. Le groupe participe en 2012 à la création du site français du *Huffington Post*. Les compères ont aussi pris le contrôle de *L'Obs* en juin 2014 [voir infra].

Suite au décès de Pierre Bergé le 8 septembre 2017, Xavier Niel et Matthieu Pigasse règnent sur le groupe Le Monde [Société éditrice du Monde (SEM) et ses filiales] qui édite aussi *Télérama* (7 millions de lecteurs par mois), *Courrier international* (5 millions), *La Vie*, (audience par mois non mesurée ; 500 000 par semaine), *Le Monde diplomatique*, etc.

La fortune de Xavier Niel (52 ans), fondateur de Free après avoir « réussi » dans le minitel rose, les peep-shows et autres sex-shops, est d'environ 7 milliards d'euros. Matthieu Pigasse (51 ans), responsable mondial des fusions-acquisitions et directeur général délégué en France de la banque Lazard, possède aussi *Les Inrockuptibles* (4 millions de lecteurs) et *Radio Nova*.

20 Minutes : 21 millions de lecteurs.

Ce quotidien gratuit a été lancé en mars 2002 à Paris ; il est maintenant diffusé (900 000 ex. par jour) dans onze grandes villes françaises. Il est détenu à parts égales par Sofiouest, contrôlée par la famille Hutin [voir *Ouest-France*], et par le groupe belge Rossel qui appartient à la famille Hurbain et édite près d'une centaine de titres dont *Le Soir* à Bruxelles et *La Voix du Nord* à Lille (5 millions de lecteurs par mois).

Le Parisien - Aujourd'hui en France : 20 millions de lecteurs.

Le Parisien libéré a été créé le 24 aout 1944 par Émilien Amaury. Acheté en 2015 par LVMH (Bernard Arnault), il est rattaché au groupe Les Échos-Le Parisien, qui est dirigé par Francis Morel, condamné en 2003 à quinze mois de prison avec sursis, suite à un « litige » avec le fisc... et chevalier de la Légion d'honneur en 2007. Le groupe détient également *Investir*, *Connaissance des arts* et *Radio Classique*. La fortune de Bernard Arnault (70 ans) est estimée à 73 milliards d'euros en 2018.

Femme actuelle : 20 millions de lecteurs.

Hebdomadaire féminin fondé en 1984 par le patron de presse allemand Axel Ganz. Appartient au groupe Prisma Media, filiale française de Gruner + Jahr, premier groupe de presse magazine en Europe, détenu par le groupe Bertelsmann, lui-même détenu par des fondations, qui sont sous contrôle de la famille Mohn : pourquoi faire simple puisqu'il s'agit d'échapper au fisc ? De ce fait, la fortune réelle de la famille Mohn est inconnue ; selon *Forbes* (*The World's Billionaires*), elle serait de 5 milliards de dollars.

Outre *Femme actuelle*, Prisma Media édite une trentaine de titres : *Télé Loisirs* (19 millions de lecteurs par mois), *Voici* (14 millions), *Gala* (13 millions), *Télé 2 semaines* (5 millions), *Géo* (5 millions), *Capital* (4 millions), *Prima* (2 millions), *VSD* (audience par mois non mesurée ; 700 000 par semaine), etc.

La filiale audiovisuelle du groupe Bertelsmann est RTL Group, premier diffuseur européen de télévision et de radio, qui détient en France les chaînes *M6*, *W9*, *6ter*, *Paris Première*, *Téva*, etc. et les radios *RTL*, *RTL 2* et *Fun Radio*, ainsi que des sociétés de production et de nombreux sites internet.

Télé loisirs : 19 millions de lecteurs.

Hebdomadaire consacré aux programmes de télévision, créé en 1986 par le groupe Prisma Media de la famille Mohn.

L'Équipe : 19 millions de lecteurs.

Le quotidien *L'Auto* est lancé en 1900 par Jules-Albert de Dion, ligueur ultra catholique. Le journal, compromis dans la collaboration, prend le titre *L'Équipe* en 1946 et intègre le groupe Amaury en 1964. Le groupe édite également *France Football* et *Vélo Magazine*, et organise de très nombreux événements sportifs, par sa filiale Amaury Sport Organisation. En 1998 est créée *L'Équipe TV*, qui accède à la TNT en 2012. Le groupe appartient toujours à la famille Amaury, dont la fortune est estimée à 350 millions d'euros.

L'Express : 16 millions de lecteurs.

Créé en 1953 par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud. Après 1977, le magazine passera de mains en mains avant d'aboutir dans l'escarcelle de Patrick Drahi en 2015, en compagnie de *L'Expansion* (qui sera fusionné avec *L'Express*), *Studio Ciné*, *Lire*, *Mieux vivre votre argent*, *Point de vue*, les titres *Côté Maison* (2 millions de lecteurs par mois), etc. Le groupe L'Express intègre, avec *Libération* [voir infra], l'ensemble dénommé SFR Presse, au sein du groupe SFR, propriété du holding Altice. D'autre part, le pôle audiovisuel SFR Radio TV regroupe les stations *RMC* et *BFM Business*, et les chaînes *BFM TV*, *RMC Découverte*, *RMC Story*, *BFM Business*, *BFM Sport* et *BFM Paris* [voir infra].

La fortune de Patrick Drahi (56 ans), si tant est que l'on puisse en avoir la moindre idée, aurait été d'environ 15 milliards d'euros en 2017 mais serait « tombée » à 7,7 milliards d'euros en 2018, du fait de l'effondrement du cours d'Altice à la bourse d'Amsterdam.

Ouest-France : 16 millions de lecteurs.

Créé en aout 1944 par Paul Hutin-Desgrées, en remplacement de *L'Ouest-Éclair*. Son fils François Régis Hutin [1929-2017], qui a été séminariste, lui succède et maintient la ligne éditoriale chrétienne et anticommuniste. *Ouest-France* a la plus forte diffusion payée des quotidiens français : près de 700 000 exemplaires, contre 300 000 pour *Le Figaro* et *Le Monde*. Le groupe édite quatre autres quotidiens régionaux et près d'une centaine d'hebdos locaux (le groupe Publihebdos cumule environ 4 millions de lecteurs par mois).

Ouest-France appartient formellement à une « Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste ». Cependant, les profits du groupe reviennent à sa filiale Sofiouest, détenue pour une bonne part (entre 20 et 50% ?) par la famille Hutin. Sofiouest coédite le quotidien gratuit *20 minutes* [voir supra]. Sa filiale Spir Communication éditait des sites comme *Le bon coin* (revendu en 2010) ou *Logic-immo* (revendu en 2017).

Paris-Match : 15 millions de lecteurs.

Match, l'hebdomadaire de l'actualité mondiale est créé en 1938 par Jean Prouvost. Devenu en 1949 *Paris-Match*, il est acheté en 1976 par Daniel Filipacchi, puis rattaché au groupe Hachette Filipacchi Médias de Jean-Luc Lagardère. Il appartient aujourd'hui à Lagardère Active, qui édite aussi *Télé 7 jours* (13 millions de lecteurs par mois), *Elle* (10 millions), le supplément hebdomadaire *Version Femina* (10 millions), *Public* (8 millions), *Parents* (3 millions), *Le JDD* (audience par mois non mesurée ; en moyenne 1,2 million de lecteurs par semaine), *Ici Paris*, *France Dimanche*, etc. Cette branche de Lagardère SCA détient en outre les radios *Europe 1*, *Virgin* et *RFM*, les chaînes de télévision *Gulli*, *Canal J*, *MCM*, *Mezzo*, le groupe de production audiovisuelle Lagardère Studios, une régie publicitaire et de nombreux sites internet ; elle a 42 % des parts du groupe *Marie Claire*. Enfin, n'oublions pas que Lagardère SCA détient Hachette Livre, premier groupe d'édition français.

Arnaud Lagardère (58 ans), gérant et associé commandité de Lagardère SCA, n'en détient que 7 %, via le holding Lagardère Capital & Management, lui-même chapeauté par LM Holding SAS. Ce montage astucieux limite sa fortune apparente à 285 millions d'euros, alors qu'il a tout pouvoir sur une société qui réalise plus de 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

En 2018, Lagardère vend une large part de ses magazines (*Télé 7 Jours, Elle, Version Femina, France Dimanche,* etc.) au magnat tchèque Daniel Kretinsky (43 ans) qui a rapidement fait fortune (2,6 milliards de dollars) dans les centrales à charbon et qui est le gendre de l'homme d'affaires le plus riche du pays, Petr Kellner (15,5 milliards de dollars).

Voici : 14 millions de lecteurs.

Créé en 1987. Groupe Prisma Media de la famille Mohn [voir *Femme actuelle*]. Avec *Gala* et *VSD*, du même groupe allemand, et avec *Closer*, du groupe de Berlusconi [voir infra], *Voici* consacrera au couple Macron, dès 2014, une surface énorme et des articles truffés de jolis mensonges.

L'Obs : 13 millions de lecteurs.

L'Observateur politique, économique et littéraire, créé en 1950, est repris en 1964 sous le titre *Le Nouvel Observateur* par Claude Perdriel. Il devient le porte-parole du Parti socialiste et accompagne sa dérive. En 2014, le groupe Perdriel vend 66 % du capital aux actionnaires majoritaires du groupe Le Monde, Pierre Bergé (décédé en 2017), Xavier Niel et Mathieu Pigasse. Devenu *L'Obs*, il est atteint de macronite aiguë et sa diffusion ne cesse de décroître.

Télé 7 jours : 13 millions de lecteurs.

En 1944, la radio publique crée l'hebdomadaire *Radio 44*. Devenu *Télé 60*, il est vendu en 1960 à Jean Prouvost, qui le rebaptise *Télé 7 Jours*. Il appartenait à Arnaud Lagardère qui l'a cédé au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

Gala : 13 millions de lecteurs.

Créé en 1993. Groupe Prisma Media de la famille Mohn [voir *Femme actuelle*]. Un autre support de la légende dorée d'Emmanuel et Brigitte Macron.

Le Point : 12 millions de lecteurs.

Créé en 1972 par le groupe Hachette. Racheté en 1997 par François Pinault. En 2000, Franz-Olivier Giesbert en devient directeur. Étienne

Gernelle, un proche d'Emmanuel Macron, lui succède début 2014. Ligne éditoriale macrono-réactionnaire. La fortune de François Pinault (82 ans), construite par le dépeçage d'entreprises et l'investissement dans l'économie du luxe (groupe Kering), dépasse les 30 milliards d'euros.

Elle : 10 millions de lecteurs.

Fondé en 1945 par Hélène Lazareff. Appartenait à Arnaud Lagardère qui l'a cédé au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky [voir *Paris-Match*]. Impose une image normative de « la » femme, préoccupée « évidemment » par la mode et les produits de beauté. Désormais porte-parole officiel de la Première dame : « Brigitte Macron est adorée des foules, qui se déplacent en masse pour la voir. Ses looks font le buzz, et le style Brigitte Macron fait mouche ! »

Les Échos : 10 millions de lecteurs.

Fondé en 1908 par les frères Servan-Schreiber. Vendu en 1963 à la famille Beytout ; racheté en 2007 par Bernard Arnault, via LVMH [voir *Le Parisien*]. Le directeur des rédactions, Nicolas Barré, également éditorialiste sur *Europe 1 (Lagardère)*, le présente comme « un journal indépendant *[sic]*, favorable à l'économie de marché, bien sûr, ouvert sur le monde, européen ». Le directeur délégué de la rédaction, Dominique Seux, assène tous les matins sur *France Inter* son édito à la gloire du capitalisme.

Version Femina : 10 millions de lecteurs.

Depuis 2002, supplément hebdomadaire au *JDD (Lagardère)* et à une trentaine de quotidiens régionaux. Appartenait à Arnaud Lagardère qui l'a cédé au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky. Ce magazine nous dévoile par exemple le jugement de Carla Bruni sur Brigitte Macron : « C'est une femme gentille, chaleureuse et humaine, facile à aimer ».

Closer : 10 millions de lecteurs.

Lancé en 2005, appartient à Mondadori France, de même que *Auto Plus* (8 millions de lecteurs), *Télé Star* (7 millions), *Top santé* (5 millions), *Science et Vie* (4 millions), *Grazia* (3 millions), *Biba* (2 millions), *Pleine vie* (2 millions), *Modes&Travaux* (2 millions), *Nous Deux*,

Télé Poche, etc. Une trentaine de titres pour cette filiale française de Fininvest, le holding de Silvio Berlusconi (82 ans) dont la fortune est estimée à 7 milliards de dollars.

Il y a vingt ans, le magistrat milanais Antonio Di Pietro, qui avait conduit les enquêtes anticorruption *Mani pulite* [« Mains propres »], avait dénoncé « les groupes détenant de grands pouvoirs dans l'économie et les médias, qu'ils utilisent ensuite pour placer leurs hommes à la tête de l'État ».

Libération : 9 millions de lecteurs.

Un quotidien indépendant, au ton inédit, nommé *Libération* est créé en 1973, avec le soutien de Jean-Paul Sartre ; ce journal a disparu en février 1981. Une chose en papier, portant extérieurement le même titre, apparaît en mai 1981. En 2005, elle est cédée à Édouard de Rothschild. En 2014, l'homme d'affaires Patrick Drahi [voir *L'Express*] en prend le contrôle. La diffusion payée est de 75 000 exemplaires par jour en 2017. Le 6 mai 2017, toute la une de *Libération* affiche : FAITES CE QUE VOUS VOULEZ, MAIS VOTEZ MACRON.

Public : 8 millions de lecteurs.

Créé en 2003. Lagardère active, Arnaud Lagardère [voir *Paris-Match*].

Auto Plus : 8 millions de lecteurs.

Créé en 1988. Axel Springer et Mondadori, Silvio Berlusconi [voir *Closer*].

Télé Star : 7 millions de lecteurs.

Créé en 1976. Racheté par Mondadori, Silvio Berlusconi [voir *Closer*].

Sud Ouest : 7 millions de lecteurs.

Créé en août 1944 par Jacques Lemoine. Appartient toujours à la famille Lemoine, via la Société civile bordelaise de gestion.

Télérama : 7 millions de lecteurs.

Hebdomadaire à prétention culturelle, fondé en 1947 sous le titre *Radio-Loisirs*, par de soi-disant « cathos de gauche ». Il appartient au groupe Le Monde depuis 2003. Et donc aujourd'hui à Xavier Niel et Mathieu Pigasse. *Télérama*, *L'Obs* et *Le Monde* constituent le triptyque parfait pour le bobo qui se croit humaniste et progressiste.

CNews : 6 millions de lecteurs.

Quotidien gratuit lancé en 2007 sous le titre *Matin Plus* par *Le Monde* (30 %) et le groupe Bolloré (70 %). Bolloré détient, via Vivendi, le groupe *Canal+*, avec aussi les chaînes *C8*, *CStar* et *CNews* ; en 2018, il a racheté Éditis, qui regroupe 45 maisons d'édition. Le groupe Bolloré est contrôlé par la Financière de l'Odet, elle-même contrôlée par la Sofibol, détenue par la Compagnie de Guénolé... qui appartient à Vincent Bolloré ; des parts du groupe sont également détenues par diverses filiales du Groupe Rivaud, contrôlé par la Socfin... qui appartient à Vincent Bolloré. Admirons l'empilement de sociétés qui « optimise » non pas la gestion mais la fiscalité. La fortune de Vincent Bolloré (67 ans) avoisinerait les 8 milliards d'euros.

La Dépêche (du Midi) : 6 millions de lecteurs.

Créé en 1870, repris en 1925 par la famille Baylet, le quotidien est l'organe de presse du Parti radical, qui a connu ses belles heures sous la IIIe République. Le groupe La Dépêche édite également divers quotidiens ou magazines du sud de la France, dont *Midi libre* (3 millions de lecteurs) à Montpellier et *L'Indépendant* (2 millions) à Perpignan. La présidente du groupe en 2016 (C.A. 98 millions d'euros), Marie-France Marchand-Baylet, ex-épouse du ministre Jean-Michel Baylet, est la compagne de Laurent Fabius.

Le Dauphiné : 6 millions de lecteurs.

Créé en 1945. Intégré dans la Socpresse de Robert Hersant, puis repris en 2006 par le Crédit Mutuel dans le groupe EBRA (Est Bourgogne Rhône Alpes) qui possède maintenant neuf quotidiens régionaux : *Le Dauphiné*, *Le Progrès* (5 millions de lecteurs), *L'Est républicain* (3 mil-

lions), *Dernières Nouvelles d'Alsace* (2 millions), *Le Républicain lorrain* (2 millions), *L'Alsace*, *Le Bien public*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, *Vosges Matin*, ainsi que trois hebdos locaux et deux journaux gratuits. Le groupe EBRA a été impulsé par Michel Lucas (mort le 3 décembre 2018), patron tyrannique du Crédit Mutuel, et grand ami de Vincent Bolloré et de François Pinault.

Marie Claire : 6 millions de lecteurs.

Créé en 1937 par Jean Prouvost, un magnat du textile qui constituera après guerre un énorme groupe de médias (*Paris-Match*, *Le Figaro*, *Télé 7 Jours*, *Radio Luxembourg*, etc.). Aujourd'hui, la famille Prouvost a seulement conservé 52% des parts du groupe Marie Claire (48 % à Lagardère Active), qui édite aussi *Cosmopolitan* (4 millions de lecteurs), *Avantages* (2 millions), *Votre Beauté*, etc. Sa fortune est estimée à 125 millions d'euros.

Challenges : 5 millions de lecteurs.

Fondé en 1982 et racheté en 1987 par Claude Perdriel. Le groupe Perdriel, est également propriétaire de *Sciences et Avenir* (5 millions de lecteurs), *La Recherche*, *L'Histoire*, *Historia* et *Le Magazine littéraire*. Il a conservé une participation de 34 % dans *L'Obs* et détient 5,5 % du groupe Le Monde, lequel détient 6 % du groupe Perdriel. La fortune de Claude Perdriel (92 ans), basée sur les sanibroyeurs SFA, est d'environ 200 millions d'euros. En décembre 2017, Renault *[oui, les automobiles Renault !]* acquiert 40 % du groupe par un accroissement de capital de 5 millions d'euros.

Marianne : 5 millions de lecteurs.

Créé en 1997 par Jean-François Kahn, Maurice Szafran et Robert Assaraf, cet hebdomadaire plutôt original est repris en 2006 par Yves de Chaisemartin, ancien directeur général de la Socpresse de Robert Hersant. Sa diffusion payée (140 000 ex.) est en chute constante, comme celle de la plupart des magazines généralistes. Il est racheté en 2018 par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky (fortune 2,6 milliards de dollars).

Top Santé : 5 millions de lecteurs.

Mensuel créé en 1990 en partenariat avec l'émission « Santé à la Une » sur *TF1*. Repris en 1996 par Mondadori, Silvio Berlusconi [voir *Closer*].

Notre temps : 5 millions de lecteurs.

Créé en 1968 par Bayard Presse, à destination du public « senior ». Le groupe Bayard a été fondé en 1873, sous le nom de Maison de la Bonne Presse, par les Augustins de l'Assomption, qui en sont toujours les bienheureux propriétaires. Le groupe édite le quotidien *La Croix* (3 millions de lecteurs par mois), l'hebdomadaire *Le Pèlerin* (600 000 lecteurs par semaine), des magazines de découverte sur la nature (*Terre sauvage*, *Alpes Magazine*, *Pyrénées Magazine*, etc.) et d'innombrables *titres pour la jeunesse* : *Astrapi*, *Babar*, *J'aime lire*, *Je bouquine*, *Manon*, *Okapi*, *Phosphore*, *Picoti*, *Pomme d'Api* (1,6 million de lecteurs adultes par mois), *Popi*, *Toboggan*, *Wakou*, *Wapiti*, *Youpi*, etc. Le chiffre d'affaires annuel de Bayard est de 354 millions d'euros en 2016 (pour comparaison, celui du groupe Le Monde est de 327 millions d'euros et celui de Mondadori France de 322 millions d'euros).

TÉLÉVISIONS

France Télévisions

France 2, ***France 3***, ***France 4***, ***France 5***, ***France Ô***, ***France Info*** (avec Radio France), *La 1ère* (réseau outre-mer : neuf télévisons et radios) et diverses autres participations dont *arte* et *TV5 Monde*. Part d'audience des six chaînes publiques diffusées sur la TNT gratuite : 28 % en 2018 (35 % en 2008).

La chaîne franco-allemande supposée « culturelle » *arte* est composée d'Arte France (45 % France Télévisions) et d'Arte Deutschland. Parts d'audience : 2% en France, 1% en Allemagne.

Groupe TF1 : famille Bouygues

TF1, *TMC*, *TFX* (ex *NT1*), *TF1 Séries Films* (ex *HD1*), *LCI*, *Histoire*, *TV Breizh*, *Ushuaia TV*, Série *Club*. Part d'audience des cinq chaînes diffusées sur la TNT gratuite : 28 % en 2018.

Pour un chiffre d'affaires dépassant en 2016 les deux milliards d'euros, le résultat net n'est que de 42 millions. Le groupe Bouygues détient 44 % du capital ; les salariés 7 %. Les frères Martin et Olivier Bouygues contrôlent le groupe Bouygues en ne détenant que 20 % des actions ; de ce fait, leur fortune est estimée à « seulement » 4 milliards d'euros.

Groupe M6 : famille Mohn

M6, *W9*, *6ter*, *Paris Première*, *Téva*, *M6 music*, *M6 boutique*, Série *Club*. Part d'audience des trois chaînes gratuites : 13 % en 2018.

Le chiffre d'affaires, incluant les activités radio [voir infra], internet, télé-achat et production, est de 1,3 milliard d'euros et dégage un résultat net de 153 millions. Le groupe M6 est une filiale à 48 % du groupe luxembourgeois RTL Group, lui-même filiale à 75 % du groupe de médias allemand Bertelsmann, lui-même détenu par la famille Mohn via diverses fondations [voir supra le magazine *Femme actuelle*]. La fortune réelle de la famille Mohn est inconnue ; selon *Forbes* (*The World's Billionaires*), elle serait de 5 milliards de dollars.

Groupe Canal+ : Vincent Bolloré

C8, *CStar*, *CNews*, *Canal+* et ses déclinaisons, et les chaînes payantes Multithématiques (*Ciné+*, *Planète+*, etc.). Part d'audience des quatre chaînes TNT, gratuites ou payante : 6 % en 2018.

Le chiffre d'affaires, incluant les activités de production (Studio Canal) et les chaînes payantes à l'étranger, dépasse 5 milliards d'euros mais le groupe enregistre une perte opérationnelle de presque 400 millions d'euros en 2016. Détenu à 100 % par Vivendi, qui est contrôlé par le groupe Bolloré [voir le quotidien *CNews*]. La fortune des Bolloré avoisine les 8 milliards d'euros.

NextRadioTV : Patrick Drahi (et Alain Weill)

BFM TV, *RMC Story*, *RMC Découverte*, *BFM Business*, *BFM Sport*, *BFM Paris*. Part d'audience des trois chaînes TNT gratuites : 6 % en 2018.

Le groupe détient également les radios *RMC* et *BFM Business* [voir infra]. Il est formellement détenu à 51 % par Alain Weill et à 49 % par SFR (branche SFR Radio TV) qui devrait augmenter prochainement sa participation. Les cinq chaînes *SFR Sport* et la nouvelle chaine *Altice Studio* appartiennent directement à SFR. Rappelons que la branche SFR Presse détient entre autres *L'Express* et *Libération* [voir supra].

SFR Group (rebaptisé Altice France en 2018) appartient à Altice, société de droit luxembourgeois cotée à la bourse d'Amsterdam, elle-même contrôlée à 58 % par Patrick Drahi, via la société Next établie à Guernesey... La fortune de Patrick Drahi serait « tombée » à 7,7 milliards d'euros *début 2018,* du fait de l'effondrement du cours d'Altice.

NRJ Group : Jean-Paul Baudecroux

NRJ 12, *Chérie 25*, *NRJ Hits*, et les radios *NRJ*, *Chérie FM*, *Rire et Chansons*, *Nostalgie* [voir infra]. Part d'audience des deux chaînes sur la TNT : 3 % en 2018. Fondateur de NRJ en 1984, Jean-Paul Baudecroux (72 ans) détient près de 80 % du capital ; sa fortune est estimée à 670 millions d'euros.

Groupe Amaury : famille Amaury

L'Équipe, déclinaison télévisuelle du quotidien sportif [voir supra]. Part d'audience : 1 % en 2018. Le groupe appartient à la famille Amaury, dont la fortune est estimée à 350 millions d'euros.

Lagardère Active : Arnaud Lagardère

Gulli (part d'audience 2 % ; 17 % sur les 4-10 ans) et seize autres chaînes : *MCM*, *Mezzo*, *Elle Girl*, *Canal J*, *TiJi*, *Virgin*, *RFM*, etc. Par un habile montage, la fortune d'Arnaud Lagardère, gérant et associé commandité de Lagardère SCA, se limite en apparence à 285 millions d'euros [voir supra *Paris-Match*].

RADIOS
(Parts d'audience arrondies, début 2019) : groupe ; propriétaire.

France Inter (12 %), *France Bleu* (6 %), *France Info* (4 %), *France Culture* (2 %), *France Musique* (1,5 %) : total **Radio France** 27 %.

RTL (12 %), *RTL2* (3 %), *Fun Radio* (4 %) : groupe M6 ; **famille Mohn**.

RMC (6 %), *BFM Business* : NextRadioTV ; **Patrick Drahi**.

NRJ (6 %), *Nostalgie* (4,5 %), *Chérie* (2 %), *Rire et Chansons* (1,5 %) : NRJ Group ; **Jean-Paul Baudecroux**.

Europe 1 (4,5 %), *RFM* (3,5 %), *Virgin Radio* (2,5 %) : Lagardère Active ; **Arnaud Lagardère**.

Skyrock (3 %) : Nakama ; **Pierre Bellanger** et Crédit Agricole.

Radio Classique (2 %) : groupe Les Échos-Le Parisien ; **Bernard Arnault**.

Aucune autre station de radio n'atteint 1 % en part d'audience. Le groupement « Les Indés Radios » assure le couplage publicitaire de 130 petites stations qui totalisent 12 % de l'audience.